

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE PRIVILÈGE DES BOUILLEURS DE CRU ÉTUDE GÉNÉRALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 23 Mai 1936, à 13 heures 30

PAR

Léon NOYER

JURY { *Président : M. W. OUALID, professeur.*
 { *Suffragants { MM. NOGARO } professeurs.*
 { MAUNIER }

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^{ie}

160, Rue Saint-Jacques, 160

1936

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE PRIVILÈGE DES BOUILLEURS DE CRU ÉTUDE GÉNÉRALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 23 Mai 1936, à 13 heures 30

PAR

Léon NOYER

JURY { *Président : M. W. OUALID, professeur.*
Suffragants { MM. NOGARO } *professeurs.*
MAUNIER }

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^{ie}

160, Rue Saint-Jacques, 160

1936

A MON PÈRE, A MA MÈRE

A MON BEAU-FRÈRE, A MA SOEUR

dont l'affectueuse hospitalité m'a
permis d'exécuter ce travail.

A MA BELLE-SOEUR, A MON FRÈRE

dont les suggestions m'ont été si
précieuses.



Je voudrais ici adresser mes remerciements à ceux qui m'ont guidé dans l'accomplissement de ce travail.

J'exprime, en particulier, ma gratitude à Monsieur le Professeur WILLIAM OUALID qui a bien voulu accepter la présidence de ma thèse et m'aider de ses précieuses directives.

Ma reconnaissance va également à Monsieur E. DUBOIS, Administrateur à la Direction Générale des Contributions indirectes, dont les conseils, hautement autorisés, m'ont été d'une si grande utilité ; à Monsieur C. REBOUL, Secrétaire de la Commission des boissons de la Chambre des Députés, qui m'a aimablement communiqué les documents dont il disposait ; à Monsieur VÉRON, sous-chef de bureau à la Direction Générale des Contributions indirectes près de qui j'ai toujours trouvé si bon accueil.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

LA CONDITION JURIDIQUE ET ÉCONOMIQUE DES BOUILLEURS DE CRU

TITRE I. — HISTOIRE DU PRIVILÈGE	17
Section I. — L'ancien régime.....	18
§ 1. — Les aides	19
§ 2. — Identité de traitement du bouilleur de cru et du bouilleur de profession. Lutte des assujettis. Fermeté des décisions des pouvoirs publics.....	21
§ 3. — Le privilège des bouilleurs de vin.....	26
Section II. — De la Révolution à la loi du 24 décembre 1875. La formation du privilège.....	29
§ 1. — Constitution du privilège. Lois de 1804, 1806, 1814, 1816, 1824.....	29
§ 2. — Définition du privilège. Lois de 1838 et 1839	32
§ 3. — Réglementation et suppression du contrôle. Lois de 1872 et de 1875.....	34
Section III. — Vicissitudes du privilège. Passages successifs de la réglementation à la liberté. Lois de 1900, 1903 et 1906	38
§ 1. — La loi du 29 décembre 1900.....	39
§ 2. — La loi du 31 mars 1903.....	43
§ 3. — Le privilège après 1903. Loi du 27 fév. 1906	46
Section IV. — La réglementation du privilège. Lois de 1916 et de 1923	49
§ 1. — La loi de 1916.....	49
§ 2. — L'amenuisement de la réglementation. La loi de 1923	54
Section V. — Vers le rétablissement du privilège intégral..	59

TITRE II. — LA CONDITION JURIDIQUE DES BOUILLEURS DE CRU :

RÈGLEMENTATION ACTUELLE DU PRIVILÈGE	69
CHAPITRE I. — <i>Généralités et définition. Qui est bouil- leur de cru ?</i>	
1 ^o La distillation doit porter sur des matières déterminées.	71
2 ^o Ces matières doivent provenir exclusivement de la récolte du producteur	72
3 ^o Le récoltant ne doit pas se livrer au commerce des alcools dans le canton du lieu de distillation et les communes limitrophes	74
4 ^o L'alcool alloué en franchise doit être consommé sur place	75
CHAPITRE II. — <i>Le régime des bouilleurs de cru soumis au contrôle</i>	
Section I. — Principes généraux	78
Section II. — Contrôle des opérations des bouilleurs de cru	81
1 ^o La distillation à domicile.....	81
§ 1. — Obligations des bouilleurs.....	82
I. Obligations des bouilleurs de cru distillant eux- mêmes	82
A. Avant la distillation.....	82
B. Au cours de la fabrication.....	83
C. Après la distillation.....	84
II. Obligations des bouilleurs de cru faisant dis- tiller à domicile par un bouilleur ambulant..	85
§ 2. — Obligations du loueur ambulant opérant au domicile du récoltant	85
§ 3. — Rôle du service.....	86
A. Avant le début de la distillation.....	87
B. Au cours de la distillation.....	87
C. Après la clôture des opérations.....	88
2 ^o La distillation en ateliers publics.....	89
§ 1. — Ouverture des ateliers publics.....	89
§ 2. — Obligations des bouilleurs de cru.....	90
I. Obligations des bouilleurs de cru qui distillent eux-mêmes à l'atelier public.....	92
II. Obligations des bouilleurs de cru faisant dis- tiller à l'atelier public par un loueur ambulant	91
§ 3. — Obligations des bouilleurs ambulants.....	91
§ 4. — Rôle du service.....	92

3° <i>La distillation en brûlerie coopérative ou syndicale</i>	94
§ 1. — Constitution des brûleries coopératives ou syndicales	94
§ 2. — Obligations des bouilleurs de cru.....	95
§ 3. — Obligations des gérants.....	96
§ 4. — Rôle du service.....	97
<i>Section III. — Paiement des droits. Répartition de l'allocation</i>	98
§ 1. — Paiement des droits.....	98
§ 2. — Répartition de l'allocation.....	99
a) Lorsque le fond est indivis.....	100
b) En cas de bail à ferme.....	100
c) En cas de métayage.....	100
<i>Section IV. — Les visites domiciliaires des agents de la Régie</i>	101
§ 1. — Visites ordinaires résultant du droit de surveillance de l'Administration sur les assujettis..	101
a) Pendant la fabrication.....	101
b) Au moment de l'inventaire.....	101
c) Au moment du récolement.....	102
§ 2. — Visites en cas de soupçon de fraude. Résultant du droit de visite de l'Administration chez les particuliers non soumis à l'exercice en cas de soupçon de fraude	103
a) Locaux ne servant pas exclusivement à l'habitation	104
b) Locaux servant exclusivement à l'habitation..	104
<i>Section V. — Sanctions et pénalités</i>	104
<i>Section VI. — Le contrôle des alambics</i>	106
a) Fabrication et commerce des alambics.....	106
b) Détention des alambics.....	106
c) Circulation des alambics.....	107
<i>Section VII. — Appréciation sur le régime du contrôle, la situation spéciale des petits bouilleurs de cru dont la production annuelle ne dépasse pas 50 l. d'alcool pur</i>	107
<i>Appendice. — Imposition au forfait d'après le volume des matières premières. Imposition au moyen d'un compteur. Art. 38 et 39 Code des C. I.</i>	109
 CHAPITRE III. — Régime du forfait départemental. Décret-loi du 25 juin 1935	113
<i>Section I. .. La réglementation</i>	113
§ 1. — Principes généraux.....	113
§ 2. — La mise en application du système forfaitaire	115

§ 3. — La contribution forfaitaire.....	116
a) Détermination du montant du forfait.....	116
b) Répartition du forfait.....	117
c) Le paiement du forfait.....	118
§ 4. — Dispositions accessoires.....	120
a) Ateliers publics et coopératifs.....	120
b) Expéditions d'eau-de-vie	120
c) Récoltants qui doivent prendre la position de bouilleurs de profession	121
§ 5. — Mesures de surveillance. Pénalités.....	122
Section II. — Appréciation.....	124
TITRE III. — CONDITION ECONOMIQUE	
DES BOUILLEURS DE CRU :	
SITUATION QU'ILS OCCUPENT DANS LA	
PRODUCTION GENERALE DES ALCOOLS NATURELS	131
Généralités. Organisation du marché de l'alcool.....	132
A. Les alcools réservés.....	132
B. Les alcools libres.....	133
C. Les alcools dont la production est obligatoire....	134
D. Prix d'achat et de vente des alcools de retrocession	134
Section I. — Progression du nombre et de la production des bouilleurs de cru	139
§ 1. — Progression. Influence des années de régle- mentation	139
§ 2. — Causes de l'accroissement du nombre et de la production des bouilleurs de cru.....	143
Section II. — Répartition territoriale des bouilleurs de cru	145
§ 1. — Répartition selon le nombre des bouilleurs..	145
§ 2. — Répartition selon l'importance de la produc- tion des bouilleurs.....	148
Section III. — Répartition de la production des bouilleurs de cru selon la nature des eaux-de-vie obtenues....	150
§ 1. — Les diverses variétés d'eaux-de-vie naturelles Leur proportion dans la production des bouil- leurs de cru	150
I. Les diverses variétés d'eaux-de-vie.....	150
a) Eaux-de-vie de vin, lies et marcs.....	151
b) Eaux-de-vie de cidre	152
c) Eaux-de-vie de fruits	152
II. Proportion entre les différentes catégories d'alcool produites par les bouilleurs de cru.	153

TABLE DES MATIÈRES

§ 2. — Part des bouilleurs de cru dans la production des alcools naturels.....	151
A. Part des bouilleurs de cru dans la production générale	154
B. Part des bouilleurs de cru suivant les différentes sortes d'alcool	156
<i>Section IV.</i> — Fonctionnement pratique du privilège.....	157
§ 1. — La distillation en ateliers publics.....	157
§ 2. — La distillation en brùleries coopératives ou syndicales	159
§ 3. — La distillation à domicile.....	162
§ 4. — Les départements placés sous le régime du forfait départemental	165
<i>Addendum.</i> — Les bouilleurs de cru dans quelques pays étrangers	168
Suisse Espagne Allemagne	
Italie Belgique Tchécoslovaquie	

DEUXIÈME PARTIE

EXAMEN CRITIQUE

DE LA CONDITION DES BOUILLEURS DE CRU

TITRE I. — LE PRIVILÈGE EST-IL TROP ÉTROIT ? 175

CHAPITRE I. — *Arguments théoriques : est-ce un droit, est-ce un privilège ?*..... 177

Section I. — Le privilège est-il un attribut du droit de propriété ? 177

§ 1. — La réglementation ne porte pas atteinte au droit de propriété 179

§ 2. — Sa qualité de propriétaire ne peut faire échapper le récoltant au paiement de l'impôt : les taxes de consommation sont universelles..... 180

§ 3. — Il n'y a pas deux sortes de propriété..... 183

Section II. — Inviolabilité du domicile. Liberté individuelle 185

§ 1. — Légitimité du contrôle à domicile..... 186

§ 2. — Nécessité du contrôle à la production..... 190

Section III. — Le principe de l'égalité devant l'impôt..... 193

§ 1. — L'injustice créée par le privilège..... 193

§ 2. — Il n'existe pas un principe en vertu duquel les producteurs sont exemptés des taxes de consommation sur leurs produits..... 196

Section IV. — La réglementation de 1916 et de 1923 n'aurait qu'un caractère provisoire	199
CHAPITRE II. — <i>Arguments de fait</i>	205
Section I. — Le privilège et l'agriculture envisagée d'un point de vue général	205
§ 1. — Le privilège serait un remède à l'excès des impôts agricoles	206
§ 2. — Le privilège serait lié à la propriété de l'agriculture. Ce serait une prime à l'agriculture.....	208
a) Intérêt de la distillation pour l'agriculture.....	208
b) La prime à l'agriculture que constituerait le privilège	210
§ 3. — La prospérité de l'agriculture est liée au statut des alcools naturels	213
Section II. — Le privilège et la viticulture.....	216
Sous-Section I. — La distillation facultative comme remède à la crise vinicole	218
§ 1. — Exposé de l'argumentation des partisans de la distillation facultative	218
§ 2. — Examen critique de la thèse des viticulteurs.....	220
Sous-Section II. — Le vinage à la cuve comme remède à la surproduction vinicole et le privilège des bouilleurs de cru	226
§ 1. — Intérêt du vinage à la cuve comme remède à la surproduction vinicole.....	226
§ 2. — Inconvénients du vinage à la cuve. Il suppose le contrôle de la production des bouill. de cru	231
Section III. — Le privilège et la production cidricole.....	236
Sous-Section I. — L'agitation paysanne dans les départements producteurs d'eau-de-vie de cidre.....	237
Sous-Section II. — Les raisons de cette agitation.....	240
§ 1. — Les raisons invoquées par les bouilleurs de cru	240
a) Les visites domiciliaires	241
b) La prime aux indicateurs	244
§ 2. — Les causes véritables du mouvement.....	246
TITRE II. — LE PRIVILÈGE EST-IL TROP LARGE ?	251
CHAPITRE I. — <i>Conséquences fiscales. Préjudice causé au Trésor</i>	253
Généralités sur le régime de l'imposition des alcools.....	270
I. Préjudice résultant de l'allocation en franchise.....	257
II. Préjudice résultant de la fraude.....	259

<i>Section I. — Les sources de la fraude</i>	261
<i>Section II. — Comment s'effectue la fraude, son organisation</i>	265
<i>Section III. — Preuves de la fraude des bouilleurs de cru..</i>	271
§ 1. — Preuve directe.....	271
§ 2. — Preuve résultant de la comparaison des années de liberté et des années de réglementation.....	272
A. La loi du 2 août 1872 et ses résultats.....	273
B. La loi du 31 mars 1903 et ses résultats.....	276
C. La période qui suit la loi du 28 février 1923..	281
§ 3. — Preuve de la fraude par le rapport inverse- ment proportionnel entre la consommation taxée de l'alcool et la production des vins et des cidres	287
<i>Section IV. — Evaluation de la perte causée aux finances publiques par la fraude.....</i>	292
<i>Section V. — Conclusion.....</i>	295
 CHAPITRE II. — Conséquences commerciales.....	299
<i>Section I. — Le rendement de l'impôt sur l'alcool et le com- merce des boissons</i>	299
<i>Section II. — Premier grief du commerce : l'inégalité fiscale</i>	301
<i>Section III. — Second grief du commerce : la concurrence frauduleuse</i>	302
§ 1. — Le commerce de détail.....	303
§ 2. — Le commerce de gros.....	304
 CHAPITRE III. — Conséquences hygiéniques et sociales	311
<i>Section I. — Le privilège introduit l'alcoolisme dans les campagnes</i>	312
§ 1. — L'alcool des bouilleurs de cru est en général pernicieux	312
§ 2. — Le privilège développe l'alcoolisme dans la famille	315
§ 3. — Les régions à bouilleurs de cru sont celles où la consommation de l'alcool est la plus consi- dérable	318
<i>Section II. — Conséquences sur la santé publique des faci- lités données à la consommation de l'alcool de cru..</i>	322
 CONCLUSION	327
 BIBLIOGRAPHIE	337

GRAPHIQUE ET TABLEAUX

Courbe du nombre des bouilleurs de cru, de leur production et des quantités allouées en franchise de 1876 à 1934.....	138
Tableau indiquant le nombre des bouilleurs de cru, leur production et les quantités allouées en franchise de 1876 à 1934..	136
Tableau indiquant le nombre des bouilleurs de cru, leur production et les quantités allouées en franchise dans chaque département durant la campagne 1933-1934.....	144
Tableau indiquant la répartition départementale des bouilleurs de cru suivant leur nombre durant la campagne 1933-1934....	146
Tableau indiquant la répartition départementale des bouilleurs de cru suivant leur production durant la campagne 1933-1934	148
Tableau indiquant dans quels départements a été adopté le nouveau régime du décret-loi du 25 juin 1935.....	166
Tableau indiquant les variations du droit de consommation durant les années 1901 à 1907.....	279
Tableau indiquant les quantités d'alcool taxées dans l'ensemble de la France, dans les départements bouilleurs et dans les départements non bouilleurs depuis la loi de 1923.....	284
Tableau indiquant la consommation de l'alcool par département (consommation taxée et non taxée) en 1933.....	320

INTRODUCTION

Les récents événements qui viennent de se dérouler dans les provinces de l'Ouest, où les paysans se sont insurgés contre les agents de l'Etat chargés de la perception de l'impôt sur l'alcool, ont apporté un regain d'actualité à ce « problème des bouilleurs de cru » qui depuis plus d'un siècle n'a cessé d'occuper l'ordre du jour des assemblées parlementaires.

Dans son sens le plus large, l'expression « bouilleur de cru » s'applique à toute personne qui distille les fruits de sa récolte en vue de la production de l'alcool, mais au point de vue fiscal la portée de cette expression est plus restreinte; elle ne vise que les propriétaires, fermiers ou métayers, qui transforment en eaux-de-vie certaines matières spécifiées par la loi, provenant exclusivement de leur récolte. L'exemption d'impôt et les facilités de travail qui constituent le « privilège » de ces récoltants ont soulevé d'ardentes discussions ; tant il est vrai que les dispenses d'impôt les plus abusives finissent par être considérées par ceux qui en jouissent comme des droits acquis qu'ils défendent avec une conviction passionnée, car il est dans la nature humaine de faire plus facilement l'abandon d'un droit que d'un privilège ! Et, si peu de problèmes sont aussi anciens, peu également ont conservé une aussi grande actualité rendant l'étude du « privilège des bouilleurs de cru » intéressante pour de multiples raisons.

En effet, la question du privilège est liée à celle du régime de l'alcool qui met en jeu des intérêts si considérables et si contradictoires : d'une part la production des alcools « naturels » source de richesse pour les pays producteurs de vins et de cidres et d'autre part la production des alcools « industriels » facteur de prospérité pour les régions où l'on cultive la betterave.

Elle touche, en raison de l'extrême division de la propriété rurale en France, plus de trois millions de cultivateurs qui souffrent de la crise agricole conséquence de la crise générale, aggravée encore par la surproduction des vins et, dans une moindre mesure, par celle des cidres.

Elle met en jeu des principes fondamentaux : droit de propriété, égalité devant l'impôt, liberté du domicile si chère à tous les cœurs français.

Elle se rattache de près à la grave question de l'équilibre budgétaire qui, en ces temps de moins values constantes dans la rentrée des impôts, n'a jamais été autant à l'ordre du jour.

Elle est liée enfin par un rapport étroit à l'important problème de la lutte contre l'alcoolisme (1).

L'accroissement continu des dépenses publiques par suite de l'extension du rôle social de l'Etat et des besoins considérables nés de la guerre a conduit les gouvernements à demander aux impôts indirects une part contributive de plus en plus importante. La productivité des impôts indirects est en effet leur caractéristique principale et il est normal que l'on ait songé à se tourner vers eux pour combler les déficits budgétaires, malgré les inconvénients qu'ils présentent dont le plus notable est leur improporcionnalité. C'est ainsi que dans le budget de 1931-32 les impôts directs figuraient pour 16.500 millions, tandis que les taxes indirectes y étaient comprises pour 35 milliards.

Parmi les denrées de consommation que peuvent frapper les impôts indirects, on met à part les denrées de luxe et les denrées de première nécessité qui ne donnent qu'un rendement peu élevé, les premières en raison de leur faible débit, les secondes en raison de l'impossibilité où l'on est de les taxer lourdement, car des préoccupations pressantes d'humanité commandent de détourner de l'impôt ces

(1) Les ouvrages d'ensemble sur la question du privilège des bouilleurs de cru sont pour la plupart assez anciens. Notamment la thèse la plus récente sur ce sujet remonte à 1909.

objets de première nécessité à la consommation desquels les plus pauvres ne peuvent pas se soustraire. Par contre, il est une autre catégorie de marchandises d'un usage général bien que d'une utilité relative, citons le tabac, l'alcool, le café, le sucre, etc... ce sont celles-là que l'on s'accorde à imposer plus lourdement. Certes, des distinctions doivent être faites dans l'utilité respective de ces marchandises et c'est là une source de difficultés, car il est délicat de dire où commence le superflu et où cesse l'utile. Quoi qu'il en soit, l'alcool a toujours été considéré par le législateur français comme la matière imposable par excellence, c'est, a-t-on dit, la « bête de somme » des budgets, et il semble même qu'on ait aujourd'hui dépassé la mesure.

Le droit de consommation sur les boissons alcoolisées fixé primitivement à 54 francs par hectolitre d'alcool pur, a vu son taux passer de 150 francs en 1871 à 220 francs en 1900, à 400 en 1916, à 1150 en 1924 pour atteindre finalement 1350 francs en 1933. Depuis 1917, l'hectolitre d'alcool pur supportait une taxe de luxe *ad valorem* de 47 % dont le taux était de 1.000 francs et une taxe sur le chiffre d'affaires de 8,50 % qui s'élevait à 181 francs. Les décrets-lois de juillet 1934 ont fondu ces impôts en un droit unique de 2500 francs par hectolitre d'alcool pur. A celui-ci s'ajoute encore une taxe spéciale sur les spiritueux anisés et les amers de 310 francs par hectolitre d'alcool. Sur les 2500 francs, 250 sont perçus au profit des communes, le reste est perçu au profit de l'Etat.

L'alcool, en raison d'un tel tarif, occupe une place prépondérante dans les produits des Contributions indirectes. C'est ainsi que dans les recettes de 1933, les droits sur l'alcool, la taxe spéciale sur les ventes de spiritueux et vins de luxe et la taxe spéciale sur certains apéritifs ont fourni la somme de 2.218.464.000 francs, tandis que le produit total de l'ensemble des droits sur les boissons a été de 2.938.211.000 francs. Et encore conviendrait-il d'ajouter à ce chiffre tous les autres impôts tels ceux sur les bénéfices industriels et commerciaux, les patentes, les taxes sur le chiffre d'affaires payés par le commerce des alcools ; on

arriverait certainement à un total dépassant notablement le chiffre de 3 milliards.

Ainsi, ce simple litre d'alcool que chacun peut dissimuler sous ses vêtements se trouve chargé de 25 francs de droits ! Et, si du litre nous passons à l'hectolitre, c'est 2500 francs que la première automobile venue peut soustraire, aux regards du fisc. Aussi pour assurer le recouvrement d'un pareil impôt l'Administration a-t-elle dû prendre d'indispensables mesures de surveillance, car il est inévitable qu'avec un tarif aussi élevé de nombreuses tentatives de fraude ne se produisent. La surveillance s'exerce tant à la circulation qu'à la production. A la circulation, les formalités consistent en ce que tout enlèvement d'alcool nécessite un titre de mouvement délivré par la Régie. C'est ou bien un congé, pièce constatant que le paiement des droits a eu lieu, ou un passavant ou un laissez-passer, qui attestent l'exonération des droits lorsque les produits circulent en franchise ; ou un acquit à caution, titre de mouvement garantissant le paiement des droits « par lequel le soumissionnaire, s'engage solidairement avec une caution à représenter le produit au lieu d'arrivée, sous peine de payer une amende de quotité variable » (1). Pour obtenir décharge de l'acquit, il faudra donc représenter la marchandise au lieu d'arrivée.

Les formalités à la circulation risqueraient d'être inefficaces en raison du taux énorme des droits qui rend la fraude si fructueuse ; aussi sont-elles complétées par une surveillance à la production qui met à même de connaître les sources qui peuvent alimenter la circulation. La surveillance est plus ou moins sévère suivant les conditions de la production. On distingue d'une part les distilleries industrielles soumises à une surveillance permanente (Règlement A du 18 sept. 1879) et d'autre part les distilleries agricoles, soumises à une surveillance intermittente (Règlement A bis 19 sept. 1879). Les bouilleurs de profession, c'est-à-dire les industriels qui *achètent* pour en faire de l'alcool, des vins,

(1) Allix et Lecercelé : *Les Contributions Indirectes*, t. I, p. 165.

cidres, poirés, lies, mares ou fruits, sont régis par le Règlement B du 15 avril 1881 qui édicte une surveillance généralement intermittente et un contrôle moins rigoureux que dans les cas précédents (1).

En fait l'Administration se base sur l'importance de la production pour savoir si une usine doit être ou non soumise à la surveillance permanente. Nous renvoyons pour les détails à la lecture de ces textes spéciaux.

En vertu de ces règlements les professionnels sont astreints à des obligations rigoureuses relatives à l'agencement des usines, aux déclarations de fabrication, à la tenue des comptes, à l'exercice des commis. La tenue des comptes est surtout importante. Les comptes sont généralement au nombre de trois : compte de matières premières, compte général de fabrication, compte de magasin ; ils permettent par le jeu de la prise en charge et des inventaires de suivre l'alcool dès sa sortie de l'alambic jusqu'au paiement des droits.

Cette chaîne ininterrompue de formalités imposées aux professionnels rend pratiquement toute fraude impossible ; mais il existe dans ce système si bien ordonné une redoutable fissure : celle du privilège des bouilleurs de cru. Les bouilleurs sont en effet dispensés de l'exercice proprement dit et jouissent d'une exemption de taxe sur leur consommation d'alcool. C'est par cette brèche que s'échappe une partie de l'impôt en raison de l'absence d'une surveillance suffisante de la production des récoltants. Traitement de faveur exorbitant du droit commun, dispense d'impôts, c'est bien là un privilège.

Le privilège « intégral » consiste : 1° dans la dispense de toute déclaration de fabrication et l'affranchissement de l'exercice, 2° dans l'exemption de la taxe de consommation sur l'alcool fabriqué par les bouilleurs et consommé à domicile, qui découle implicitement de l'absence de toute déclaration et de tout contrôle. Ainsi défini le privilège n'existe

(1) Pour les détails voir Hourcade : *Manuel des Contributions Indirectes et des Octrois*.

plus aujourd'hui ou plus exactement n'existait plus, puisque le décret-loi du 25 juin 1935 l'a presque entièrement rétabli dans les départements où demande en sera faite par le conseil général.

D'après la loi de 1923 et les dispositions ultérieures les faveurs des bouilleurs de cru sont les suivantes :

Les bouilleurs de cru :

1° Placés en dehors du droit commun, peuvent distiller leurs récoltes en toutes quantités, à toutes époques de l'année sans être astreints à suivre la réglementation applicable aux bouilleurs de profession (Règlement B). Ils jouissent d'un traitement de faveur consistant en un système de déclarations contrôlées avec dispense de formalité quand la production ne dépasse pas 50 litres d'alcool pur par campagne ou ne dure pas plus de 24 heures. La distillation peut s'effectuer à domicile, à l'atelier public ou dans une brûlerie coopérative.

2° Bénéficient d'une allocation de 10 litres d'alcool pur (20 litres à 50°) en franchise de tous droits.

3° ne paient sur les quantités qu'ils consomment en sus de cette allocation qu'un droit au tarif réduit de 1350 fr. par hectolitre d'alcool pur au lieu du tarif ordinaire de 2500 francs.

4° Bénéficient d'une remise de 10 % s'ils paient au comptant les droits dont ils peuvent être redevables.

Le décret-loi du 25 juin 1935 tout en laissant subsister le système de la loi de 1923 a établi un nouveau régime dit du « forfait départemental », qui coexiste à côté de l'ancien et dont l'application dans chaque département est laissée à l'initiative du conseil général (vingt neuf départements ont jusqu'à ce jour décidé d'adopter le régime forfaitaire). Dans ces départements, moyennant le paiement d'une taxe représentant ce que les bouilleurs de cru ont versé annuellement sur les quantités consommées en sus de l'allocation en franchise durant les cinq dernières campagnes, le privilège est peut-on dire intégralement rétabli. En effet dans ces régions les bouilleurs de cru sont entièrement affranchis de toute surveillance et de tout contrôle ; par suite, ils peuvent en

raison de la suppression de toute déclaration et de la prise en charge consommer chez eux tout l'alcool que bon leur semble sans payer aucun droit.

En face de la condition des distillateurs et des bouilleurs professionnels soumis à une surveillance étroite et constante et au paiement de droits de consommation à un tarif si élevé, la situation des bouilleurs de cru apparaît comme particulièrement favorable : pour les uns toutes les rigueurs de l'exercice, pour les autres la liberté de production ou de larges concessions ; pour les uns toutes les taxes, pour les autres l'exemption totale ou partielle ; telles sont aujourd'hui les faveurs dont jouissent les bouilleurs de cru, faveurs plus ou moins étendues suivant les départements, ce qui est encore une nouvelle source d'inégalité. Ces immunités des récoltants apparaissent d'autant plus choquantes et injustes que le poids de l'impôt sur l'alcool est extrêmement lourd, puisqu'il atteint 5 ou 6 fois la valeur du produit et que le nombre des bénéficiaires est considérable puisqu'il dépasse plus de 3 millions ; si bien qu'en 1934-35 plus de 240.000 hectolitres d'alcool pur ont été consommés en franchise, alors que la consommation taxée s'est à peine élevée à 1.098.000 hectolitres.

Les immunités des bouilleurs de cru doivent-elles être encore étendues comme le demandent leurs partisans ? Ou ne doivent-elles pas être plutôt supprimées comme l'assurent leurs adversaires ? Tel est le problème qui se pose à notre examen.

Nous diviserons notre étude en deux grandes parties, dans la première partie, qui sera surtout descriptive, nous exposerons la condition juridique et économique des bouilleurs de cru et dans la seconde nous ferons un examen critique de leur condition. Dans notre première partie nous retracerons dans un premier titre la formation historique du privilège, son origine et les vicissitudes diverses par lesquelles il est passé au cours du temps. Un second titre sera consacré à l'exposé de la condition juridique des bouilleurs de cru, c'est-à-dire à l'exposé de la réglementation positive des immunités des récoltants distillant leurs fruits,

en étudiant d'une part le système dit de la « déclaration contrôlée » établi par la loi du 28 février 1923 et les dispositions subséquentes, et d'autre part le régime du « forfait départemental » créé par le décret-loi du 25 juin 1935. Dans un troisième titre nous considérerons la condition économique des bouilleurs de cru, en recherchant la place qu'occupent les récoltants dans la production des alcools de bouche.

Dans la seconde partie de notre travail nous nous appliquerons à examiner la condition des bouilleurs d'un point de vue critique. Y a-t-il lieu d'étendre les faveurs dont jouissent les récoltants, le privilège tel qu'il est organisé aujourd'hui est-il trop étroit ? Ou bien n'est-il pas au contraire trop large en raison des conséquences qu'il entraîne et ne convient-il pas de le réglementer plus strictement ?

Le privilège est-il trop étroit, faut-il supprimer tout contrôle ? Pour résoudre ce problème nous nous placerons à deux points de vue : en théorie, dans les faits. En théorie le privilège se justifie-t-il, découle-t-il des grands principes du droit de propriété, de l'inviolabilité du domicile et de la liberté individuelle, ou n'apporte-t-il pas plutôt une contradiction flagrante au principe, non moins essentiel, de l'égalité devant l'impôt ? Ensuite nous tournant vers les faits nous rechercherons si les immunités doivent être élargies. Nous étudierons le privilège et l'agriculture envisagée dans sa généralité ; le privilège et la viticulture — si le rétablissement d'une plus grande liberté serait susceptible d'apporter quelque soulagement à la surproduction vinicole — enfin le privilège et la production cidricole. En particulier, nous examinerons l'agitation qui s'est produite dans les pays de l'Ouest. Ayant ainsi déterminé s'il est souhaitable d'augmenter les faveurs des récoltants, nous verrons s'il ne serait pas nécessaire, à cause de ses conséquences, de supprimer le privilège ou tout au moins de le réglementer strictement dans l'intérêt des finances de l'Etat, du commerce et de la santé publique.

En conclusion nous essaierons de voir quels remèdes on peut apporter à la situation et quelles réformes paraissent souhaitables.

PREMIERE PARTIE

La condition juridique et économique
des bouilleurs de cru

TITRE I

Histoire du privilège

Peu de matières ont une histoire aussi longue et aussi complexe que celle des immunités des bouilleurs de cru. Inconnu de l'ancien régime le privilège s'est constitué progressivement au début du xix^e siècle à la faveur des modifications successives apportées à l'assiette de l'impôt. Il n'a pas été créé par un texte formel et précis ; c'est la suppression de tout exercice qui permet aux bouilleurs de cru d'échapper en fait à l'impôt et c'est cette situation de fait qui finit par être consolidée sans qu'aucune loi n'eut très nettement proclamé le privilège. Vivement discuté dans son fondement, le privilège a subi des vicissitudes diverses ; largement octroyé aux époques de prospérité il s'est vu étroitement réglementé dans les périodes où les nécessités financières commandent l'économie. L'évolution de l'institution se caractérise par une suite alternée de périodes de réglementation et de périodes de liberté, les périodes de contrôle étant de beaucoup les plus courtes. Il convient, avant d'aborder d'un peu près l'histoire, de jeter une rapide esquisse qui servira de guide dans les pages qui vont suivre.

Le privilège des bouilleurs de cru a son origine dans les lois de 1806 et de 1814, car nous verrons qu'il n'est pas exact, comme on le prétend parfois, que l'ancien régime ait accordé de semblables immunités aux récoltants. Il fut précisé par les lois des 28 avril 1816, 20 juillet 1837 et 20 août 1839, qui le consacrèrent définitivement. Il ne subit aucune restriction jusqu'en 1872, époque où l'Assemblée Nationale devant les conséquences financières de la guerre le réglementa par la loi du 2 août 1872, mais à la veille de se séparer elle le rétablit par la loi du 24 décembre 1875. Au moment de la réforme du régime des boissons, l'éléva-

tion des droits sur l'alcool entraîna la réglementation du 29 décembre 1900 et celle plus sévère du 31 mars 1903, abrogée par la loi du 27 février 1906. En 1916 les nécessités financières le firent supprimer par la loi du 30 juin 1916. Depuis lors, la loi du 28 février 1923 est venue atténuer très sensiblement ce régime restrictif et de nouvelles faveurs ont été octroyées par la circulaire des Contributions indirectes du 20 avril 1932 et par le décret-loi du 19 juillet 1934. Enfin, le décret-loi du 25 juin 1935 a rétabli le privilège presque intégralement par le système du forfait départemental qui s'applique dans les départements dont les conseils généraux en font la demande, les autres départements restant sous l'empire de la législation ancienne (1).

Nous étudierons :

Section I. — L'ancien régime.

Section 2. — La formation du privilège. De la Révolution à la loi du 24 décembre 1875.

Section 3. — Vicissitudes du privilège. Lois de 1900, 1903 et 1906.

Section 4. — La réglementation du privilège. Lois de 1916 et de 1923.

Section 5. — Vers le rétablissement du privilège intégral.

SECTION I. — L'ANCIEN RÉGIME

Privilège des bouilleurs de cru..., il semble lorsque l'on prononce ces mots que l'on évoque quelque institution du

(1) Il nous a paru indispensable de donner une histoire détaillée de notre institution : dans les thèses et ouvrages elle n'existe qu'à l'état fragmentaire et s'arrête à l'année 1903. Nous avons pensé notamment qu'il était bon de rappeler la législation de l'ancien régime souvent mal interprétée, bien que ce point ait déjà été envisagé dans quelques thèses (notamment par Fouache, thèse Paris 1902 et par Jaudon thèse Paris 1903). Sur les lois jusqu'en 1903 on trouvera d'utiles indications dans les thèses et surtout dans le remarquable « Dictionnaire des Contributions indirectes et des octrois » de Trescaze dont la dernière édition est de 1904. Pour les périodes suivantes les renseignements sont épars dans les articles de revues ; nous avons principalement utilisé les documents parlementaires.

passé, et l'on est porté à voir dans les immunités dont jouissent encore aujourd'hui les propriétaires qui distillent leur récolte, un vestige attardé des abus de l'ancien régime sous lequel le principe de l'égalité devant l'impôt subissait tant d'atteintes au nom du privilège des classes.

L'étude des origines du privilège des bouilleurs de cru va nous montrer que l'ancien régime ignorait cette institution. Tout au plus peut-on constater dans les réclamations des assujettis une tendance à demander au pouvoir royal de les exempter d'impôt sur leur consommation personnelle ; mais les pouvoirs publics restent sourds à ces suppliques et de nombreux textes, déclarations royales, arrêts du conseil du roi et décisions administratives établissent l'assimilation absolue entre les bouilleurs de profession et les bouilleurs de cru.

§ 1. — *Les Aides*

L'Encyclopédie Méthodique nous apprend que : « Ce n'est qu'au commencement du ^{xvii}e siècle que l'eau-de-vie est devenue une boisson et que jusque-là elle n'avait servi qu'à composer des remèdes ».

Sous Louis XIV l'eau-de-vie commence à peine à figurer parmi les objets soumis aux droits. Le « Code des boissons » ne mentionne l'alcool qu'à titre secondaire sous la rubrique « autres boissons ». Le droit de gros créé au ^{xiv}e siècle ne s'étend aux eaux-de-vie qu'à partir de 1674. Le droit de détail ne les frappe qu'en 1659. « L'eau-de-vie étant tournée en usage de boisson, il fut ordonné par arrêt du Conseil du 28 mai 1659 que les droits de 4° et de 8° seraient levés sur ladite eau-de-vie vendue en détail ou à assiette comme sur le vin (1).

Les droits sur les boissons dans l'ancien régime faisaient partie d'un ensemble confus de taxes diverses qu'on appelait les droits d'Aides. Ces impôts autrefois établis à titre temporaire aux époques difficiles devinrent permanents

(1) Jacquin : *Conférence sur l'ordonnance des aides 1704.*

au cours des xiv^e et xv^e siècles, ils étaient constitués par la réunion de multiples taxes qui présentaient une extrême diversité et une grande incohérence dans le tarif. Les aides en tant qu'impôts d'Etat ne s'appliquaient qu'à une portion du royaume et leurs limites de perception ne dépassaient pas les ressorts de la Cour des Aides de Paris et de celle de Rouen, ce qui représentait les $\frac{2}{5}$ du territoire. Les autres provinces gardaient leur autonomie ; la ferme des devoirs en Bretagne, l'équivalent en Languedoc, le masphenning en Alsace, etc... présentaient il est vrai beaucoup d'analogie avec les Aides, mais c'étaient des impôts locaux établis au profit de chacune de ces provinces. A cette absence d'universalité s'ajoutait une absence d'uniformité dans la perception. L'impôt était formé de multiples éléments. Le droit de gros, prélèvement de 5 % sur le prix de vente déclaré par le contribuable, le droit d'augmentation fixé au tarif uniforme de 16 sols 3 deniers par muid, le quatrième, le huitième, etc., plus de 25 droits généraux et autant au moins de droits locaux auxquels venaient s'ajouter les péages et les traites frappaient les boissons. Enfin la totalité de ces taxes n'était pas appliquée d'une manière uniforme, dans chaque généralité, dans chaque élection même, leur mode et leur nombre variaient (1).

Une telle situation soulevait des plaintes de toutes parts. Tous les écrits du temps et notamment ceux de Dupont de Nemours et de Le Trosne dénoncent ce que la « bigarrure » des aides avait de choquant et d'injuste, et les cahiers des Etats Généraux allaient bientôt montrer quelle haine profonde cette diversité et cette inégalité des tarifs inspiraient aux assujettis.

Cependant le système fiscal des aides malgré son incohérence contenait en germe l'organisation actuelle de l'impôt des boissons et Mr Stourm (2) a montré combien il y a d'analogie entre la réglementation d'aujourd'hui notamment entre la grande loi de 1816 et les dispositions princi-

(1) Stourm : *Les Finances de l'Ancien Régime*, t. I, p. 325 et suiv.

(2) Stourm : *op. cit.*, t. I, p. 356 et suiv.

pales de la grande ordonnance de 1680 ; aussi notre législation actuelle des boissons restaurée en 1804 et 1816 et perfectionnée depuis lors emprunte ses principes à l'Ancien Code des Aides.

§ 2. — *Identité de traitement du bouilleur de cru et du bouilleur de profession. Lutte des assujettis, fermeté des décisions des pouvoirs publics.*

Alors que les vigneronns jouissaient depuis longtemps de certaines immunités, les bouilleurs de cru étaient assimilés aux bouilleurs de profession et tous les droits d'aides pesaient sur l'eau-de-vie de leur cru.

Voici sur quel raisonnement s'appuyait notre ancienne législation pour décider cette assimilation. On invoquait plusieurs arguments, les uns d'ordre théorique, les autres d'ordre pratique. Certes, disait-on, le vin de cru est favorisé, mais lorsque le récoltant transforme son vin en alcool sa condition juridique change de nature, récoltant quand il produit du vin, il devient industriel lorsqu'il le transforme en alcool, l'opération de distillation n'est pas une opération accessoire de la récolte mais une véritable opération industrielle. « C'est un principe établi sans contestation que les exemptions ne doivent porter que sur les boissons du cru. On ne les regarde plus comme telles lorsqu'elles sont dénaturées et changées en eaux-de-vie. La main-d'œuvre qu'exige cette fabrication participe du commerce qui fait cesser le privilège ». Ainsi s'exprime un arrêt du Conseil du 26 juin 1708 (1). Les anciens auteurs fortifiaient encore leur argumentation par cette idée que les boissons du cru une fois distillées ne sont plus reconnaissables ; et, accorder des immunités aux boissons distillées serait encourager la fraude puisque la distillation opérée il n'est plus possible de reconnaître l'origine des produits, de reconnaître s'ils proviennent du cru ou d'achat.

(1) Cité par Brunet de Grandmaison : *Dictionnaire des Aides* 1726, article Eaux-de-vie, p. 153 et suiv.

Deux autres raisons plus pratiques s'ajoutaient à ces considérations : d'abord le danger qu'il y a pour l'hygiène publique à favoriser le développement de la consommation de l'alcool et aussi le désir que l'on avait déjà à cette époque de protéger les viticulteurs. Écoutons Brunet de Grand Maison : « Il est dangereux de donner un trop libre cours dans l'intérieur du royaume au commerce de l'eau-de-vie qui y est consommée, parce qu'il porte un préjudice considérable à celui du vin qui mérite plus de faveur et qu'enfin de tout temps cette liqueur a été considérée comme une des choses qui ne sont point essentielles à la vie dont un usage immodéré deviendrait pernicieux et sur lesquels par conséquent on ne peut trop rejeter le poids des impositions ».

Cette égalité fiscale des bouilleurs de profession et des bouilleurs de cru entraînait pour ces derniers d'importantes conséquences. L'ordonnance de 1680 soumettait les bouilleurs de cru comme les bouilleurs de profession à la déclaration de fabrication. « Avant d'en commencer commerce ou fabrication, chaque fois avant de mettre le feu sous la chaudière, chacun doit faire déclaration au bureau du fermier de la qualité des eaux-de-vie simples rectifiées ou esprits de vin qu'il vend ou fabrique ». Les bouilleurs devaient se prêter à l'exercice « souffrir la visite et la marque des commis tant sur les dits vins que sur les eaux-de-vie, leur ouvrir caves, celliers, ateliers, maisons à toutes réquisitions » (1), afin que les commis aient la possibilité de procéder à l'inventaire que l'édit du 15 juin 1534 avait établi en vue de remédier aux « defraudations » des assujettis. L'enlèvement des eaux-de-vie devait être précédé d'une déclaration contenant une soumission cautionnée, et l'obligation d'un acquit-à-caution s'étendait à tous les transports. Les exemptions du droit de gros pour le vin ne s'étendaient pas aux eaux-de-vie « même à celles provenant du cru des

(1) Lefebvre de la Bellande : *Traité général des droits d'aydes*, Livres I des droits d'entrée, Sect. III, ch. VII. Formalités prescrites aux bouilleurs, p. 249 et suiv.

héritages ou des bénéfices des privilégiés » (Déclaration de 1717). Enfin tous les bouilleurs sans distinction acquittaient l'annuel, sorte de droit de licence dont étaient pourtant exemptés ceux qui vendaient le vin de leur cru.

Mais cette assimilation des bouilleurs de cru aux bouilleurs de profession n'allait pas sans résistance de la part des intéressés. Maintes fois les récoltants estimant ne pas devoir les droits portent leurs doléances devant les tribunaux ou plus rarement s'adressent directement au gouverneur ou au roi. Ainsi l'abbesse de Notre Dame de Soissons poursuivie par le sous-fermier des Aides pour fabrication sans déclaration s'adresse au contrôleur général Pontchartrain (1) lui disant que cette fabrication avait toujours été restreinte aux besoins de l'apothicairerie de sa maison. Le contrôleur lui fait savoir « qu'il a donné des ordres pour faire cesser toute poursuite, mais que ce n'est que pour cette fois et par sa seule considération, car on sait qu'elle a vendu de l'eau-de-vie et du reste qu'elle n'a aucun droit d'en brûler même pour la consommation du couvent ». La prétention de l'Abbesse était fort hardie puisqu'elle ne tendait rien moins qu'à obtenir la franchise des droits, pour la consommation de son couvent. Le plus souvent les réclamations sont moins importantes et portent soit sur la déclaration préalable, soit sur l'annuel ; elles sont le fait parfois d'un groupe de personnes, c'est par exemple l'instance soutenue par un groupe de bouilleurs, comme l'indique la requête d'opposition des nommés Thierry, archer en la prévôté générale de Normandie, Robert le Comte, prêtre, Jean Legrif, Claude Fleury, Guillaume Collet, Descours (arrêt du Conseil 17 avril 1707). D'autres fois, elles sont le fait d'une personne isolée : un couvent ou un individu : les Bénédictins de l'abbaye Saint Urbain de Jouville (Arrêt du C. 26 juin 1708) du sieur d'Annezay (Arrêts C. 4 juillet 1724 et 9 janv.

(1) De Boislisle: *Correspondance des Intendants avec les contrôleurs généraux*, Paris 1874 I, n° 1717. Lettre de Pontchartrain 30 avril 1698 et Rapport de M. de Verninac au Sénat J. O. Doc. annexes 1893, p. 356.

1725) du sieur de Marsay (19 fév. 1709 du marquis du Sevret (1^{er} mai 1731 et 4 sept. 1731) (1).

Les résistances concernant la déclaration de feu sont assez inconsistantes, l'intéressé ne discute pas au fond, il invoque quelque prétexte ou quelque excuse sans grande valeur juridique « comme le défaut d'âge du commis chargé de dresser le procès-verbal ». La résistance semble surtout avoir pour but de retarder le moment de payer. Toutes différentes sont les contestations relatives à l'annuel, les requérants sont convaincus de leurs droits et obstinés dans leurs prétentions ; ils se basent sur les immunités accordées aux récoltants, les vins de la récolte étant exonérés il leur paraît logique que les eaux-de-vie provenant de la distillation de ces vins le soient aussi. Le plus souvent les juridictions inférieures donnent raison aux réclamants et sont sensibles à l'argument souvent développé qu'il n'est pas possible de traiter un vigneron qui boit le jus de sa vigne transformé en eau-de-vie autrement que celui qui le boit sous forme de vin. Voici, à titre d'exemple, quels sont les arguments développés par les magistrats de la municipalité de Vitry dans une requête d'opposition. « Ils estiment que
« c'est la vente qui engendre l'annuel et non pas le bouil-
« lage, que l'annuel n'est dû qu'à cause du commerce seu-
« lement et non pas à cause du bouillage si ce n'est pas
« ceux qui en font le métier, c'est-à-dire façonnent et ven-
« dent en même temps, qualité que n'ont point ceux
« n'ayant fait aucun commerce d'eau-de-vie et n'enten-
« dant pas en faire, ce qu'ils ont bouilli n'étant que pour
« l'usage de leur maison ».

Mais la jurisprudence du Conseil du Roi n'a jamais pris ces arguments en considération, son opinion ne subit aucun changement ; les termes employés dans la déclaration du 30 janvier 1717 ne laissent aucun doute à cet égard : « Déclarons tous bouilleurs d'eau-de-vie, sans exception ni distinction, sujet au paiement du droit d'annuel à raison de

(1) Arrêts cités par Jaudon : *De la condition des bouilleurs de cru*, thèse Paris 1903.

8 livres dans les villes et 6 livres 10 sols dans les autres lieux et au cas qu'ils fassent un double commerce d'eau-de-vie en gros ou en détail tenus de payer un second droit annuel pour l'un des dits commerces... (1) « L'arrêt du conseil du 24 août 1728 est non moins catégorique « confondus sans aucune distinction ceux qui convertissent les boissons du cru de leurs héritages, fermes ou d'achat avec le bouilleur de profession et le marchand d'eau-de-vie les ayant également soumis aux mêmes formalités... ordonne qu'il sera payé un droit annuel pour la conversion des vins en eaux-de-vie par toutes sortes de personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient, sans aucune distinction ni exception tant de vin de cru que d'achat, soit qu'elles soient fabriquées dans le domicile du propriétaire pour sa consommation, ou chez un bouilleur sujet d'ailleurs au droit annuel, lequel droit sera acquis au fermier du jour que commencera la fabrication *lorsqu'elle aura excédé un demi muid d'eau-de-vie* » (13½ l., soit environ 50 l. d'alcool pur).

On a voulu voir parfois dans cette exemption du droit d'annuel une ébauche de l'allocation en franchise qui constitue de nos jours un élément du privilège. Cette opinion est complètement inexacte, car les lettres patentes de 1728 n'affranchissent le bouilleur qui ne distille pas plus d'un demi muid, ni du droit de consommation, ni des taxes diverses, ni de l'exercice ; elles l'affranchissent simplement du droit d'annuel qui est l'équivalent de notre droit actuel de licence et qui est destiné à atteindre les commerçants, c'est-à-dire les bouilleurs qui distillent en vue de la vente ; par suite c'est l'application du droit commun puisque le bouilleur qui distille pour sa consommation familiale n'est pas un commerçant. De nos jours également la loi exempte les bouilleurs de cru du paiement de la licence.

(1) Cité par Jaudon : *op. cit.*

§ 3. — *Le privilège des bouilleurs de vin*

Ainsi l'assimilation des bouilleurs de cru aux bouilleurs de profession était complète, les uns comme les autres étaient soumis à l'exercice, à l'inventaire et au paiement des droits, mais à côté de cette égalité il existait au profit des bouilleurs de vin un véritable monopole de la fabrication de l'eau-de-vie.

À l'origine la source principale de l'eau-de-vie était le vin, mais on connaissait également la distillation des sirops, mélasses, graines, bières, marcs, lies, et du jour où la consommation de l'alcool devint plus importante il s'installa des distilleries pour le traitement des matières autres que le vin qui permettaient d'obtenir un produit à meilleur compte. Les producteurs d'eaux-de-vie accueillirent sans plaisir cette concurrence nouvelle, les protestations furent nombreuses et prirent une importance grandissante comme en témoignent les correspondances des contrôleurs généraux (1). Les paysans d'Aunis qui cultivaient la vigne pour la production de l'eau-de-vie de Cognac furent dans une vive inquiétude lorsqu'ils virent les raffineurs de la Rochelle distiller à l'aide de chaux la crasse de leur sucre ; allait-on, dans le pays du cognac, laisser se développer une industrie qui risquait, par le bon marché de ses produits, d'amener la ruine de la viticulture ? (2)

Les distilleries de marcs et de grains étaient également l'objet des protestations populaires. Turgot, alors intendant à Metz, soumettait au roi le 19 novembre 1691 une pétition des habitants de la ville de Metz contre la distillation des grains (3).

Ainsi commençait déjà la lutte entre les alcools de vin que l'on appellera plus tard les alcools « naturels », et les alcools de grains qui deviendront les alcools « industriels ». Deux siècles plus tard la polémique reviendra au premier

(1) Boislisle : *op. cit.*

(2) Lettre du sieur Porel, subdélégué de la Rochelle au contrôleur général Pontchartrain, 2 fév. 1696 (De Boislisle, *op. cit.*, 1 n° 1162).

(3) Boislisle : *op. cit.* 1 n° 1569.

plan de l'actualité et son résultat sera le vote de la loi du 30 juin 1916 qui établira le régime de séparation des alcools, donnant aux alcools dits « naturels » le monopole de la consommation de bouche. Les arguments seront les mêmes : hygiène et protection de la viticulture. Ainsi les idées se répètent bien plus qu'elles ne se renouvellent, et telle question qui nous paraît brûlante d'actualité a déjà été maintes fois discutée par les sujets de Louis XIV !

Les raisons qui déterminèrent cette campagne d'opinion étaient les unes tirées de l'hygiène, les autres de la crainte de la disette et du désir de protéger le vin, produit d'exportation. L'hygiène était mise en jeu. Les eaux-de-vie de vin étaient regardées comme les seules « naturelles » et partant comme seules inoffensives. « On convient que l'usage (de l'eau-de-vie de grains) en est très dangereux pour les plaies » écrivait Turgot au contrôleur Pontchartrain (1). Il est vraisemblable d'ailleurs que les appareils d'autrefois ne permettaient pas d'obtenir une rectification parfaite et d'arriver en partant de grains à des produits absolument neutres comme on le fait couramment aujourd'hui. D'autre part, le principe de la politique mercantile était de favoriser les exportations et à cet égard on considérait que l'eau-de-vie de vin méritait protection. « La fabrication d'eaux-de-vie de marc diminuerait considérablement le prix des eaux-de-vie de Guyenne, Saintonge, Aunis et Nantais, dont partie s'enlève par les étrangers et qui par ce moyen nous apporte de l'argent » (2). D'autre part le grand souci de la royauté a toujours été la crainte de la disette. On comprend que le pouvoir royal, qui allait dans certains moments jusqu'à donner au vigneron l'ordre d'arracher une partie de ses plants pour conserver au blé une étendue de culture suffisante (3) voyait avec inquiétude le développement des

(1) Boislisle : *op. cit.*, t. I n° 1569.

(2) Boislisle : *op. cit.* II, 9.

(3) La loi du 24 décembre 1934 et les dispositions ultérieures sur la viticulture n'ont rien innové, autrefois on arrachait la vigne dans l'intérêt de la culture du blé, aujourd'hui on l'arrache dans l'intérêt de la viticulture elle-même.

distilleries de grains qui risquaient de détourner le blé de son principal usage. C'est cette idée qu'interprétait Mr. de Seves, intendant à Metz, lorsqu'il disait : « Quand ces eaux-de-vie de grains seront bonnes on s'en passera plus facilement que de pain ». A ces raisons il faut ajouter la considération, dont l'influence fut probablement fort grande, que les fermiers généraux étaient opposés à cette distillation des produits autres que le vin qui risquait en rendant le contrôle plus difficile, de porter atteinte à leurs intérêts.

Tout ce mouvement devait aboutir. La déclaration royale du 24 janvier 1713 « fit très expresses inhibitions et défenses de fabriquer aucune eau-de-vie de sirops, mélasses, grains, bières, baissières, marcs et lies de raisins, hydromels et toutes matières autres que le vin sous peine de confiscation et 3000 livres d'amende applicables moitié à notre profit, l'autre moitié au dénonciateur ». (La prime aux indicateurs ne date donc pas d'aujourd'hui).

La fabrication des eaux-de-vie de cidre et de poiré était interdite sauf dans les provinces de Normandie et de Bretagne. L'application de ces mesures rencontra beaucoup de résistances et il est probable qu'elles ne furent jamais intégralement respectées, comme en témoignent les condamnations nombreuses, et plusieurs arrêts durent réitérer l'interdiction. Peu de temps avant la Révolution le pouvoir royal revint sur sa première décision et permit par l'Edit du 21 sept. 1784 la distillation de toutes les matières autres que le vin. Mais il est probable que cette mesure ne fut pas appliquée car les cahiers des états généraux se font encore l'écho des doléances contre l'interdiction de distiller d'autres produits que le vin.

Ainsi l'étude rapide que nous avons faite de la législation de la royauté nous permet de conclure à l'inexistence du privilège dans l'ancien droit. L'assimilation des bouilleurs de cru aux bouilleurs de profession était complète avec, pour tout le monde, l'interdiction absolue de produire des alcools provenant de matières autres que le vin. A peine avons-nous pu distinguer une tendance de l'opinion à réclamer un traitement plus favorable pour l'alcool de cru.

Mais la monarchie, qui pourtant dans certains cas faisait assez bon marché du principe de l'égalité devant l'impôt, s'est toujours refusée à donner satisfaction à cette tendance. Celle-ci va s'affirmer et se développer dans le siècle suivant et nous allons assister à la constitution du privilège qui va naître de l'absence de dispositions visant spécialement les récoltants distillant les produits de leur cru.

SECTION II

DE LA RÉVOLUTION À LA LOI DU 24 DÉCEMBRE 1875 LA FORMATION DU PRIVILÈGE

§ 1. — *Constitution du privilège.*

Lois de 1804, 1806, 1814, 1816, 1824

L'intention première de l'Assemblée Nationale avait été de maintenir l'ancienne législation des Aides jusqu'à ce qu'un autre système lui fut substitué. Mais bientôt « l'assemblée débordée de toutes parts, impuissante à dominer les passions, marchant au contraire à leur remorque, devint incapable de défendre plus longtemps l'ancien édifice fiscal » (1) et le 2 mars 1791 devant la haine qu'on portait alors aux taxes indirectes la Constituante fut forcée d'abolir définitivement les droits d'aides sans combler leur vide par aucune autre contribution. Après avoir refusé de se prononcer sur le projet présenté par Dupont de Nemours consistant en une modification du système existant et d'ailleurs, sur les instances de Dupont lui-même qui, en tant que Physiocrate, était par principe opposé à toute imposition indirecte, la Constituante décida qu'à compter du 1^{er} août prochain les droits connus sous le nom de droits d'aides perçus à l'inventaire ou à l'enlèvement, à la vente ou revente en gros, à la circulation et à la vente en détail sur les boissons, etc., étaient abolis (Loi du 2-17 mars 1791, art. 1). (2).

(1) Stourm : *Les Finances de l'Ancien Régime*, t. I, p. 339.

(2) La loi du 17 mars 1791 supprimait en même temps les maîtrises et les jurandes et établissait l'impôt des patentes.

Après la tourmente révolutionnaire, l'Empire rétablit l'impôt sur les boissons. La loi du 5 Ventôse an XII, 25 fév. 1804, reprenant la tradition ancienne assimilait les récoltants aux bouilleurs de profession et les plaçait sur un pied d'égalité en les soumettant à l'inventaire et à l'exercice ; elle n'établissait donc aucun privilège en faveur des bouilleurs de cru. L'alcool n'était pas directement taxé ; les vins et cidres étant imposés par voie d'inventaire, l'alcool qui en provenait avait d'avance satisfait à l'impôt ; les grains et les cerises mis en œuvre acquittaient un droit égal au droit d'inventaire sur les vins et les bouilleurs quels qu'ils fussent payaient un droit de licence de 10 francs. Il y avait donc égalité parfaite entre le propriétaire distillant les produits de sa récolte et le bouilleur de profession opérant sur des matières d'achat.

Avec la loi du 24 avril 1806, le privilège commence à se dessiner ; il y a dans cette loi une tendance à abandonner le principe si nettement établi dans l'ancien régime : l'opération du vigneron est celle d'un récoltant, l'opération du bouilleur de cru est celle d'un industriel. La loi exemptait le propriétaire du vingtième à la vente en gros sur les boissons, vins, ou *alcools* transportés dans les limites du canton, et il bénéficiait de la remise de moitié sur le droit de vente au détail. L'assimilation du bouilleur de cru au récoltant était prochaine. La loi du 25 novembre 1808 abolit l'inventaire et remplaça le droit de gros par un droit de circulation pour les boissons transportées au-delà des limites du canton, mais elle supprima la réduction du droit de détail. La consommation du récoltant se trouvait donc exonérée puisqu'on avait à faire maintenant à un droit de circulation.

Si jusqu'alors l'immunité dont jouissaient les bouilleurs de cru pouvait se justifier par cette idée que l'impôt n'avait pour but que d'atteindre la circulation et non pas la consommation, il n'en fut plus de même avec le décret du 12 octobre 1812 qui étendait le droit de détail (15 % *ad valorem*) aux expéditions faites à de simples particuliers, et surtout avec la loi du 8 déc. 1814 qui transformait ce

droit de 15 % en un *droit de consommation*. Ainsi l'alcool était frappé désormais d'un impôt qui revêtait un caractère nouveau et que son nom désignait comme devant atteindre le fait même de la consommation, c'était donc par une dérogation formelle à la règle commune que le bouilleur de cru se trouvait exonéré de l'impôt sur sa consommation personnelle. Nous trouvons donc là, pour la première fois, la reconnaissance du privilège des bouilleurs. A la vérité c'était une reconnaissance négative si l'on peut dire: en effet, les bouilleurs de cru n'étant pas désignés par la loi de 1814 qui établissait une classification des différentes catégories de distillateurs, se trouvaient ainsi affranchis par prétérition de la déclaration et de l'exercice imposé aux autres bouilleurs. Ils étaient exonérés du droit de circulation sur les eaux-de-vie expédiées par eux à toute destination, pourvu que leur richesse alcoolique soit inférieure à 28° Cartier (74° centimaux) ; ils bénéficiaient de la franchise du droit de consommation sur les eaux-de-vie par eux consommées, et d'une remise de 25 % du droit applicable aux ventes en détail. Seul le paiement de la licence leur était imposé.

Nous arrivons à la Restauration et à l'importante loi du 28 avril 1816, loi fondamentale du régime des boissons. Cette loi qui visait principalement les distillateurs de profession, reprenait les dispositions antérieures, mais pour la première fois — il convient de le noter — l'expression « Bouilleur de cru » apparaissait dans un texte de loi. Les bouilleurs cessaient d'être soumis à la licence mais ils perdaient la franchise du droit de circulation sur leurs ventes d'eaux-de-vie ; l'art. 3 maintenait cependant la franchise du droit de circulation en cas de déplacement par le bouilleur de son pressoir ou d'un pressoir public à ses caves ou celliers. Relativement au droit de consommation beaucoup plus élevé, l'article 90 décidait que « les bouilleurs de cru » qui feraient transporter les produits de leur distillation « dans des caves ou magasins séparés de la brûlerie n'auraient droit à l'exemption du droit de consommation » qu'en soumettant ces caves ou magasins aux exercices « des préposés de la Régie ».

Avec la loi du 24 juin 1824 qui créait en remplacement des droits de circulation, de détail et de consommation un droit unique de consommation d'après la quantité d'alcool pur contenue dans les spiritueux, déterminée à l'aide de l'alcoomètre de Gay Lussac, l'impôt cessait d'être lié d'une manière absolue à l'idée de mise en circulation ; il était dû uniquement à raison du fait que l'alcool était consommé. Les bouilleurs de cru auxquels la loi ne réclamait aucune déclaration ni aucune formalité jouissaient, en raison du silence des textes, d'une immunité complète, ils perdaient seulement leur rayon de franchise.

Le privilège était définitivement constitué.

§ 2. — *Définition du privilège. Lois de 1838 et de 1839*

Le privilège constitué, il restait encore à le définir afin d'en préciser les limites. Aucun des textes intervenus depuis 1804 n'avait expliqué la signification exacte des mots bouilleurs de cru et les cultivateurs quelle que fût leur récolte, non seulement ceux qui mettaient en œuvre des vins ou des cidres, mais encore ceux qui distillaient des fruits de toutes espèces, même des grains et des matières farineuses ou amy-lacées, ne manquaient pas de réclamer la qualité de bouilleur de cru afin de profiter de tous les avantages qui y étaient attachés. Fallait-il considérer tout propriétaire récoltant comme un bouilleur de cru, quelle que fut la nature des matières mises en œuvre pour cette seule raison que les produits distillés provenaient de sa récolte ? Il est probable que la pensée du législateur avait été de ranger dans la catégorie des distillateurs de profession les bouilleurs de grains, pommes de terre et autres substances farineuses, regardés avec défiance en souvenir de l'ancien privilège de distillerie et de n'octroyer le privilège qu'aux seuls bouilleurs de vins, cidres et autres fruits.

En raison de l'imprécision des textes, des abus s'étaient produits grâce à la dispense d'exercice. De nombreuses distilleries clandestines s'étaient établies, et, sous prétexte de distiller les produits de la récolte, alimentaient en fraude

la consommation (Enquête de 1819 rapport de Mr. Barante). Pour mettre fin à ces abus, peut-être aussi sous la pression des bouilleurs de vin qui auraient vu avec plaisir un retour au privilège de distillerie, le gouvernement demanda dans le projet de budget pour 1838, que l'immunité fut limitée aux récoltants de vins, cidres et poirés. La commission appelée à examiner ce projet l'accueillit favorablement, et son rapporteur faisant siens les arguments utilisés par les anciens auteurs pour interdire la mise en œuvre de matières autres que le vin, estimait que seule la distillation des vins et des cidres devait bénéficier du privilège parce que ces boissons étaient les seules pour lesquelles les formalités imposées à l'enlèvement permettaient de savoir si les bouilleurs mettaient en œuvre leurs propres produits ou s'ils opéraient sur des matières d'achat. Au contraire la Régie n'exerçant aucune surveillance sur les substances farineuses, fruits, lies ou marcs, on ne pouvait distinguer celles qui provenaient de la récolte et celles qui provenaient d'achat (1).

Malgré ces excellentes raisons, un amendement fut déposé par M. Golbery tendant à ajouter aux mots vins, cidres et poirés, les mots marcs et fruits sous le prétexte que si l'on n'ajoutait pas ces mots l'immunité allait être retirée à un grand nombre de récoltants et qu'il faudrait un nombre considérable d'employés pour les exercer. Le ministre des finances s'opposa vivement à cet amendement faisant observer que le danger de fraude déjà important pour les lies et marcs serait beaucoup plus considérable encore pour les fruits en raison de l'imprécision du terme. Finalement l'addition des mots lies et marcs fut adoptée et celle du mot « fruits » écartée. On abandonnait donc tout principe et on faisait un choix plus ou moins arbitraire parmi les matières distillables.

Lors du vote de la loi de finances de 1839, M. Golbery réussit à faire ajouter à la nomenclature les mots cerises et

(1) Déclaration de M. Lefèvre rapporteur de la commission. Séance du 1^{er} juillet 1837.

prunes. Ainsi complétés les termes de la loi de 1838 devenaient les suivants : « Seront seuls considérés comme bouilleurs de cru et continueront à être exempts, à ce titre, du paiement de la licence ainsi que des obligations imposées par le chapitre VI de la loi de 1816 (c'étaient les obligations imposées aux distillateurs de profession) les propriétaires ou fermiers qui distillent exclusivement les vins, cidres ou poirés, marcs et lies, cerises et prunes provenant de leur récolte ».

Le privilège était cette fois-ci définitivement constitué et délimité. A la vérité, le privilège ne consistait que dans la dispense pour les récoltants de la déclaration et du contrôle imposés aux professionnels ; l'immunité de l'impôt sur les quantités consommées à domicile inscrite dans aucun texte, n'en était qu'une conséquence implicite.

Pendant une période de plus de 30 ans, jusqu'aux événements de 1870-1871, l'immunité des bouilleurs de cru allait rester immuable. C'est à peine si, après la suppression et le rétablissement successifs des droits sur les boissons durant les troubles de 1848, une atteinte théorique lui fut portée lors de l'enquête de 1849 dans le rapport de M. Bocher qui concluait à la restriction du privilège en se basant sur l'importance de la fraude. Cette proposition ne fut pas sanctionnée par une loi et resta sans effet. L'Administration se montra même bienveillante et admit que dans les localités où la distillation à domicile était interdite par mesure de police, les acquits-à-caution délivrés pour transporter les eaux-de-vie de la brûlerie à la cave du récoltant pouvaient être déchargés purement et simplement, c'est-à-dire sans prise en charge au compte du destinataire. Cette concession équivalait en fait à l'abandon de l'art. 90 de la loi du 28 avril 1816.

§ 3. — *Réglementation et suppression du contrôle*

Lois de 1872 et de 1875

Dans cette seconde moitié du XIX^e siècle la consommation était principalement alimentée par l'alcool de vin et

cette eau-de-vie était en grande partie produite par les bouilleurs de cru. La consommation en franchise des récoltants, bien que très appréciable, n'eut porté qu'un préjudice peu important aux finances publiques si les bouilleurs de cru n'avaient profité du défaut d'exercice pour se livrer à une fraude fructueuse. Celle-ci s'exerçait soit par la mise en œuvre de matières autres que celles spécifiées par la loi de 1839, soit surtout par l'écoulement clandestin d'une grande partie de l'alcool de cru. Il était en effet impossible aux employés de l'Administration, étant donné l'absence de réglementation à la fabrication, de se livrer à une surveillance suffisamment étroite de la circulation pour éviter tout transport frauduleux d'eau-de-vie. La fraude avait étendu son champ d'action et se pratiquait sur une grande échelle grâce aux systèmes des acquits fictifs qui permettait en levant un acquit à caution pour un certain volume de spiritueux d'introduire un volume double dans la consommation en substituant à l'alcool expédié une quantité équivalente d'alcool de cru.

La fraude à mesure qu'augmentait la quotité des droits qui passèrent de 37,50 par hectolitre à 60 francs en 1855 et à 90 francs en 1860, devenait plus fructueuse et partant plus importante. Cette situation devint intolérable lorsque l'Assemblée Nationale, pour réparer les désastres de 1870, dut porter le taux de l'impôt à 150 francs par hectolitre d'alcool pur par la loi du 15 sept. 1871. Le gouvernement estimait que la suppression du privilège était la condition indispensable du succès de la mesure et en même temps qu'il proposait le relèvement du droit, le ministre des finances M. Pouyer-Quertier, dans un projet de loi du 12 juin 1871, demandait que « les bouilleurs de cru et distillateurs employant exclusivement certaines matières premières provenant de leur récolte, fussent assujettis aux obligations et à la licence imposées aux bouilleurs de profession » (1). L'Assemblée Nationale refusa de se ren-

(1) Projet de loi n° 314. Annexe à la séance du 12 juin 1871. J. O. 30 juin 1871, p. 1673.

dre aux raisons du ministre des finances et sur le rapport de M. Bocher, député du Calvados (1) rejeta, dans sa séance du 29 août 1871, l'exercice des bouilleurs de cru par 311 voix contre 245. L'assemblée ne méconnaissait pas l'existence de la fraude et le 28 fév. 1872, elle votait une série de mesures pour la déjouer : augmentation des pénalités et obligations nouvelles imposées aux expéditeurs, transporteurs, destinataires, en vue de justifier l'identité des marchandises avec les titres de mouvement représentés afin d'empêcher la fraude commise au moyen des envois fictifs.

Malgré ces moyens de répression on constatait que le rendement de l'impôt non seulement n'augmentait pas, mais qu'il tendait à devenir inférieur à ce qu'il était avant le relèvement du tarif. « La fraude sur les alcools par les bouilleurs de cru était pratiquée avec une telle intensité que l'impôt, au lieu de rendre 14 à 15 millions par mois, n'en produisait pas 10 (2). En effet la loi du 28 fév. avait bien apporté des entraves aux envois fictifs à longue distance mais les substitutions restaient faciles dans un rayon restreint. Devant cet état de choses, M. de Goulard, ministre des finances proposa d'exercer les bouilleurs de cru en leur allouant en franchise de tous droits une quantité de 20 litres d'alcool pur pour leur consommation. La commission des finances sur le rapport de M. Wilson (3) se rangea à l'avis du gouvernement. Le 2 août 1872 l'assemblée vota le projet en portant toutefois, et d'ailleurs sur la proposition de la commission des finances, l'allocation en franchise à 40 litres d'alcool pur, cette concession fut ramenée à 20 l. par la loi du 21 mars 1874.

Ainsi pour la première fois le privilège des bouilleurs de cru subissait une atteinte puisque la législation relative

(1) Rapport de M. Bocher, n° 428. Annexe à la séance du 27 juin 1871. J. O. 19 août 1871, p. 2786.

(2) Projet de loi concernant l'impôt des boissons présenté par M. Thiers, Président de la République et M. de Goulard, Ministre des Finances, n° 1242. Séance 24 juin 1872. J. O. 8 juil., p. 4654.

(3) Rapport fait au nom de la Commission du Budget de 1872 par M. Wilson, n° 1352, Séance 22 juillet 1872. J. O. 12 août 1872, p. 5491.

aux distillateurs de profession était rendu applicable aux bouilleurs de cru, sous la réserve, était-il spécifié, « qu'ils cessent d'être soumis aux visites et vérifications des employés de la régie dès qu'ils n'ont plus en compte que de l'alcool *exempt* ou libéré de l'impôt ». Au fond si la loi réalisait un progrès dans la voie de la suppression du privilège, pour la *première fois* elle en reconnaissait formellement l'existence puisqu'elle exemptait d'une manière *expresse* la consommation du bouilleur de cru, jusqu'à concurrence de 40 l., alors que les lois précédentes en exemptant le bouilleur de cru de l'exercice ne reconnaissaient qu'implicitement l'immunité de consommation par prétérition.

Il nous appartiendra lorsque nous examinerons les conséquences fiscales du privilège, de déterminer quels furent les résultats de cette période de contrôle (1) ; pour le moment il nous suffit de savoir que la loi de 1872 fut vivement critiquée. Malgré le principe de l'allocation en franchise une grosse agitation se produisit dans le Midi et l'Assemblée Nationale qui en 1872 ne s'était inclinée que devant les nécessités budgétaires fut saisie de plusieurs propositions tendant à supprimer le contrôle. MM. Ganivet et André proposaient l'abrogation de la loi, M. le Marquis d'Andelarre voulait le remplacement de l'exercice par une contribution additionnelle à l'impôt foncier sur les terrains plantés en vignes et en arbres fruitiers. Enfin une troisième proposition présentée par M. Claude tendait à porter à 40 litres la quantité d'alcool affranchie des droits à titre de consommation familiale. Le ministre des finances, M. Léon Say, rejetant les deux premières propositions, ne se montrait pas hostile à la troisième ; mais par contre cette dernière ne semblait pas suffisante à l'assemblée. Malgré l'énergique intervention de M. Léon Say qui s'attacha à démontrer les avantages que le trésor avait retirés de la réglementation de 1872, les députés avant de se séparer votèrent le 14 déc. 1875 la suppression de l'exercice et de tout contrôle. « Les

(13 Voir *infra*, pages 273 et suiv.

« propriétaires qui distillent les vins, marcs, cidres, prunes, cerises, provenant exclusivement de leur récolte, « sont dispensés de toute déclaration préalable et affranchie « de l'exercice ».

SECTION III. — VICISSITUDES DU PRIVILÈGE
PASSAGES SUCCESSIFS DE LA RÉGLEMENTATION
A LA LIBERTÉ : LOIS DE 1900, 1903, 1906

Nous voici maintenant au seuil de cette période qui s'étend de 1875 à 1900 au cours de laquelle le privilège subit tant d'assauts pour rester malgré tout intact jusqu'en 1900. Pendant 25 ans aucune mesure ne vint troubler la quiétude des récoltants tandis que des règlements de plus en plus sévères étaient édictés envers les bouilleurs de profession (règlements A, A *bis* et B de 1879 et 1881). Nombreuses cependant furent les enquêtes parlementaires et nombreux aussi furent les projets ou les propositions qui visaient l'immunité des récoltants. Enumérer ces divers projets serait fastidieux et sans intérêt, de 1880 à 1900 on peut en compter plus de 40, et depuis 1889 seulement on relève 14 projets et 18 propositions (1). Parmi les enquêtes parlementaires, il faut mentionner celle du 23 mars 1886 sur la « Consommation de l'alcool en France » dont le très remarquable rapport fut rédigé par M. Claude, sénateur des Vosges, enfin citons également la commission extra-parlementaire de 1887, dont le rapport rédigé par M. Léon Say fut déposé les 31 mai et 21 juin 1888.

Les différents textes présentés aux Chambres différaient entre eux tant au point de vue de l'importance de l'allocation en franchise, qu'au point de vue du mode de constatation des quantités produites ; tantôt la production était connue par l'exercice, tantôt, dans le désir d'éviter les contacts fréquents entre le fisc et les récoltants, on faisait appel à un système d'abonnement basé sur la puissance des appareils utilisés et sur l'espèce et la quantité des matières mises

(1) V. Galtier de Laroque : *Le Privilège des bouilleurs de cru*, Thèse Toulouse 1902, p. 26.

en œuvre. A partir de 1894 une idée nouvelle se fit jour (projet de M. Poincaré alors ministre des finances). C'était celle d'établir une distinction entre les gros bouilleurs utilisant des appareils perfectionnés ou de grande capacité et les petits bouilleurs employant des alambics ordinaires et de faible contenance. On assimilait les premiers aux bouilleurs de profession, les seconds dispensés de l'exercice étaient à peu près exonérés de tout contrôle. C'était l'élaboration du principe que nous allons retrouver dans la loi de 1900.

Les inconvénients du régime des bouilleurs de cru après 1875 furent considérablement atténués par les ravages causés au vignobles par l'invasion du phylloxera. De 84 millions d'hectolitres en 1875 la production des vins était tombée à 29 millions d'hectolitres en 1880 ; les quantités de vins récoltées suffisant à peine à la consommation, une hausse des prix très accentuée s'en suivit ; les vignerons trouvant un débouché plus rémunérateur dans la vente des vins en nature délaissèrent la distillation et l'on vit même certaines régions du midi abandonner la production des alcools de vin et de marcs. Les producteurs de cidres trouvèrent également plus avantageuse la vente de leurs produits en nature sans les transformer en eau-de-vie. Mais vers 1890, grâce à la ténacité des viticulteurs, la crise phylloxérique fut conjurée. Les bouilleurs de cru se multiplièrent alors à un tel point que leur nombre passa de 100.000 en 1881 à 555.000 en 1894. On assista alors à une vive recrudescence de la fraude. L'année 1893 qui avait été extraordinairement abondante en vin, en pommes et en fruits de toutes sortes marqua une période de dépression très accentuée dans le rendement des droits de consommation, principalement dans les régions comptant un grand nombre de bouilleurs.

§ 1. — *La loi du 29 décembre 1900*

La surproduction vinicole après 1890 rendait fort aléatoire l'écoulement de la totalité de la production. Un mou-

vement d'opinion se dessina parmi les viticulteurs, principalement parmi les viticulteurs du Midi en faveur d'un dégrèvement des boissons hygiéniques qui semblait être un moyen d'ouvrir aux produits de la vigne un débouché nouveau. Le déficit résultant de la mesure devait être comblé par une élévation des droits sur l'alcool et il parut impossible au moment où l'on songeait à demander à l'alcool de faire les frais de la réduction d'impôt accordée aux boissons hygiéniques, de ne pas toucher au privilège. La loi qui fut votée le 29 décembre 1900 supprimait les droits de détail d'entrée et de taxe unique sur les vins, cidres, poirés et hydromels, elle espérait trouver des ressources nouvelles dans le relèvement du taux du droit de consommation sur l'alcool qui passait de 156 fr. 25 à 220 francs par hectolitre, dans le relèvement du tarif de la licence et dans la réglementation du privilège.

Le projet de loi présenté par M. Caillaux, ministre des finances, s'inspirait, comme les combinaisons précédentes, de l'idée d'une distinction à faire entre « les bouilleurs de cru qui font des opérations revêtant un caractère industriel et ceux qui se bornent à transformer leurs produits « à l'aide d'appareils rudimentaires » (1).

La loi de 1900, après avoir rappelé le principe de l'existence du privilège dans son art. 9, divisait les bouilleurs de cru en deux catégories : la première comprenant les petits bouilleurs exemptés de toutes obligations — ils étaient la majorité — et la seconde les gros bouilleurs assimilés aux bouilleurs de profession et soumis à l'exercice des agents. Ces derniers comprenaient : 1° ceux qui exerçaient un commerce de boissons dans le canton de récolte ou dans les communes limitrophes de ce canton. 2° Ceux qui faisaient usage soit d'alambics à vapeur, soit d'appareils à marche continue pouvant distiller en 24 heures plus de 200 litres de liquide fermenté, soit d'alambics ordinaires autres que ceux des loueurs ambulants d'une contenance supérieure à 5 hectolitres. 3° Les bouilleurs convaincus d'avoir enlevé

(1) Déclaration de M. Caillaux, J. O. Chambre 5 déc. 1900, p. 2474.

ou laissé enlever de chez eux des spiritueux sans expédition ou avec une expédition inapplicable. Les bouilleurs de cru de la deuxième catégorie jouissaient d'une allocation de 20 litres d'alcool pur en franchise pour leur consommation. La loi de 1900 était complétée par des dispositions (art. 12) ayant pour but d'organiser un véritable « état civil des alambics », en soumettant les marchands d'alambics à la tenue d'un registre de fabrication et les détenteurs à la double formalité de la déclaration et du poinçonnement des appareils en leur possession. Ces dispositions remaniées par les art. 12 à 17 de la loi du 31 mars 1903 et le décret du 19 août suivant sont encore en vigueur aujourd'hui.

Les mesures édictées par la loi de 1900 ne tardèrent pas à montrer leur insuffisance. La distinction qu'on avait voulu faire entre les gros producteurs et les petits était purement artificielle. Il est évident que la production d'un bouilleur qui possède un alambic de 3 hectolitres et qui distille très fréquemment peut être bien supérieure à celle d'un bouilleur qui possède un appareil d'une capacité de 6 hectolitres et qui distille une fois ou deux par campagne ; pourtant la loi de 1900 avait négligé complètement la durée du travail ; de plus, elle ne prenait pas en considération la richesse alcoolique des matières mises en œuvre qui influe sensiblement sur la production d'alcool pour un même appareil fonctionnant pendant le même temps. Les assujettis ne manquèrent pas d'ailleurs, profitant des termes exprès de la loi, d'en éluder les mesures. Ceux qui possédaient des alambics d'une contenance supérieure à 500 litres en ramenèrent la capacité à la limite réglementaire leur permettant de bénéficier des avantages de la loi, d'autres transformèrent leurs appareils à marche continue en appareils à distillation intermittente ; beaucoup enfin se contentèrent de faire distiller leurs produits par des bouilleurs ambulants pour lesquels la capacité des alambics n'était pas limitée.

La loi de 1900 avait donc manqué doublement son but : d'une part les gros bouilleurs éludaient ses dispositions tandis que les petits bouilleurs, forcés de recourir aux offi-

ces d'un loueur ambulant astreint en vertu de l'art. 11 à certaines déclarations, étaient obligés de faire connaître leur production et se trouvaient ainsi traités plus durement ; d'autre part, la fraude n'était nullement enrayée. Les résultats financiers de la loi de 1900 furent loin d'être favorables aux intérêts du trésor. L'impôt sur l'alcool malgré son taux de 220 francs ne rapporta guère plus qu'avant la loi, alors que son taux était seulement de 156 fr. 25 ; une diminution très accentuée se manifesta dans les quantités d'alcool imposées qui passèrent de 1.782.893 hectolitres en 1900 à 1.258.949 hectolitres en 1902 (1).

Sans doute ces résultats s'expliquaient en partie par les approvisionnements anticipés qui avaient été constitués en vue d'échapper à la surtaxe, et par la restriction de la consommation de l'alcool en raison de l'élévation des droits et le développement de la consommation des vins et des cidres ; mais, il était évident que les dispositions de la loi de 1900 avaient été impuissantes à empêcher la fraude. Celle-ci avait été surexcitée par l'élévation des droits au moment même où l'abondance des récoltes mettait à la disposition des fraudeurs une matière première à très bon marché et où l'action du service se trouvait affaiblie par la suppression de l'exercice chez les débitants.

§ 2. — La loi du 31 mars 1903

Devant les mauvais résultats donnés par la loi de 1900, il parut indispensable de prendre des mesures pour sauvegarder les intérêts du Trésor. Le gouvernement, poussé d'ailleurs par les nécessités budgétaires, déposa pour le budget de 1903 un projet de réforme de la condition des bouilleurs de cru. Le projet présenté par M. Rouvier (2)

(1) *Bulletin de Statistique et de Législation comparée*, juillet 1908, p. 20.

(2) Projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1903 présenté par M. Rouvier, Ministre des finances, Chambre documents parlementaires 1902, t. 2, p. 1, n° 308.

visait un double but, d'une part il tendait à assurer la garantie d'origine des eaux-de-vie par la délivrance d'acquets spéciaux et d'autre part il tendait à réprimer la fraude. La fraude avait deux sources principales : la fabrication clandestine par des non récoltants qui avait pris une dangereuse extension, notamment à Paris, et l'écoulement en contrebande de la production non contrôlée des bouilleurs de cru. Contre la première forme de fraude, le projet édictait des mesures destinées à renforcer les dispositions de la loi de 1900 concernant les alambics; Contre la seconde forme, le projet tendait à placer toute la production de l'alcool sous le contrôle de l'Etat, mais en vue d'éviter l'introduction de l'exercice chez un nombre considérable de récoltants, il adoptait un système qui se trouvait déjà en germe dans le rapport de M. Léon Say lors de l'enquête de 1887.

Ce système consistait à opérer une concentration de la production des petits bouilleurs de manière à les dispenser de subir dans leur domicile les vérifications du service et à restreindre l'action directe des agents du fisc aux producteurs dont les opérations avaient une importance réelle. La distillation à domicile entraînait la prise en charge d'une quantité d'alcool pur au moins égale à *un hectolitre* ; les petits récoltants dont la production n'atteignait pas ce chiffre devaient recourir à la distillation dans des emplacements agréés par la Régie et dont le propriétaire ou le gérant était seul astreint aux formalités. Ces dispositions réduisaient par conséquent considérablement le nombre des distillations à domicile et rendaient la surveillance beaucoup plus facile. Le projet n'accordait aucune allocation en franchise, mais seulement une remise de 10 % pour les récoltants payant les droits au comptant et la déduction ordinaire de 7 % pour déchets et ouillage en cas de crédit de l'impôt ; dans les deux cas, la déduction pour la campagne ne pouvait être inférieure à 20 litres. La commission du budget sur le rapport de M. Maurice Berteaux (1) adopta le principe posé

(1) Rapport fait au nom de la commission du budget par M. Berteaux, député, n° 622, Séance 6 déc. 1902. J. O. Doc. Parl. 1902, t. 2, p. 1129.

par M. Rouvier tout en apportant quelques remaniements au texte, mais ce fut surtout pendant la discussion à la chambre que le gouvernement, sous la pression de l'opposition irréductible des défenseurs des bouilleurs de cru, dut apporter à son projet de telles modifications que l'esprit en fut complètement changé. La plus importante concession, qui est connue sous le nom d'amendement Morlot (art. 21), dispensait de tout contrôle les petits récoltants et bouleversait l'économie de la loi. Après 16 séances à la chambre le projet modifié par la commission des finances, déformé par les divers amendements, devint la loi du 31 mars 1903.

La nouvelle loi renversait la situation créée par la loi de 1900 : le contrôle et la prise en charge devenaient la règle, la dispense de vérification l'exception. Tous les bouilleurs étaient soumis à l'exercice et au paiement des droits, ils bénéficiaient d'une allocation en franchise de 20 litres d'alcool pur ; mais en vertu de l'amendement Morlot « les « récoltants qui justifiaient ne pas cultiver une superficie « plus considérable de vignes ou un plus grand nombre « d'arbres fruitiers qu'il n'est nécessaire pour la produc- « tion de 50 litres d'alcool pur étaient dispensés de toute « vérification et de toute prise en charge ». Le principe se trouvait en réalité renversé et c'était l'exception — l'absence de contrôle — qui devenait la règle, l'idée maîtresse du projet de M. Rouvier qui tendait à concentrer les distillations des petits bouilleurs était ainsi abandonnée. Les bénéficiaires de l'amendement Morlot étaient en effet incomparablement plus nombreux que les autres bouilleurs et près des deux tiers échappaient au contrôle, c'était d'autant plus grave que les petits bouilleurs n'étaient aucunement tenus de limiter leur production à 50 litres, l'immunité leur étant acquise pour n'importe quelle quantité, puisque la Régie n'avait pas à connaître le résultat des opérations.

L'art. 22 de la loi dû à l'initiative de MM. Cazeaux-Cazalet et Cazeneuve (1) contenait une disposition excel-

(1) P. Cazeneuve : *Les Distilleries coopératives*, Revue Politique et Parlementaire 1904, t. 42, p. 43.

lente. Il créait une situation de faveur pour les bouilleurs de cru réunis en syndicats ou en associations coopératives afin d'encourager la fondation de brûleries syndicales ou coopératives qui permettent une surveillance plus efficace de la part de la Régie. Cette disposition complétée par la loi de 1905 sera plus tard reprise par les lois de 1916 et de 1923 et donnera d'appréciables résultats dans le Midi. La loi ajoutait le mot « prunelles » à la nomenclature des produits donnant droit au bénéfice du privilège.

Complétant les dispositions de la loi de 1900, le texte nouveau réglementait la fabrication, la vente, la circulation des alambics qui devait se faire sous le lien d'un acquit à caution, ainsi que leur scellement pendant les périodes de chômage.

Enfin, l'art. 23 reprenait la question des acquits de couleur déjà ébauchée par la loi du 2 août 1872, il créait deux sortes de titres de mouvement : Des acquits et congés blancs réservés aux eaux-de-vie provenant de la distillation des vins, cidres, poirés, marcs, cerises et prunes, aux rhums et tafias et aux genièvres. A l'acquit était joint un certificat d'origine. Les congés et acquits rouges étaient délivrés pour les autres sortes de spiritueux.

M. Rouvier dans son projet escomptait que la nouvelle réglementation apporterait un accroissement de recettes qu'il estimait à 50 millions de francs. Si ce résultat ne fut pas atteint et les rentrées nouvelles ne dépassèrent guère 25 millions ce fut à cause de l'allocation en franchise de 20 litres d'alcool pur (40 l. à 50°) et surtout à cause de la fissure considérable engendrée par l'amendement Morlot qui en exemptant du contrôle les cultivateurs produisant moins de 50 litres laissait le champ libre à la très grande majorité des bouilleurs de cru (1). Bien que l'augmentation des ressources ne fut pas aussi considérable qu'on le pensait, il n'en est pas moins vrai que les résultats de la loi de 1903 ont prouvé — nous le démontrerons lorsque nous étudie-

(1) Déclaration de M. Rouvier à la Séance du 15 fév. 1903, J. O. Débats Chambres 1903, p. 672.

rons la fraude — que la réglementation est plus favorable aux intérêts du Trésor que l'absence de contrôle (1).

Malgré ses résultats financiers, la loi de 1903 fut vivement critiquée dans les milieux agricoles ; non seulement en raison des entraves qu'elle apportait à la fraude, mais aussi en raison des difficultés d'application qu'elle soulevait. L'Administration avait dû élaborer des circulaires nombreuses et compliquées pour expliquer et interpréter la loi, et on reprochait à l'amendement Morlot d'avoir créé des inégalités regrettables entre les diverses régions. On se demandait pourquoi par exemple il fallait 80 pommiers en Savoie et 100 dans le Jura pour faire 50 litres d'alcool, alors que 40 suffisaient dans la Creuse (2). D'autre part on se plaignait que la numération des arbres fruitiers était parfois effectuée trop sévèrement sans tenir compte que dans bien des cas les cultivateurs n'utilisaient pas la totalité de leurs fruits à faire de l'alcool. Les contestations étaient donc nombreuses.

Enfin l'exercice chez les bouilleurs astreints au contrôle avait soulevé de vives protestations, certains bouilleurs préféraient même ne plus distiller que de subir la visite des employés, bientôt sous la pression des électeurs-bouilleurs de cru, le législateur allait être amené à émousser le contrôle.

§ 3. — *Le privilège après 1903. La loi du 27 février 1906*

Dès 1905 les fraudeurs obtinrent l'amnistie pour les contraventions commises jusqu'au 1^{er} juin 1905, et la loi de finances du 22 avril 1905 apporta de sérieuses modifications au régime des bouilleurs de cru dans le sens d'un adoucissement à la rigueur de l'exercice. Afin d'éviter le plus possible les visites domiciliaires, les art. 12, 13 et 14

(1) Voir *infra*, pages 276 et suiv.

(2) Voir Didelon. *Etude sur les bouilleurs de cru*. Thèse Nancy 1907, p. 38. Tableau des arrêtés ministériels pris dans les différentes régions en exécution de la loi de 1903.

de la loi de 1905 encore en vigueur aujourd'hui, prévoyaient l'établissement dans chaque commune d'un ou de plusieurs ateliers publics de distillation dont le principe avait été fixé par la loi de 1903. Dans beaucoup de départements ce système avait fait ses preuves ; là où il fonctionnait les intérêts du Trésor semblaient sauvegardés et la réglementation n'avait pas soulevé de plaintes trop vives. Enfin et surtout dans l'important article 18, le législateur montrait son désir de favoriser la constitution de brûleries coopératives ou syndicales, les propriétaires fermiers ou métayers en faisant partie étaient personnellement dispensés de toute déclaration et affranchis de l'exercice ; la solidarité de tous les membres de l'association ou du syndicat prévue par la loi de 1903 disparaissait. Il était désormais suffisant pour les syndicats et associations de bouilleurs de cru de présenter à l'agrément de l'Administration des membres notoirement solvables qui devenaient responsables des infractions commises dans le local commun et des droits sur les manquants constatés.

Peu après intervint la loi du 6 août 1905 « relative à la répression de la fraude sur les vins et au régime des spiritueux ». Les art. 14 et 15 visant les perquisitions domiciliaires sont plus particulièrement intéressants pour notre sujet. L'art. 237 de la loi du 26 avril 1816, qui autorisait en cas de soupçon de fraude les agents de la Régie à pénétrer dans l'intérieur des habitations des particuliers non assujettis à l'exercice, sur l'ordre d'un employé du grade de contrôleur au moins, et en se faisant assister du juge de paix, du maire, de son adjoint ou du commissaire de police, cessait d'être applicable aux visites des employés de la Régie dans l'intérieur des locaux servant *exclusivement* à l'habitation des particuliers. Toute visite dans les locaux d'habitation devait être désormais préalablement autorisée par une ordonnance du Tribunal civil de l'arrondissement ou du juge de paix du canton. C'était là une sérieuse garantie contre les visites abusives. Le but de la loi était de protéger le plus possible le domicile privé et de restreindre les investigations du fisc aux caves, celliers, magasins, etc.,

spécialement affectés à la conservation de l'alcool. Le soupçon de fraude nécessaire pour l'intervention régulière des agents ne pouvait plus être constitué par une dénonciation anonyme. L'ordre de visite devait, à peine de nullité, énoncer sommairement les motifs sur lesquels la Régie basait son soupçon de fraude.

Malgré ces modifications successives et l'adoucissement du contrôle qui en était résulté, les bouilleurs de cru entreprirent une ardente campagne pour obtenir l'abrogation de la loi. Un revirement s'était produit dans le Midi ; les viticulteurs méridionaux qui en 1903 avaient voté l'abolition des immunités des bouilleurs de cru parce qu'ils estimaient que les boissons distillées faisaient une concurrence dangereuse à leur vin, étaient maintenant convaincus, en présence de la persistance de la mévente, que le rétablissement du privilège leur permettrait d'écouler leurs produits sous forme d'alcool (1). Ils voyaient, comme on l'a dit si souvent, dans la liberté de distillation « la soupape de sûreté » du marché des vins. Sous leur pression, le Parlement, à la veille des élections générales, votait le 27 fév. 1906 la suppression de la déclaration préalable et de l'exercice. M. Rouvier qui en 1903 avait combattu ardemment pour la suppression de l'immunité des bouilleurs de cru, faisant volte-face, apportait son appui aux partisans du privilège. « Les propriétaires distillant les marcs, vins, cidres et poirés, prunes, cerises, prunelles et lies qui proviennent exclusivement de leur récolte sont dispensés de toute déclaration préalable et sont affranchis de l'exercice à partir du 1^{er} mars 1906 ». Tel était l'article unique de la loi qui remplaçait les bouilleurs de cru dans les conditions où ils se trouvaient avant les lois de 1903 et de 1905 tout en leur conservant la faculté de distiller leurs prunelles avec le bénéfice du privilège. La Loi abrogeait implicitement les textes qui lui étaient contraires mais la réglementation générale des

(1) Voir dans la *Revue Politique et Parlementaire* 1906, t. 49, p. 225 un remarquable article de M. Charles Gide qui discute la thèse des viticulteurs.

alambics était maintenue en tant qu'elle ne lésait pas le privilège du bouilleur et l'inviolabilité de son domicile. Les formalités du scellement et du descellement bien que n'étant pas abrogées se trouvaient en fait supprimées puisqu'il n'existait aucun contrôle à la distillation.

Cette absence de contrôle empêchait les bouilleurs de cru de produire des eaux-de-vie susceptibles de bénéficier des titres de mouvement sur papier blanc certifiant l'origine à moins de se soumettre au régime des bouilleurs de profession. On dut corriger la législation sur ce point à la demande des viticulteurs des régions de Cognac et d'Armagnac qui désiraient profiter de l'authenticité que la surveillance de la Régie conférait à leurs produits.

D'autre part la loi du 27 février 1906 faisait disparaître toute allocation en franchise pour les récoltants qui, ayant fait distiller en dehors de leur domicile, y auraient ramené les produits de leur fabrication ; c'était en fait, la suppression des ateliers publics ou communaux et des brûleries syndicales ou coopératives. Une loi du 17 avril obvia à cette double conséquence en faisant survivre pour ceux qui en « feraient la demande » les dispositions des lois du 31 mars 1903 et du 22 avril 1905.

SECTION IV. — LA RÉGLEMENTATION DU PRIVILÈGE : LOIS DE 1916 ET DE 1923

§ 1. — La loi de 1916

A part une loi du 30 janvier 1907 dont l'art. 19 aggravant les pénalités en cas de fraude, déclarait que le bouilleur de cru coupable de fraude serait indépendamment des peines principales tenu du paiement du quintuple droit de consommation, aucune atteinte n'allait être portée au privilège du bouilleur de cru jusqu'à la guerre, pendant laquelle, devant le péril commun, l'intérêt général reprenant ses droits allait triompher des intérêts particuliers et imposer une réglementation plus sévère.

Déjà plusieurs projets ou propositions faisant une distinction entre les alcools naturels et les alcools d'industrie tendaient à donner à l'Etat le monopole de la production des alcools industriels et prévoyaient la suppression du privilège. Une proposition de M. Barthe du 3 juillet 1914 (1) reprise en mai 1915 (2) réglementait étroitement l'immunité des bouilleurs ; l'auteur s'efforçait d'attirer les bouilleurs de cru dans les ateliers coopératifs ou syndicaux en leur accordant une allocation en franchise lorsque la distillation était effectuée dans ces locaux ; la distillation à domicile était supprimée. Dans la proposition de M. Brousse (3) les bouilleurs étaient traités avec plus de faveur : la distillation à domicile était permise à condition que le récoltant distillât sa récolte dans un local séparé de son habitation et que son alambic fut muni d'un compteur ; une allocation en franchise de 10 litres d'alcool pur était octroyée à tous les bouilleurs.

Le projet de loi déposé par M. Ribot, ministre des finances, en août 1915 (4) rejetait le monopole de l'Etat, sauf sur les alcools dénaturés, il majorait considérablement les droits sur l'alcool et supprimait le privilège du bouilleur de cru. L'exercice de tous les bouilleurs de cru étant impossible en raison de leur nombre, le projet, reprenant l'idée de M. Rouvier, opérait une concentration de la distillation dans des ateliers publics, coopératifs ou syndicaux agréés par la Régie. Les gros bouilleurs, ceux dont la production dépassait 200 litres d'alcool pur par campagne, étaient admis, en raison de l'importance de leurs opérations, à distiller à domicile en se soumettant naturellement aux visites des commis et à l'inventaire. Aucune allocation en franchise

(1) Annexe n° 227, Ch. des Députés, Séance du 3 juillet 1914, J.O. Doc. Ch. 1914, p. 1936.

(2) Annexe n° 964 Ch. des Députés, Séance 28 mai 1915, J. O. Doc. Ch. 1915, p. 556.

(3) Annexe n° 992 Ch. des Députés, Séance 10 juin 1915, J. O. Doc. Ch. 1915, p. 571.

(4) Annexe n° 1241 Ch. des Députés, Séance du 26 août 1915, J. O. Doc. Ch. 1915, p. 913.

n'était accordée ; en retour les bouilleurs avaient droit, dans certaines limites, à une remise d'impôt sur la contribution foncière payée sur les terrains plantés en vignes ou en arbre fruitiers.

Le projet de M. Ribot, resté sans solution parlementaire, fut incorporé avec certaines modifications dans le projet de loi de finances pour 1916 (1) ; pas plus que le projet de 1915, il ne prévoyait d'allocation en franchise.

En 1916 le moment semblait favorable pour obtenir du Parlement la suppression du privilège. D'une part les nécessités financières en raison des besoins énormes du budget de la guerre se faisaient impérieusement sentir et d'autre part le péril extérieur surexcitait les forces morales du pays dans leur lutte contre le péril intérieur qui se manifestait par le développement de l'alcoolisme. A la Sorbonne le 7 mai, au Musée social le 27 mai, se tinrent de grandes réunions au cours desquelles d'éminentes personnalités réclamèrent au nom des intérêts supérieurs du pays l'abolition du privilège regardé comme la cause principale de l'alcoolisme (2).

Ce mouvement et les graves nécessités de l'heure aboutirent au vote de la loi du 30 juin 1916 art. 4. Le droit de consommation sur l'alcool était porté à 400 francs par hectolitre. Les dispositions du 30 juin conformément à l'esprit du projet de M. Ribot renonçaient à soumettre tous les bouilleurs de cru à l'exercice et adoptaient en principe le système de l'interdiction de la distillation à domicile. Toute distillation de vins, cidres, poirés, marcs, lies et fruits devait être opérée 1° soit en ateliers publics établis conformément aux dispositions de l'art. 12 de la loi du 22 avril 1905 ; 2° soit par des associations coopératives fonctionnant

(1) Projet de loi portant 1° ouverture sur l'exercice de 1916 des crédits provisoires applicables au 3° trimestre de 1916 ; 2° autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics, présenté par M. A. Ribot, ministre des finances. Annexes n° 2115, Séance Ch. Dép. 18 mai 1916 Doc. Ch. p. 667 suiv.

(2) Voir Ch. Gide : *Revue Politique et Parlementaire*. Le Privilège des bouilleurs de cru 1916, t. 87, p. 352.

dans les conditions de l'art. 22 de la loi du 31 mars 1903 ou par des associations syndicales bien qu'elles ne soient pas nommées dans la loi ; 3° soit par des bouilleurs soumis au contrôle de la régie. De cette façon la distillation se faisait dans des conditions de publicité et de surveillance qui empêchaient la fraude ; le contact direct était évité entre les bouilleurs de cru et la Régie : c'était en effet le régisseur de l'atelier public, le gérant de la brûlerie coopérative ou l'exploitant de l'alambic qui devaient remplir les déclarations et les formalités. Par exception, la distillation à domicile était admise lorsque l'opération prenait en raison de son importance un caractère quasi industriel, le bouilleur distillant à domicile était soumis en effet à une prise en charge minimum de 200 litres d'alcool pur et assujetti à l'inventaire et aux visites des agents de la Régie du moins dans les locaux où était effectuée la distillation.

Les bouilleurs de cru, en compensation de cette réglementation de leur privilège obtenaient un inestimable avantage. La loi de 1916, en effet, pour assurer dans un intérêt de défense nationale la fabrication des poudres pyroxyliées, plaçait sous la main de l'Etat toutes les quantités d'alcools propres à la consommation de bouche provenant de matières autres que les « vins, cidres, poirés, lies, marcs et fruits » et spécifiait que l'Etat ne pourrait rétrocéder ces alcools que pour les usages industriels et médicamenteux (1). C'était l'institution au profit des bouilleurs de cru d'un véritable monopole de l'approvisionnement de la consommation de bouche dont se trouvaient exclus les alcools de betteraves, de mélasses et de grains qui depuis de longues années occupaient sur le marché une place prépondérante. C'était vraiment comme l'a dit M. Ch. Gide « une bonne journée » pour les bouilleurs ; les prix, en raison de la restriction de l'offre qui résultait de l'exclusion

(1) M. Charles Gide : *Revue Politique et Parlementaire* 1916, t. 88, p. 6 en note fait remarquer : « Il est piquant de constater que cet alcool exclu de la consommation comme toxique sera celui réservé aux malades ! »

du marché des alcools du Nord ne tardèrent pas en effet à s'élever considérablement.

Cependant, malgré la belle perspective que leur ouvraient les dispositions nouvelles, les bouilleurs de cru avaient repoussé un amendement de M. Ch. Benoist tendant à rendre la suppression définitive (1), la suppression ne restait que temporaire, applicable « jusqu'à l'année de la cessation des hostilités » (art. 4 § 1). En plus de ces avantages, l'art. 4 faisait revivre l'allocation en franchise que le projet de M. Ribot avait supprimée : « Tout exploitant « de terrains plantés en vignes ou en arbres fruitiers qui « prouvera qu'il a distillé ou fait distiller partie de ses récoltes du 1^{er} janvier 1910 au 1^{er} janvier 1916, aura droit « sur sa distillation à une allocation en franchise de 10 « litres d'alcool pur. Dans le cas où un exploitant remplissant les conditions sus-dites serait décédé postérieurement « au 2 août 1914, le même droit appartiendra au conjoint « survivant ». Cette disposition était due à un amendement de M. Paul Morel adopté par le gouvernement désireux de voir aboutir la réforme. Sans doute l'octroi de cette allocation était limité par certaines conditions, elle présentait un caractère essentiellement viager et devait en principe disparaître complètement à la longue puisqu'elle était liée à la vie des bénéficiaires, mais il faut bien convenir avec M. Aimond, dans son rapport au Sénat qu'en dehors de la fraude possible « la fissure de la consommation familiale « si souvent dénoncée comme l'une des sources directes de « l'alcoolisme, se trouvait à nouveau ouverte ». C'était aussi et surtout la brèche par laquelle les défenseurs des bouilleurs de cru, qui ne considéraient — ils l'avaient dit expressément à la Chambre — la réglementation que comme une trêve, allaient donner l'assaut et préparer, en étendant sous le prétexte d'égalité, l'allocation en franchise à des catégories toujours plus nombreuses de récoltants, le retour à un régime beaucoup plus libéral institué par la loi de 1923.

(1) Ch. des Députés, séance du 23 juin 1916, J. O. Débats Ch. 1916, p. 1398.

§ 2. — *L'amenuisement de la réglementation, la loi de 1923*

Le privilège n'était donc pas supprimé puisque certains bouilleurs pouvaient, sans payer d'impôts, consommer leurs eaux-de-vie ; sans doute la loi de 1916 s'était efforcée de limiter le nombre des bénéficiaires et avait organisé la disparition progressive de l'allocation, mais de nouvelles mesures n'allaient pas tarder à étendre cette immunité.

La loi du 29 déc. 1919 art. 22 étendait le bénéfice de l'allocation en franchise à tous les exploitants ayant été sous les drapeaux entre le 1^{er} août 1914 et le 31 déc. 1919. La loi du 31 déc. 1920 accordait l'allocation aux exploitants des communes envahies par l'ennemi ou évacuées par ordre de l'autorité militaire et à leurs veuves non remariées. Enfin une dernière extension fut réalisée par la loi du 30 juin 1922, art. 15 ; alors que la loi de 1919 employait le terme « d'exploitants sous les drapeaux », celle de 1922 faisait usage du terme « mobilisés » visant ainsi tous ceux qui sans être allés au front avaient été employés d'une manière quelconque à la défense du pays (ouvriers des usines de guerre par exemple).

Non seulement ces extensions successives faisaient profiter de l'allocation un nombre toujours plus considérable de cultivateurs, mais le gouvernement dans la séance du 26 juin 1922 prenait l'engagement d'« assouplir » la réglementation et sous la pression gouvernementale la direction générale des C. I. dans la Circulaire n° 26 du 10 juillet 1922 accordait de nouvelles et importantes facilités. On peut même dire qu'en fait, sinon en droit, la loi de 1916 était laissée de côté. On abandonnait ouvertement le principe de la concentration des bouilleurs dans un local agréé : « dans les communes où, soit par suite des difficultés de « communication, soit par suite de circonstances particulières — par exemple absence de bouilleurs ambulants, « ou défaut d'alambics portatifs — l'Administration autorise « sera la distillation à domicile aux conditions prévues pour « les ateliers publics ». De cette manière, la loi de 1916 s'effritait sans même qu'il y eut une intervention législa-

tive. Le jour n'est pas loin où le contrôle sera violemment dénoncé comme une atteinte aux droits sacrés de la liberté humaine !

Ainsi allait se vérifier une nouvelle fois l'excellence de la tactique des bouilleurs de cru qui procèdent en deux temps lorsque, contraints et forcés, ils sont obligés d'admettre une réglementation plus étroite de leur privilège. Dans un premier temps, défendant pied à pied leurs positions ils s'efforcent de faire aboutir quelque amendement qui sous un aspect anodin consacre en réalité la ruine du projet : c'est l'amendement Morlot en 1903, l'amendement Morel en 1916. Puis, deuxième temps : la loi est votée malgré leur résistance ; alors les bouilleurs de cru entrent individuellement en lutte avec les agents du fisc, prenant prétexte des moindres incidents qui se produisent dans la pratique pour dénoncer à grand bruit à la tribune les tracasseries de l'Administration et n'ont pas de cesse tant qu'ils n'ont pas reconquis bribe par bribe les avantages dont ils avaient été privés.

Les bouilleurs n'estimaient pas suffisantes les concessions obtenues. Déjà le 27 déc. 1922 à l'occasion d'un vote de douzièmes provisoires, la Chambre des Députés avait repoussé par 334 voix contre 252 une proposition de M. Janet, député du Jura tendant au retour pur et simple à la loi de 1906, et cette imposante minorité était significative des intentions de l'assemblée. De son côté le Sénat avait manifesté sa volonté de voir rétablir la distillation à domicile sur le principe du forfait tel qu'il était appliqué en Alsace-Lorraine sous l'empire de la législation allemande (dès juillet 1930 M. Dessein avait déposé un projet en ce sens) (1). Le gouvernement, pour obéir à l'injonction parlementaire, déposa, sans enthousiasme semble-t-il, après avoir fait étudier de très près le système alsacien, un projet (2) autorisant la distillation à domicile pour les bouilleurs ne produi-

(1) Proposition de M. Edouard Dessein, Ch. des Députés. Annexe n° 1435, Séance 28 juil. 1920.

(2) Projet de loi présenté par M. Ch. de Lasterie, M. des finances, Ch. des Députés. Annexe n° 5100, Séance 20 nov. 1922.

sant pas plus de 50 litres d'alcool pur moyennant le paiement d'une taxe forfaitaire ; le projet, pour récupérer les pertes que devait entraîner la réforme, abaissait en ce qui concerne ces bouilleurs l'allocation à 5 litres. La commission des boissons chargée d'examiner ce projet, rejeta sur le rapport de M. Taurines (1) le système du forfait. Elle abaissait la quantité minimum nécessaire pour que la distillation puisse avoir lieu à domicile à 50 litres d'alcool et sur un rapport supplémentaire de M. Taurines (2), la commission intégrait dans son texte une proposition de M. Charles Tesseyre (3) par laquelle les bouilleurs de cru dont la production n'atteignait pas 50 litres pourraient se grouper pour atteindre ce chiffre et distiller au domicile de l'un d'eux ; enfin elle fixait l'allocation à 10 litres pour tous les bouilleurs.

La commission des finances de la Chambre, saisie pour avis, rejeta le système proposé par la commission des boissons. Elle exprimait l'opinion qu'il convenait de lier à nouveau la question des bouilleurs de cru à celle de l'alcool d'industrie en prorogeant les dispositions de la loi du 30 juin 1916 concernant les bouilleurs de cru jusqu'au 30 sept. 1924 comme l'avait fait la Chambre pour les dispositions relatives à l'alcool d'industrie (Loi du 30 juin 1922 art. 15). Au surplus, il lui paraissait inopportun « au moment où l'on allait être obligé de chercher de nouvelles ressources pour équilibrer le budget de 1923, d'abandonner en ce qui concerne l'impôt sur l'alcool une cinquantaine de millions et même courir le risque d'en perdre davantage » (4). La

(1) Rapport au nom de la commission des boissons par M. Jean Taurines, député, Ch. des Députés, Annexe n° 5246, Séance 13 déc. 1922.

(2) Rapport supplémentaire au nom de la commission des boissons par M. J. Taurines, Ch. des Députés, Annexe n° 5511, Séance du 31 janvier 1923.

(3) Proposition de loi présentée par M. Charles Tesseyre, Ch. des Députés, Annexe n° 5431, séance du 11 janvier 1923.

(4) Avis présenté au nom de la Commission des Finances par M. Maurice Bokanowski, rapporteur général de la Ch. des Députés, Annexe n° 5547, séance du 9 fév. 1923.

discussion vint à la Chambre au cours des séances des 9, 13 et 15 fév. 1923. On reste surpris lorsqu'on lit ces débats confus, de voir avec quelle désinvolture ceux qui président aux destinées de notre pays traitèrent la question de l'hygiène. Le Professeur Pinard, combien digne de respect pourtant, ayant pris la parole pour dénoncer le péril alcoolique que fait courir à nos campagnes le privilège des bouilleurs de cru, dut descendre de la tribune devant l'indifférence de l'Assemblée ! (1) Pas une voix ne s'était élevée pour réclamer la suppression totale du privilège, au contraire un fort courant s'était manifesté en faveur du retour à l'absence complète de contrôle ; et le texte voté n'était regardé par beaucoup que comme une étape vers le retour au régime de liberté entière de 1906. La loi fut définitivement votée le 28 février 1923.

La loi de 1923, qui régit encore les bouilleurs de cru, est basée, dans son texte définitif, sur les principes suivants :

1° Tous les bouilleurs, grands et petits, sans aucun minimum de production, peuvent distiller à domicile sous certaines conditions de temps et d'espace. Les récoltants peuvent opter comme ils l'entendent entre trois formes de distillation : à domicile, en ateliers publics ou en brùleries coopératives ou syndicales. En vue de faciliter le contrôle de la Régie, le soin est laissé aux juges de paix de fixer *des périodes* pendant lesquelles peuvent avoir lieu, dans chaque circonscription d'exercice, les opérations de distillation effectuées à domicile ou à l'atelier public. Ainsi la distillation à domicile, seule permise aux gros bouilleurs et qui était l'exception sous l'empire de la loi de 1916, devient la règle avec la nouvelle réglementation.

2° Le bénéfice de l'allocation en franchise de 10 litres d'alcool pur est étendu à tous les récoltants, l'allocation n'est plus attachée à l'individu comme en 1916 mais à l'exploitation ; de personnelle et viagère elle devient réelle et permanente. Le droit à l'allocation est réservé aux seules

(1) J. O. Débats parlementaires Ch. des Députés, séance du 15 février 1923, p. 658.

distillations de matières énumérées par la loi du 31 mars 1903 et non à celles de tous les fruits frais. L'alinéa dernier de l'art. 3 du texte primitivement voté par la Chambre décidait que « la distillation de la framboise, de la myrtille, de la cerise sauvage, du sureau, *etc...* jouissait des mêmes droits que celle des produits visés dans la présente loi ». Le Sénat sur le rapport de M. Béranger (1), rapporteur de la C. des finances, supprima cet alinéa en raison de l'extension qu'il donnait au privilège et surtout à cause de l'imprécision du terme « et coetera ».

3° Le contrôle du service des Contributions indirectes ne peut s'effectuer au domicile des bouilleurs en dehors des distillations qu'au moment de l'inventaire et du récolement. Toutes les fois que le récoltant distille dans un local n'ayant aucune communication intérieure avec l'habitation, par exemple lorsque la distillation a lieu dans un endroit séparé de l'habitation par la voie publique, la Régie ne peut intervenir que sur les lieux mêmes où s'est effectuée la distillation, ou dans ceux où l'alcool aurait été transporté ou encore dans les locaux où se trouvent les stocks si le bouilleur est assujéti à les déclarer. En dehors de la distillation, de l'inventaire et du récolement, les agents ne peuvent pénétrer au domicile du récoltant qu'en cas de soupçon de fraude en observant les formalités de l'art. 237 de la loi de 1816 et celles de la loi d'avril 1905.

Ce qui caractérise aujourd'hui le privilège des bouilleurs de cru ce n'est donc pas seulement le droit pour ces bouilleurs de pouvoir consommer en franchise une quantité déterminée d'eau-de-vie obtenue avec les fruits de leur récolte, de ne payer que le droit de 1.350 francs par hectolitre sur les quantités consommées en sus de l'allocation et de bénéficier d'une remise de 10 % en cas de paiement immédiat de l'impôt, mais aussi c'est le droit de distiller à leur domicile en bénéficiant d'une législation de faveur. Nous n'avons pas ici à entrer dans les détails d'application du

(1) Rapport fait au nom de la Commission des finances du Sénat par M. Henry Béranger, sénateur, Annexe n° 101, Séance du 22 fév. 1923.

système établi par la loi de 1923, nous le ferons lorsque nous étudierons la « réglementation du privilège ».

SECTION V. — *VERS LE RÉTABLISSEMENT DU PRIVILÈGE INTÉGRAL*

Les bouilleurs de cru ne voyaient dans la loi du 28 février 1923, malgré les avantages indéniables qu'elle leur conférait, qu'un acheminement vers la suppression de tout contrôle. Après une accalmie de quelques années, la lutte allait reprendre. Déjà en février 1926 une première escarmouche avait eu lieu à la Chambre entre les représentants des bouilleurs et leurs adversaires, mais il faut arriver jusqu'en 1928 pour voir se multiplier les propositions tendant à modifier le régime.

L'offensive débuta par une proposition de loi de M. Richard Georges (n° 486, 14^e Législature) tendant à accorder le bénéfice de l'allocation aux débitants qui sont en même temps récoltants et qui distillent leurs produits. Mais bientôt les demandes devinrent plus caractérisées. En dehors de l'argumentation habituelle sur le droit de propriété, les bouilleurs de cru se plaignaient d'être « l'objet de brimades inutiles et de vexations de la part des agents du fisc ». La loi de 1923 avait interdit la visite des locaux d'habitation toutes les fois que le bouilleur distillait dans un local n'ayant aucune communication intérieure avec l'habitation, mais « cette condition étant rarement réalisée, disait M. Roulleaux Dugage, « des abus journaliers étaient commis », certains agents n'hésitant pas, poursuivait M. Cautru, « à violer la loi en prétextant qu'ils avaient obtenu des intéressés l'autorisation de pénétrer dans les locaux ».

Dans le but d'éviter ces vexations dont l'importance était sans doute à dessein exagérée, M. Roulleaux Dugage déposa une proposition (n° 1574, 14^e Législature) tendant à établir un régime forfaitaire analogue au système d'Alsace-Lorraine. Dans ce système assez compliqué, le forfait aurait été établi d'après la teneur en alcool des matières premières, d'après la capacité et le rendement des appareils utilisés et

d'après la durée de la distillation. La Régie n'aurait pu intervenir que pour vérifier l'exactitude de la durée de la distillation ; aucune visite ne pouvant être faite ni pour vérifier les matières premières, ni pour contrôler l'alcool obtenu. La proposition de M. Cautru du 13 nov. 1930 (n° 4039, 14^e Législature) adoptée par la commission des boissons en mars 1931, demandait que l'inventaire des matières distillées — que la brûlerie soit en communication intérieure ou non avec l'habitation — fut effectué seulement sur les lieux où se serait opérée la distillation ou dans ceux où l'alcool avait été transféré et ce dans les dix jours qui suivraient la fin des opérations. Par ailleurs une proposition de résolution de M. Renaitour de la même date (n° 4020, 14^e Législature), invitait le gouvernement à revenir à la loi du 27 février 1906.

Parallèlement la question avait été agitée au Sénat. M. Damecour, sénateur de la Manche, avait déposé le 10 mars 1931 une proposition de résolution (n° 178, Sénat 1931) invitant le gouvernement à déposer un projet de loi tendant au rétablissement du « droit » des bouilleurs, c'est-à-dire au retour pur et simple à la loi du 27 février 1906. Dans une remarquable étude (n° 568, Sénat 1931) M. Abel Gardey, rapporteur de la commission des finances montrait tous les dangers pour les finances publiques que le retour à l'absence de contrôle était susceptible d'entraîner ; et tout en se montrant favorable à l'esprit de la précédente proposition de M. Cautru, il concluait à l'impossibilité de conseiller l'adoption de la proposition de résolution. La commission de l'Agriculture sous la plume même de M. Damecour donnait un avis (n° 583 Sénat 1931) évidemment favorable à la proposition, mais son rapporteur n'avait aucunement réussi à réfuter les arguments financiers exposés par M. Abel Gardey et la question de l'alcoolisme n'était traitée qu'en quelques lignes. Sur ce point, les conclusions de l'Avis présenté par M. Chauveau au nom de la commission de l'hygiène (n° 720 Sénat 1931) étaient extrêmement modérées, la majorité des membres de la commission appartenaient, il est vrai, à des régions comptant un grand nombre de bouilleurs... La proposition vint en discussion le 3

juillet 1931. Après une joute oratoire entre les partisans et les adversaires du privilège, qui permit à la minorité de la commission de l'hygiène de faire connaître son sentiment grâce à d'énergiques interventions de MM. Paul Strauss et Fernand Merlin, le Sénat adoptait une proposition de résolution invitant « le Gouvernement à déposer un projet de « loi tendant à assurer la liberté du travail des bouilleurs de cru et l'inviolabilité de leur domicile ». Ce texte, plus modéré dans sa forme que celui de la proposition Damecour, n'indiquait pas moins le désir qu'avait la haute assemblée d'un retour à la loi de 1906.

Le gouvernement avait pris l'engagement, lors de la séance du 3 juillet, de faire appliquer par l'Administration des Contributions indirectes les dispositions de la proposition de M. Cautru, aussi une circulaire du 8 juillet 1931 prescrivit-elle aux agents de la Régie de n'effectuer l'inventaire que « dans les lieux mêmes de la distillation, dans ceux « où l'alcool aura été transféré, ainsi que dans les caves et « celliers, à l'exclusion formelle des locaux d'habitation, et « ce dans un délai de 15 jours à dater des opérations ».

On aurait pu croire que les bouilleurs obtenant ce qu'ils demandaient se seraient montrés satisfaits. Bien au contraire, la concession leur laissant entrevoir de nouvelles possibilités, n'eut d'autre effet que de stimuler leur ardeur. Les visites domiciliaires ordinaires se trouvant strictement réglementées, ils s'attaquèrent aux visites opérées en cas de fraude et les dénoncèrent comme intolérables malgré les garanties qui les entourent. (Pourtant, en fait, ces visites aboutissent presque toujours à la découverte de fraudes importantes). Et plusieurs propositions, celles de MM. Tranchand, Maurice Robert et Cautru demandèrent l'abrogation de la réglementation. La commission des boissons sur le rapport de M. Camuzet (n° 6763, 15^e Législature) refusa d'accepter le retour à l'absence de contrôle, elle se prononça pour un régime forfaitaire inspiré de la proposition de M. Roulleaux Dugage, mais beaucoup plus pratique qui devait s'appliquer aux bouilleurs distillant à domicile et ne produisant pas plus de 50 litres d'alcool pur par campagne.

Ces bouilleurs auraient été dispensés de la tenue des registres de distillation et de la déclaration des quantités d'alcool obtenues, à la condition de déclarer avant le commencement des travaux le volume de leurs matières premières et après la fin des travaux le volume des mêmes matières demeurant en leur possession. Pour déterminer la quantité d'alcool obtenue, on aurait appliqué aux matières disparues au cours de la distillation un degré forfaitaire déterminé par une commission départementale. Le contrôle serait resté limité aux caves et celliers. Ce système fut voté par la Chambre des Députés le 25 mars 1932 en même temps qu'un amendement qui supprimait à l'avenir les périodes de distillation.

Pendant ce temps le gouvernement pour obéir à l'indication du Sénat avait déposé sur le bureau de la haute assemblée un projet (n° 44 Sénat 1932) qui supprimait les périodes de distillation, pour les opérations portant sur 200 litres d'alcool pur, permettait l'enlèvement des eaux-de-vie de l'atelier public deux fois par jour, autorisait le dépôt des titres de mouvement au siège des ateliers publics ou des brûleries coopératives et faisait siennes les dispositions de la circulaire de 1931 concernant les visites domiciliaires ; de plus, le projet prévoyait la faculté pour les récoltants d'échapper à toute visite en munissant leurs alambics de compteurs. La commission des finances du Sénat (n° 281 Sénat 1932) « estimant que le projet ne correspondait pas à l'esprit de la proposition de résolution votée par le Sénat » le rejeta (11 voix contre 11). La commission de l'Agriculture sur le rapport de M. Damecour (n° 282 Sénat 1932) repoussa, cela va sans dire, le projet. Les intentions du Sénat étaient bien arrêtées en effet. Le 31 mars il décidait à une grosse majorité l'abolition de toute réglementation et le retour pur et simple à la loi de 1906. Le texte sénatorial fut dans la nuit qui suivit le vote déposé sur le bureau de la chambre pour discussion immédiate ; mais le président de la commission des finances obtint le renvoi à cette commission et ainsi ce jour-là qui était le dernier de la 14^e lé-

gislation, un obstacle insurmontable empêcha les revendications des bouilleurs d'aboutir.

On se trouvait donc à la veille des élections législatives de 1932 en présence de deux votes non concordants des assemblées et, si ces votes manifestaient l'intention du parlement de conférer une plus grande liberté aux bouilleurs ils n'avaient pas cependant force de loi. Le Sénat avait voté la liberté et la Chambre de nouvelles facilités seulement. Qu'allaient faire les représentants des bouilleurs ? Pour ne pas se présenter devant leurs électeurs les mains vides, ils se tournèrent vers l'Administration qui adressa à ses employés le 20 avril 1932 la circulaire n° 1513. Celle-ci, par voie administrative, mettait en vigueur les dispositions du projet n° 44, les périodes de distillation étaient supprimées, l'enlèvement de l'eau-de-vie des ateliers publics était autorisé deux fois par jour, et le dépôt des registres de titres de mouvement dans les ateliers publics ou dans les coopératives devenait obligatoire. C'était donc le troisième acte de cette « comédie électorale » pour reprendre une expression de M. Ch. Gide (1) dont les premiers actes s'étaient joués en 1875 et en 1906 ; encore une fois les considérations électorales l'avaient emporté sur toute autre préoccupation.

Le texte sénatorial n'ayant pas été déposé sur le bureau de la Chambre, M. Cautru, député du Calvados en demanda le dépôt par une proposition de résolution et ensuite par une proposition de loi.

Appelée à se prononcer, la commission des boissons, sur un premier rapport de M. Maurice Robert (N° 2091) avait adopté un texte affranchissant les bouilleurs de tout contrôle. M. Lamoureux, ministre du budget, réclama de la commission une seconde lecture. Celle-ci sur un rapport supplémentaire de M. Robert (N° 2195) abandonnant son premier texte se prononçait pour un système forfaitaire identique à celui préconisé par M. Camuzet en 1932, l'allocation était portée à 15 litres et le compteur était prévu à

(1) Ch. Gide : Bouilleurs de cru et Viticulteurs, *Revue Politique et Parlementaire*, 1906, t. 49, p. 225.

titre facultatif. La commission du commerce et de l'industrie tout en dénonçant par l'organe de M. A. Grisoni (N° 2766) les inconvénients du régime actuel et les conséquences d'un retour à la liberté, adoptait les conclusions de la commission des boissons, toutefois, elle demandait que le compteur soit obligatoire pour les bouilleurs produisant annuellement plus de 50 litres. La commission des finances, sur le rapport de M. L. Barety (N° 3603) repoussait l'élévation de l'allocation familiale et demandait que l'emploi des compteurs fut rendu obligatoire. La discussion vint à la séance du 19 juin 1934 et malgré la vive résistance des partisans des bouilleurs, la Chambre, sur la déclaration de M. Germain Martin, ministre des finances, qui annonça que le gouvernement s'opposait formellement à la suppression du contrôle, décida l'ajournement de la discussion.

Pendant ce temps, la Ligue Nationale contre l'alcooolisme avait déposé devant le Conseil d'Etat un recours en annulation de la circulaire du 20 avril 1932 ; le 27 avril 1934, considérant que la circulaire était contraire à l'art. 2 de la loi de 1923, le Conseil d'Etat la déclarait nulle. Ainsi le régime des bouilleurs de cru après le vote de la Chambre et l'arrêt du Conseil d'Etat se trouvait ramené dans les limites de la loi de 1923. Déjà les adversaires du privilège se réjouissaient, leur joie devait être de courte durée. En effet, le décret-loi du 19 juillet 1934 allait donner force de loi aux décisions administratives de 1931 et 1932. Les art. 9 et 10 se bornaient à régulariser les instructions tracées par la circulaire n° 1513 du 20 avril 1932 qui avait supprimé les périodes de distillation, prescrit le dépôt des registres de titres de mouvement au siège des brûleries coopératives ou des ateliers publics et autorisé l'enlèvement des produits fabriqués à l'atelier ou à la coopérative deux fois par jour. C'était là une manière bizarre de sauvegarder l'équilibre budgétaire, but des décrets-lois, car, la suppression des périodes jointe à la possibilité d'enlever les eaux-de-vie sans contrôle ouvraient de redoutables possibilités de fraude. D'autre part, l'art. 12 du décret confirmait les dispositions de la circulaire n° 4359 du 8 juillet 1931 en spécifiant que

l'inventaire ne pourrait se pratiquer que dans un délai maximum de 15 jours à dater de la fin des travaux et seulement dans les lieux même de la distillation, dans ceux où l'alcool aurait été transféré, ainsi que dans les caves et celliers, à l'exclusion des locaux d'habitation.

Mais une double innovation était réalisée par les art. 11 et 44 (1). Le premier de ces textes instituait en faveur des bouilleurs ne produisant pas plus de 50 litres par campagne, dans les départements où les conseils généraux en feraient la demande, un mode de taxation forfaitaire basé sur la nature et la richesse estimative des matières premières disparues au cours de la distillation. C'était la consécration législative des systèmes préconisés par les rapports de MM. Camuzet et Robert. Le second prévoyait que tous les utilisateurs d'alambics à marche continue, que tous les bouilleurs ambulants distillant à domicile, que les récoltants travaillant à domicile par leurs propres moyens et obtenant plus de 50 litres d'alcool, devraient munir leurs appareils d'un compteur. Mais la mise en vigueur de cette réforme heureuse qui aurait contribué à restreindre grandement la fraude, était subordonnée à la publication de décrets ou d'arrêtés, et il n'en est paru aucun. Ainsi ce décret aggravait encore les risques du Trésor, puisque seules les dispositions accordant des facilités nouvelles aux récoltants étaient mises en application, alors que les mesures capables d'enrayer la fraude restaient lettre morte.

Les bouilleurs de cru, ou plus exactement certains d'entre eux, n'étaient pas encore satisfaits. Dans certaines régions des départements normands producteurs de cidre, une vive campagne fut menée pour le retour à la loi de 1906 (2). Le mouvement prit bientôt une tournure d'émeute et on assista à de violents événements : rassemblements de milliers de paysans qui brûlèrent les scellés de leurs alambics, collisions avec la gendarmerie, agents du fisc molestés ; plusieurs centaines de conseils municipaux donnèrent

(1) Voir *infra* page 109.

(2) Voir *infra* page 236.

leur démission et dans certaines communes les cultivateurs firent grève lors des élections municipales. Et la fraude prenait une intensité croissante.

Sur ces entrefaites, la question du privilège vint en discussion à la Chambre le 28 mars 1935. On entendit, une nouvelle fois, les considérations habituelles relatives à l'inviolabilité du domicile, au droit de propriété, aux inconvénients du contrôle ; mais les partisans des bouilleurs, en présence des nécessités financières, admirent la possibilité de payer une taxe forfaitaire en échange de la suppression du contrôle. M. Piétri, Ministre des finances par intérim, tout en promettant de faire étudier ce système nouveau, s'opposa au retour à l'absence de contrôle et démontra en termes excellents tous les avantages dont jouissent les récoltants. Finalement la proposition fut ajournée et renvoyée à la Commission des Boissons. Le mouvement de rébellion continua dans l'Ouest; une enquête du Directeur Général des Contributions indirectes montra que les bouilleurs normands étaient déterminés à tout pour « frauder librement ».

Le gouvernement qui aurait dû, semble-t-il, dès les premiers actes de rébellion, intervenir et faire preuve d'autorité en confisquant par exemple les appareils dont les scellés avaient été arrachés, préféra temporiser pour finalement céder malgré l'avis contraire de l'Administration. Le 29 mai M. Germain Martin, par une décision très probablement illégale, supprimait toute visite au domicile des récoltants, *même en cas de soupçon de fraude*. Cette mesure ne pouvait évidemment que constituer une étape, il était en effet impossible de laisser subsister un régime sous lequel les déclarations de distillation étaient maintenues sans qu'il soit possible d'en effectuer le contrôle. Un décret-loi du 25 juin 1935 pris en exécution de la loi du 8 juin 1935 accordant au gouvernement « des pouvoirs exceptionnels pour défendre le franc et lutter contre la spéculation » (on se demande en quoi des facilités nouvelles données aux bouilleurs pouvaient contribuer à maintenir l'intégrité de la monnaie), établissait le régime dit du « forfait départemental ». L'Administration qui comptait mettre bientôt en

service les compteurs qu'elle avait fait construire, se trouva surprise par la décision gouvernementale; en quarante-huit heures elle dut établir un texte nouveau.

Ce système n'a qu'une similitude de nom avec celui préconisé par le décret-loi du 19 juillet 1934. Il est essentiellement différent. C'est en somme le rétablissement du privilège intégral moyennant une taxe de rachat, une taxe forfaitaire annuelle. Notons immédiatement que le nouveau système est facultatif et qu'il ne s'applique que dans les départements dont le Conseil Général en fait la demande ; le régime du forfait donne aux bouilleurs la faculté de distiller sans déclaration, sans contrôle et sans paiement des droits quelle que soit l'importance de leur production et de consommer en franchise n'importe quelle quantité de leur eau-de-vie, celle-ci n'étant passible d'impôts qu'à la mise en circulation. En contre-partie, les récoltants doivent payer une somme égale à celle qu'ils auraient versée, sous l'empire du contrôle, pour les eaux-de-vie réservées à leur consommation en sus de l'allocation en franchise ; cette somme, calculée d'après la moyenne des recettes recouvrées dans le département pendant les cinq campagnes antérieures, est répartie entre les communes par le Conseil Général et entre les bouilleurs par la commission des répartiteurs. En raison des facilités nouvelles données à la fraude, le décret-loi prévoit l'exercice des débitants de boissons et un renforcement des pénalités.

La législation des bouilleurs de cru a donc aujourd'hui une double source, d'une part la loi du 28 février 1923 et ses modifications intégrées dans les articles 32 à 58 du Code des Contributions Indirectes et d'autre part le décret-loi du 25 juin 1935. C'est à l'étude de ces textes que nous allons maintenant nous attacher.

TITRE II

La condition juridique des bouilleurs de cru : Réglementation actuelle du privilège

Jusqu'au décret-loi du 25 juin 1935 pris en exécution de la loi du 8 juin 1935 accordant au gouvernement des pouvoirs exceptionnels, la législation relative aux bouilleurs de cru était uniforme pour l'ensemble du territoire ; le texte nouveau a brisé l'ancienne unité de réglementation. Désormais des Français habitant certaines régions du pays sont soumis au régime basé sur la loi de 1923 tandis que d'autres Français, habitant des départements où sur la demande du conseil général le nouveau régime a été mis en vigueur, sont dispensés de toute déclaration de fabrication et affranchis de l'exercice.

Sans apprécier pour l'instant cette dualité de législation, nous commencerons par donner des indications générales afin de déterminer quels sont les récoltants qui ont la qualité de bouilleur de cru ; passant à la réglementation proprement dite, nous examinerons en second lieu le régime de contrôle établi par la loi du 28 février 1923 modifiée par le décret-loi du 19 juillet 1934, tel qu'il résulte des articles 32 à 58 du décret du 26 décembre 1934 portant codification des textes législatifs en matière de Contributions indirectes ; enfin en troisième lieu nous traiterons du régime du forfait départemental institué par le décret-loi du 25 juin 1935. (J. O. du 30 juin).

CHAPITRE I

Généralités et Définition

Qui est bouilleur de cru ?

On entend par bouilleurs de cru « les propriétaires, fermiers, métayers ou vigneronns qui distillent ou font distiller des vins, cidres et poirés, marcs, lies, cerises, prunes et prunelles provenant exclusivement de leur récolte et qui ne se livrent pas au commerce des alcools dans le canton du lieu de distillation et les communes limitrophes » (art. 32 du Code des C. I.).

De ce texte il résulte que le privilège des bouilleurs de cru n'existe que si quatre conditions sont remplies :

1° La distillation doit porter sur des matières déterminées.

2° Ces matières doivent provenir exclusivement de la récolte du producteur.

3° Le récoltant ne doit pas se livrer au commerce des alcools dans le canton du lieu de distillation et les communes limitrophes.

4° L'alcool alloué en franchise doit être consommé sur les lieux de la production.

1° La distillation doit porter sur des matières déterminées

Tout récoltant de matières susceptibles de donner de l'alcool par distillation n'est pas bouilleur de cru. La loi a restreint cette faveur à ceux qui récoltent des *vins, cidres et poirés, marcs, lies, cerises, prunes et prunelles*. Les dispositions qui accordent l'immunité sont exceptionnelles et comme telles doivent être interprétées restrictivement ; la liste des substances ne saurait donc être étendue et tous les

autres bouilleurs sont assimilés aux bouilleurs de profession et soumis aux prescriptions du règlement B du 15 avril 1881. Toutefois, l'Administration admet que la réglementation adoucie des bouilleurs de cru soit appliquée aux récoltants qui mettent en œuvre des *fruits frais* autres que ceux stipulés par le texte, mais bien entendu ils ne bénéficient pas de l'allocation en franchise.

L'Administration estime que les pommes et les poires peuvent être distillées au même titre que les cidres et poirés.

En dehors de ces substances, la distillation d'aucune autre espèce de fruits ne donne droit à la qualité de bouilleur de cru ; c'est ainsi que ne sont pas bouilleurs de cru les récoltants qui distillent des baies de sureau, des baies de cassis, des myrtilles, des framboises, des mûres sauvages, pour les essences métropolitaines, des figues, des caroubes pour les essences de nos colonies (1). Le cidre de corme n'étant pas compris dans la définition légale du cidre, donnée par le décret du 28 juillet 1908, ne jouit pas du privilège. Celui qui distille de l'hydromel ne peut non plus prétendre bénéficier des immunités du bouilleur de cru ; l'hydromel, en effet, obtenu par la fermentation du miel, est un produit d'origine animale et non d'origine végétale (2).

2° Les matières doivent provenir exclusivement de la récolte du producteur

La loi a jugé que seule la situation du producteur était digne d'intérêt ; on a estimé à tort ou à raison qu'il n'était pas possible de frapper d'un impôt élevé ce qu'un individu produit par son travail pour sa consommation personnelle. Par suite n'est bouilleur de cru que celui qui distille des

(1) Une proposition de loi de M. Robert de Grandmaison tendant à compléter l'énumération de l'art. 32 par les mots pêches, abricots et figues ne fut pas prise en considération (Chambre des Députés, 15^e législature, Annexe à la Séance du 5 décembre 1933, n° 2.637).

(2) Une proposition de loi de M. G. Gourdeau tend à considérer comme bouilleur de cru le producteur d'hydromel. Ch. des Députés. Doc. Parl. n° 6.639, 27 fév. 1936.

matières provenant exclusivement des terres qu'il cultive ou fait cultiver ; celui qui traite des **produits d'achat** — alors même qu'il n'aurait pour but que d'assurer sa consommation propre et celle de sa famille — est exclu du bénéfice de l'immunité. Le privilège est en effet conféré en considération de la qualité de récoltant, de la qualité de propriétaire du sol, et non en considération de la qualité de propriétaire des produits récoltés. S'il en était autrement, et certains veulent voir dans le droit de propriété le fondement juridique des immunités des bouilleurs de cru, il n'y aurait aucune raison de refuser par exemple le privilège à celui qui achète des cerises sur un **marché pour les distiller**. Tout comme le maître d'un verger qui cueille ses fruits sur son arbre il est propriétaire des fruits et tout comme lui il entend les distiller et consommer personnellement l'eau-de-vie qu'il obtiendra. Quoi qu'il en soit, le récoltant qui distille des boissons de sa récolte mélangées à des boissons d'achat est en contravention s'il ne prend pas une licence de bouilleur de profession. De même celui qui travaille des matières qui lui sont données, comme c'est le cas lorsque les fruits sont recueillis sur une propriété privée avec l'assentiment du propriétaire, ne peut prétendre à la qualité de bouilleur de cru.

L'application logique de ces principes conduisait à refuser le bénéfice du privilège à ceux qui distillaient des vins, marcs ou lies provenant de vendanges ou de moûts sucrés en première ou deuxième cuvée, en objectant que le viticulteur en chaptalisant sa vendange faisait entrer dans sa récolte une matière d'achat : le sucre.

La loi du 4 juillet 1931 dans son article II est venu modifier cette situation. Aujourd'hui sont considérés comme bouilleurs de cru les récoltants qui travaillent « des vins, marcs et lies provenant de vendanges et de moûts chaptalisés dans les limites et conditions fixées par la loi du 4 août 1929 » (1). Actuellement le bouilleur de cru peut

(1) L'art. 11 de la loi du 4 juillet 1931 est devenu l'art. 43 du Code des C. I. La loi du 4 août 1929 est maintenant insérée dans l'art. 250 du même Code. Cet article interdit en principe la chaptalisation

donc licitement mettre en œuvre des vins, marcs ou lies ayant subi une addition de sucre ; cette faveur ne peut être cependant accordée pour les vendanges additionnées de miel.

3° *Le récoltant ne doit pas se livrer au commerce des alcools dans le canton du lieu de distillation et les communes limitrophes*

Le privilège consistant dans une dispense d'impôt sur une certaine quantité d'alcool, il a paru évident que la qualité de bouilleur de cru ne pouvait être concédée au débitant récoltant. En effet, si ceux qui vendent de l'alcool étaient autorisés à consommer en franchise leur allocation dans leur débit il serait fort à craindre qu'ils ne profitassent de cette tolérance pour vendre de l'eau-de-vie qui n'aurait payé aucun droit. Ainsi s'exprimait M. Ernest Flandin en 1925 dans son rapport (1) fait au nom de la commission des boissons sur la proposition de loi de M. Georges Richard (2) tendant à faire rentrer les débitants récoltants dans la catégorie des bouilleurs de cru. « Votre commission a craint « que l'introduction en franchise d'alcools de cru dans les « locaux commerciaux, sous prétexte qu'ils sont destinés à « la consommation de famille, ne crée de regrettables « abus ». « Pour ces motifs votre commission n'a pas cru devoir adopter la proposition de M. G. Richard ».

Les marchands en gros, les bouilleurs de profession et les débitants de boissons qui sont en même temps récol-

dans les départements du ressort des cours d'appel d'Aix, de Nîmes, de Montpellier, de Toulouse, d'Agen, de Pau et de Bordeaux, ainsi qu'en Algérie. Il limite la quantité de sucre pouvant être employée à 9 kilogs par 3 hectolitres de vendange et au total à 200 kilogs par hectare de vigne en production. Il dispose que l'opération ne peut porter sur des raisins issus d'hybrides producteurs directs plantés postérieurement à la loi du 4 août 1929.

(1) Chambre des Députés 13^e Législature, n° 1640. Annexe à la séance du 27 mai 1925. Documents parlementaires, p. 725.

(2) Chambre des Députés 13^e Législature n° 978. Annexe à la séance du 27 décembre 1924. Documents parlementaires, p. 453.

tants et qui produisent des alcools de cru dans le canton ou les communes limitrophes sont donc exclus de la catégorie des bouilleurs de cru. Cependant les débitants récoltants peuvent bénéficier du privilège lorsque le lieu de la distillation des produits n'est pas situé dans le canton où est exploité le débit de boissons. Dans ce cas en effet, l'eau-de-vie doit circuler du lieu de distillation au lieu de consommation et ne peut le faire que sous le couvert d'un titre de mouvement, la surveillance de la Régie se trouve de ce fait facilitée.

Les récoltants débitant des boissons hygiéniques qui ne peuvent mettre en vente de l'alcool sans s'exposer à des poursuites bénéficient du privilège étant entendu que l'alcool provenant de leur distillation ne peut être introduit et détenu dans les caves ou locaux commerciaux. Le débitant de cru qui ne doit acquitter l'impôt que sur les boissons mises en vente peut aussi jouir du privilège.

4° L'alcool doit être consommé sur les lieux de la production

La franchise de l'impôt est subordonnée à la condition que la quantité d'alcool qui en est l'objet soit utilisée sur place. L'alcool est en effet destiné à être consommé pour le service de l'exploitation, par le propriétaire et par le personnel travaillant la terre. Mais l'Administration interprète dans un sens très large les mots « sur placé », elle admet le déplacement en franchise de la brûlerie à la maison d'habitation, quel que soit son éloignement à condition que cette maison soit située dans le canton de récolte ou dans les cantons limitrophes. Le transport de domicile à domicile donne lieu au paiement des droits. Les quantités transportées, en dehors du rayon de franchise, par le récoltant sont passibles de l'impôt, mais le taux appliqué n'est que celui de 1350 francs au lieu du taux ordinaire de 2500 francs par hectolitre. Bien entendu en cas de vente ou de don, l'alcool est imposé et le tarif applicable est celui de 2500 francs par hectolitre d'alcool pur.

Nous connaissons les conditions nécessaires pour qu'un cultivateur puisse jouir de la qualité de bouilleur de cru, nous passons maintenant à l'étude de la condition juridique des bouilleurs de cru en étudiant, d'une part, le régime ancien ou régime de contrôle et d'autre part, le régime nouveau facultatif ou régime forfaitaire.

CHAPITRE II

Le régime des bouilleurs de cru soumis au contrôle des Agents des Contributions Indirectes

Articles 32 à 58 du Code des Contributions Indirectes

Nous n'avons pas l'intention de faire un exposé absolument complet (1) de la réglementation, dans lequel les bouilleurs de cru pourraient trouver la clef de tous les problèmes qui peuvent se présenter à eux.

Nous nous sommes efforcés de dégager les dispositions les plus importantes, quitte à laisser dans l'ombre des points plus secondaires, afin de mettre en relief les grands principes, et donner à cette matière éminemment complexe un aspect qui la rende, sinon attrayante du moins, nous l'espérons, plus explicite et moins aride.

Pour fixer les idées, donnons un schéma rapide des opérations d'un bouilleur de cru. Le bouilleur, sa récolte terminée, la distille ou la fait distiller soit à domicile, soit en atelier public, soit en coopérative. La Régie intervient pendant la distillation pour surveiller le travail et à la fin des opérations pour faire l'inventaire des quantités d'alcool obtenues. Si la production est inférieure au montant de l'allocation, aucune formalité n'est à remplir ; si la produc-

(1) Nous n'en avons ni la compétence ni la place, si l'on songe un instant que la circulaire du 20 avril 1923 qui met en application la loi de 1923 comporte à elle seule plus de 140 pages, emplies d'instructions détaillées.

tion est supérieure, le récoltant paye les droits (1) sur les quantités excédant les 10 litres alloués en franchise. Il paye au comptant ou à crédit, auquel cas les agents de la Régie lui ouvrent un compte et interviennent, lors de la campagne suivante, pour faire le recensement des quantités restantes.

Voilà donc, en gros, comment les choses se passent, c'est cette suite logique des opérations qui va nous dicter le plan de ce chapitre. Après avoir examiné dans une première section les principes généraux de la réglementation, nous étudierons le contrôle de la distillation et, pour donner plus de clarté à l'exposé d'une matière aussi complexe, nous traiterons séparément dans cette section de la distillation à domicile, de la distillation en ateliers publics et de la distillation en brûleries coopératives, en examinant dans chaque cas les obligations des bouilleurs de cru, celles des bouilleurs ambulants ou des gérants de coopératives et le rôle du service des Contributions indirectes. Il nous restera à voir dans une troisième section, comment sont constatés et liquidés les droits et comment est répartie l'allocation. Enfin les visites des employés au domicile des récoltants, le contrôle des alambics sans lequel il n'y a pas de réglementation possible et les sanctions en cas d'infraction feront l'objet des trois sections suivantes. Nous terminerons en essayant de porter une appréciation sur le régime du contrôle.

SECTION I. — PRINCIPES GÉNÉRAUX

La réglementation de la production des alcools naturels par les bouilleurs de cru, qui consiste en un système de déclarations faites par le récoltant sous le contrôle de la Régie, repose sur quatre grands principes. En premier lieu à côté de la distillation en ateliers publics ou en brûleries coopératives, la distillation à domicile est possible pour tous les bouilleurs, quelle que soit l'importance de leur produc-

(1) 1.350 francs seulement par hectolitre au lieu de 2.500 francs,

tion. En second lieu, l'allocation en franchise est accordée à tous les bouilleurs. En troisième lieu, la loi établit une distinction entre les producteurs qui mettent en œuvre des fruits frais et ceux qui mettent en œuvre certains fruits limitativement énumérés. Enfin, il faut signaler la situation favorable des petits récoltants produisant moins de 50 litres d'alcool pur par an.

En vue de faciliter la surveillance de l'Administration, le législateur de 1916 s'était efforcé de concentrer la production des petits bouilleurs en les obligeant à travailler dans les ateliers publics : dans ce but la loi de 1916 avait subordonné la faculté de distiller dans les groupements coopératifs et au domicile des bouilleurs de cru à la prise en charge d'une quantité minimum de 200 litres d'alcool pur par campagne. Désormais toute limitation est supprimée et la distillation peut s'opérer en toutes quantités au gré des récoltants, soit au domicile des bouilleurs ambulants ou des bouilleurs de cru, soit dans les associations coopératives ou syndicales, soit dans les ateliers publics.

Diverses lois depuis 1916 avaient étendu le bénéfice de l'allocation de dix litres d'alcool pur en franchise de tous droits à un nombre sans cesse plus grand de personnes pour finalement l'accorder à tous ceux qui avaient été « mobilisés ». Aujourd'hui tous les bouilleurs de cru sans exception jouissent de cette immunité à titre de consommation familiale, y compris les débitants de boissons hygiéniques. L'allocation a perdu le caractère viager et personnel qui devait faire disparaître cette faveur avec la vie des bénéficiaires, elle est définitive et réelle c'est-à-dire qu'elle est accordée en considération de la propriété du sol et non pas en considération de la qualité de la personne ; les quantités allouées en franchise le sont à titre définitif, en cas de décès ces quantités peuvent être employées en franchise par les ayants-cause.

Troisième principe : la loi fait une distinction entre les récoltants qui distillent les « vins, cidres et poirés, marcs, lies, cerises, prunes et prunelles ». (Loi du 31 mars 1903 et art. 32 du Code des C. I.) et ceux qui distillent des « fruits

frais ». Les premiers seuls ont droit à l'allocation en franchise ; mais l'Administration ne s'oppose pas à ce que les cultivateurs qui distillent des fruits frais, tels que : figues, myrtilles, framboises, baies de cassis, etc., bénéficient de la réglementation adoucie applicable aux bouilleurs de cru mettant en œuvre les matières limitativement énumérées, et elle ne les assimile pas quant au contrôle aux bouilleurs de profession. Il peut en être de même lorsque les bouilleurs distillent en même temps que leur récolte une très petite quantité de produits d'achat et à condition que la production soit peu importante (Circulaire N° 62, p. 5).

Enfin, quatrième principe : les petits bouilleurs de cru, ceux dont la production par campagne est inférieure à 50 litres d'alcool pur, jouissent d'un traitement de faveur ; ils ne sont pas astreints à la déclaration de rendement ni à la déclaration des stocks, et en cas de distillation à domicile, au moment de l'inventaire, les visites des agents sont plus limitées.

Il convient enfin de noter l'esprit de tolérance dont l'Administration entend faire preuve dans l'application de la loi. L'Administration recommande expressément à ses agents de faire montre de réserve, d'aplanir les difficultés, de prévenir les froissements et d'éviter les contestations. « Loïn de manifester des exigences excessives, le service doit s'attacher, au contraire, à conseiller et guider les récoltants dans l'accomplissement de leurs obligations » (1). Sans doute on ne peut pas dire que dans tous les cas les agents de la Régie aient mis en pratique les bienveillantes recommandations de l'Administration, mais il est certain, et nous citerons des exemples (2) que la majorité des intéressés, ceux qui ne cherchent pas à tirer un profit illicite des immunités que leur confère la loi, s'accommodent bien du régime actuel.

(1) Circulaire n° 62 du 20 avril 1923.

(2) Voir infra page 242.

SECTION II. — *CONTROLE DES OPÉRATIONS DES BOUILLEURS DE CRU (1)*

La distillation peut s'opérer à toute époque de l'année selon trois modes : à domicile, en atelier public, en distillerie coopérative. Les obligations des récoltants et le rôle des agents des Contributions indirectes varient avec chacun des trois systèmes. La distillation à domicile donnant certaines facilités à la fraude, il s'en suit que les obligations des bouilleurs sont plus nombreuses et plus sévères afin de rendre plus efficace le contrôle de la Régie. Au contraire, la brûlerie coopérative et l'atelier public rendent les tentatives de fraude moins graves en raison de la concentration des opérations dans un seul lieu qui permet une surveillance plus complète de la part des agents du fisc. Aussi les formalités sont-elles simplifiées. Signalons enfin que les obligations des récoltants sont plus restreintes lorsqu'il est fait appel à un bouilleur ambulant pour la distillation soit à domicile, soit en atelier public, celui-ci étant chargé des déclarations. Nous étudierons séparément les trois modes de distillation.

I^o La distillation à domicile

On entend par distillation à domicile toute distillation effectuée ailleurs que dans un atelier public ou dans une brûlerie coopérative. La distillation peut avoir lieu soit dans la maison d'habitation ou dans un local en communication intérieure, soit — et ceci est important pour les visites des agents lors de l'inventaire — dans un local n'ayant aucune communication intérieure avec l'habitation, telle la distillation opérée par le récoltant sur le bord de la route en face de sa maison. La distillation chez un voisin est assimilée à la distillation à domicile.

(1) Pour les détails consulter la circulaire des Contributions Indirectes du n^o 62 du 20 avril 1923 ainsi que ses annexes.

L'eau-de-vie peut être fabriquée par le récoltant lui-même, soit au moyen d'un alambic lui appartenant, soit au moyen d'un appareil de louage ou de prêt, ses obligations sont identiques dans les deux hypothèses ; mais souvent la distillation est effectuée par les soins d'un bouilleur ambulant, les obligations du bouilleur de cru sont alors réduites. Examinons les obligations du bouilleur de cru. d'une part, en cas de distillation faite par lui-même et d'autre part, en cas de distillation opérée par un bouilleur ambulant, nous verrons ensuite quelles sont les obligations du bouilleur ambulant et quel est le rôle du service de la Régie.

§ 1. — *Obligations des bouilleurs de cru*

I. — *Obligations des bouilleurs de cru distillant eux-mêmes*

A. *Avant la distillation.*

Déclaration de fabrication. — Le bouilleur de cru doit faire, trois jours au moins avant le commencement des travaux, à la recette buraliste du lieu de distillation une déclaration pour demander le descellement de ses alambics mentionnant :

1° Les numéros de poinçonnement des alambics ;
2° L'emplacement de la brûlerie ; 3° La date de commencement des travaux, leur durée probable, et les heures pendant lesquelles la brûlerie sera en activité ; 4° les stocks d'eau-de-vie ancienne, s'il y a lieu (voir infra) ; 5° L'espèce et le volume des matières premières qui doivent être distillées ainsi que le lieu où elles ont été récoltées ; 6° Le rendement minimum des dites matières *lorsque la production doit être supérieure à 50 litres d'alcool pur.*

Le récoltant qui déclare en vue de la distillation la totalité des matières en sa possession peut se dispenser d'indiquer le volume et le rendement présumé de ses matières premières en réclamant dans sa déclaration le concours des employés pour la détermination de ces éléments.

Le bouilleur n'a pas à se munir d'une licence.

Déclaration des stocks. — Pour l'imposition des stocks on distingue les bouilleurs de cru dont la production est supérieure à 50 litres d'alcool pur (100 litres à 50°) et ceux dont la production ne dépasse pas ce chiffre.

Les récoltants qui produisent au cours d'une même campagne de distillation, c'est-à-dire du 1^{er} août au 31 juillet de l'année suivante, plus de 50 litres d'alcool pur, sont tenus de faire état dans la déclaration de fabrication, des stocks en leur possession. Les droits sont exigibles sur les stocks à moins que le propriétaire ne justifie du paiement antérieur de l'impôt. Les bouilleurs de cru dont la production est égale ou inférieure à 50 litres d'alcool n'ont pas à déclarer leurs stocks d'eau-de-vie ancienne à condition que la distillation s'effectue dans un local sans communication intérieure avec celui où sont emmagasinés les stocks (séparé par exemple par la voie publique). Lorsque la brûlerie est en communication intérieure avec le local où se trouvent les stocks ceux-ci doivent être déclarés, mais ils ne sont pas imposés.

B. Au cours de la fabrication.

Les formalités préliminaires remplies, le bouilleur au jour dit commence ses opérations ; il est alors astreint à certaines obligations qui diffèrent selon que le bouilleur travaille plus ou moins de vingt-quatre heures consécutives. En outre, certaines situations spéciales — comme celle notamment des récoltants qui produisent moins de 50 litres d'alcool par campagne — sont prévues et réglées avec une particulière bienveillance par la loi.

a) Les bouilleurs de cru dont les opérations de distillation durent plus de vingt-quatre heures consécutives sont astreints à la tenue du registre des mises en distillation que la Régie désigne sous le nom de « registre 4 C ». Les bouilleurs doivent inscrire la nature et la quantité des matières premières ainsi que la date et l'heure du commencement et celles de la fin du chargement de l'alambic. Les bouilleurs de mares et de fruits doivent en outre mentionner en fin de journée le volume et le degré de l'alcool obtenu.

b) Lorsque les opérations de distillation ne durent pas plus de vingt-quatre heures consécutives, les bouilleurs sont dispensés de la tenue du registre des mises en distillation. Ils doivent simplement inscrire le résultat des distillations au verso de l'ampliation de la déclaration de fabrication.

c) *Cas particuliers.* — 1° Les récoltants qui ne produisent pas plus de 50 litres d'alcool pur ; 2° les récoltants — autres que les bouilleurs de marcs et de fruits — produisant plus de 50 litres d'alcool qui ont déclaré mettre en œuvre la totalité des liquides en leur possession et 3° les récoltants qui ont munis leurs alambics de compteurs sont dispensés lorsqu'ils travaillent plus de vingt-quatre heures de tenir le registre des mises en distillation et lorsqu'ils travaillent moins de 24 heures, d'inscrire le détail de leurs opérations sur l'ampliation de la déclaration de fabrication à la condition d'inscrire simplement sur celle-ci la quantité d'alcool obtenue. Ainsi dans la pratique les obligations des récoltants pendant la distillation sont assez réduites et se bornent la plupart du temps à la mention au verso de l'ampliation de la déclaration de fabrication de la quantité d'alcool obtenue, car en réalité la majorité des bouilleurs de cru sont visés par les cas particuliers que nous avons énumérés précédemment.

C. *Après la distillation.*

Aussitôt après la distillation le bouilleur de cru doit déposer à la recette buraliste l'ampliation de la déclaration de fabrication portant l'indication des quantités d'alcool obtenues. Cette déclaration est suivie d'un inventaire fait par les agents des C. I. dans des conditions que nous déterminerons (1). Le bouilleur acquitte les droits immédiatement ou se fait ouvrir un compte d'entrepôt. Dans le premier cas il lui est accordé, outre l'allocation de 10 litres, une remise de 10 % ; dans le second cas le récoltant jouit de la déduction ordinaire allouée aux entrepositaires de

(1) Voir plus loin la Section 4 : Visites des agents, p. 101.

boissons et les droits sont payés au fur et à mesure des enlèvements, puis lors de la distillation suivante ou au plus tard quatorze mois après la première distillation, le service intervient pour faire l'inventaire des quantités restantes : le « récolement », les droits étant alors payés sur les manquants.

II. — *Obligations des bouilleurs de cru faisant distiller à domicile par un bouilleur ambulant*

Les obligations du bouilleur de cru qui fait distiller à domicile par un bouilleur ambulant sont identiques à celles du récoltant qui opère chez lui avec son propre alambic ; comme lui il doit faire une déclaration de fabrication comportant toutes les mentions que nous avons énumérées, mais il a la faculté — et dans la pratique les récoltants en usent toujours — de faire effectuer la déclaration par le bouilleur ambulant en signant un pouvoir sur un carnet spécial (N° 4 D) qui est fourni gratuitement au bouilleur ambulant par l'Administration. Bien entendu le bouilleur ambulant n'est que le mandataire du propriétaire qui reste au regard de la Régie responsable des déclarations faites en son nom. Le récoltant est dispensé de tenir le registre des mises en distillation, par contre il doit contresigner le cahier-journal du loueur ambulant ainsi que l'ampliation que ce dernier doit faire parvenir au bureau du lieu de distillation moyennant quoi il est dispensé de toutes écritures. Les obligations au cours de la fabrication et à la fin des opérations sont les mêmes que celles du récoltant qui distille lui-même.

§ 2. — *Obligations du loueur ambulant opérant au domicile du récoltant (art. 52 à 56)*

Le bouilleur ou distillateur ambulant est un professionnel qui se rend chez les particuliers avec son alambic et distille à façon les produits de leur récolte. C'est disons-nous

un professionnel, il est par conséquent tenu d'avoir une licence de distillateur. *Au départ*, le loueur d'alambic ambulant doit déclarer à la recette ruraliste la mise en circulation de son appareil et se munir d'un permis de circulation qui n'est valable que pour un mois. *A l'arrivée* dans chaque commune le bouilleur ambulant doit faire à la recette ruraliste une déclaration identifiant les personnes pour le compte desquelles il doit distiller ainsi que la date où il commencera ses travaux chez chacune d'elles. Le distillateur consigne sur un cahier-journal que l'Administration fournit gratuitement et appelle « N° 10 ter » le jour, l'heure et le lieu où commence et s'achève chacune des distillations, les quantités et espèces de matières mises en œuvres et leur produit en alcool à la fin de chaque journée. Aussitôt qu'il a terminé les opérations de distillation chez un propriétaire le bouilleur ambulant doit faire parvenir au bureau de la Régie un extrait signé par lui et par le récoltant des inscriptions faites sur le cahier-journal.

§ 3. — *Rôle du service*

Que la distillation pratiquée à domicile, soit effectuée par le récoltant lui-même ou qu'elle le soit par un bouilleur professionnel, dans les deux cas le rôle du service est le même. Ici nous étudions seulement ce que doivent faire les agents de la Régie, nous examinerons plus loin comment ces agents peuvent pénétrer au domicile des intéressés, c'est un point important qui doit être traité séparément car c'est précisément cette question des visites domiciliaires qui a servi de prétexte à l'agitation des bouilleurs de cru dans l'Ouest.

D'une façon générale le service intervient avant les opérations, pour desceller l'alambic et reconnaître les matières premières ; au cours des opérations, pour la tenue des comptes ; à l'achèvement des travaux, il procède à l'inventaire et à la liquidation des droits.

A. *Vérifications du service avant le début de la distillation.*

Les agents de la Régie ont la faculté de se rendre au domicile des récoltants avant le commencement des opérations à l'effet de procéder au descellement de l'alambic et à la reconnaissance des matières premières. Selon que le récoltant a demandé la détermination contradictoire du volume et du rendement minimum des matières ou qu'il a fourni lui-même ces indications dans sa déclaration, le service procède à la détermination du volume et du rendement des matières à mettre en œuvre, ou bien il se contente de procéder à une vérification de la déclaration. Si des différences sont constatées au cours de cette vérification, un procès-verbal peut être dressé mais l'Administration recommande *expressément* à ses agents de ne verbaliser que s'ils sont convaincus de l'intention frauduleuse, et simplement de redresser l'erreur dans les autres cas.

B. *Vérifications du service au cours de la distillation.*

Au cours de la distillation le service intervient pour la tenue des comptes. A cet effet, les récoltants sont divisés en trois catégories.

1^{re} Ceux pour lesquels il est ouvert au portatif N° 20 un compte de matières premières et un compte de fabrication : ce sont les récoltants produisant plus de 50 litres d'alcool pur et travaillant plus de 24 heures consécutives, qui distillent des mares ou des fruits ou qui, mettant en œuvre d'autres produits, ne déclarent pas pour la distillation la totalité de l'un ou de l'autre de ces produits. Le compte de ces matières premières est déchargé des quantités successivement mises en œuvre et le compte des produits fabriqués est chargé au fur et à mesure de la production des quantités d'alcool obtenues. La corrélation étroite qui existe entre ces deux comptes permet une surveillance très efficace. Les récoltants ainsi contrôlés sont peu nombreux car l'Administration admet, en thèse générale que le compte de matières premières ne soit pas tenu lorsque la distillation est effec-

tuée par un bouilleur ambulant, sauf pourtant s'il y a des abus à craindre.

2° Ceux pour lesquels il est ouvert au portatif N° 20 un compte global d'alcool ; ce sont les récoltants qui produisant plus de 50 litres et travaillant plus de 24 heures, distillent des produits autres que des mares et des fruits et déclarent pour la distillation la totalité de l'un ou de l'autre des produits distillables. Par la tenue du compte global d'alcool le service s'assure que la quantité d'alcool représentée par les produits fabriqués et par les matières premières restant à distiller est bien équivalente à celle prise en compte au début de la distillation.

3° Ceux pour lesquels le service se borne à tenir le portatif N° 20 *bis* ; ce sont tous ceux qui ne produisent pas plus de 50 litres d'alcool par campagne ou dont les opérations ne durent pas plus de 24 heures, c'est-à-dire la majorité des bouilleurs de cru. Les vérifications chez les bouilleurs de cru qui ne produisent pas plus de 50 litres sont sommaires. Ceux-ci étant dispensés de déclarer le minimum de rendement (v. Sec. I § 1) le service reconnaît, le cas échéant, l'importance des matières premières qui n'ont pas encore été versées dans l'alambic et, s'il y a lieu, la quantité d'alcool obtenue. Il doit y avoir corrélation entre ces constatations et les déclarations faites par le bouilleur.

C. Vérifications à la clôture des opérations.

Dès l'achèvement des travaux le service replace les alambics sous scellés et procède à l'inventaire des produits fabriqués afin de déterminer les quantités d'eau-de-vie dont le récoltant doit définitivement rendre compte. Si le bouilleur déclare payer immédiatement les droits, le receveur les recouvre et solde le compte en indiquant le numéro et le montant de la quittance. Si le bouilleur demande le crédit des droits, le service reporte les quantités inventoriées à un compte d'entrepôt, il portera successivement en décharge à ce compte les enlèvements réguliers, les manquants résultant du recolement de fin de campagne ; les

restes et l'allocation non employée seront reportés au portatif de la campagne suivante.

2° La distillation en ateliers publics

L'atelier public est un local désigné par l'Administration et placé sous sa surveillance dans lequel les récoltants distillent leurs produits avec leur propre appareil ou, plus souvent, les font distiller par un bouilleur professionnel ou ambulant. Nous examinerons dans quelles conditions les ateliers publics sont ouverts, quelles sont les obligations des bouilleurs de cru en distinguant les bouilleurs qui distillent eux-mêmes et ceux qui font distiller par un professionnel, quelles sont les obligations des bouilleurs ambulants et enfin quel est le rôle du service. Les explications que nous donnerons pourront être plus sommaires que pour la distillation à domicile, car en certains points la réglementation est analogue aux dispositions que nous avons déjà étudiées.

§ 1. — *Ouverture des ateliers publics*

Un atelier public au moins doit être ouvert dans chaque commune ou hameau sur la demande du conseil municipal ou des syndicats agricoles et de bouilleurs. Les ateliers publics peuvent être installés, soit en plein air, soit dans des locaux couverts ou non, clos ou non à l'exception des préaux d'école. L'Administration recommande de multiplier le plus possible les ateliers dans l'intérêt du service parce que le contrôle est plus facile qu'à domicile et aussi dans l'intérêt des récoltants, pour éviter à ceux qui veulent s'y rendre des transports trop onéreux.

Les heures de travail sont fixées par le service. Les ateliers sont laissés ouverts pendant toutes les heures du jour et exceptionnellement pendant la nuit si les bouilleurs de cru ou les bouilleurs ambulants en font la demande.

§ 2. — *Obligations des bouilleurs de cru*I. — *Obligations des bouilleurs de cru
qui distillent eux-mêmes à l'atelier public*

Avant la distillation. — Le bouilleur de cru doit, trois jours à l'avance, faire à la recette ruraliste une déclaration pour demander le descellement et indiquer dans cette déclaration : 1° Les numéros de poinçonnement des alambics ; 2° L'emplacement de la brûlerie ; 3° La date et l'heure du commencement des travaux et leur durée probable. Le récoltant, quelle que soit l'importance de sa production, à l'encontre de ce qui se passe en cas de distillation à domicile, n'a pas à déclarer ses stocks d'eau-de-vie ancienne. Il prend un laissez-passer pour conduire son alambic à l'atelier et un acquit à caution pour accompagner les produits à distiller avec lequel il peut effectuer plusieurs transports successifs.

Au cours de la distillation. — Une distinction doit être faite entre les bouilleurs ne produisant pas plus de 50 litres et ceux qui produisent davantage. Le bouilleur qui n'apporte chaque jour à l'atelier que la quantité de matières premières devant être distillée dans la journée, ou, dont la production n'est pas supérieure à 50 litres d'alcool, est dispensé de toutes écritures ; il doit simplement inscrire sur le duplicata de la déclaration de distillation la quantité d'alcool obtenue. Lorsque les matières premières apportées à l'atelier ne peuvent être distillées, en totalité, dans la journée et que la production est supérieure à 50 litres, le bouilleur est tenu d'inscrire sur un carnet (dit carnet 4 C), remis par la Régie le rendement des matières, puis la quantité versée dans l'alambic et enfin la quantité d'alcool obtenue.

A l'achèvement des travaux, le bouilleur remet l'ampliation de la déclaration de distillation (registre 1 bis) portant l'indication des quantités obtenues. Les eaux-de-vie ne doivent être enlevées qu'après reconnaissance par le service.

A défaut de reconnaissance, l'enlèvement peut être opéré à partir de midi pour les eaux-de-vie obtenues dans la matinée ou provenant de distillations antérieures et à la fin des opérations de chaque journée. Le bouilleur déclare en levant l'acquit de matières premières, s'il veut payer les droits immédiatement ou se faire ouvrir un compte. Ensuite tout se passe pour le paiement des droits comme en cas de distillation à domicile. Toutefois, au lieu d'emporter leurs eaux-de-vie, les producteurs peuvent les laisser dans un local soumis à l'exercice de la Régie.

II. — *Obligations des bouilleurs de cru
faisant distiller à l'atelier public
par un bouilleur de profession ou ambulant*

En cas de distillation par un professionnel, le récoltant doit simplement prendre l'acquit à caution pour le transport à la brûlerie des matières à mettre en œuvre, et indiquer, la nature, le volume et le lieu de récolte de ces produits. Toutes les autres formalités sont accomplies par le loueur ambulant.

§ 3. — *Obligations des bouilleurs de profession
ou bouilleurs ambulants*

Le bouilleur de profession doit être pourvu d'une licence de distillateur. Trois jours à l'avance il doit faire la déclaration de fabrication désignant l'atelier et le numéro des alambics. Au fur et à mesure de l'apport des matières premières le distillateur inscrit sur un carnet remis par la Régie et dénommé carnet *10 ter*, le nom et l'adresse du récoltant, le numéro de l'acquit, les espèces et quantités de matières premières ; s'il s'agit de récoltants pour lesquels les opérations doivent durer plus d'une journée et dont la production excède 50 litres d'alcool il note le rendement minimum à mesure des distillations, il inscrit pour chaque récoltant : 1° les quantités versées dans l'alambic ; 2° les

quantités d'alcool obtenues ; 3° le numéro de l'expédition servant à l'enlèvement de l'eau-de-vie. Ce laissez-passer peut être établi par le bouilleur ambulant, le décret du 19 juillet 1934 stipule en effet qu'à la demande de l'exploitant de l'atelier public « le dépôt de registres de titres de mouvement au siège d'un atelier public est obligatoire ». A la fin des opérations le distillateur délivre à chaque récoltant une ampliation du registre 10 *ter* indiquant la quantité d'alcool obtenue et il en remet un double à la recette buraliste. Dans l'intervalle des distillations les appareils sont scellés.

Les obligations des producteurs comme celles d'ailleurs des bouilleurs professionnels sont donc plus simples lorsque la distillation est effectuée en atelier public que lorsque la distillation est effectuée à domicile. On en comprend facilement la raison, l'atelier est isolé de toute habitation et la production de l'eau-de-vie au lieu de se faire dans des brûleries disséminées dans la campagne, s'opère en un seul endroit, la surveillance du fisc se trouve de ce fait beaucoup plus facile et partant plus efficace.

§ 4. — *Rôle du service*

Le rôle du service des Contributions indirectes est presque identique, que la distillation en atelier public soit effectuée par le récoltant lui-même ou qu'elle soit effectuée pour son compte par un bouilleur de profession ; les obligations des agents de la Régie varient cependant selon l'importance des opérations et il faut faire une distinction selon que les matières apportées par le bouilleur à l'atelier peuvent être ou non distillées dans la même journée et que la production d'alcool est inférieure ou non à 50 litres. Par faveur pour les petits récoltants le rôle du service est tout à fait restreint lorsque la distillation des matières premières peut être effectuée en totalité dans la même journée et que la production est inférieure à 50 litres d'alcool pur.

Avant le début de la distillation, le service se trouve en présence de deux catégories de bouilleurs : en premier lieu les bouilleurs dont la production dépasse 50 litres

d'alcool pur et qui ont apporté des matières premières qui ne peuvent être distillées, en totalité, dans la journée où l'apport a été fait et qui ont demandé la détermination contradictoire du rendement minimum des dites matières ou qui ont eux-mêmes déclaré ce rendement minimum ; en second lieu les bouilleurs qui n'ont apporté à l'atelier que la quantité de matières premières devant être distillée dans la journée ou dont la production ne dépasse pas 50 litres. Dans le premier cas le service vérifie le volume des matières à mettre en œuvre et détermine le rendement alcoolique ou vérifie la déclaration indiquant ce rendement. Les différences sur le volume ou le rendement pouvant, si elles dépassent la tolérance, donner lieu à saisie et à procès-verbal à condition que l'intention frauduleuse soit manifeste. Dans le second cas, les agents se bornent à contrôler le volume sans établir un rendement minimum.

Au cours de la distillation, la même distinction que précédemment doit être faite entre les récoltants : si les apports ne dépassent pas le travail d'une journée ou si la production n'est pas supérieure à 50 litres, il n'est pas ouvert de compte de matières premières ni de compte de fabrication, on se borne à ouvrir un compte de liquidation. C'est seulement lorsque les récoltes ne peuvent être traitées dans la journée et que la production excède 50 litres, que le service ouvre un compte de matières premières et un compte de produits fabriqués analogues aux comptes ouverts pour les récoltants travaillant à domicile qui produisent plus de 50 litres et distillent plus de 24 heures.

Lorsque la distillation en atelier public est opérée par un bouilleur professionnel qui travaille pour le compte d'un récoltant dont les matières ne peuvent être transformées en totalité dans la journée où l'apport a été fait le service ouvre au distillateur un compte général d'alcool. Ce compte est chargé de l'alcool représenté par les matières premières mises en œuvre et par les excédents de fabrication ; il est déchargé des expéditions régulières d'alcool.

Après la distillation. — Le service ouvre un compte de liquidation à chaque récoltant, ces comptes sont suivis pour

tous les bouilleurs de cru au portatif 20 bis. Si la quantité produite par le bouilleur ne dépasse pas le montant de l'allocation, le compte est apuré immédiatement. Si le récoltant est redevable de droits il peut les payer sur le champ ou demander le crédit des droits. Le service prend alors en charge la quantité d'alcool fabriquée et portera en décharge les enlèvements réguliers. Cette prise en charge est suivie du récolement habituel en fin de campagne.

3° La distillation en brûlerie coopérative ou syndicale

On appelle associations coopératives les groupements de récoltants, réunis en syndicats professionnels ou en associations coopératives, qui effectuent la distillation des produits provenant exclusivement de leur récolte dans des brûleries gérées par lesdits syndicats ou associations et agréés par la Régie. Ces groupements créés par l'art. 22 de la loi du 31 mars 1903 sont aujourd'hui régis par l'art. 35 du Code des C. I. La constitution des sociétés coopératives et celle des syndicats professionnels procèdent de vues différentes. L'association coopérative suppose un travail en commun et un partage des frais et des bénéfices. Le syndicat écarte l'idée d'opérations faites en commun et vise simplement des distillations individuelles, pratiquées moyennant une rétribution déterminée, dans un local et avec un outillage commun. Mais au point de vue fiscal, il n'y a aucune distinction à établir entre les syndicats et les associations coopératives de distillation ; les uns comme les autres sont soumis au même régime. Comme dans les cas précédents, nous étudierons d'abord la constitution des brûleries coopératives, ensuite les obligations des bouilleurs et des gérants et le rôle du service.

§ 1. — *Constitution des brûleries coopératives et des brûleries syndicales*

Les formalités de constitution sont simples : elles consistent en une déclaration faite par le gérant de la coopéra-

tive au directeur des Contributions indirectes huit jours avant toute opération. Le gérant doit fournir : 1° La justification de la constitution régulière de l'association (copie du duplicata délivré par le maire de la commune où a été effectué le dépôt des statuts pour les syndicats, ou copie du contrat de société pour les coopératives) ; 2° les statuts ; 3° la liste des membres de l'association ; 4° un plan des lieux ; 5° une copie de la délibération du conseil d'administration ou de direction lui attribuant la qualité de gérant. Les locaux de la brûlerie doivent être agréés par le chef de service, de plus, les dispositions du règlement sur les distilleries, c'est-à-dire le règlement B, sont applicables, tant à l'agencement des locaux qu'aux opérations qui y sont pratiquées, cependant les coopératives ne sont pas soumises à la licence. Les distillations peuvent être effectuées à toute époque de l'année, cette faculté autrefois exceptionnelle est devenue la règle pour toute distillation depuis le décret du 19 juin 1934. Les membres sont solidairement responsables des infractions commises dans le local commun. Toutefois, les groupements peuvent présenter à l'agrément de l'Administration deux de leurs membres qui seront responsables solidairement des infractions et des droits sur les manquants, sauf leur recours contre les membres du syndicat ou les associés tel qu'il sera établi par les statuts.

§ 2. — Obligations des bouilleurs de cru

En raison des garanties particulières que présente la brûlerie coopérative résultant de l'agencement des locaux, de leur agrément par l'Administration, de la responsabilité solidaire des membres, les obligations des récoltants faisant distiller à la coopérative sont peu importantes. D'autre part, il n'y a pas lieu, comme c'est le cas pour la distillation à domicile ou en atelier public, de faire une distinction selon que la production des bouilleurs est inférieure ou supérieure à 50 litres d'alcool. Ici tous les bouilleurs ont les mêmes obligations.

Le récoltant doit prendre un acquit à caution pour le transport des matières à distiller à la brûlerie, il indique la nature, le volume et le lieu de récolte de ses produits ; il n'intervient pas dans le travail de distillation. Le bouilleur de cru qui a des stocks d'eau-de-vie ancienne n'a pas à les déclarer. Après la fabrication le producteur peut laisser l'eau-de-vie en dépôt dans les locaux de l'association ou ramener chez lui avec un laissez-passer tout ou partie de la quantité formant sa quote part. Comme à l'ordinaire il peut réclamer le crédit des droits ou payer comptant.

§ 3. — *Obligations des gérants*

Avant le commencement des opérations, le gérant doit faire huit jours à l'avance une déclaration de fabrication comportant les mentions habituelles : numéro de poinçonnement des alambics, emplacement de la brûlerie, date de commencement des travaux, leur durée probable et les heures d'activité et il doit en plus indiquer les stocks qui existent dans les locaux de l'association.

Au cours de la fabrication, le gérant doit inscrire sur un registre spécial à mesure de l'apport des matières premières les quantités reçues de chaque producteur et le rendement présumé en alcool. D'une manière générale, les gérants des coopératives sont soumis aux obligations imposées aux bouilleurs de cru distillant à domicile, comme eux notamment en cas de distillation de marcs et de fruits, ils doivent tenir le registre des mises en distillation et indiquer à la fin de chaque journée le volume et le degré de l'alcool obtenu.

A la fin de la distillation, lors de l'enlèvement par les récoltants de leur part d'eau-de-vie le gérant inscrit sur le registre les livraisons d'alcool faites à chacun d'eux. Comme en cas d'enlèvement d'eau-de-vie d'un atelier public, le registre de titres de mouvement doit être obligatoirement déposé au siège de la brûlerie si le gérant en fait la demande.

§ 4. — *Rôle du service*

La tâche du service des Contributions indirectes se trouve facilitée lorsqu'il intervient dans les brûleries coopératives. D'une part, en effet, la concentration de la distillation dans des locaux spécialement agencés et agréés par le service rend la fraude moins probable et d'autre part le service n'ayant de rapports — tout au moins jusqu'au compte de liquidation — qu'avec les gérants forcément plus aptes que des cultivateurs à tenir les comptes, le contrôle est rendu plus aisé.

Avant la distillation, le service intervient pour vérifier le volume des matières premières et leur rendement, ou il se borne à vérifier la déclaration du gérant, ou il détermine le rendement minimum si le gérant a demandé la détermination contradictoire du rendement.

Pendant la distillation, le service ouvre pour l'ensemble des opérations de chaque brûlerie coopérative un compte général de l'alcool représenté tant par les matières premières que par les produits fabriqués. Ce compte est chargé de l'alcool afférent aux matières apportées et de l'alcool obtenu en excédent, il est déchargé des quantités enlevées et des manquants alloués.

A la fin des opérations, le service ouvre au portatif 20 bis un compte de liquidation à chaque récoltant pour les quantités d'eau-de-vie qu'il enlève de la coopérative. Si le producteur est redevable de droits, c'est-à-dire si les quantités auxquelles il a droit sont supérieures à 10 litres, et qu'il déclare vouloir payer immédiatement, le receveur les recouvre ; si le récoltant demande le crédit des droits le service prend en charge les quantités d'alcool et procède en fin de campagne au récolement. Les membres de la coopérative au lieu de transporter chez eux leurs eaux-de-vie peuvent les laisser en dépôt dans la brûlerie coopérative. Ces eaux-de-vie sont prises en charge à un compte d'entrepôt ouvert à l'association. Pour le règlement de ce compte, le service procède indépendamment de l'inventaire qui suit

la fabrication, à un récolement au moment de la campagne suivante de distillation.

SECTION III. — PAIEMENT DES DROITS RÉPARTITION DE L'ALLOCATION

§ 1. — Paiement des droits

Que la distillation ait lieu à domicile ou que les eaux-de-vie fabriquées au dehors aient été ramenées sous le lien d'un laissez-passer, les producteurs conservent la faculté soit d'acquitter immédiatement l'impôt sur les quantités excédant l'allocation, telles qu'elles ont été déterminées par l'inventaire, soit de demander l'ouverture d'un compte. Les intéressés doivent, nous le savons, faire connaître leur option en faisant leur déclaration de distillation s'ils distillent à domicile, et, dans le cas contraire, au moment où ils lèvent l'acquit à caution des matières premières.

En cas de payement immédiat, il est alloué sur les quantités qui dépassent l'allocation et sur lesquelles le récoltant doit verser le droit de 1.350 francs par hectolitre, une remise de 10 %. Ainsi un bouilleur de cru qui a produit 60 litres d'alcool pur ne paie les droits que sur 45 litres, car il bénéficie de l'allocation de 10 litres et d'une remise de 10 % sur les 50 litres restant, c'est-à-dire une remise de 5 l., $60 - (10 + 5) = 45$ litres. Cette remise n'est pas accordée sur les stocks anciens soumis à l'impôt, mais elle est attribuée sur tous les alcools produits par les récoltants même pour ceux qui ne donnent pas droit à l'allocation, c'est-à-dire ceux provenant de la distillation des pêches, figues, abricots, framboises, etc.. La distillation de fruits d'achat, dans aucun cas, ne donne droit à la réfaction de 10 %.

Lorsque les bouilleurs demandent l'ouverture d'un compte, la campagne se termine par un récolement qui précède la première distillation de la campagne suivante, ou qui à défaut de déclaration de fabrication nouvelle, est

fait d'office 14 mois après la première distillation. Le récolement consiste à déterminer la quantité d'alcool pur que renferment les spiritueux représentés par le bouilleur ; lorsque la comparaison des quantités représentées et des quantités prises en charge (production totale diminuée du montant de l'allocation) laisse apparaître un manquant, ce manquant est immédiatement imposable. Les quantités prises en charge donnent droit à la déduction accordée aux marchands en gros, savoir : 3 % pour l'alcool logé sous verre et 7 % pour l'alcool logé sous bois.

En cas de paiement immédiat du droit de consommation, les bouilleurs n'ont pas à acquitter de nouveau l'impôt si les spiritueux viennent à être mis ultérieurement en circulation, mais si l'eau-de-vie est mise en vente ou donnée en cadeau, le récoltant doit payer la différence entre le droit de 1.350 francs et le droit général de 2.500 francs, soit 1.150 francs par hectolitre d'alcool pur.

§ 2. — Répartition de l'allocation

L'art. 42 du Code des C. I. accorde à tout bouilleur de cru une allocation en franchise de tous droits de 10 litres d'alcool pur, c'est-à-dire de 20 litres d'eau-de-vie à 50°. Nous savons que sont bouilleurs de cru seulement ceux qui mettent en œuvre certaines matières limitativement énumérées, par conséquent ne bénéficient de l'allocation que les récoltants qui distillent les vins, cidres et poirés, marcs, lies, cerises, prunes et prunelles provenant exclusivement de leur récolte. Ne peuvent donc bénéficier de l'allocation : 1° Les propriétaires distillant des produits ne provenant pas de leur récolte, mais provenant d'achat, même en mélange avec des matières qu'ils ont récoltées ; 2° les bouilleurs de cru qui sont en même temps, soit dans le canton, soit dans les communes limitrophes, marchands en gros, bouilleurs de profession ou débitants, à l'exception des débitants de cru et des débitants de boissons hygiéniques ; 3° les bouilleurs de cru convaincus de fraude.

L'allocation est annuelle ou plus exactement elle est accordée pour chaque campagne allant du 1^{er} août au 31 juillet à la condition qu'on ait distillé au cours de la campagne. Les quantités d'alcool représentant l'allocation peuvent être transportées en franchise de la brûlerie au domicile du récoltant même si sa maison d'habitation est éloignée du lieu de production, à condition que cette maison soit située dans le canton de récolte ou dans les cantons limitrophes. En dehors de ce rayon l'alcool doit être imposé ou pris en charge.

L'allocation présente un caractère réel, elle est attachée à l'exploitation sur laquelle ont été récoltés les fruits transformés en alcool, et il n'est attribué qu'une seule allocation quel que soit le nombre des exploitants : propriétaires ou fermiers. Examinons l'application de cette règle et la répartition de l'allocation en cas de propriété indivise, de bail à ferme et de métayage.

a) *Lorsque le fond est indivis* entre plusieurs personnes et que l'exploitation est faite en commun, une seule allocation est accordée. Il y a « exploitation commune » lorsque les produits appartenant à différents propriétaires sont mélangés pour leur vinification ou leur fermentation ; mais s'il s'agit d'exploitations distinctes ce qui suppose que les récoltes ne sont pas mélangées ou que la vinification est faite séparément, chacun des copropriétaires a droit à l'allocation.

b) *En cas de bail à ferme*, le fermier ayant seul la jouissance du domaine doit être considéré comme exploitant unique : la totalité de l'allocation de 10 litres lui appartient ; le propriétaire n'a donc pas droit à une portion de cette allocation.

c) *En cas de métayage*, le droit à l'allocation de 10 litres d'alcool pur appartient au métayer, mais celui-ci a la faculté d'en rétrocéder une partie au propriétaire du domaine, conformément aux usages ruraux en vigueur dans la région. Le métayer bénéficie donc en principe de l'allocation entière et le propriétaire ne peut dans ce cas, pré-

tendre à aucune franchise. S'il existe des conventions réservant une partie de l'allocation au propriétaire, la part du métayer est réduite d'autant.

La totalité des quantités allouées en franchise à un même bouilleur, soit pour les domaines gérés à l'aide de métayers, soit pour les terrains qu'il exploite lui-même ne doit pas dépasser 10 litres.

SECTION IV. — *LES VISITES DOMICILIAIRES* *DES AGENTS DE LA RÉGIE*

L'application des mesures destinées à contrôler la production des bouilleurs de cru conduit les agents des Contributions indirectes à intervenir au domicile des récoltants. Il ne faut pas se dissimuler que l'exercice de ce droit est susceptible de soulever des incidents, les bouilleurs étant tout naturellement portés à protester contre cette atteinte au principe de l'inviolabilité du domicile. Mais il ne faut pas se dissimuler non plus que ce contrôle à la production est absolument indispensable ; comment savoir autrement si le producteur met en œuvre d'autres produits que ceux que la loi lui permet de distiller, et de quelle autre manière pourrait-on s'assurer de la sincérité des déclarations ?... Cependant, le respect du domicile a paru si nécessaire que le droit de visite est enfermé dans d'étroites limites, et que l'Administration dans maintes circulaires a prescrit à ses agents de n'user des prérogatives que la loi leur confère qu'avec « le plus grand tact et la plus parfaite réserve ».

A côté de ce contrôle régulier, il faut signaler les visites des agents que peuvent subir les bouilleurs de cru — comme d'ailleurs tout particulier — en cas de soupçon de fraude. Examinons pour commencer quand et dans quelles conditions sont faites ce que l'on peut appeler les visites ordinaires.

§ 1. — *Visites ordinaires résultant du droit de surveillance
de l'Administration sur les assujettis*

Les employés chargés de la surveillance des distillations peuvent intervenir chez les bouilleurs sans aucune formalité :

- 1° Pendant la fabrication,
- 2° Au moment de l'inventaire,
- 3° Au moment du récolement.

a) *Pendant la fabrication.* — Le service peut intervenir dans les ateliers publics et dans les distilleries syndicales ou coopératives de la même façon que dans les distilleries professionnelles ; les visites sont faites dans les conditions prévues par le décret du 15 avril 1881 (Règlement B) et par la loi du 30 mai 1899 art. 8. En cas de distillation à domicile l'intervention des agents est limitée aux jours et heures pendant lesquels la brûlerie a été déclarée en activité, et la vérification peut être opérée dans les locaux où d'après les déclarations du bouilleur, il existe soit des matières premières soit des spiritueux. (Décret du 19 août 1903 art. 7).

b) *Au moment de l'inventaire* (lequel doit s'effectuer dans un délai maximum de quinze jours à dater de la fin des opérations). Il faut distinguer le cas du récoltant dont la production ne dépasse pas 50 litres d'alcool pur par campagne et qui distille dans un local n'ayant aucune communication intérieure avec son habitation et le cas du récoltant qui ne remplit pas l'une ou l'autre de ces conditions. Il y a séparation entre la brûlerie et l'habitation lorsque pour passer de la première dans la seconde il est nécessaire d'emprunter la voie publique, ou lorsque la distillation a lieu sur une route, une place ou encore dans un local dont les communications avec le logement ont été scellées. Dans le premier cas le service ne peut intervenir que dans les lieux où la distillation s'est effectuée ou dans ceux où l'alcool aurait été transféré (L. 1923 art. 2 § 4 et 5) ; dans le second cas, les agents ont accès dans les lieux mêmes de la distillation, dans ceux où l'alcool aurait été transféré

ainsi que dans les caves et celliers mais à l'exclusion formelle des locaux d'habitation (L. de 1923 art. 2, restreinte dans sa portée par la circulaire du 8 juillet 1931 incorporée dans l'art. 41 du Code des Contributions indirectes).

c) *Au moment du récolement.* Les employés interviennent à la fin de la campagne pour faire le récolement des quantités restantes. Le récolement consiste uniquement à déterminer, sans se livrer à aucune investigation, la quantité d'alcool pur que renferment les spiritueux représentés par le bouilleur ; l'intervention du service est limitée au local où sont représentés ces spiritueux et il lui est interdit de procéder à des recherches dans les autres parties de l'habitation. Le bouilleur, en effet, payant les droits sur la différence entre les quantités prises en charge et les quantités restantes, a, par suite, intérêt à représenter tout son stock.

Au cours des inventaires et des récolements, le bouilleur de cru a la faculté de se faire assister de deux témoins majeurs qui peuvent signer ses dires au procès-verbal, sans que l'absence de ces témoins puisse faire obstacle à l'action des agents de la Régie.

§ 2. — *Visites en cas de soupçon de fraude,
résultant du droit de visite de l'Administration
chez les particuliers non soumis à l'exercice,
en cas de soupçon de fraude*

Il peut être utile pour les agents du fisc, lorsqu'ils soupçonnent de fraude le récoltant, soit qu'ils aient connaissance personnelle du fait, soit qu'ils aient été prévenus par une dénonciation, de pénétrer dans son domicile en dehors des cas prévus par la loi. Dans ce cas, afin d'empêcher toute intervention arbitraire, les agents doivent observer une série de formalités qui sont une sérieuse garantie contre la violation du domicile des bouilleurs de cru. Ces formalités sont prévues par les articles 235, 236 et 237 de la loi du 28 avril 1816 et les articles 14, 15 et 16 de la loi

du 6 août 1905 insérés dans les articles 677 à 685 du Code des C. I.

Il faut faire une distinction entre les locaux ordinaires et les locaux servant exclusivement à l'habitation.

a) *Dans les locaux ne servant pas exclusivement à l'habitation*, les employés peuvent faire des visites en se faisant assister d'un officier de police : maire ou adjoint, juge de paix, commissaire de police. Ces visites ne peuvent avoir lieu que d'après l'ordre d'un employé supérieur du grade de contrôleur au moins ; cet ordre de visite doit à peine de nullité (1) indiquer sommairement les motifs sur lesquels la Régie base son soupçon de fraude, à cet égard une dénonciation anonyme est insuffisante pour servir de base à un soupçon de fraude. Avant toute visite, l'ordre est signé par l'officier de police judiciaire qui accompagne les agents et ce document est lu à l'intéressé qui est invité à le signer, sans que son refus puisse empêcher les investigations. Les locaux visités doivent être remis en état par les agents.

b) *Dans les locaux servant exclusivement à l'habitation*, l'ordre de visite doit être doublé d'une autorisation préalable donnée par une ordonnance du président du tribunal civil ou du juge de paix du canton. Les agents peuvent néanmoins pénétrer au domicile des bouilleurs, comme de tout particulier, sans observer de formalités s'ils sont à la poursuite d'une fraude et que les objets frauduleux soient au moment d'être saisis introduits dans une habitation.

SECTION V. — SANCTIONS ET PÉNALITÉS

Les articles 39 à 41 du Code des C. I. prévoient dans quelles conditions seront punis les bouilleurs de cru coupables d'avoir enfreint les dispositions légales (2). Les con-

(1) Les nullités touchant l'ordre de visite sont des nullités d'ordre public.

(2) Voir Pierre Mimin : *Les bouilleurs de cru devant la loi pénale*, 1931.

traventions sont punies d'une amende de 500 à 5.000 fr., indépendamment de la confiscation des appareils et boissons saisis, du remboursement des droits fraudés et du paiement du quintuple droit de consommation. En cas de récidive, l'amende est doublée. Ces lourdes peines sont de nature à faire réfléchir ceux que tenterait la facilité de la fraude, d'autant plus qu'aujourd'hui il faut multiplier par 11 le chiffre de l'amende pour avoir le montant de la condamnation. En vue d'atteindre le complice, les mêmes peines sont applicables à toute personne convaincue d'avoir facilité la fraude ou procuré sciemment les moyens de la commettre.

L'art. 50 vise le bouilleur de cru qui, ayant enlevé ou laissé enlever de chez lui les spiritueux sans expédition ou avec une expédition inapplicable est convaincu de fraude. Indépendamment des peines principales et du paiement du quintuple droit, ce récoltant est soumis, pour toute la durée de la campagne en cours et de la campagne suivante, au régime des bouilleurs de profession. Il perd donc son privilège, on lui applique le règlement B du 15 avril 1881 et il n'a droit ni à l'allocation, ni à la déduction de 10 %.

L'article 51 vise principalement ceux qui se livrent à l'écoulement frauduleux de l'eau-de-vie. En cas de fraude sur les spiritueux au moyen d'engins disposés pour les dissimuler et en cas de transport, en vue de la vente d'alcool de cru ou d'alcool fabriqué clandestinement, les contrevenants et leurs complices sont punis, outre les pénalités ordinaires, de 6 jours à 6 mois d'emprisonnement ; en cas de récidive, la peine est de 6 mois à un an. Les complices sont les individus qui ont « concerté, organisé, ou sciemment procuré les moyens à l'aide desquels la fraude a été commise, et ceux qui ont formé, ou laissé sciemment former, dans leurs propriétés ou dans des locaux par eux tenus en location, des dépôts clandestins d'alcool en vue de l'écoulement frauduleux » (art. 151).

SECTION VI. — LE CONTROLE DES ALAMBICS

Les mesures destinées à contrôler la production des bouilleurs de cru seraient sans effet si le commerce des alambics était libre, car n'importe qui pourrait détenir un appareil et se livrer à la distillation clandestine, sans que l'Administration ait la possibilité de connaître l'existence de cet appareil. Aussi la loi a-t-elle organisé un système de contrôle qui donne aux alambics un véritable état civil et qui permet de les suivre en quelques mains qu'ils soient depuis leur fabrication jusqu'à leur mise hors d'usage. Les fabricants et les détenteurs d'alambics sont astreints à certaines déclarations et la circulation des appareils est étroitement réglementée.

a) *Fabrication et commerce des alambics.* — Tout fabricant ou marchand d'appareils propres à la distillation, est tenu trois jours avant le commencement de la fabrication ou du commerce; de faire la déclaration de sa profession, au bureau de la Régie et de désigner le nombre, la nature et la capacité des appareils ou portions d'appareils en sa possession. Les fabricants et marchands doivent tenir un registre spécial, coté et paraphé par le service, sur lequel ils inscrivent la date de leurs fabrications ou réceptions avec la description de l'alambic et la date des livraisons. Les ateliers des constructeurs et marchands d'alambics sont soumis aux visites des employés des Contributions indirectes qui peuvent y effectuer les vérifications nécessaires.

b) *Détention des alambics.* — De son côté l'acheteur d'un alambic, ou d'une manière plus large le détenteur d'un alambic doit faire, dans les cinq jours qui suivent son entrée en possession, une déclaration indiquant le nombre, la nature et la capacité des appareils qu'il détient. Les agents de la Régie interviennent pour poinçonner l'appareil, c'est-à-dire apposer sur celui-ci une marque qui permettra de l'identifier en quelque lieu qu'il soit. Les appareils doivent être scellés pendant la période où il n'en est pas fait usage. Lorsque le propriétaire veut procéder à la distillation le service intervient sur sa demande pour

rompre les scellés, et les replacer aussitôt après la fin des opérations. A Paris la détention de tout appareil propre à la distillation est interdite sauf exceptions. Les détenteurs d'alambics sont tenus de représenter leurs appareils à toute réquisition du service, mais chez les bouilleurs de cru le contrôle doit s'exercer uniquement de jour et seulement dans le local où se trouve les appareils.

c) *Circulation des alambics.* — A l'exception des appareils des loueurs ambulants, les alambics ne peuvent circuler en tous lieux, en dehors des propriétés privées, qu'en vertu d'acquits à caution qui ne sont déchargés qu'après que les appareils ont été reconnus par le service, au lieu de destination ou au point de sortie du territoire, s'ils sont expédiés à l'étranger.

Le loueur ambulant qui exerce son industrie au domicile d'autrui est tenu avant de se mettre en route de déclarer la mise en circulation de son alambic et de se munir d'un permis de circulation délivré par la Régie indiquant l'itinéraire suivi, point n'est besoin dans ce cas d'un acquit à caution. Le permis ainsi délivré n'est valable que pour un mois au plus et pour les communes situées dans le ressort de la recette ruraliste d'où il émane.

SECTION VII. — APPRÉCIATION SUR LE RÉGIME DU CONTRÔLE. — LA SITUATION SPÉCIALE DES PETITS BOUILLEURS DE CRU DONT LA PRODUCTION ANNUELLE NE DÉPASSE PAS 50 LITRES D'ALCOOL PUR.

Avant même d'étudier la réglementation du privilège dans les faits, nous croyons indispensable de donner ici quelques réflexions qui résultent du seul examen des textes.

Le système de la déclaration contrôlée est certainement une bonne sauvegarde des intérêts du Trésor. Cependant nous le verrons, la fraude qui se produit notamment grâce à la faculté qu'ont les bouilleurs de distiller à domicile, et la possibilité de constituer ainsi des stocks clandestins d'alcool, reste importante. Ce système, avantageux pour les

récoltants qui bénéficient de l'allocation en franchise de 10 litres, de la remise de 10 % en cas de paiement immédiat des droits, de la réduction des droits de 2.500 francs à 1.350 francs par hectolitre sur les quantités consommées en sus de l'allocation, et qui peuvent sans être assimilés aux bouilleurs de profession obtenir la délivrance des acquits de couleur, blancs et jaunes d'or, garantissant la pureté et l'origine des eaux-de-vie, paraît être aussi le plus équitable puisqu'il proportionne exactement le montant de l'impôt au volume de l'eau-de-vie consommée en plus des quantités allouées en franchise.

Sans doute les obligations imposées aux récoltants sont parfois assez compliquées, mais il faut remarquer aussitôt que cette sévérité de la loi ne s'applique qu'aux seuls bouilleurs de cru dont la production par campagne dépasse 50 litres d'alcool pur, tandis que les petits bouilleurs, ceux dont la production est égale ou inférieure à 50 litres, sont astreints à des formalités beaucoup plus simples. Le nombre des récoltants distillant plus de 50 litres est des plus restreint, les petits bouilleurs sont l'immense majorité, de sorte que leur situation spéciale qui est en théorie une exception, est en pratique la règle générale.

Lorsque la distillation est effectuée à domicile, les bouilleurs de cru dont la production est inférieure ou égale à 50 litres voient leurs obligations bien simplifiées. Avant la distillation ils n'ont pas à déclarer le rendement minimum des matières premières ni à déclarer les stocks d'eau-de-vie ancienne qu'ils détiennent si la distillation est faite dans un local n'ayant pas de communication intérieure avec celui où sont emmagasinés les stocks. Ces récoltants sont dispensés de tenir le registre des mises en distillation ; le service n'ouvre pas de compte de matières et produits fabriqués et se contente de vérifier les matières premières et les quantités d'alcool obtenues.

En atelier public les formalités réclamées aux petits producteurs sont encore plus réduites puisque le poids en incombe presque en entier au bouilleur ambulant, et le service se borne à ouvrir un compte de liquidation.

Les prescriptions relatives aux distilleries coopératives ne comportent pas de dispositions spéciales pour les petits récoltants. Toutes les formalités sont, en effet, remplies par le gérant au nom des coopérateurs.

Enfin, il faut compléter ces remarques en mentionnant que beaucoup de récoltants ont recours aux offices d'un bouilleur ambulant qui se charge de remplir les formalités.

A ces avantages dont jouissent les petits bouilleurs, il faut ajouter les nombreuses et nouvelles facilités accordées par les textes récents à tous les bouilleurs quelle que soit l'importance de leur production : possibilité de distiller à toute époque de l'année par la suppression des périodes de distillation ; enlèvement des eaux-de-vie de la brûlerie par permis autorisé deux fois par jour ; dispense de se rendre à la recette buraliste grâce au dépôt du registre des titres de mouvement au siège des brûleries coopératives ou des ateliers publics ; enfin limitation des investigations de la Régie, lors de l'inventaire, aux locaux où s'opère la distillation, aux caves et celliers à l'exclusion des locaux d'habitation ; les visites en cas de soupçon de fraude ne pouvant avoir lieu que sous certaines conditions donnant toutes garanties aux intéressés.

On conviendra que le régime de la loi de 1923 ainsi amendé par les dispositions ultérieures qui l'ont grandement adouci — trop adouci même si l'on ne vise que les intérêts du Trésor — apparaît plus libéral qu'on veut bien le dire. Cependant certains des bouilleurs de cidre normands ont trouvé ce système trop étroit et ont obtenu grâce à une violente campagne la mise en vigueur du régime forfaitaire départemental.

APPENDICE

Le forfait d'après le volume des matières premières

Le compteur. Art. 38 et 39 du Code des C. I.

Bien que les décrets qui doivent mettre en vigueur ces dispositions préconisées par le décret-loi du 19 juillet 1934,

n'aient pas encore été rendus, il paraît indispensable d'en dire au moins quelques mots.

a) *Imposition au forfait.*

Le régime établi par l'article 38 ne pourra s'appliquer qu'aux bouilleurs de cru qui distillent ou font distiller à domicile, chez un voisin ou à l'atelier public, et qui ne produisent pas plus de 50 litres d'alcool pur au cours de la campagne. Ils seront dispensés de la tenue du registre de distillation et de la déclaration des quantités d'alcool obtenues, à condition de déclarer avant le commencement des travaux : le volume par catégorie, de vins, cidres et poirés, marcs, lies, cerises, prunes ou prunelles de leur récolte existant en leur possession ; à la fin des travaux le volume des mêmes matières qui leur reste.

Pour déterminer la quantité d'alcool obtenue on appliquera aux matières disparues au cours de la distillation le degré forfaitaire déterminé dans chaque région par une commission départementale. L'imposition sera faite sur la quantité ainsi déterminée après déduction de l'allocation en franchise de 10 litres. Le système devra être mis en vigueur dans les départements où la demande en sera faite par le Conseil Général.

Ce régime réduirait les formalités au minimum et ferait ainsi disparaître les causes les plus fréquentes de conflit avec la Régie.

b) *Emploi du compteur.*

L'art. 39 stipule qu'à partir d'une date qui sera fixée par arrêté du ministre des finances, lorsque les distillations seront opérées à domicile au moyen d'appareils appartenant à des loueurs professionnels, les alambics utilisés devront être munis de compteurs. Le compteur s'appliquera également : 1° Aux alambics des récoltants qui, travaillant à domicile, ont une production annuelle supérieure à 50 litres d'alcool pur ; 2° Aux alambics à marche continue utilisés en tous lieux par les bouilleurs de cru ou pour leur compte.

Le relevé du compteur s'effectuera au plus tard 15 jours après le dépôt à la recette buraliste de la déclaration de fin de travaux faite par le bouilleur. La quantité d'alcool obtenue sera appréciée en appliquant au volume accusé par le compteur, après correction s'il y a lieu pour les repasses, un degré forfaitaire variant selon la nature des appareils utilisés, déterminé par une commission départementale. Les compteurs seront achetés par les bouilleurs professionnels ou les bouilleurs de cru ou donnés en location par l'Administration, sans que le loyer de l'appareil excède 1 fr. 50 par jour. Le compteur envisagé est un appareil volumétrique d'un modèle très simple analogue aux compteurs à eau et l'Administration en a déjà fait construire un certain nombre.

CHAPITRE III

Régime du forfait départemental

Décret-loi du 25 juin 1935

A la suite de l'agitation qui s'est produite dans les départements de l'Ouest (1), le gouvernement a décidé d'affranchir les bouilleurs de cru, dans les départements dont les conseils généraux en feront la demande, de la déclaration et de l'exercice, moyennant le paiement d'une taxe forfaitaire, représentant les droits perçus sur les quantités d'alcool consommées en sus de l'allocation en franchise. C'est le système dit du forfait départemental.

Dans une 1^{re} section nous examinerons la réglementation elle-même : l'exposé des principes généraux, de la mise en application du système, du mécanisme de la contribution forfaitaire, des dispositions accessoires et des mesures nouvelles de surveillance formeront autant de paragraphes. Dans une seconde section nous essayerons de porter une appréciation sur le nouveau régime en mettant en regard de ses avantages pour les récoltants, les difficultés d'application et les conséquences qu'il est susceptible d'entraîner.

SECTION I. — LA RÉGLEMENTATION (2)

§ 1. — Principes généraux

Le régime forfaitaire rétablit la liberté de distillation en supprimant le contrôle à la production. Le décret du

(1) Voir plus loin p. 236, « Le privilège et le cidre » et p. 165 les départements où le forfait est appliqué.

(2) Voir le J. O. du 30 juin 1935, la lettre autographiée N° 8239 du 1^{er} juillet 1935, la circulaire des contributions indirectes N° 654 du

25 juin 1935 aboutit en effet à donner aux bouilleurs de cru la faculté de distiller librement à domicile, à toute époque, en toute quantité, sans être tenus à aucune déclaration de fabrication, à aucune formalité et sans être soumis aux vérifications du service. Ils pourront cependant continuer à distiller ou à faire distiller à l'atelier public ou dans les brûleries coopératives ou syndicales. C'est donc le rétablissement du privilège intégral, puisque celui-ci consiste précisément dans cette absence de déclaration et de contrôle qui permet aux récoltants de distiller sans limite et de consommer leur eau-de-vie en toutes quantités comme bon leur semble. Les agents de la Régie n'ont plus accès au domicile des bouilleurs, sauf en cas de fraude : détention d'un alambic clandestin par exemple, mais ces interventions sont tout à fait exceptionnelles en raison de la suppression de l'exercice. L'Administration recommande d'ailleurs à ses agents de respecter toutes les formalités prescrites. La fabrication de l'eau-de-vie échappe donc à la connaissance du service, seul le déplacement donne lieu à la perception de l'impôt, les quantités expédiées par les bouilleurs restant naturellement passibles de l'impôt au taux de 2.500 francs par hectolitre.

Ce régime entraîne l'abandon pour le Trésor des ressources que procure le système de la prise en charge aussi en contrepartie les bouilleurs de cru doivent-ils racheter la suppression de toute surveillance à la production par le versement d'une *contribution forfaitaire*, effectuée sous la responsabilité du département. Cette taxe représente le montant des droits que les bouilleurs auraient payés, sous l'empire du contrôle, pour les eaux-de-vie réservées à leur propre consommation en sus des dix litres alloués en franchise. Elle est répartie — sans que l'Administration des Contributions indirectes intervienne dans cette répartition — entre les communes par le Conseil Général, et entre les

19 juillet 1935, les décrets-lois du 29 août, 4 octobre, 30 octobre 1935, la lettre autographiée N° 2037 du 20 novembre 1935, l'art. 20 de la loi de finances du 31 décembre 1935, et la circulaire N° 689 du 6 avril 1936.

récoltants d'une même commune par la commission des répartiteurs ; elle est perçue par voie de rôles individuels établis et recouvrés par la Régie.

Le régime du forfait présente un caractère essentiel qu'il est rare de rencontrer dans une disposition législative qui en général s'applique impérativement à l'ensemble du territoire : *il est facultatif* et son application dépend dans chaque département de l'agrément du Conseil Général ; il n'est mis en vigueur en effet que dans les départements où le Conseil Général, après avoir pris l'avis de la Chambre de Commerce et de la Chambre d'Agriculture, en formule la demande. En même temps que facultatif le nouveau régime est *temporaire* ; à l'issue d'une période de deux ans le Conseil Général aura à se prononcer sur l'opportunité de son maintien ou sur l'opportunité du retour au système de la déclaration contrôlée.

Dans le but de remédier aux fraudes que la disparition des garanties présentées par le contrôle à la production est susceptible d'entraîner, *le décret renforce la surveillance à la circulation* par l'exercice des débits de boissons dans les départements où le forfait est adopté et dans une zone limitrophe. Cette mesure est complétée par une série de prescriptions qui aggravent très fortement les pénalités en cas de vente et de transport clandestins.

§ 2. — *La mise en application du système forfaitaire*

Le régime forfaitaire est mis en application à la demande du Conseil Général qui doit prendre l'avis de la Chambre d'Agriculture et de la Chambre de Commerce, mais l'Assemblée départementale n'est aucunement liée par les conclusions des organismes obligatoirement consultés. Le Préfet notifie le désir des élus départementaux à l'Administration et celle-ci met en application le nouveau régime qui s'étend à tous les bouilleurs de cru du département ou seulement à la requête du Conseil Général, comme le permet la loi du 31 décembre 1935, aux bouilleurs d'un ou plusieurs arrondissements ; à la condition que géographique-

ment ils puissent se rattacher, sans solution de continuité, à un département ayant déjà accepté le forfait, et à la condition que la demande en soit faite dans un délai de deux mois à dater de la dite loi (1).

En principe, l'entrée en vigueur est fixée au 1^{er} août de l'année qui suit la date de la délibération. Toutefois, pour la campagne 35-36 sa mise en application pourra avoir lieu le premier jour du mois qui suivra la délibération mais en tous cas le 1^{er} décembre au plus tard (2). Par exception pour les demandes faites en vertu de l'art. 20 de la loi du 31 décembre 1935, le régime forfaitaire entrera en vigueur le 1^{er} jour du mois qui suivra la délibération du Conseil Général. Le forfait sera obligatoirement appliqué pendant deux campagnes consécutives. A l'issue de cette période le Conseil Général devra se prononcer sur la continuation du régime forfaitaire ou le retour au régime de la déclaration contrôlée ; en cas de prolongation, le forfait demeurera en vigueur pour une nouvelle période de deux ans, sans d'ailleurs que soit exclue la possibilité de procéder ultérieurement à une nouvelle expérience.

§ 3. — *La contribution forfaitaire*

a) *Détermination du montant du forfait.*

Sous le régime du contrôle, les ressources du fisc ont deux origines : les unes proviennent des droits payés par les récoltants sur les quantités consommées en sus de l'allocation en franchise, telles que les font connaître les résultats du récolement en fin de campagne ; les autres proviennent du paiement des droits sur l'alcool de cru régulièrement expédié. Cette dernière source subsiste bien entendu sous le régime du forfait, mais l'absence de prise en charge et de récolement empêche de connaître les quantités réservées par les bouilleurs de cru à leur consommation familiale. C'est pourquoi on détermine la somme

(1) Loi de finances du 31 décembre 1935, art. 20.

(2) Décret-loi du 29 août 1935.

moyenne autrefois versée annuellement par les bouilleurs du département au Trésor pour leur consommation en sus de l'allocation, et cette somme fixe, forfaitaire puisqu'elle ne dépend en aucune façon des variations de la production et de la consommation des récoltants, est répartie entre tous les bouilleurs. La détermination est faite d'après la moyenne des résultats effectivement constatés au cours des cinq campagnes courues du 1^{er} août 1929 au 31 juillet 1934. Ainsi à l'ancien impôt de quotité se trouve substitué un impôt de répartition et les rentrées fiscales sont « cristallisées » en une somme indépendante des variations de la production. En principe, sauf le cas d'un changement de tarif, les chiffres ne sont pas révisables ; toutefois après chaque période biennale d'application, le montant du forfait pourra être modifié s'il est démontré que dans le département le nombre des bouilleurs ou l'importance des opérations de distillation se sont accrus.

b) Répartition du forfait.

Le montant du forfait une fois établi est réparti entre les communes par le Conseil Général, et ensuite dans chaque commune, entre les bouilleurs de cru, par la commission des répartiteurs chargée de l'établissement de la contribution mobilière. Pour opérer sa répartition le Conseil Général peut sanctionner purement et simplement le passé en attribuant aux collectivités locales un contingent égal aux chiffres fournis par le service des Contributions indirectes, mais il peut aussi tenir compte de toutes les circonstances locales qui peuvent lui sembler de nature à justifier des modifications. L'Administration recommande à ses agents de n'intervenir en aucun cas dans ces travaux de répartition auxquels ils doivent rester totalement étrangers ; du moment que les récoltants ne veulent plus du contrôle de la Régie il est bon que celle-ci laisse les bouilleurs répartir entre eux les sommes exigibles comme ils l'entendent, de cette façon le service ne peut être suspecté de susciter des difficultés.

Les répartiteurs communaux chargés de fixer la quote-part de chaque bouilleur de cru, peuvent agir en toute liberté sans être tenus de se préoccuper strictement de la situation qui existait durant les cinq campagnes antérieures ; ils leur est permis de fixer les cotisations d'après les éléments d'appréciation dont ils disposent.

La commission a la latitude depuis le décret-loi du 4 octobre 1935 d'opter entre deux systèmes : elle peut dans un premier système imposer les seuls récoltants qui concouraient sous le régime de la déclaration contrôlée à procurer des ressources au Trésor, c'est-à-dire ceux qui ont la qualité de bouilleurs de cru au sens de l'art. 32 du Code des C. I. et qui, produisant plus de 10 litres d'alcool pur par campagne, réservent pour leur consommation familiale une partie de l'eau-de-vie obtenue en sus de l'allocation en franchise. Sont donc en dehors de la répartition les bouilleurs qui mettent en œuvre des produits d'achat ou des matières autres que celles énumérées par la loi, et les petits bouilleurs distillant annuellement un volume d'alcool inférieur au montant de l'allocation. Mais il est apparu que l'obligation faite aux commissions des répartiteurs d'observer cette règle se « heurtait à une impossibilité de fait et ne pouvait qu'engendrer des complications et des contestations nombreuses » aussi le décret-loi du 4 octobre a-t-il autorisé un second système. Les répartiteurs ont la latitude d'imposer, s'ils le jugent à propos, tous les bouilleurs de cru sans exception. Cette mesure entraîne certainement une grande simplification et allège la charge des contribuables réels, mais elle aboutit, résultat étrange et injuste, à faire payer des récoltants qui, sous le régime du contrôle, étaient exonérés de tout impôt.

c) *Le paiement du forfait.*

Le relevé des cotes individuelles arrêtées par la commission des répartiteurs est adressé par les maires au Directeur des Contributions indirectes. Celui-ci fait établir les rôles et transmet l'état récapitulatif au Préfet qui rend les rôles exécutoires par un arrêté fixant en même temps la

date de leur mise en recouvrement, cette date ne peut être postérieure au 1^{er} janvier suivant l'ouverture de la campagne à laquelle les rôles se rapportent. Une fois rendus exécutoires, les rôles sont transmis aux chefs de service locaux qui doivent en assurer la mise en recouvrement dans les formes propres à l'Administration des Contributions indirectes. Les cotes sont exigibles dès la mise en recouvrement, si leur montant n'excède pas 300 francs. Les cotes d'un montant plus élevé sont payables, déduction faite d'une somme de 300 francs exigible immédiatement, par quarts échelonnés mensuellement. Il est essentiel de remarquer que le recouvrement de la contribution forfaitaire se fait sous la responsabilité effective du département, par suite toute cote non recouvrée au 1^{er} juillet de la campagne suivante est mise à la charge du budget départemental ; d'ailleurs pour compenser ces moins values susceptibles de demeurer à la charge du budget du département, le Conseil Général peut majorer, dans la limite de 5 %, le montant du forfait.

En vue d'enrayer la tendance que pourraient avoir les répartiteurs à s'abstenir de répartir les cotes pour en empêcher le recouvrement, ou à multiplier à l'infini les très petites cotes pour rendre le recouvrement plus difficile et plus coûteux, le décret-loi du 30 octobre 1935 a décidé que les cotes inférieures à 3 francs ou que le forfait communal non réparti à la date du 10 décembre 1935 seraient inscrits d'office au budget municipal. De cette façon, les répartiteurs qui voudraient amenuiser les cotes de manière à rendre la perception pratiquement impossible ou ceux qui persisteraient dans l'abstention sauront qu'en agissant ainsi ils engagent les finances locales.

Les réclamations quel qu'en soit l'objet : assiette du forfait, inscription au rôle, importance de la cote individuelle, etc... que les bouilleurs de cru peuvent formuler contre l'imposition résultant de la répartition effectuée par la commission municipale sont présentées, instruites et jugées comme en matière de Contributions directes ; toutefois elles sont portées directement devant le Conseil de Pré-

fecture sans passer auparavant devant la commission consultative (1).

§ 4. — *Dispositions accessoires*

a) *Ateliers publics et coopératifs.*

Les bouilleurs de cru peuvent continuer à distiller en atelier public ou dans une brûlerie coopérative; le déplacement des matières premières et des eaux-de-vie doit s'effectuer sous le couvert des titres de mouvement ordinaires, mais bien entendu le retour des alcools produits n'entraîne ni paiement des droits, ni prise en charge. Les bouilleurs de cru ne peuvent être tenus à aucune formalité. Les obligations des bouilleurs ambulants et des gérants de coopératives restent inchangées; ils sont astreints à la tenue des registres existant sous le système du contrôle. Toutefois si le service a libre accès dans les ateliers publics, la situation est différente pour les brûleries syndicales où les interventions ne peuvent avoir lieu qu'en observant les formalités prévues pour les visites domiciliaires.

b) *Expéditions d'eau-de-vie.*

Les quantités d'alcool expédiées par les bouilleurs de cru supportent l'impôt au tarif de 2.500 francs par hectolitre. Le forfait en effet est uniquement destiné à tenir compte des sommes que, dans le passé, les bouilleurs versaient au Trésor pour les quantités d'alcool réservées à leur consommation en sus de l'allocation, il ne peut donc à aucun titre, couvrir des opérations qui donnent naissance à l'exigibilité de l'impôt en vertu de la législation générale sur les alcools. Il ne saurait être question par suite d'imputer sur les droits afférents à des quantités d'eaux-de-vie vendues tout ou partie de la somme forfaitaire que le récoltant a dû verser. Mais beaucoup de récoltants sous le régime ancien avaient pris l'habitude de se libérer au comptant, aussi en existe-t-il d'assez nombreux qui détiennent encore des stocks libérés d'impôts au taux de 1.350 francs. S'ils veulent vendre,

(1) Voir la lettre autographiée N° 2.082 du 9 avril 1936.

vont-ils payer 2.500 francs alors qu'ils ont déjà versé 1.350 francs par hectolitre ? A titre transitoire jusqu'au 1^{er} décembre 1936, ces bouilleurs pourront expédier leurs eaux-de-vie en payant simplement le complément des droits, soit 1.150 francs par hectolitre au lieu de payer intégralement 2.500 francs par hectolitre. Mais pour éviter des fraudes, pour empêcher notamment que des stocks consommés depuis longtemps ne soient reconstitués à la faveur du régime de liberté, les intéressés sont mis en demeure pour bénéficier de la mesure, de déclarer leurs stocks et d'en permettre la reconnaissance (1).

L'article 3 du décret-loi accorde aux récoltants ayant demandé l'ouverture d'un compte sous le régime ancien, la possibilité de continuer, sous le système forfaitaire, à bénéficier du crédit de l'impôt sur les quantités d'eaux-de-vie qui figurent en charge à leur compte lors du changement de régime.

c) *Récoltants qui doivent prendre la position de bouilleurs de profession.*

L'absence de contrôle et de tenue des comptes qui caractérise le régime du forfait est incompatible avec l'octroi des titres de mouvement blancs ou jaunes d'or certifiant l'origine. Aussi l'art. 4 oblige-t-il les récoltants désireux d'obtenir des titres de mouvement comportant garantie de substance et d'origine à prendre la position de bouilleurs de profession. Or les obligations imposées aux bouilleurs de profession (déclarations, tenue des comptes, vérifications, prises en charge) sont plus lourdes que celles qu'impose le régime du contrôle ; toutefois, le paiement de la licence n'est pas exigé. Mais, et ceci est important, les intéressés n'ont pas droit à l'allocation en franchise de 10 litres.

Le système de la loi de 1923 permet aux récoltants qui mettent en œuvre des fruits frais autres que ceux limitativement énumérés de bénéficier des facilités de distillation accordées aux véritables bouilleurs de cru. Sans doute ils

(1) Lettre autographiée des Contributions indirectes N° 2037 du 20 novembre 1935.

ne jouissent pas de l'allocation en franchise mais ils ont droit à la remise de 10 % en cas de paiement immédiat. Sous le régime forfaitaire les récoltants distillant des produits non portés sur la liste légale, doivent prendre la position de bouilleurs de profession, sans payer pour cela la licence, et ils ne bénéficient pas de la remise de 10 %.

§ 5. — *Mesures de surveillance. - Pénalités*

En raison de la suppression du contrôle à la production, le décret a pris des mesures destinées à resserrer la surveillance des débitants de boissons dans les régions rédimées ; en vue, comme s'exprime la circulaire N° 654, « d'empêcher un développement des pratiques frauduleuses qui sévissent déjà sur l'ensemble du territoire avec une inquiétante intensité. »

En vue de prévenir les facilités d'approvisionnement clandestin que le forfait est susceptible de donner aux cafetiers, l'article 4 rend obligatoire la tenue du compte des spiritueux prévu à titre facultatif par l'art. 96 du Code des C. I. En un mot, l'exercice chez les débitants est repris dans les départements ayant adopté le forfait et dans une zone limitrophe à déterminer par arrêté ministériel suivant « les conditions de la production, les habitudes locales, le courant des échanges, les moyens de communication et toutes autres particularités susceptibles d'être retenues. » Sur le registre, seules sont suivies les eaux-de-vie et liqueurs à l'exclusion des vins de liqueur, vermouths et apéritifs à base de vin ; les alcools à haut degré sont mentionnés à part. Le service de la Régie ouvre sur ce registre spécial un compte à chaque débitant. Ce compte est chargé des quantités reconnues par un inventaire au moment de l'entrée en vigueur du régime forfaitaire ; par la suite on inscrit aux entrées les quantités figurant sur les titres de mouvement, aux sorties les enlèvements et les manquants. Les excédents apparaissant au recensement sont saisis puisqu'ils proviennent évidemment d'une introduction frauduleuse ou d'une fabrication clandestine.

En vue de réprimer une contrebande qui s'exerçait activement à la faveur du régime spécial dont jouit la Ville de Paris dans laquelle la circulation des alcools est libre, l'art. 6 du décret décide qu'à l'intérieur de la capitale tout détenteur de spiritueux est tenu de justifier de la provenance de ces boissons. Par ailleurs de nouvelles brigades de surveillance sont créées.

La législation relative aux alambics demeure sans modifications, les alambics doivent toujours être déclarés et poinçonnés mais l'obligation du scellement et du descellement n'a plus sa raison d'être puisque les bouilleurs de cru peuvent disposer librement de leurs appareils.

Ces mesures qui ont pour but de renforcer la surveillance à la circulation sont complétées par des dispositions qui aggravent les pénalités, de manière à rendre les conséquences de la fraude extrêmement lourdes pour les auteurs.

L'art. 151 du Code des C. I. est modifié. Les peines prévues par cet article (1) s'appliquent désormais non seulement aux faits de transport en vue de la vente mais aux cas de livraison, de détention en vue de la vente et de transport. Aux pénalités déjà édictées par les articles 144 et 145 du Code du C. I. s'ajoutent la confiscation des ustensiles servant à la vente, celle des moyens de transport et une peine de 6 jours à 6 mois d'emprisonnement. Cette aggravation des sanctions est extrêmement importante, notamment en ce qui concerne les moyens de transport qui, au lieu d'être, comme sous le régime antérieur, saisissables seulement *en garantie* de l'amende le sont au même titre que les objets de fraude. Contrairement au principe qui veut qu'en matière fiscale lorsque plusieurs personnes sont convaincues d'avoir participé à un même fait de fraude, il ne soit prononcé qu'une seule amende, d'après le nouveau texte chacun des contrevenants et de leurs complices, y compris les acheteurs, sans distinction de leur qualité est *individuellement* passible des amendes comme s'il était auteur unique ; en d'autres termes alors qu'un fait de trans-

(1) Voir *supra* page 105.

port et d'introduction ne donnait jusqu'ici matière à l'application d'une seule et même amende contre le transporteur et le destinataire, il est maintenant sanctionné par deux amendes distinctes, dont les co-auteurs sont d'ailleurs solidairement responsables.

Le bénéfice des circonstances atténuantes et du sursis ne peut plus être accordé, et la peine de prison est obligatoirement prononcée en cas de récidive. Enfin, l'art. 153 qui n'autorisait l'Administration à user de son droit de transaction qu'après le jugement rendu est supprimé. Les Directeurs des Contributions indirectes pourront se dispenser de porter l'affaire en justice et transiger directement avec le fraudeur.

SECTION II. — APPRÉCIATION

Le système forfaitaire présente d'indéniables avantages pour les récoltants. Désormais, plus de déclaration, plus de contrôle des opérations de distillation, plus de visite du service pour les récolements en fin de campagne ; c'est l'indépendance complète pour les bouilleurs de cru qui n'ont plus de rapports avec les agents de la Régie qu'en cas de vente de leurs eaux-de-vie.

Il faut reconnaître que l'absence de vérifications allègera la tâche du service, sans nuire immédiatement aux intérêts du Trésor, dans les départements où les bouilleurs de cru ont en grand nombre l'habitude de mettre en œuvre juste la quantité de matières premières suffisante pour produire les dix litres d'allocation, et par suite ne versent aucun droit.

Il est bien certain qu'en supprimant la surveillance à la fabrication on a tari la source des vexations ; les visites en cas de fraude seront elles-mêmes tout à fait exceptionnelles puisque désormais la détention d'alcool obtenu sans déclaration (on aurait dit clandestinement sous le régime contrôlé) ne constitue plus un fait illicite ; par cela même la fraude à la production n'existera donc plus. D'autre part les alambics clandestins seront de plus en plus rares, car il

est fort vraisemblable que les bouilleurs de cru ne vont pas manquer de déclarer leurs appareils, jusqu'ici soigneusement dissimulés, puisqu'ils sont sûrs que personne ne viendra contrôler la « bouillée ». Pour ceux des bouilleurs de cru, à qui les vérifications portaient ombrage, la suppression du contrôle offre de belles possibilités.... et ceci nous conduit à la critique du régime nouveau.

Tout d'abord il semble que le moment choisi par le gouvernement pour octroyer aux bouilleurs de cru le régime forfaitaire soit pour le moins inopportun. Les décrets-lois qui, devant le péril menaçant d'un budget en déficit, se sont efforcés de remettre de l'ordre dans les finances publiques, ont imposé de rudes sacrifices à toutes les classes de la nation. L'Etat a réduit son train de vie, les fonctionnaires ont vu diminuer leurs traitements, les pensions des anciens combattants ont été amoindries, les rentes des épargnants ont été amputées une nouvelle fois ; dans cette pénitence générale, était-ce l'heure d'accorder aux récoltants de nouvelles facilités en élargissant un privilège qui consacre une inégalité fiscale d'autant plus insupportable que le poids des impôts se fait chaque jour plus lourd en raison des conditions économiques actuelles ? Était-ce l'heure de créer une brèche par laquelle fuira la matière imposable ?

Le décret du 25 juin a été pris en exécution de la loi du 8 juin accordant au gouvernement des pouvoirs exceptionnels pour « assurer la défense du franc et la lutte contre la spéculation. » Or il ne semble guère que le nouveau régime des bouilleurs de cru soit de nature à enrayer la spéculation et encore moins de nature à assurer la stabilité monétaire ; bien au contraire, il rend aléatoire la rentrée de l'impôt sur l'alcool et contribue ainsi à compromettre l'équilibre budgétaire, base indispensable de la solidité du franc. Dès lors n'est-il pas illégal comme contraire à la loi du 8 juin qui a donné au gouvernement ces pouvoirs d'exception (1).

(1) La Ligue nationale contre l'alcoolisme l'a attaqué devant le Conseil d'Etat.

D'autre part, le nouveau régime crée, peut-on dire, un super-privilège puisque les bouilleurs selon qu'ils sont de tel ou tel département jouissent d'avantages plus ou moins étendus. Pourquoi la détention de l'eau-de-vie obtenue sans déclaration est-elle licite dans la Nièvre par exemple, alors que le même fait est illicite dans le Cher ? Pourquoi le domicile des récoltants est-il à l'abri de l'exercice dans les départements forfaitaires tandis que les agents de la Régie peuvent effectuer leurs vérifications chez les propriétaires des départements non rédimés ? Pourquoi les bouilleurs du Midi n'ont-ils droit qu'à une consommation familiale en franchise de 10 litres d'alcool, alors que les bouilleurs de l'Ouest peuvent, sans que soit augmentée la taxe forfaitaire, consommer autant d'eau-de-vie qu'ils le veulent ? Pourquoi enfin le contrôle pour les uns et l'indépendance pour les autres ? Comment expliquer tout cela, sinon en supposant qu'en faisant une législation d'exception on a voulu donner satisfaction à des intérêts qu'il est trop clair de deviner.

Le nouveau régime apparaît ainsi peu justiciable dans son fondement ; il ne semble pas moins critiquable par les difficultés d'application qu'il soulève et les conséquences qu'il entraîne.

Si le contrôle des déclarations soulevait certaines difficultés il est vraisemblable que la répartition de la taxe forfaitaire parmi les bouilleurs de cru de la commune ne se fera pas sans contestations. Dans les départements où, comme le permet le décret du 30 octobre 1935, on répartira mathématiquement le montant du forfait entre tous les récoltants de la localité, les bouilleurs, dont la production est inférieure ou égale à 10 litres d'alcool et qui autrefois ne versaient aucune contribution, devront payer leur quote-part du forfait. Ils regretteront fort probablement le temps où, moyennant quelques formalités, ils n'avaient rien à déboursier.

On a figé le rendement de l'impôt dans la taxe forfaitaire, en le rendant indépendant des variations de la production de la matière imposable. Sans doute le texte prévoit qu'« un décret fixera les conditions dans lesquelles sera

modifiée la somme forfaitaire lorsque le nombre des bouilleurs ou la capacité de production se seront accrûs dans le département » ; mais outre les protestations que ne manquera pas de soulever l'augmentation de la taxe forfaitaire, comment pourra-t-on dire que les quantités distillées se sont accrues puisque précisément on ne connaît pas les quantités fabriquées, les bouilleurs étant dispensés non seulement de tout contrôle mais de toute déclaration ? On voit à quelles difficultés on se heurtera quand il y aura des changements d'exploitants, des modifications dans la consistance des domaines, des transformations dans les genres de culture. D'ailleurs avec le système du forfait les habitants de la commune devront payer tous les ans, même si les récoltes sont anéanties ou si la fabrication de l'eau-de-vie est abandonnée.

D'un autre côté les agents locaux chargés de l'assiette de l'impôt n'offrent pas les mêmes garanties d'impartialité que les agents de l'Etat. On peut craindre qu'ils ne sacrifient dans leurs travaux de répartition l'intérêt général à leurs préférences personnelles ; et l'on sait quelle est l'âpreté des querelles d'intérêts dans les campagnes.

Enfin, il faut bien le dire, le régime du forfait semble être une prime aux fraudeurs. Admettons que les répartiteurs fassent application, comme ils en ont la latitude, du texte primitif du décret, n'imposant le paiement de la taxe forfaitaire qu'aux seuls bouilleurs de cru qui, pendant les cinq campagnes précédentes, ont réservé officiellement pour leur consommation familiale une part de l'eau-de-vie obtenue en sus de l'allocation en franchise. Voici deux bouilleurs de cru voisins : l'un loyalement a déclaré les quelques litres qu'il consacrait chaque année à sa consommation en plus des dix litres en franchise, l'autre est porté sur les registres officiels comme ne distillant que dix litres par campagne, mais dans sa grange, derrière son foin, il recèle un alambic clandestin qui lui a permis de se livrer à la fraude. Le premier sera assujéti à la taxe tandis que le second ne versera pas un centime. Quelle duperie pour le bouilleur honnête, de quels sentiments ne sera-t-il pas animé envers son voisin qui voit sa malhonnêteté consacrée par la loi. On comprend

dans ces conditions que les fraudeurs se montrent satisfaits du nouveau régime, puisqu'il reconnaît en quelque sorte la légitimité des fraudes passées. Evidemment, taxer une commune dont les récoltants ont fait la fraude depuis toujours au taux moyen qu'elle a fourni à l'Etat comme recette pendant cinq ans, c'est une bien belle aubaine pour les bouilleurs. Non seulement le forfait consacre la fraude passée mais il prépare la fraude à venir par les facilités nouvelles qu'il accorde.

Malgré le renforcement de la surveillance à la circulation par la création de nouvelles brigades volantes, malgré l'aggravation des pénalités, malgré l'institution de l'exercice chez les débitants, il est probable que la fraude, principalement les années de bonnes récoltes, prendra un nouvel essor en raison de la suppression du contrôle de l'eau-de-vie à sa source pour le plus grand dommage du Trésor. Les finances locales subiront également un préjudice par l'intermédiaire du fonds commun des communes, et de plus les cotes irrecoverées seront mises à la charge du département ou de la commune.

Comment pourra-t-on savoir, puisque tout contrôle pendant la fabrication est supprimé, si le bouilleur de cru ne met en œuvre que des « vins, cidres et poirés, mares, lies, cerises, prunes et prunelles ». Il est bien probable que les producteurs ne manqueront pas d'utiliser toutes les matières susceptibles de produire de l'alcool. Dans le Nord, (le Pas-de-Calais a adopté le régime forfaitaire) qui pourra empêcher l'agriculteur qui possède quelques arbres fruitiers dans un coin de sa propriété de distiller avec ses fruits les eaux de diffusion de ses cossettes de betteraves ?

Le commerce des boissons sera dangereusement atteint sur les places de production par la concurrence déloyale qui lui sera faite à l'abri du régime forfaitaire. D'autre part en obligeant les producteurs désireux d'obtenir les acquits spéciaux (acquits blancs et jaunes d'or, certifiant la pureté et l'origine des eaux-de-vie), à prendre la position de bouilleurs de profession, on risque de voir les récoltants se détourner de ces mesures de garantie qui ont pourtant puis-

samment contribué à améliorer la qualité des produits. Le système forfaitaire paraît difficilement conciliable avec le monopole de fait des alcools instauré par le décret-loi du 30 juillet 1935. Ce monopole nécessite pour son bon fonctionnement le contrôle de toute la production des alcools, et il semble que, d'une manière générale, on peut craindre que le nouveau régime rende plus difficile le règlement équitable de la question de l'alcool et l'assainissement du marché des alcools et des vins qui conditionnent la revalorisation des cours des produits de la vigne et du pommier.

Ajoutons enfin, et combien importante est cette remarque, que le régime forfaitaire, plus encore que le système du contrôle favorise l'alcoolisme dans les campagnes. Cet aspect de la question semble pourtant avoir très peu préoccupé les auteurs du décret du 25 juin. Cependant, sous le régime de la déclaration contrôlée la consommation indemne de tout impôt n'est pas supérieure — au moins en principe — à 10 litres d'alcool pur soit environ 20 litres d'eau-de-vie ; au contraire avec le forfait, la consommation en franchise n'est pas limitée, et le frein que constitue l'impôt ne se fait plus sentir ; on peut même dire que l'intérêt du bouilleur de cru est de boire le plus possible de son eau-de-vie, la taxe forfaitaire étant par définition une somme fixe, plus elle porte sur un grand nombre de litres, plus la charge supportée par chaque litre est légère.

L'expérience montrera, sans doute, aux récoltants que le régime forfaitaire est pour eux un bien dangereux cadeau. « Mais d'ici là, le déficit budgétaire se sera encore aggravé et les bouilleurs ne seront pas, hélas, les seuls à en supporter les conséquences » (1).

(1) M. Entraygues : Journal des Contributions indirectes 1935, N° 25. Voir d'autres intéressants articles du même auteur dans les N° 12, 16 et 24 de la même année.

TITRE III

Condition économique des bouilleurs de cru : Situation qu'ils occupent dans la production générale des alcools naturels

Il est intéressant, après avoir examiné la formation historique du privilège des bouilleurs de cru et l'état actuel de la législation, de rechercher la place qu'occupent les récoltants dans la production des alcools naturels. On a tendance, bien souvent, quand on étudie le problème des bouilleurs de cru à se contenter de grands mots et de formules vagues ; nous pensons que quelques chiffres puisés aux statistiques officielles apporteront à cette matière un peu de la précision dont elle manque parfois.

Nous commencerons par donner quelques renseignements sur l'organisation générale du marché de l'alcool ; ces notions, qui seront fort utiles par la suite pour faciliter les explications concernant l'examen critique de la condition des bouilleurs, formeront une sorte d'introduction aux indications statistiques. Nous essayerons de grouper les statistiques autour de trois idées : progression du nombre et de la production des bouilleurs ; répartition territoriale des bouilleurs ; répartition envisagée du point de vue de la nature des produits obtenus, avec examen de la part prise par les récoltants dans la production générale des alcools naturels et qui constitueront autant de sections. Dans une quatrième division nous nous efforcerons de donner un aspect du fonctionnement pratique des distillations opérées par les récoltants : à domicile, en coopératives et en ateliers publics, enfin un court paragraphe indiquera

dans quels départements on a adopté le système forfaitaire du décret du 25 juin 1935.

GÉNÉRALITÉS

ORGANISATION DU MARCHÉ DE L'ALCOOL

Le statut de l'alcool de bouche, organisé par l'article 4 de la loi du 30 juin 1916 qui établissait en fait un monopole d'Etat des alcools désignés sous le vocable d'alcools industriels, a été profondément modifié par le décret-loi du 30 juillet 1935. Ce texte étend le monopole aux alcools naturels laissés par la loi de 1916 sur le marché libre, à l'exception toutefois des eaux-de-vie d'origine et des eaux-de-vie titrant moins de 70° Gay Lussac dont la production et le commerce restent librement autorisés.

Désormais l'Etat possède le quasi monopole du commerce des alcools ; sans doute on peut distinguer comme autrefois les alcools « libres » et les alcools « réservés », mais la liste des alcools dont la production est réservée à l'Etat s'est considérablement allongée tandis que le marché libre se trouve restreint au négoce des eaux-de-vie d'origine ou titrant moins de 70°. A côté de ces deux catégories d'alcools figurent les alcools dont la production est obligatoire.

A. — *Les alcools réservés.*

Sont réservés à l'Etat :

1° En ce qui concerne les alcools d'industrie :

- a) alcools de betteraves indigènes ;
- b) alcools de mélasses indigènes ;
- c) alcools de grains à l'exception des genièvres ;
- d) alcools de pommes de terre, fruits secs, dattes, figues, caroubes, alcools de synthèse.

2° En ce qui concerne les alcools naturels :

- a) Tous les alcools *rectifiés* provenant de la distillation des vins, cidres, poirés, marcs, lies et fruits frais, qu'ils titrent 70° ou moins. Les alcools rectifiés qui ont été rame-

nés par addition d'eau au-dessous de 70° appartiennent donc à l'Etat (1).

b) Toutes les eaux-de-vie titrant plus de 70° autres que les eaux-de-vie de Cognac et d'Armagnac.

c) Les résidus de rectifications ou huiles essentielles titrant ou non plus de 6 % d'alcool vinique, quelle que soit la substance dont ils proviennent, ainsi que les alcools tirés de la distillation des marcs séchés, lies sèches, fruits secs, même s'ils ne sont pas rectifiés ou ne dépassent pas 70°.

Les achats par le service des alcools sont effectués dans les limites des contingents ci-après : alcools de betteraves 2.300.000 hl. ; alcools de mélasses 600.000 hl. ; alcools de synthèse et de grains 28.000 hl. ; alcools de vins 325.000 hl. ; alcools de marcs de raisins 300.000 hl. ; alcools de cidres ou poirés 25.000 hl. ; alcools de pommes ou poires 300.000 hl.

B. — *Les alcools libres.*

Ce sont : 1° Les eaux-de-vie ayant droit à l'appellation d'origine Cognac ou Armagnac.

2° Les eaux-de-vie ne titrant pas plus de 70° Gay Lussac à la température de 15° centigrades et provenant de la distillation, non suivi de rectification, des vins, cidres, poirés, marcs non séchés, lies fraîches, hydromels et fruits frais.

3° Les genièvres fabriqués dans les conditions de l'art. 4 du Code des C. I.

4° Les rhums et tafias coloniaux.

L'Administration a précisé que ne sont pas considérées comme une rectification les opérations de simple repassage auxquelles se livrent les bouilleurs de cru pour affiner la qualité de leurs produits. En raison de leur production individuelle peu importante et du fait que l'application du décret du 25 juin 1935 ne permet pas de contrôler leur production sur toute l'étendue du territoire, il convient, sauf demande expresse formulée par les intéressés, de ne pas

(1) Ce point avait une grosse importance pour la reprise des stocks lors de l'application du nouveau régime le 1^{er} octobre.

tenir compte pour la détermination des quantités d'alcool réservées à l'Etat, des eaux-de-vie titrant plus de 70° produites par les bouilleurs de cru, sauf bien entendu en cas d'envoi à la consommation (1).

C. — *Alcools dont la production est obligatoire.*

Pour pallier aux effets de la crise viticole, les lois du 4 juillet 1931 et du 24 décembre 1934 obligent les viticulteurs ayant obtenu une certaine quantité de vins (200 hectolitres ou plus pour la campagne 1934-35) à distiller et livrer au service des alcools une quantité d'alcool de vin correspondant à un pourcentage déterminé de sa production. Ce sont donc des alcools dont la production est obligatoire.

D. — *Prix d'achat et de vente des alcools de rétrocession.*

Les prix d'achat par l'Etat des alcools sont fixés par des arrêtés du Ministre des Finances d'après un barème ayant pour base le prix d'achat des alcools de betteraves, lequel est lui-même établi en parité du cours du sucre. Une fois le cours de l'alcool de betteraves établi on le multiplie par un coefficient variable avec chaque sorte d'alcool pour obtenir les différents prix. Les décrets du 28 septembre 1935 ont fixé le prix de l'hectolitre d'alcool aux taux suivants: 222 fr. 64 pour les alcools de betteraves ; 133 fr. 58 pour les alcools de grains ; 151 fr. 40 pour les alcools de mélasses ; 356 fr. 22 pour les alcools de marcs ; 489 fr. 80 pour les alcools de pommes et de poires ; 567 fr. 75 pour les alcools de vin et les alcools de cidres et poirés.

Sous le régime de la loi de 1916, les alcools de rétrocession ne pouvaient aller qu'à certains usages limitativement énumérés. Désormais ils pourront aller à tous usages impliquant une opération à caractère industriel. Pour combler le déficit creusé dans la caisse du service des alcools par la vente de l'alcool pour la carburation (126 et 90 fr. l'hectolitre) l'Etat a été amené à fixer un tarif assez élevé

(1) Circulaire N° 663 du 20 septembre 1935.

pour la rétrocession des alcools aux « industries admises au bénéfice des cessions. » Le prix de vente de l'hectolitre est fixé à 900 francs lorsque l'alcool sert au vinage et au mutage et à la préparation des liqueurs ; à 525 fr. lorsqu'il sert à la fabrication des vinaigres ; à 500 francs lorsqu'il est utilisé en parfumerie ou en pharmacie ; à 220 francs en cas d'emploi pour l'exportation.

Ce qu'il nous faut surtout remarquer dans ce régime ce sont les faveurs nouvelles faites aux récoltants qui distillent leurs produits ; la plupart du temps les bouilleurs de cru ne produisent en effet que des eaux-de-vie dont le titre alcoolique est inférieur à 70° Gay Lussac, ils voient donc leurs spiritueux échapper au monopole des alcools et il leur est possible d'en faire commerce librement.

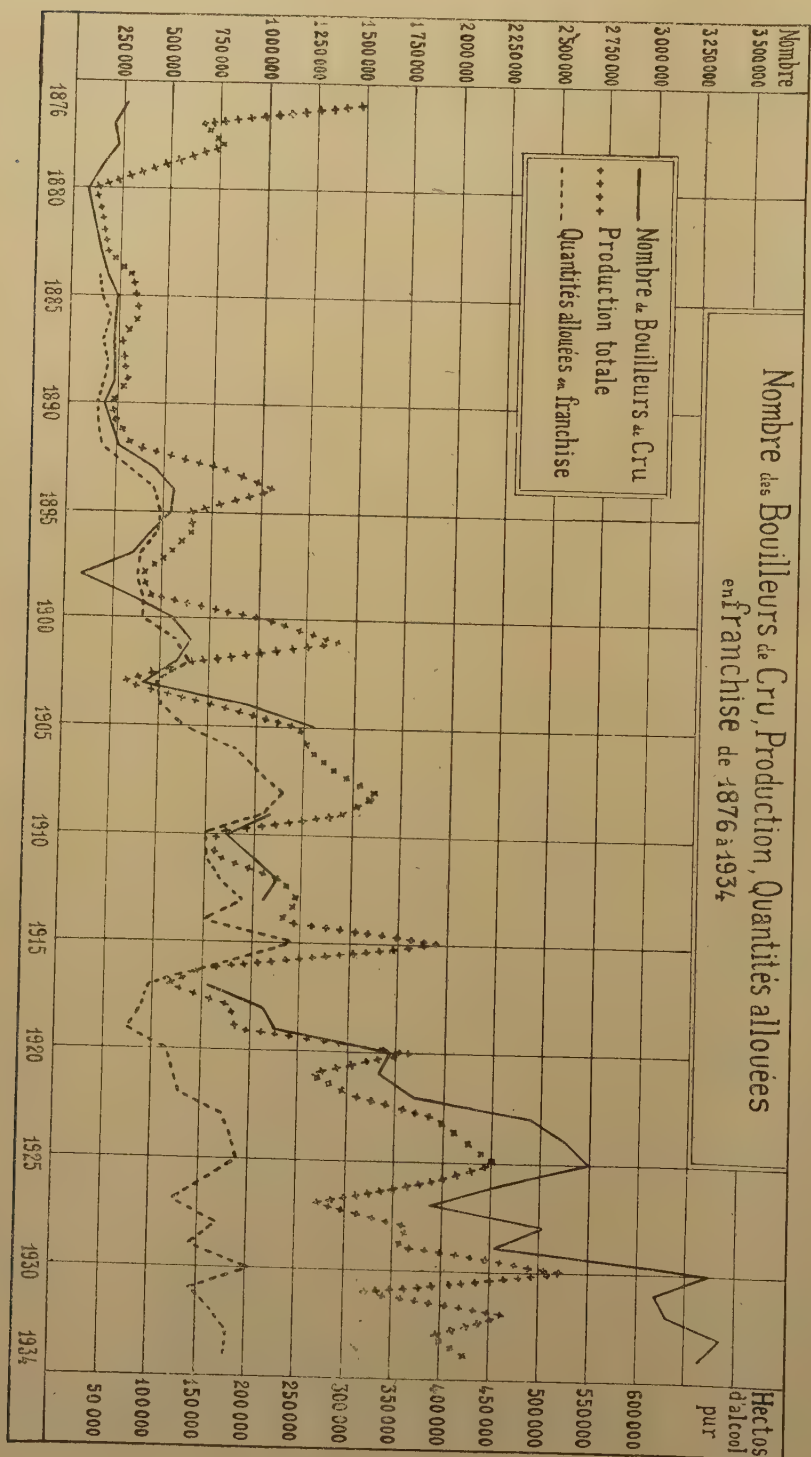
TABLEAU I. — Nombre, Production, Consommation en franchise des bouilleurs de cru. —
Production générale des Alcools, des Vins, des Cidres, de 1876 à 1934.

Composé d'après les chiffres tirés du bulletin de statistique et d'après des documents obligeamment communiqués par l'Administration des Contributions Indirectes.

NOMBRE. PRODUCTION DES BOUILLEURS DE CRU QUANTITÉS ALLOUÉES EN FRANCHISE					PRODUCTION GÉNÉRALE DES ALCOOLS						
Années ou Campagnes	Nombre	Quantités produites	Consom- mation en franchise	Observations	Années	Production de l'alcool naturel		Quantités imposées	Quantité moyenne par habit.	POUR MÉMOIRE Production des Cidres	
						HECTOS	HECTOS			HECTOS	HECTOS
1876	270.347	300.512			1876	645.837	1.000.182	2.71		41.847.000	7.036.000
1877	204.429	436.844			1877	224.289	1.029.683	2.87		56.403.000	13.345.000
1878	220.999	457.268			1878	254.831	1.400.512	2.98		48.720.000	11.936.000
1879	146.665	84.015			1879	147.185	1.161.649	3.22		25.770.000	7.738.000
1880	69.162	24.743			1880	48.514	1.313.829	3.64		29.677.000	5.465.000
1881	400.653	30.557			1881	61.839	1.444.055	3.91		34.439.000	17.122.000
1882	123.731	33.599			1882	55.397	1.420.344	3.85		30.886.000	8.921.000
1883	156.064	39.582			1883	61.424	1.484.020	3.96		36.029.000	23.492.000
1884	195.498	61.930	28.739		1884	96.883	1.488.687	3.98		34.781.000	11.907.000
1885	243.343	69.930	32.696		1885	95.681	1.444.342	3.86		28.536.000	19.955.000
1886	248.647	71.827	41.106		1886	101.848	1.449.901	3.53		25.063.000	8.300.000
1887	245.233	53.245	34.600		1887	90.611	1.467.630	3.84		24.333.000	13.437.000
1888	240.986	57.004	40.703		1888	102.817	1.468.446	3.87		30.102.000	9.767.000
1889	240.578	60.156	37.283		1889	104.139	1.516.927	4.00		23.224.000	3.701.000
1890	196.313	43.237	30.778		1890	79.136	1.662.801	4.35		27.416.000	11.095.000
1891	213.527	50.892	31.951		1891	102.518	1.669.184	4.37		30.139.000	9.280.000
1892	267.954	67.299	37.085		1892	133.786	1.735.367	4.56		29.082.000	15.141.000
1893	450.407	159.198	61.551		1893	248.585	1.642.366	4.32		30.070.000	31.609.000
1894	555.108	214.368	91.749		1894	340.080	1.539.395	4.04		39.053.000	15.541.000
1895	536.868	428.917	97.617		1895	184.209	1.549.045	4.07		26.688.000	25.587.000
1896	439.924	433.693	94.280		1896	196.891	1.590.892	4.19		44.656.000	8.074.000
1897	342.066	107.411	78.758		1897	189.515	1.633.968	4.28		32.351.000	6.789.000
1898	97.053	76.420	75.853		1898	145.345	1.799.665	4.70		32.282.000	10.637.000
1899	338.407	90.975	80.629		1899	168.427	1.754.868	4.59		47.908.000	20.836.000
1900	552.537	204.363	80.432		1900	323.057	1.782.893	4.66		67.553.000	29.409.000
1901	674.378	285.926	44.552		1901	582.636	1.346.635	3.52		57.964.000	12.734.000

Pas de Contrôle

La loi du 29 décembre 1875 affranchit les bouilleurs de l'exercice.



SECTION I. — PROGRESSION DU NOMBRE
ET DE LA PRODUCTION DES BOUILLEURS DE CRU

Le graphique et le tableau I des pages précédentes ont pour but de permettre l'étude des variations du nombre et de la production des bouilleurs de cru depuis 1876, date à laquelle le « Bulletin de statistique et de législation comparée du Ministère des Finances » d'où sont extraits les chiffres cités, a commencé à publier régulièrement chaque année des renseignements statistiques sur la production et la consommation de l'alcool.

Le tableau indique dans ses premières colonnes le nombre, la production des bouilleurs et les quantités allouées en franchise chaque année ; nous avons pensé qu'il était bon de faire figurer dans une autre partie en face des indications relatives aux bouilleurs, la production générale des alcools naturels et la consommation taxée en remarquant qu'à partir de 1916 seuls les alcools « naturels » vont à la consommation de bouche ; enfin, pour mémoire, nous avons mentionné la production annuelle des vins et des cidres. Nous avons traduit ces données en un graphique qui a l'avantage de rendre plus sensible la progression du nombre des bouilleurs et de montrer la corrélation qui existe entre le nombre des récoltants qui distillent et l'importance de leur production.

Nous examinerons d'abord la progression du nombre et des quantités produites ainsi que l'influence sur ces chiffres des années de réglementation et ensuite nous essayerons de dégager les causes de ce mouvement.

§ 1. — *Progression, influence des années de réglementation*

Ce qui frappe tout d'abord, lorsque l'on jette les yeux sur le graphique, c'est l'accroissement considérable du nombre et de la production des bouilleurs, entraînant en même temps l'augmentation des quantités consommées en franchise. En 1874, pendant la première réglementation du privilège, le nombre des bouilleurs de cru est seulement

de 278.132 (1). Après avoir subi un ralentissement profond dû à la crise phylloxérique, il passe à 550.000 en 1894 pour atteindre le million en 1905 ; les deux millions sont dépassés en 1923, et pendant la campagne 1933-1934, 3.326.747 récoltants ont été dénombrés. La production qui atteint en moyenne 50.000 hectolitres vers 1890, monte à 250.000 en 1905 pour s'élever à 350.000 en 1922 et s'établit pendant la campagne 1933-1934 à 427.000 hectolitres, ayant même dépassé en 1929-30 le chiffre de 520.000 hectolitres. La consommation en franchise voit son importance augmenter parallèlement. De 30.000 hectolitres en 1890 elle est de 123.000 hectolitres en 1905 et s'élève en 1933-1934 à 179.000 hectolitres ayant monté en 1929-1930 à 202.000 hectolitres (2). Si pour éliminer les variations saisonnières on fait la moyenne des dix dernières campagnes on obtient les chiffres suivants : nombre : 2.829.474 ; — production : 396.140 hl ; — allocation : 165.543 hl.

En 1880, il existe 3 départements comptant plus de 25.000 bouilleurs de cru, en 1890 il en existe 7 ; en 1913, 15 ; en 1920, 27 ; en 1933-1934 63 départements voient l'effectif des bouilleurs dépasser 25.000. Alors qu'en 1890 on compte 22 départements n'ayant pas un nombre de bouilleurs supérieur à 1.000, il n'y en a plus que 8 dans ce cas en 1913 et aujourd'hui si on laisse de côté le Pas-de-Calais (7) et la Seine (385) tous les départements, même les plus déshérités sous ce rapport, possèdent plus de 2.000 bouilleurs. Cette augmentation considérable du nombre des récoltants qui distillent leurs produits est certainement beaucoup influencée par l'extrême division de la propriété rurale en France, et c'est justement cette diffusion de la petite propriété qui rend la question spéciale à notre pays : innombrables sont en effet chez nous ceux qui, possédant quelques lopins de terre, récoltent des raisins, prunes ou fruits ; mais les chiffres que nous avons cités montrent sans conteste à quel point la pratique de la distillation s'est géné-

(1) Bulletin de statistique juillet 1908, p. 23 en note.

(2) Elle atteint en 1934-35 240.000 hectolitres.

ralisée dans les campagnes. Le nombre des bouilleurs a aussi une grosse influence politique, ces 3.326.747 récoltants sont aussi 3.326.747 électeurs, ne nous étonnons point alors si les débats sur la question du privilège sont toujours si passionnés devant les Assemblées parlementaires, derrière les grands principes dont on se fait un bouclier s'abritent d'autres intérêts....

Si l'allure des trois courbes, nombre, production et consommation en franchise est nettement ascendante, il s'en faut cependant que cette marche soit régulière ; elle est au contraire marquée par des fléchissements nombreux suivis de vives reprises, mais ce qu'il est essentiel de remarquer, c'est que les trois courbes ont le même aspect et cette similitude est surtout frappante dans les dernières années ; à partir de 1921, les variations de la courbe de la production sont fidèlement reproduites par les deux autres. Comment expliquer ces brusques dénivellations ?

Elles s'expliquent très facilement si l'on regarde la deuxième partie du tableau I. En effet, les années où la production et partant le nombre des bouilleurs subissent un accroissement suivent toujours une année où les récoltes de vins et de cidres ont été abondantes mettant à la disposition des bouilleurs de grandes quantités de matières premières ; inversement les fléchissements correspondent aux années où les récoltes sont déficitaires.

En 1876, la production de 300.000 hectolitres, considérable pour l'époque, est causée par l'abondance de la mémorable récolte de vins de 1875 qui atteignit 84 millions d'hectolitres. En 1893 la crise phylloxérique est conjurée, 50 millions d'hectolitres de vins et 31 millions d'hectolitres de cidres amènent une production de 215.000 hectolitres ; 1902 voit les bouilleurs distiller 286.000 hectolitres, nous sommes au lendemain des récoltes exceptionnelles de 1900 (vins 67 millions d'hectolitres, cidres 27 millions d'hectolitres) suivi par la bonne récolte de vins de 1901 (57 millions). En 1908, en 1915, en 1925 le même phénomène se renouvelle et les 526.000 hectolitres de la campagne 1929-1930 sont précédés par les 62 millions

d'hectolitres de vins et les 23 millions d'hectolitres de cidres dus à l'abondance de 1929. Inversement, les fléchissements de la courbe correspondent aux mauvaises récoltes. L'année 1879 avec ses 25 millions d'hectolitres de vins et 7 millions d'hectolitres de cidres amène la production des bouilleurs à 24.000 hectolitres. Les mauvaises récoltes de 1877 et 1898 entraînent la diminution de 1898 et 1899, le même fait se produit en 1911 — à la suite de la pénurie des vins en 1910 (28 millions d'hectolitres) : En 1926, 40 millions d'hectolitres de vins et 12 millions d'hectolitres de cidres sont seulement récoltés, aussi en 1927 la distillation par les récoltants produit-elle 274.000 hectolitres au lieu de 450.000 en 1925 ; en 1930-1931 l'alcool des bouilleurs fléchit de 200.000 hectolitres par rapport à la campagne précédente, l'année 1930 n'ayant produit que 42 millions d'hectolitres de vins et 7 millions d'hectolitres de cidres.

Ces quelques exemples montrent combien la production des bouilleurs est en étroite corrélation avec l'abondance ou la pénurie des raisins et des fruits, il reste à examiner si les périodes de réglementation ont une influence sur le nombre et la production des propriétaires récoltants.

Il ne semble pas que les périodes de réglementation et surtout la période de la réglementation de la loi de 1923 dans laquelle nous nous trouvons aient eu une influence néfaste sur la progression des bouilleurs. Sans doute après la loi du 31 mars 1903 on enregistre un recul du nombre et de la production pendant l'année 1903, mais il y a là un effet momentané, amplement comblé par l'augmentation des années 1904 et 1905 pendant lesquelles le nombre des bouilleurs passe à 984.929 et à 1.303.311, de plus la production des vins et cidres en 1902 et 1903 avait été peu importante (39 et 35 millions d'hectolitres pour les vins 9 et 5 millions d'hectolitres pour les cidres).

Le régime institué par la loi du 30 juin 1916 art. 4 a été loin de nuire au développement des distillations par les bouilleurs de cru, puisque nous le savons, leur nombre passe de 1.070.451 à 1.728.263 en 1920. La quantité d'al-

cool produite évaluée à 247.000 hectolitres en 1913 s'élève en 1920 à 361.435 hectolitres. De même les facilités accordées par la loi du 28 février 1923 ont contribué encore à l'augmentation du nombre des bouilleurs, de 2.422.345 en 1923 il passe à 2.625.908 en 1924 et à 2.749.288 en 1925 ; les quantités produites s'élèvent de 390.768 hectolitres en 1923 à 422.345 en 1924 et à 451.398 en 1925.

Il est donc inexact de prétendre que la réglementation du privilège apporte une entrave aux distillations des récoltants, la progression impressionnante du nombre des bouilleurs, l'augmentation constante de leur production sont là pour apporter un démenti catégorique à une telle affirmation.

§ 2. — *Causes de l'accroissement du nombre et de la production des bouilleurs de cru*

Trois causes principales, semble-t-il, ont contribué à multiplier les distillations opérées par les bouilleurs de cru : l'exemption d'impôt accordée sous forme d'allocation familiale qui devient plus avantageuse à mesure que s'élève le tarif de l'impôt frappant l'alcool ; la grande valeur atteinte par les eaux-de-vie naturelles à la faveur du régime de séparation des alcools ; et enfin les facilités nouvelles accordées aux récoltants pour leurs opérations de distillation.

Lorsque la loi de 1916 établit l'allocation en franchise de dix litres d'alcool pur, ce cadeau aux récoltants, sans être négligeable, n'était pas pour eux d'une très grande importance car le taux des droits ne dépassait pas 400 francs par hectolitre d'alcool pur ; mais chaque nouvelle augmentation de l'impôt sur l'alcool, en aggravant les charges des consommateurs, accroissait la valeur de la prime dont jouissent les bouilleurs incitant les propriétaires récoltants à profiter des avantages que leur confère le statut des bouilleurs de cru. Aujourd'hui l'allocation représente 250 francs et le récoltant bénéficie encore d'une réduction d'impôt de 11 fr. 50 sur chaque litre qu'il consomme en sus de

l'allocation, on comprend que dans ces conditions le paysan s'empresse de faire distiller les fruits qu'il peut récolter pour profiter de l'aubaine.

D'autre part, le régime de l'art. 4 de la loi de 1916, en conférant aux alcools « naturels » le monopole de la consommation de bouche, a fait monter considérablement leurs prix ; le cours moyen du trois-six de vin à 86° qui était de 100 francs environ en 1914 s'est élevé à 1170 francs en 1929 ; les prix des eaux-de-vie ont suivi également une marche ascendante. L'attrait d'un bénéfice élevé a ainsi contribué à accroître le nombre des récoltants qui ont distillé leurs produits pour les écouler sur le marché tandis qu'il a incité les anciens producteurs à intensifier leurs distillations.

Il ne faut pas oublier non plus, que les facilités successivement accordées aux bouilleurs, ont certainement contribué à en accroître le nombre. La loi de 1923 a permis la distillation à domicile sans prise en charge d'une quantité minimum, et elle a simplifié les formalités en les mettant à la charge des bouilleurs ambulants, la circulaire du 20 avril 1932 a supprimé les périodes de distillation et le décret de 1934 a autorisé le dépôt des titres de mouvement dans les ateliers publics et dans les coopératives, toutes ces mesures ont eu pour effet de mettre la distillation à la portée de tous. Enfin, le progrès de l'instruction, en apportant le désir du bien-être, le progrès des communications en brisant l'isolement des campagnes, ont probablement aussi contribué à répandre la distillation dans les régions où elle était encore peu connue ou tout au moins d'un usage peu courant.

TABLEAU II. — Campagne 1933-1934. — Répartition départementale du nombre et de la production des Bouilleurs de Cru. — Nombre et production : en ateliers publics, en brùleries coopératives, à domicile. — Nature des alcools obtenus.

Dressé d'après les chiffres extraits du bulletin de statistique de décembre 1934, p. 1698 à 1709.

DÉPARTEMENTS	Nombre total de Bouilleurs	Production Totale	Allocation en Franchise	Ateliers Publics		Coopératives		Distillations à domicile				Production totale d'Alcools de :			
				Nombre de bouilleurs	Production	Nombre de bouilleurs	Production	Nombre de bouilleurs			Production	Vins	Cidres	Marcs et Lies	Fruits
								par eux-mêmes	par un bouilleur ambulant	Total					
Ain	42.811	2.409	2.035	29.390	2.224	2.820	181	31	—	31	4	61	43	2.251	53
Aisne	18.998	1.287	976	7.771	625	—	—	1.047	6.090	7.137	661	1	946	104	234
Allier	30.219	2.201	1.842	28.432	2.184	128	8	106	7	113	8	10	382	1.500	308
Alpes (Basses)	9.125	739	647	7.250	739	—	—	—	—	—	—	17	0,12	720	1
Alpes (Hautes)	5.376	494	344	5.866	458	179	35	1	—	1	—	21	4	465	2
Alpes-Maritimes	42.117	808	673	8.785	17	343	22	2.934	55	2.989	210	22	—	785	0,28
Ardèche	46.796	4.277	2.633	41.527	3.614	2.034	612	206	5	211	48	104	45	3.658	469
Ardennes	18.761	1.090	874	13.048	1.034	53	5	90	64	154	51	4	406	240	438
Ariège	16.111	703	671	10.887	703	—	—	—	—	—	—	32	17	379	274
Aube	31.013	1.675	1.218	17.509	1.651	—	—	55	91	146	23	5	515	636	517
Aude	36.188	35.396	2.467	9.933	823	22.309	32.798	20	49	69	1.774	6.479	—	28.915	2
Aveyron	31.407	1.829	1.656	22.715	1.445	1.686	336	401	823	1.224	47	46	276	1.237	268
Bouch.-d-Rhône	23.762	9.008	1.831	17.685	258	5.126	2.091	18	933	951	4.332	1.553	—	7.455	—
Calvados	29.125	12.249	1.763	6.254	1.083	—	—	5.378	13.955	19.333	11.166	—	10.958	1.291	—
Cantal	1.181	35	34	642	34	—	—	8	—	8	0,5	0,45	15	18	1
Charente	31.532	23.247	1.979	29.469	2.834	137	320	902	39	941	20.492	21.534	205	1.348	159
Charente-Inf.	44.733	16.815	2.632	28.263	2.571	1.419	5.236	695	2.652	3.347	9.067	15.999	25	704	86
Cher	51.047	2.331	2.234	34.823	2.473	—	—	—	684	684	58	43	166	1.705	616
Corrèze	14.854	745	722	14.724	746	—	—	125	5	130	9	49	355	323	45
Côte-d'Or	42.346	2.224	1.505	23.419	2.101	—	—	1.882	115	1.997	123	14	24	1.644	540
Côtes-du-Nord	75.847	5.069	4.014	58.576	4.665	—	—	—	4.713	4.713	403	4	947	4.116	—
Creuse	25.289	542	534	10.123	542	—	—	—	—	—	—	1	452	1	87
Dordogne	63.322	3.104	2.524	41.583	212	—	—	19	5.259	5.278	977	315	282	2.044	461
Doubs	10.403	504	436	8.537	88	64	22	8.537	—	8.537	393	0,21	190	82	231
Drôme	37.363	2.485	1.897	33.156	2.289	821	171	—	8	8	24	85	0,44	2.255	143
Eure	35.938	5.049	1.378	12.406	2.058	—	—	662	13.157	13.819	2.990	1	1	4.982	63
Eure-et-Loir	26.002	1.869	1.149	13.732	1.451	120	12	21	2.227	2.248	405	4	1.665	37	161
Finistère	32.234	2.511	1.921	15.603	1.453	—	—	—	10.030	10.030	1.058	9	2.502	—	—
Gard	41.557	14.265	3.543	35.687	4.242	4.866	5.763	150	854	1.004	4.260	3.471	5	10.766	23
Garonne (Haute)	41.114	1.991	1.543	24.708	1.701	172	170	—	26	26	119	653	27	1.137	174
Gers	32.667	5.446	2.236	27.639	3.416	309	30	17	171	248	1.999	5.283	—	143	19
Gironde	34.670	6.684	3.447	30.224	3.236	105	119	7	3.977	3.984	3.329	2.469	13	4.102	99
Hérault	52.019	38.828	3.921	26.069	3.094	25.832	32.812	29	89	118	2.921	6.298	—	32.529	—
Ille-et-Vilaine	95.828	16.490	6.209	53.067	4.950	3.046	8.386	800	36.175	36.975	3.153	6	16.484	—	—
Indre	60.687	4.160	3.534	50.155	3.938	10.081	217	1	2	3	4	74	546	3.088	450
Indre-et-Loire	69.708	8.011	4.314	55.076	6.053	10.106	4.779	1	1.046	1.047	178	67	845	6.427	671
Isère	66.315	4.199	3.738	60.751	4.097	293	80	81	2	83	20	89	27	3.912	170
Jura	24.560	805	694	439	34	57	3	14.884	40	14.924	767	5	77	651	71
Landes	14.419	1.234	676	8.623	711	—	—	4	41	45	—	1.199	1	33	—
Loir-et-Cher	57.219	9.508	3.509	40.503	4.864	13.647	4.257	21	770	791	386	35	472	8.768	232
Loire	30.777	2.133	1.635	30.357	2.090	336	21	84	—	84	20	39	180	1.477	435
Loire (Haute)	16.231	395	355	7.344	375	—	—	353	42	395	20	16	66	209	102
Loire-Inférieure	103.423	7.315	6.262	86.755	7.258	300	25	—	13	13	32	314	3.550	3.405	45
Loiret	48.927	4.252	2.660	36.914	3.901	3.497	348	2	1	3	1	66	2.196	1.396	592
Lot	13.206	774	770	10.182	606	80	3	473	2.471	2.944	163	53	3	563	154
Lot-et-Garonne	35.408	1.766	1.591	21.515	1.638	785	62	24	167	191	65	1.389	2	331	42
Lozère	2.973	154	149	2.792	154	—	—	—	—	—	—	21	0,26	130	2
Maine-et-Loire	81.049	9.002	5.130	79.019	7.853	3.183	615	4	195	199	532	802	4.970	2.387	841
Manche	52.456	11.437	4.353	16.898	2.428	186	410	12.806	24.163	36.969	8.598	0,72	11.436	—	—
Marne	28.343	2.154	1.419	16.475	1.766	151	22	1.439	878	2.317	366	8	144	1.586	415
Marne (Haute)	32.534	1.340	1.248	23.125	1.300	—	—	653	17	670	39	1	404	256	977
Mayenne	57.332	9.346	3.353	48.506	7.613	128	16	297	7.110	7.407	1.716	10	9.335	—	0,20
M.-et-Moselle	38.836	1.522	1.307	15.318	1.047	22	0,81	5.816	1.492	7.308	473	0,22	41	246	1.263
Meuse	31.590	844	717	11.546	790	58	4	484	97	581	49	0,40	109	124	610
Morbihan	79.225	5.490	4.893	69.705	5.045	—	—	—	4.586	4.586	444	15	4.483	992	—
Moselle	43.286	2.156	2.140	8.141	551	—	—	8.960	19.418	28.378	1.604	2	331	140	1.682
Nièvre	51.391	1.350	1.274	24.543	1.339	—	—	190	—	190	9	5	277	340	527
Nord	2.394	124	97	706	49	128	7	6	960	966	67	—	104	—	19
Oise	13.041	645	474	4.928	477	—	—	13	1.554	1.567	167	0,41	627	—	0,32
Orne	44.230	9.788	3.169	9.657	1.216	227	339	6.065	27.240	33.305	8.232	—	9.750	38	—
Pas-de-Calais	7	0,63	0,56	—	—	—	—	1	—	1	0,6	—	0,48	0,08	0,07
Puy-de-Dôme	68.210	2.296	2.075	36.989	2.179	1.468	113	10	—	10	3	24	324	1.758	189
Pyrénées(Basses)	14.169	582	536	7.098	515	—	—	15	800	815	66	291	59	227	3
Pyrén. (Hautes)	10.431	574	525	8.449	533	25	40	—	1	1	0,9	221	72	232	47
Pyrén.-Orient.	21.450	19.587	1.291	5.460	441	15.971	19.087	2	17	19	59	3.432	—	16.155	—
Rhin (Bas)	91.617	4.983	4.568	—	258	20	—	60.782	9.981	70.763	4.962	0,43	902	963	3.116
Rhin (Haut)	62.577	3.007	2.778	—	—	—									

SECTION II. — RÉPARTITION TERRITORIALE DES BOUILLEURS DE CRU

Après avoir examiné l'accroissement progressif du nombre des bouilleurs de cru, il est intéressant de rechercher comment ils sont répartis dans les départements de notre pays. Nous prendrons pour base de notre étude les chiffres relatifs à la campagne 1933-34 car ce sont les derniers renseignements publiés par le Bulletin de statistique (1) et par ailleurs ces indications ont l'avantage de se rapporter à une période normale, alors que les résultats de la campagne 1934-35 seront certainement influencés par l'agitation qui s'est produite dans les départements de l'Ouest au début de l'année 1935. Enfin la campagne 1933-34 a encore cet avantage de porter sur des récoltes normales de vins et de cidres ni excédentaires ni déficitaires, puisque la récolte de 1933 est de 57 millions d'hectolitres pour les vins et de 18 millions d'hectolitres pour les cidres.

D'après les données du Bulletin de Statistique, nous avons établi le tableau II qui précède. Il indique la répartition départementale du nombre et de la production des bouilleurs de cru au cours de la campagne 33-34. A côté du nombre, de la production et de l'allocation par département, nous avons noté le nombre et la production en distinguant les distillations en ateliers publics, en coopératives, à domicile. Enfin nous avons spécifié la nature des alcools obtenus : alcools de vins, de cidres, de marcs et lies et alcools de fruits.

§ I. — Répartition selon le nombre des bouilleurs

Lorsque l'on classe les départements d'après le nombre des propriétaires récoltants qui ont distillé ou fait distiller les produits de leur cru on obtient le tableau suivant :

(1) Numéro de décembre 1934 paru en août 1935.

Classement des départements d'après le nombre des bouilleurs de cru
Campagne 1933-1934

1. Loire-Inférieure	103.423	31. Seine-et-Marne	43.987	61. Eure-et-Loir	26.002
2. Ile-et-Vilaine	95.828	32. Moselle	43.286	62. Rhône	25.839
3. Bas-Rhin	91.617	33. Ain	42.811	63. Creuse	25.289
4. Maine-et-Loire	84.049	34. Côte-d'Or	42.346	64. Jura	24.560
5. Morbihan	79.225	35. Gard	41.557	65. Seine-et Oise	24.405
6. Côtes-du-Nord	75.847	36. Haute-Garonne	41.114	66. Bouches-du-Rhône	23.762
7. Sarthe	72.851	37. Meurthe-et-Moselle	38.836	67. Pyrénées-Orient.	21.450
8. Indre-et-Loire	69.703	38. Drôme	37.363	68. Haute-Saône	20.706
9. Vendée	68.429	39. Aude	36.188	69. Aisne	18.988
10. Puy-de-Dôme	68.210	40. Eure	35.938	70. Ardennes	18.761
11. Isère	66.315	41. Savoie	35.772	71. Haute-Loire	16.231
12. Dordogne	63.322	42. Tarn	35.426	72. Ariège	16.111
13. Yonne	63.023	43. Lot-et-Garonne	35.408	73. Corrèze	14.854
14. Haut-Rhin	62.577	44. Gironde	34.670	74. Landes	14.419
15. Indre	60.687	45. Seine-Inférieure	33.252	75. Basses-Pyrénées	14.169
16. Vienne	59.625	46. Gers	32.667	76. Lot	13.206
17. Deux-Sèvres	59.179	47. Haute-Marne	32.534	77. Oise	13.041
18. Mayenne	57.332	48. Finistère	32.234	78. Alpes-Maritimes	12.117
19. Loir-et-Cher	57.219	49. Meuse	31.590	79. Hautes-Pyrénées	10.431
20. Vosges	53.081	50. Charente	31.532	80. Doubs	10.403
21. Manche	52.456	51. Haute-Vienne	31.310	81. Basses-Alpes	9.125
22. Hérault	52.019	52. Vaucluse	31.183	82. Hautes-Alpes	5.376
23. Nièvre	51.391	53. Aveyron	31.047	83. Lozère	2.973
24. Cher	51.047	54. Aube	31.013	84. Nord	2.394
25. Haute-Savoie	49.086	55. Loire	30.777	85. Somme	2.008
26. Loiret	48.927	56. Allier	30.219	86. Cantal	1.181
27. Saône-et-Loire	47.694	57. Calvados	30.777	87. Seine	385
28. Ardèche	46.733	58. Var	28.820	88. Pas-de-Calais	7
29. Charente-Inf ^{re}	44.733	59. Marne	28.343		
30. Orne	44.230	60. Tarn-et-Garonne	28.277		

Ainsi 4 départements comptent plus de 80.000 bouilleurs ; 11 en comptent plus de 60.000 ; 21 en comptent plus de 40.000 ; 32 en comptent plus de 20.000 et 20 seulement ont moins de 20.000 récoltants qui distillent. Dans les trois quarts des départements français le nombre des bouilleurs dépasse donc 20.000 !

En tête de cette imposante cohorte viennent les départements où les quantités de matières premières mises en œuvre par chaque récoltant, et qui consistent surtout en marcs et lies ou principalement en fruits, sont généralement peu importantes. Les 103.423 bouilleurs de la Loire-Inférieure ne produisent par exemple que 7.315 hectolitres d'alcool ; les 91.617 récoltants du Bas-Rhin distillent 4.983

hectolitres. Le Puy-de-Dôme et l'Isère qui viennent au dixième et onzième rang ont une production respective de 2.296 hectolitres et de 4.199 hectolitres. Cependant, cette règle d'après laquelle les départements à grand nombre de bouilleurs ne sont pas forcément ceux qui produisent le plus d'eaux-de-vie, souffre une exception en faveur des producteurs de cidres. Les départements où l'on brûle le cidre arrivent en effet en bonne place dans le classement : Ille-et-Vilaine (2) Morbihan (5) Côtes-du-Nord (6) Sarthe (7) et leur production est loin d'être négligeable, puisque pour prendre l'exemple de l'Ille-et-Vilaine ce département avec ses 95.828 bouilleurs produit 16.940 hectolitres d'alcool. Quoi qu'il en soit il semble que l'on peut maintenir cette idée que le nombre des bouilleurs est lié davantage à la nature des produits obtenus qu'à l'importance de la production, l'examen du second tableau va venir corroborer cette opinion.

§ 2. — Répartition selon l'importance de la production
des bouilleurs

Classement des départements d'après la production des bouilleurs de cru
Campagne 1933-1934

	hectol.		hectol.		hectol.
1. Hérault	38.828	31. Isère	4.199	61. Haute-Marne	1.340
2. Aude	35.396	32. Indre	4.160	62. Aisne	1.287
3. Charente	23.247	33. Vienne	4.105	63. Landes	1.234
4. Pyrénées-Orien.	19.587	34. Rhône	3.452	64. Tarn-et-Garonne	1.134
5. Charente-Inf ^{re}	16.815	35. Deux-Sèvres	3.401	65. Haute-Vienne	1.096
6. Ille-et-Vilaine	16.490	36. Seine-Inférieure	3.201	66. Ardennes	1.090
7. Gard	14.265	37. Dordogne	3.104	67. Haute-Saône	1.013
8. Calvados	12.249	38. Haut-Rhin	3.007	68. Meuse	844
9. Manche	11.437	39. Tarn	2.985	69. Alpes-Maritimes	808
10. Sarthe	10.099	40. Seine-et-Marne	2.735	70. Jura	805
11. Var	9.883	41. Cher	2.531	71. Lot	774
12. Orne	9.788	42. Finistère	2.511	72. Vosges	755
13. Loir-et-Cher	9.508	43. Drôme	2.485	73. Corrèze	745
14. Mayenne	9.346	44. Seine-et-Oise	2.483	74. Basses-Alpes	739
15. Bouches-du-Rhône	9.008	45. Ain	2.409	75. Ariège	703
16. Maine-et-Loire	9.002	46. Puy-de-Dôme	2.296	76. Oise	645
17. Indre-et-Loire	8.011	47. Côte-d'Or	2.224	77. Basses-Pyrénées	582
18. Loire-Inférieure	7.315	48. Allier	2.201	78. Hautes-Pyrénées	574
19. Vaucluse	7.267	49. Savoie	2.163	79. Creuse	542
20. Gironde	6.684	50. Moselle	2.156	80. Doubs	504
21. Morbihan	5.490	51. Marne	2.154	81. Hautes-Alpes	494
22. Gers	5.446	52. Loire	2.133	82. Haute-Loire	395
23. Vendée	5.205	53. Haute-Garonne	1.991	83. Lozère	154
24. Côtes-du-Nord	5.069	54. Haute-Savoie	1.902	84. Nord	124
25. Eure	5.049	55. Eure-et-Loir	1.869	85. Somme	104
26. Bas-Rhin	4.983	56. Aveyron	1.829	86. Seine	44
27. Yonne	4.459	57. Lot-et-Garonne	1.766	87. Cantal	35
28. Saône-et-Loire	4.410	58. Aube	1.675	88. Pas-de-Calais	0,63
29. Ardèche	4.277	59. Meurthe-et-Moselle	1.522		
30. Loiret	4.252	60. Nièvre	1.350		

La répartition territoriale est donc bien différente selon que l'on envisage le nombre des bouilleurs ou la production. Les départements où l'on compte le plus grand nombre de bouilleurs ne sont pas ceux dont la production est la plus importante ; l'importance quantitative de la production tient essentiellement à la nature des matières d'où est extrait l'alcool. En tête du classement arrivent les départements où l'on distille par grande quantité le vin et ses sous-produits

marcs et lies : Hérault, Aude, Charente, Pyrénées-Orientales, Charente-Inférieure, Gard, Var, Bouches-du-Rhône, Gironde, Gers, etc... Les cinq premiers dont la production varie de 38.828 hectolitres à 16.815 occupent respectivement les 22°, 39° 50°, 67° et 29° place du point de vue du nombre des bouilleurs. Viennent après les départements producteurs d'eaux-de-vie de cidre : Ille-et-Vilaine, Calvados, Manche, Sarthe, Orne, Mayenne, etc... Suivent les départements où l'on distille surtout des fruits tels que le Bas-Rhin, l'Yonne, l'Ardèche, le Haut-Rhin. Enfin la fin de la liste comprend un grand nombre de départements dans lesquels les matières mises en œuvre, sont diverses avec prédominance des marcs et des fruits.

Si l'on se reporte au tableau II et que l'on examine globalement la production et la consommation en franchise, on constate que les quantités consommées sans payer l'impôt représentent environ 40 % des quantités produites. Si l'on observe la répartition départementale de l'allocation, on remarque dans les départements où la production n'est pas très importante, mais où, par contre, le nombre des récoltants est considérable, les quantités allouées en franchise ont tendance à se rapprocher des quantités totales distillées, et à dépasser très nettement la proportion moyenne de 40 % ; ce qui indique que dans ces régions les cultivateurs mettent en œuvre le volume de matières premières juste suffisant pour obtenir les dix litres d'alcool auxquels ils ont droit en franchise. Par exemple dans le Haut-Rhin où l'on brûle principalement des fruits sur 3.007 hectolitres d'alcool produits, 2.778 hectolitres sont alloués en franchise représentant 92 % du total. Dans le Morbihan 79.225 bouilleurs distillent 5.490 hectolitres d'eau-de-vie de cidre et reçoivent 4.893 hectolitres en franchise, soit 89% ; la distillation des marcs et des fruits par 51.391 récoltants dans la Nièvre donne 1.350 hectolitres d'alcool sur lesquels 1.274 sont accordés en franchise soit une proportion de 94,3 %. Inversement dans les départements où la production est très importante, la partie consommée exempte de droits est proportionnellement bien plus faible, témoin le cas de la Cha-

rente où l'allocation est de 1.979 hectolitres et la production de 23.247. Ceci nous indique que dans ces régions les opérations des bouilleurs sont effectuées dans un but commercial, faisant perdre ainsi aux immunités dont jouissent les récoltants ce caractère familial que le législateur a voulu leur attribuer. Nous sommes ainsi amenés, après avoir étudié la répartition des bouilleurs d'un point de vue quantitatif, à l'étudier d'un point de vue qualificatif, c'est-à-dire suivant les diverses variétés d'eaux-de-vie obtenues.

SECTION III. — RÉPARTITION DE LA PRODUCTION DES BOUILLEURS DE CRU SELON LA NATURE DES EAUX-DE-VIE OBTENUES

Les eaux-de-vie produites par les bouilleurs de cru offrent plusieurs types correspondant aux diverses variétés de matières mises en œuvre et aux divers terroirs sur lesquels celles-ci sont cultivées. L'étude des différentes eaux-de-vie obtenues par les récoltants et l'examen de la place que prennent ces eaux-de-vie sur le marché de l'alcool de bouche, sont des questions spécialement importantes.

§ 1. — *Les diverses variétés d'eaux-de-vie naturelles.*
Leur proportion dans la production des bouilleurs de cru

I. — *Les diverses variétés d'eaux-de-vie*

Les eaux-de-vie, boissons alcooliques obtenues par la distillation des fruits ou de leur jus fermenté, ont une teneur alcoolique généralement inférieure à 70°. Elles comprennent les eaux-de-vie de vin, de lies et de marcs, les eaux-de-vie de cidres et de poirés que l'on fait vieillir dans des tonneaux en bois où elles prennent une teinte ambrée ; puis les eaux-de-vie de fruits : cerises, merises, prunes, mirabelles, prunelles, groseilles, framboises, pêches, etc... que l'on appelle eaux-de-vie blanches parce qu'elles sont conservées dans des récipients en verre afin qu'elles restent incolores.

a) *Les eaux-de-vie de vin, lies et marcs.*

Les eaux-de-vie de vin les plus appréciées et universellement connues sont celles de Cognac, de l'Armagnac et du Languedoc. Le Cognac est obtenu par la distillation de vins blancs provenant de la région délimitée. Suivant le procédé Charentais la distillation se fait en deux opérations au moyen d'alambics très simples dans lesquels on brûle le vin avec sa lie. La première passe donne le brouillis que l'on épure dans une seconde passe ou bonne chauffe pour obtenir le Cognac qui est mis vieillir dans des fûts en chêne. Les eaux-de-vie de Cognac comprennent divers crus : La grande Champagne, La petite Champagne, les Bordéries, les Fins-Bois, les Bons Bois, les Bois Ordinaires et les Bois à Terroir. Ces crus sont situés dans les départements des Charentes, de la Charente-Inférieure, de la Dordogne et des Deux-Sèvres.

Comme le Cognac, l'Armagnac est le produit de la distillation d'un vin blanc, mais l'opération est faite avec un alambic spécial en une seule chauffe. On distingue trois crus : le Bas-Armagnac, la Ténarèze et le Haut-Armagnac. La région de l'Armagnac englobe le département du Gers, une partie des Landes, du Lot-et-Garonne, du Tarn-et-Garonne et de la Haute-Garonne.

Les autres eaux-de-vie de vin qui ont une certaine réputation sont celles du Languedoc provenant du Gard, de l'Hérault, et de l'Aude. A côté de ces eaux-de-vie et des 3/6 qui sont des eaux-de-vie dont la rectification est déjà plus poussée, les bouilleurs du Midi produisent, par l'intermédiaire de leurs coopératives remarquablement outillées, des alcools viniques absolument neutres et capables de rivaliser avec les alcools industriels. Dans la catégorie des alcools de marc il faut ranger les eaux-de-vie de marc produites par la distillation directe des marcs à feu nu ou à la vapeur, leur goût spécial dû aux huiles essentielles contenues dans la rafle, les peaux et les pépins, est apprécié de beaucoup de connaisseurs. Les plus réputées proviennent de la Champagne, de la Bourgogne, de la Franche-Comté, de

Touraine et d'Auvergne. En 1933-34 la production des départements où les bouilleurs mettent en œuvre des vins, marcs et lies, s'est élevé à 76.276 hectolitres d'alcool provenant de la distillation des vins et à 216.870 hectolitres provenant de la distillation des marcs et lies, soit un total de 293.146 hectolitres d'alcool pur, un peu plus élevé que la moyenne des 10 dernières campagnes qui est de 275.856 hectolitres.

b) *Les eaux-de-vie de cidre.*

Les eaux-de-vie de cidre et de poiré se font avec les marcs des cidres et des poirés ou avec ces boissons elles-mêmes. On obtient en deux chauffes successives un spiritueux titrant environ 60° ; il faut séparer les produits de tête qui renferment beaucoup d'aldéhydes et d'éthers susceptibles de communiquer un mauvais goût ainsi que les produits de queue qui contiennent des huiles essentielles lourdes. La Normandie et la Bretagne ont en somme le monopole de la fabrication et de la consommation de cette eau-de-vie communément appelée « Calvados » ou « Fine normande ». La production en est surtout concentrée dans les départements suivants : Calvados, Orne, Manche, Sarthe, Eure, Mayenne, Ille-et-Vilaine, Seine-Inférieure, Morbihan, Finistère, Eure-et-Loir, Côtes-du-Nord, Maine-et-Loire et Loire-Inférieure.

Pendant la campagne 1933-1934, la fabrication de l'eau-de-vie de cidre a atteint 106.956 hectolitres (en alcool pur) soit environ 10.000 hectolitres de plus que la moyenne de la production des dix dernières campagnes (96.161 hectolitres).

c) *Les eaux-de-vie de fruits.*

On réserve la désignation d'eaux-de-vie de fruits, aux spiritueux produits par la distillation de certains fruits. Ces eaux-de-vie blanches sont agréables, très parfumées, et possèdent un arôme délicat quand elles sont faites avec des fruits murs et parfumés. Les principales sont : le kirsch

que l'on fait avec des cerises ou des merises, le marasquin obtenu par la distillation des pêches et des abricots, les eaux-de-vie de prunes faites avec la prune Quetsch, les eaux-de-vie de mirabelles, prunelles, groseilles, myrtilles, framboises, etc... (1). Les eaux-de-vie de fruits les plus appréciées se font en Alsace, en Lorraine, dans le Doubs, la Haute-Saône, les Vosges et aussi en Bretagne. (Départements où l'on brûle les fruits : Ardèche, Dordogne, Doubs, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Haut-Rhin, Bas-Rhin, Haute-Saône, Haute-Savoie, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Vosges, Yonne).

27.365 hectolitres d'alcool de fruits ont été obtenus par les bouilleurs de cru au cours de la campagne 1933-1934. La moyenne des dix dernières campagnes est de 21.469 hectolitres.

II. — *Proportion entre les différentes catégories d'alcool produites par les bouilleurs de cru*

Ainsi, en récapitulant, la campagne 1933-1934 a permis aux bouilleurs de cru de produire 427.467 hectolitres d'alcool se répartissant de la façon suivante :

293.146 hectolitres d'alcool provenant de la distillation des vins, piquettes, marcs et lies de vins ; soit 68,5 % de la production totale.

106.956 hectolitres d'alcool provenant de la distillation des pommes, poires, cidres et poirés, marcs de pommes et de poires, lies de cerises et de poirés : soit 25 % de la production totale.

27.365 hectolitres d'alcool provenant de la distillation des fruits autres que les pommes et les poires : soit 6,5 % de la production totale.

Et ce qui prouve combien, en tablant sur les résultats de 1933-34, nous raisonnons sur une campagne normale, c'est que les chiffres que nous venons d'indiquer sont pres-

(1) Bien entendu ne sont bouilleurs de cru que ceux qui distillent les cerises, prunes et prunelles.

que identiques à ceux des moyennes des dix dernières campagnes qui s'élèvent respectivement à 70,5 %, 24 % et 5,5 %.

Ces résultats nous montrent que la production des bouilleurs de cru qui distillent les produits de la vigne est près de trois fois supérieure à celle des récoltants qui brûlent les fruits du pommier à cidre et du poirier à poiré, et cette constatation n'est pas négligeable au moment où le système de la réglementation est rejeté par les bouilleurs de l'Ouest ; il ne faut pas perdre de vue que les deux tiers de l'alcool distillé sont produits par les bouilleurs de vins et marcs qui se montrent satisfaits de la réglementation du privilège. Enfin on peut remarquer que les récoltants qui mettent en œuvre des fruits autres que les pommes et poires dont le nombre est important participent à la production générale dans la proportion restreinte de 5,5 %.

§ 2. — *Part des bouilleurs de cru dans la production des alcools naturels*

Pour examiner la part que prennent les bouilleurs dans la production des alcools naturels, il faut examiner successivement la place qu'occupe la production totale des récoltants vis-à-vis de la production totale des alcools naturels et la place des bouilleurs à l'intérieur de chaque catégorie d'alcool.

A. — *Part des bouilleurs de cru dans la production générale*

La loi du 30 juin 1916 a été exceptionnellement favorable aux producteurs d'alcools naturels en leur réservant la fourniture exclusive de la consommation de bouche. Non seulement les prix ont prodigieusement monté du fait de la suppression de la concurrence des alcools dits d'industrie, mais encore les quantités produites se sont considérablement accrues. Sans doute la progression est aujourd'hui influencée par la crise générale dont souffre l'économie de notre pays, cependant la production des alcools naturels atteint actuellement presque le quintuple de ce qu'elle était avant

la guerre. La production des alcools naturels oscillait alors autour de 200.000 hectolitres, elle varie aujourd'hui autour de 1 million d'hectolitres ayant même dépassé 1.250.000 hectolitres durant la campagne 1929-1930. Quelle part revient aux bouilleurs de cru dans cette fabrication ? Nous établirons la moyenne des cinq dernières campagnes pour éliminer toute influence d'années exceptionnelles. La production totale des alcools provenant des vins, piquettes, marcs et lies de vins, des pommes et des poires, des cidres et poirés, des fruits autres que les pommes et poires ont atteint successivement pour chaque campagne :

1929-1930.....	1.250.145 hect.
1930-1931.....	613.906 »
1931-1932.....	933.007 »
1932-1933.....	943.387 »
1933-1934.....	933.550 » (1)

soit une moyenne de 934.797 hectolitres.

La part prise à cette production par les bouilleurs a été :

1929-1930.....	526.035 hect.
1930-1931.....	320.536 »
1931-1932.....	466.150 »
1932-1933.....	393.699 »
1933-1934.....	427.467 »

soit une moyenne de 426.777 hectolitres.

La production des bouilleurs de cru représente donc en moyenne 45,6 % de la fabrication totale des alcools naturels, que l'on appelait « alcools libres » avant que le décret-loi du 30 juillet 1935 n'instituât le monopole. Les distillations des récoltants atteignent par conséquent presque la moitié des distillations totales. L'importance de cette production est donc considérable et nous montre que la question du privilège n'est pas qu'une querelle de principes ; il serait parfaitement incompréhensible que des quantités d'alcool

(1) C'est à dessein que nous ne faisons pas état de la campagne 1934-1935. Ses résultats ont été, en effet, fortement influencés par la distillation obligatoire des vins et sont, par suite, anormaux.

aussi importantes échappent à tout contrôle et à toute surveillance de la part de l'Administration des Contributions indirectes.

B. — *Part des bouilleurs de cru*
suivant les différentes sortes d'alcool

Ce n'est pas seulement au regard de la totalité des alcools naturels qu'il est intéressant d'examiner la production des bouilleurs, mais aussi au regard des diverses sortes d'alcool obtenues.

Au cours des cinq années envisagées la production totale moyenne des alcools naturels par les distillateurs de profession et les bouilleurs de cru d'une part et la production moyenne particulière des bouilleurs de cru d'autre part, se répartissent de la façon suivante :

<i>Professionnels et bouilleurs de cru</i>		<i>Bouilleurs de cru</i>	<i>Proportion</i>
Alcools de vin	213.552 hl.	83.219 hl.	38,9 %
Alcools de cidre et poiré, de vin	291.403 hl.	216.754 hl.	74,3 %
Alcools de cidre et poiré, marcs et lies de cidre et poiré	402.536 hl.	102.344 hl.	25,4 %
Alcools de fruits	27.306 hl.	24.458 hl.	89,5 %

Ce petit tableau montre que les bouilleurs de cru prennent une part beaucoup plus importante à la distillation des produits de la vigne qu'à celle des produits du pommier à cidre et du poirier à poiré. En effet, si l'on fait le total des alcools viniques, on obtient le chiffre de 504.955 hl. pour les distillateurs et les bouilleurs de cru réunis et le chiffre de 299.973 hl. pour les récoltants seuls, la production de ces derniers atteint donc 59,4 % de la production totale de l'alcool provenant des vins et sous produits. Au contraire les bouilleurs de cru distillant les pommes et poires, cidres

et poirés, mares pommes et poires, lies de cidres et de poirés, ne produisent en moyenne que 25,4 % de la production des alcools cidricoles.

On remarque que la part des bouilleurs de fruits est très importante puisqu'elle s'élève à 89,5 % du total des alcools de fruits. Cela tient à ce que la distillation des fruits ne porte généralement que sur de petites quantités et que le commerce de ces eaux-de-vie, concentré dans l'Est, est assez restreint. Cette prépondérance des bouilleurs brûlant les produits de la vigne ne doit pas être oubliée, en particulier les bouilleurs de l'Ouest qui honnissent la réglementation ne seraient peut-être pas ceux qui bénéficieraient le plus d'une mesure supprimant tout contrôle !

SECTION IV. — FONCTIONNEMENT PRATIQUE DU PRIVILÈGE

Nous avons vu au titre précédent quelles sont les formalités que le bouilleur doit accomplir selon qu'il désire distiller sa récolte, en atelier public, en coopérative ou à domicile, en utilisant son propre alambic ou l'appareil d'un loueur ambulant ; il reste à voir comment dans la pratique les distillations se partagent entre ces trois systèmes. Nous donnerons une rapide description de chaque procédé, qui sera suivie d'indications concernant le nombre des bouilleurs l'utilisant et concernant les quantités d'alcool produites. Enfin, nous indiquerons dans quels départements a été adopté le nouveau régime du forfait.

§ 1. — *La distillation en ateliers publics*

Que les mots d'ateliers publics ne fassent pas naître dans l'esprit l'image d'un appareillage compliqué et soigneusement agencé ; la plupart du temps, du moins dans le département du Cher, où nous avons visité quelques ateliers, il s'agit d'installations rudimentaires. L'atelier le plus souvent est situé à la croisée des chemins ou bien sur la place publique du village où opère le loueur ambulant ; parfois

la proximité d'un point d'eau, fontaine ou abreuvoir, dicte le choix de l'emplacement. Quelques planches pour s'abriter des intempéries, car la distillation commence après les vendanges et la mauvaise saison est venue, et les bouilleurs ambulants, ayant amené leurs alambics, sont bientôt prêts à mettre leurs services à la disposition des intéressés ; en pratique, en effet, les bouilleurs de cru font effectuer leurs distillations par un loueur, mais rien ne s'oppose bien entendu à ce qu'ils distillent eux-mêmes à l'atelier avec leur propre appareil.

Les alambics utilisés le plus couramment sont à feu nu, d'une contenance variant entre 100 et 400 litres environ, mais il existe aussi des appareils plus puissants chauffés à la vapeur ; certains de ces appareils possèdent une colonne rectificatrice leur permettant de produire du premier jet une eau-de-vie titrant 70° environ que l'on ramène ensuite à 50° par addition d'eau. Le bouilleur ambulant se charge des formalités envers la Régie et travaille à façon : il va chercher les matières premières au domicile du propriétaire et ramène l'eau-de-vie obtenue moyennant le paiement d'une somme forfaitaire de 2 fr. 50 par litre d'eau-de-vie à 50°. Dans les campagnes où les cultivateurs conduisent leurs marcs ou fruits à la brûlerie et fournissent le combustible, le prix s'abaisse à 1 fr. 50 par litre.

Le système des ateliers publics est avantageux pour les intérêts du Trésor car la fraude y est malaisée, le service des Contributions indirectes peut en effet intervenir à tout moment pour effectuer des vérifications. La fabrication frauduleuse et l'écoulement clandestin de l'eau-de-vie nécessiteraient la complicité des bouilleurs ambulants dirigeant l'atelier et ces derniers sont peu soucieux de s'exposer aux lourdes amendes susceptibles de les frapper.

La distillation en ateliers publics est pratiquée dans la France entière si l'on met à part les départements du Haut et du Bas-Rhin. Malgré cette généralité, dans certains départements ce système est usité concurremment avec la distillation à domicile ou en brûleries coopératives, dans d'autres au contraire, il est exclusif de ces deux procédés. L'ate-

lier est principalement utilisé dans les départements producteurs d'Armagnac et de Cognac, on le trouve aussi beaucoup employé dans les régions où les bouilleurs sont nombreux mais avec une production individuelle assez restreinte portant principalement sur la distillation des marcs, lies et fruits : Allier, Aube, Cher, Creuse, Drôme, Indre, Isère, Loire, Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Haute-Marne, Meuse, Nièvre, Puy-de-Dôme, Savoie, Haute-Savoie, Seine-et-Marne, Tarn, Vaucluse, Vendée, Haute-Vienne, Yonne. Enfin, dans les régions cidricoles où il n'existe pas de gros bouilleurs de cidre, beaucoup de récoltants recourent volontiers à l'atelier public, c'est le cas des Côtes-du-Nord, de la Mayenne, du Morbihan et pour partie du Finistère et de l'Ille-et-Vilaine.

Au cours de la campagne 1933-1934, plus de 2 millions de récoltants ont distillé en ateliers publics, soit 74 % du nombre total. Ils ont produit 182.454 hectolitres, c'est-à-dire 42,7 % de la production globale, ayant traité 22.270 hl. d'alcool de vin, 90.455 hl. d'alcool de marcs et lies de vins, 52.064 hl. d'alcool de cidre et 17.663 d'alcool de fruits. La plupart des récoltants qui ont recours à la distillation en ateliers publics semblent donc être de petits producteurs puisque la moyenne de leur fabrication individuelle ressort au chiffre peu élevé de 9 litres environ. La majorité d'entre eux ont donc pour but principal, en distillant, de profiter simplement de l'allocation en franchise.

§ 2. — *La distillation en brûleries coopératives ou syndicales*

La viticulture est une des branches de l'agriculture dans laquelle la coopération s'est révélée fertile en résultats, et les distilleries coopératives occupent une place importante dans la production des alcools de marcs et de vin (1). La première distillerie coopérative fut fondée dans l'Hérault et c'est dans les départements du Midi que ces institutions ont pris une rapide extension. Plus de la moitié des brûleries

(1) Louis Tardy : *La Coopération vinicole en France*, 1929.

coopératives de France (591 sur les 869 dénombrées en 1934) sont situées dans les départements de l'Aude, des Bouches-du-Rhône, du Gard, de l'Hérault, des Pyrénées-Orientales, du Rhône, du Tarn et du Var ; et ce sont celles dont la production est de beaucoup la plus importante.

La constitution des distilleries coopératives est assez simple. Quelques vigneronns prennent l'initiative de fonder une association et, s'assurant la participation de sociétaires, ils provoquent une réunion au cours de laquelle on nomme un conseil d'administration chargé d'organiser l'entreprise. Constituées sous forme de sociétés civiles, les distilleries coopératives exigent des sociétaires une souscription en capital s'élevant à 3-4 francs par hectolitre de vin, soit à 25 à 30 francs par quintal de marcs distillés. Cet apport s'élève en général au tiers des fonds nécessaires, le reste est, le plus souvent, avancé par la Caisse nationale de Crédit Agricole, et actuellement certaines coopératives reçoivent des subventions de l'Etat. Le choix du gérant par le conseil d'administration est un point délicat car de son habileté et de sa compétence dépend en grande partie le succès de l'entreprise, c'est lui qui est chargé de tenir les registres qui permettent le contrôle de la Régie.

Les adhérents se partagent les bénéfices au prorata de leurs apports de matières premières suivant la richesse alcoolique de celles-ci. Les bouilleurs de cru peuvent retirer chez eux la part d'eau-de-vie qui leur revient, il peuvent aussi confier à la coopérative le soin de conserver et de vendre l'alcool, cette manière de faire à l'avantage de permettre le warrantage des produits.

Le matériel des distilleries coopératives du Midi est le plus souvent très puissant ; c'est ainsi, pour prendre un exemple, que la coopérative « La Catalane » de Perpignan possède des installations comportant tous les derniers perfectionnements et que ses appareils de distillation peuvent produire 100 hectolitres d'alcool pur en 24 heures (1). La

(1) Bougueret : La société coopérative de distillation « La Catalane », J. d'agriculture pratique 1926, t. 2, p. 152.

production est très importante : annuellement la coopérative traite plus de 7.500.000 kilogs de marcs. Une autre caractéristique intéressante du groupement des producteurs est l'utilisation des sous-produits qui étaient autrefois perdus. Parmi les produits ainsi récupérés on peut citer l'huile de pépins de raisins, les savons, les produits tartriques. Les résidus mêmes de fabrication sont également utilisés, les déchets de marcs, les pépins déshuilés donnent un terreau qui produit un excellent engrais, enfin la rafle sert de combustible (1).

A côté de ces coopératives du Midi à rayon d'action étendu on doit mentionner des coopératives de distillation à circonscription ordinairement communale. Ces coopératives ont une organisation très différente de celles dont nous venons de parler. Elles se bornent à l'utilisation en commun d'un alambic à feu nu de 300 à 500 litres que les sociétaires se sont procuré pour 8 à 10 mille francs. Le distillateur de la société s'installe et distille sur la place du village. Cette distillation rappelle celle effectuée dans les ateliers publics par les bouilleurs ambulants, mais ici l'appareil appartient en commun aux bouilleurs de cru. On rencontre ces brûleries coopératives dans l'Ain (20), l'Ardèche, l'Aveyron, la Charente-Inférieure (13), l'Indre, l'Isère, le Loiret, le Lot-et-Garonne, la Vendée et surtout dans le Loir-et-Cher (57) et la Saône-et-Loire (27). Enfin bien que la coopération soit presque inutilisée par les producteurs d'eaux-de-vie de cidre on trouve 70 coopératives dans la Sarthe groupant 20.468 bouilleurs, 5 dans l'Ille-et-Vilaine groupant 3.046 bouilleurs et 11 dans le Maine-et-Loire avec 3.183 récoltants.

Pendant la campagne 1933-1934, 869 brûleries coopératives ont fonctionné. Elles ont été fréquentées par 184.373 bouilleurs de cru représentant 7 % de la totalité des récoltants distillant leurs produits. Leur fabrication a été de 131.071 hl. d'alcool pur, soit 30,7 % de la production entière se répartissant en 20.753 hl d'alcool de vin et 97.032 hl

(1) Lafforgue : Les distilleries coopératives méridionales et le problème de l'alcool. Thèse Toulouse 1934.

d'alcool de marcs, soit un total de 117.785 hl d'alcool provenant de la vigne ; 13.035 hl d'alcool de cidre et 250 hl d'alcool de fruits.

De l'examen de ces chiffres on peut conclure que, parmi les bouilleurs de cru distillant en coopératives, très nombreux sont ceux dont la production est très importante, la production moyenne par bouilleur est en effet de 72 litres d'alcool pur, cela tient vraisemblablement à la distillation coopérative méridionale qui met en œuvre de grosses quantités de marcs de raisins. Enfin on peut remarquer que la part de la coopération est insignifiante dans la distillation des fruits et qu'elle est peu considérable dans la production des eaux-de-vie de cidre et poiré ; la distillation coopérative est principalement utilisée pour le traitement des marcs et lies de vin et dans une mesure plus restreinte pour la distillation des vins. Ce développement des distilleries coopératives de marcs tient vraisemblablement à ce que l'alcool de marcs ne souffre aucunement du mélange des matières premières, mélange nécessaire pour arriver aux avantages qui s'attachent à la concentration de la production ; au contraire, beaucoup de récoltants de fruits, cidres et vins répugnent à mêler leurs récoltes tenant à conserver à leurs produits, en même temps que la marque du terroir, leur individualité qui fait leur qualité.

La distillation en brûleries coopératives, avantageuse pour les récoltants en raison des simplifications de formalité accordées par l'Administration et dont nous avons déjà parlé, l'est aussi pour le Trésor car la concentration des distillations rend la surveillance plus aisée et la fraude moins probable.

§ 3. — *La distillation à domicile*

Les bouilleurs de cru peuvent aujourd'hui, quelle que soit l'importance de leur production, distiller leurs récoltes à domicile ou bien en utilisant leur propre alambic ou bien en utilisant l'appareil d'un loueur ambulant. Les récoltants ayant une brûlerie particulière sont libres, maintenant que

les périodes de distillation sont supprimées, de travailler à toute époque de l'année, il leur faut cependant se soumettre à certaines formalités que nous avons détaillées au Titre précédent, et qui sont d'ailleurs simplifiées pour les bouilleurs dont la production annuelle est inférieure à 50 litres d'alcool pur.

Les alambics utilisés sont le plus souvent d'un modèle ancien, à feu nu et d'une contenance dépassant rarement 100 ou 200 litres, certains gros bouilleurs possèdent cependant des appareils plus puissants et plus modernes. La qualité de l'eau de vie obtenue dépend évidemment des matières premières mises en œuvre, mais aussi de l'habileté du distillateur et du soin apporté à la conduite de l'opération ; les bouilleurs sont, il est vrai, assez portés à voir dans leurs eaux-de-vie des produits parfaits pour cette seule raison qu'ils les ont distillés eux-mêmes.

Les récoltants travaillant à domicile sont divisés en deux groupes. D'une part les bouilleurs de cidres et de poirés de l'Ouest dont la production moyenne est très importante et d'autre part les innombrables petits bouilleurs du Nord-Est qui mettent en œuvre des fruits, cerises, prunes, prunelles et quelquefois des marcs. Les premiers sont concentrés dans les départements suivants : Calvados, Côtes-du-Nord, Eure, Eure-et-Loire, Finistère, Ille-et-Vilaine, Manche, Mayenne, Morbihan, Orne, Sarthe et Seine-Inférieure ; on trouve les seconds dans l'Aisne, la Côte d'Or, le Doubs, le Jura, la Marne, la Meurthe-et-Moselle, la Moselle, le Haut et le Bas-Rhin, la Haute-Saône, l'Yonne et aussi la Seine-et-Oise. Remarquons toutefois que dans beaucoup de ces régions il existe un certain nombre de cultivateurs qui opèrent en ateliers publics. On trouve également un nombre important de bouilleurs distillant chez eux dans des départements où la majorité des récoltants ont recours à l'atelier public et parfois à la coopérative ; ce sont la Charente, la Charente-Inférieure, la Dordogne, la Gironde, le Lot, le Lot-et-Garonne, le Tarn-et-Garonne et la Vienne. Dans ces départements on distille principalement des vins ou des marcs.

509.830 bouilleurs de cru ont travaillé à domicile au cours de la campagne 1933-1934, soit 19 % du nombre total. Leur production s'est élevée à 33.252 hl d'alcool de vin, 29.381 hl d'alcool de marcs et lies, 41.856 hl. d'alcool de cidre et 9.450 hl d'alcool de fruits, soit un total de 113.941 hl. représentant 26,6 % de la production globale. Il importe d'observer que sur les 509.830 bouilleurs, 214.515 seulement distillent par eux-mêmes, 295.315, soit près des deux tiers, ont recours aux offices d'un loueur ambulante. La production moyenne de chaque récoltant est assez élevée, elle est de 22 litres, il faut en déduire que beaucoup des bouilleurs distillant à domicile ont une production individuelle importante, cela se justifie surtout dans les régions cidricoles de l'Ouest car bien des récoltants de l'Est fabriquent des quantités minimales. Le nombre des bouilleurs distillant chez eux est donc assez élevé puisqu'il représente environ le cinquième du nombre total. Deux ordres de raisons semblent inciter les cultivateurs à travailler à domicile : c'est d'abord la tradition dans certaines régions : les bouilleurs en héritant des alambics de leurs pères, héritent de leurs méthodes, et puis, il faut compter avec l'individualisme des paysans qui aiment à distiller leurs eaux-de-vie eux-mêmes. D'autre part en dehors de ces raisons psychologiques, il est bon de remarquer que pour la distillation de certains fruits il est préférable d'éviter les mélanges de matières premières d'origines diverses afin d'obtenir des produits de meilleure qualité.

La distillation à domicile est évidemment moins favorable aux intérêts du Trésor que les autres procédés. En effet les agents des Contributions indirectes ne peuvent être partout à la fois, et il est possible au récoltant, surtout lorsque sa production est importante, de mettre de côté une certaine quantité d'eau-de-vie qui échappera à la prise en charge.

* * *

Si l'on se livre maintenant à une récapitulation, on constate que sur 100 bouilleurs de cru, 74 ont recours à l'atelier public, 7 distillent en coopérative et 19 travaillent

à domicile et parmi ceux-ci 12 distillent par l'intermédiaire d'un loueur ambulant tandis que 7 seulement distillent par eux-mêmes ; sur 100 récoltants 7 seulement sont donc en rapports directs avec la Régie.

Au cours de la campagne 1933-1934, 49.729 bouilleurs de cru ont demandé l'ouverture d'un compte, chez ces bouilleurs 126.400 hl. d'alcool ont été pris en charge par les agents des Contributions indirectes. Les droits ont été payés sur 44.271 hl. et 77.475 hl. ont été expédiés directement de la brûlerie, les quantités allouées en franchise se sont élevées à 179.320 hl.

Si on envisage la nature des produits, on observe que :
Pour les alcools de vin : 29,5 % sont distillés en ateliers publics, 26,5 % en brûleries coopératives et 44 % à domicile.

Pour les alcools de marcs et lies : 41,8 % sont distillés en ateliers publics, 44,7 % en brûleries coopératives et 13,5 % à domicile.

Pour les alcools de cidre et poiré : 48,7 % sont distillés en ateliers publics, 12,2 % en brûleries coopératives et 39,1 % à domicile.

Pour les alcools de fruits : 64,5 % sont distillés en ateliers publics, 1 % en brûleries coopératives et 34,5 % à domicile.

Quant aux quantités globales produites, 42,7 % le sont en ateliers, 30,7 % en coopératives et 26,6 % à domicile. Ainsi 73,4 % du total des alcools obtenus sont fabriqués selon des procédés qui sauvegardent assez bien les intérêts du fisc.

Ces chiffres montrent l'importance des ateliers publics et des coopératives et ce sont ces systèmes qu'il faudrait voir encore se développer pour éviter parfois les vexations, et surtout pour tarir une des sources de la fraude.

§ 4. — *Les départements placés sous le régime du forfait départemental*

Le régime du forfait ne pouvant entrer en vigueur que dans les départements « dont les Conseils Généraux en feront

la demande », les assemblées départementales ont eu à se prononcer pour ou contre l'adoption du nouveau système durant les sessions d'août et décembre 1935. Voici la liste des départements qui sont placés sous le régime forfaitaire : (1).

Date d'entrée en vigueur	Date d'entrée en vigueur
Ariège..... 1 ^{er} Décembre	Mayenne..... 1 ^{er} Août
Aveyron..... 1 ^{er} Août	Moselle..... 1 ^{er} Octobre
Calvados..... 1 ^{er} Août	Nièvre..... 1 ^{er} Septembre
Côte-d'Or..... 1 ^{er} Juillet	Orne..... 1 ^{er} Août
Dordogne..... 1 ^{er} Décembre	Pas-de-Calais..... 1 ^{er} Décembre
Doubs..... 1 ^{er} Juillet	Pyrénées-Hautes..... 1 ^{er} Août
Eure..... 1 ^{er} Août	Pyrénées-Basses..... 1 ^{er} Août
Gironde..... 1 ^{er} Septembre	Rhin-Bas..... 1 ^{er} Juillet
Isère..... 1 ^{er} Octobre	Rhin-Haut..... 1 ^{er} Décembre
Jura..... 1 ^{er} Août	Saône-Haute..... 1 ^{er} Août
Lot..... 1 ^{er} Octobre	et Territoire de Belfort..... 1 ^{er} Décembre
Lot-et-Garonne..... 1 ^{er} Octobre	Savoie..... 1 ^{er} Octobre
Lozère..... 1 ^{er} Juillet	Savoie-Haute..... 1 ^{er} Novembre
Manche..... 1 ^{er} Août	Tarn-et-Garonne..... 1 ^{er} Décembre
Haute-Marne..... 1 ^{er} Novembre	Vosges..... 1 ^{er} Septembre

Ainsi au total 29 départements sur 88 (en ne comptant pas la Corse) se sont prononcés en faveur du régime forfaitaire, les deux tiers des Conseils Généraux ont donc préféré maintenir le *statu quo* et rester sous le système de la déclaration contrôlée.

On remarque aussitôt en examinant la liste ci-dessus que, si l'on met à part les départements cidricoles de l'Ouest, aucun des autres départements ayant adopté le nouveau régime, ne compte parmi les pays où la production d'alcool de cru est très importante, ni parmi les régions où le nombre des bouilleurs de cru est très élevé (sauf le Haut-Rhin et le Bas-Rhin). N'est-ce pas un indice que dans les dépar-

(1) Nous devons ce tableau à l'obligeance de l'Administration des Contributions indirectes.

tements « gros bouilleurs » on a considéré la réforme comme inopportune ? Le système du forfait a été surtout vu avec faveur dans les régions où l'on recourt beaucoup à la distillation à domicile.

Les contrées du Midi pourtant placées en tête de la production de l'alcool de cru ont rejeté le système du forfait, elles y ont vu probablement le grand danger du vinage clandestin. Les régions vinicoles des Charentes et de l'Armagnac se sont montrées franchement hostiles au nouveau système ; tout le commerce de ces contrées est en effet basé sur l'authenticité des produits, authenticité garantie par les acquits spéciaux de couleurs. Les producteurs de Cognacs et d'Armagnacs ne veulent absolument pas qu'un régime quelconque, sous un prétexte de liberté porte atteinte à la renommée de leurs très grands crus, en faisant douter de leur origine par les fraudes qu'il permettrait. Malgré cela, les Conseils Généraux du Lot-et-Garonne et du Tarn-et-Garonne, départements participant à la production des Armagnacs, ont sacrifié à la liberté, les récoltants qui voudront obtenir la garantie d'origine devront donc prendre la position de bouilleurs de profession.

Le système forfaitaire a été adopté par les départements cidricoles normands dans lesquels s'était produite l'agitation ; mais tous les départements bouilleurs de cidre n'ont pas suivi ce mouvement, certains, dont la production est importante, ont préféré le maintien du *statu quo* notamment les Côtes-du-Nord, l'Ille-et-Vilaine, la Sarthe, la Seine-Inférieure ; la Mayenne elle-même s'est divisée, seul l'arrondissement de Mayenne sera soumis au forfait, les arrondissements de Laval et de Château-Gontier restant sous le régime ancien. Une autre partie de la France a vu le nouveau régime avec faveur. Un groupe important des départements de l'Est s'est prononcé pour la suppression du contrôle ; il faut reconnaître que le forfait est avantageux pour les nombreux petits bouilleurs de ces régions qui mettent en œuvre principalement des fruits ou des marcs. Mais il n'y a pas eu unanimité dans l'adhésion ; tandis que la Moselle et les Vosges se sont montrées favorables, la Meurthe-et-Moselle

s'est déclarée hostile. La Côte d'Or et la Nièvre sont devenues « forfaitaires » tandis que les départements voisins de l'Yonne et de la Haute-Saône ont préféré rester soumis au contrôle, pourtant les conditions de la production sont presque identiques et on ne voit guère pour quelles raisons certains Conseils Généraux ont adopté le nouveau régime tandis que d'autres l'ont rejeté.

Enfin, certains départements ont adopté le nouveau régime bien que les bouilleurs y soient peu nombreux et la production peu importante. C'est le cas notamment des Basses-Pyrénées, des Hautes-Pyrénées, de la Lozère et surtout du Pas-de-Calais. Pour ce dernier, on ne voit pas très bien quel peut être l'intérêt du nouveau régime ; en 1933, 7 bouilleurs ont distillé pour produire 63 litres d'alcool ! Soumettra-t-on tous les débitants du département à l'exercice pour donner satisfaction à 7 récoltants ?

En définitive, la majorité des Conseils Généraux se sont prononcés pour le maintien du régime de la déclaration contrôlée, le forfait ainsi « plébiscité » par les décisions des assemblées départementales n'a pas soulevé un bien grand enthousiasme parmi les récoltants, c'est la preuve, semble-t-il, que ce régime ne présente pas que des avantages et que les inconvénients qu'il est susceptible d'entraîner et dont nous avons déjà parlé ont été pris en sérieuse considération (1).

ADDENDUM. — LES BOUILLEURS DE CRU A L'ÉTRANGER

L'importance du vignoble et le morcellement de la propriété rurale en France rendent la question du privilège des bouilleurs de cru spéciale à notre pays. Aucune des nations qui nous entourent, sauf la Suisse, n'accorde l'immunité de consommation aux récoltants producteurs d'eau-de-vie ; dans la plupart des pays, l'alcool fait l'objet d'un monopole d'Etat ne laissant pas de place au privilège.

En Suisse, aux termes de la loi du 21 juin 1932, le droit de fabriquer et de rectifier les boissons distillées appartient

(1) Voir *supra*, p. 124.

à la Confédération qui accorde des concessions pour la fabrication des alcools lesquels doivent être livrés à la Régie des alcools. La distillerie domestique est placée sous la surveillance de la Régie mais il n'est pas exigé de concession pour la production non industrielle des eaux-de-vie de fruits ; si ces matières proviennent exclusivement de la récolte indigène du producteur, ou ont été récoltés par ses soins, à l'état sauvage. Le bouilleur peut consommer son eau-de-vie en franchise, mais l'alcool de fruits qui n'est pas nécessaire au ménage et à l'exploitation agricole du bouilleur de cru doit être livré à la Régie des alcools (1).

En Allemagne, il n'existe pas de privilège des bouilleurs de cru. En principe, tout l'alcool produit doit être livré au monopole de l'alcool. Une dérogation est faite cependant au profit des propriétaires récoltants dont la production ne dépasse pas 50 litres d'alcool pur. Ces propriétaires peuvent disposer librement de leur production, soit pour leur consommation personnelle soit en mettant l'alcool en vente. Cependant ils sont tenus dans tous les cas de payer la taxe de monopole (2).

En Belgique, la loi du 28 juillet 1902 modifiant celle de 1896 qui établissait l'exercice des distilleries, accorde une réduction d'impôt de 8 centimes par litre de flegme à 50° (10 centimes si la production annuelle est inférieure à 600 hl.). En cas de décès, le bénéfice de la réduction d'impôt est maintenue soit à l'époux survivant, soit à l'un des héritiers en ligne directe.

Pour jouir de la réduction d'impôt, les distillateurs agricoles ne peuvent produire que des flegmes (produits de premier jet) ; ils sont tenus de livrer *en totalité* et exclusivement à des rectificateurs ou à des distillateurs industriels les flegmes qui ne seraient pas exportés ou ne seraient pas dénaturés pour des usages industriels.

(1) Voir le texte complet, *Bul. de statistique et législation comparée* 1932, t. 2, p. 629.

(2) Loi du 8 avril 1922 § 78. *Bul. de statistique* 1930, t. 1, p. 119.

Les effets de la loi de 1902, en ce qui concerne les dispositions précitées, deviennent caducs au fur et à mesure que disparaissent les distilleries qui ont été mises en activité postérieurement au 1^{er} janvier 1901. Il n'existerait plus actuellement qu'une demi-douzaine de ces distilleries. Les récoltants belges ne jouissent donc d'aucune faveur.

En Espagne, les viliculteurs sont admis à distiller annuellement pour leur consommation particulière avec défense d'en vendre jusqu'à 50 litres d'eau-de-vie à 65°, à condition que les maires en fassent la demande en s'engageant à recouvrer pour le compte du Trésor l'impôt spécial et que la distillation s'opère dans des alambics communs installés par la municipalité (Loi 10 déc. 1908, art. 9). Il s'agit là d'un mode spécial de perception plutôt que d'un privilège (1).

En Italie, la législation ne contient pas de dispositions spéciales sur les bouilleurs de cru. Les coopératives de cultivateurs qui se livrent à des opérations de distillation reçoivent des bonifications supérieures à celles allouées aux autres producteurs (L. 11 juillet 1909 art. 1), mais restent soumises aux règles générales du contrôle. Ces bonifications ne constituent pas une immunité d'impôt, les droits sur l'alcool étant perçus à la fabrication, elles sont destinées à tenir compte des déchets (2).

La Tchécoslovaquie, dans une certaine mesure connaît le privilège. En effet, les récoltants de ce pays bénéficient d'une remise d'impôt sur leur consommation familiale, mais il importe d'observer qu'ils sont assimilés au point de vue du contrôle aux bouilleurs de profession.

La loi du 7 juin 1932 fixe l'impôt de fabrication et de consommation de l'alcool à 23 couronnes par degré hectolitre d'alcool (3).

(1) Rapport de M. Tournan 1916 n° 2034, p. 783. Nous n'avons pas de renseignements plus récents.

(2) Rapport de M. Tournan 1916 N° 2034, p. 783. Nous n'avons pas de renseignements plus récents.

(3) Voir le *Journal des Contributions indirectes* 1933, p. 69.

L'imposition de l'alcool à la production est faite d'après les constatations opérées à l'aide d'appareils de contrôle dans les distilleries. Tout bouilleur, qui sans interruption produit de l'alcool avec des fruits ou des raisins de sa propre récolte pour une quantité équivalente à 50 degrés hectolitres au moins, bénéficie d'une exemption d'impôt pour 25 degrés hectolitres qui doivent être exclusivement destinés à la consommation familiale.

DEUXIÈME PARTIE

Examen critique
de la condition des bouilleurs de cru

TITRE I

Le privilège est-il trop étroit ?

Les partisans des bouilleurs de cru ne voient dans le privilège, tel qu'il est aujourd'hui réglementé, qu'une caricature du privilège intégral. L'allocation en franchise, l'exemption partielle d'impôt sur les quantités consommées en sus de cette allocation et l'atténuation de contrôle dont bénéficient les récoltants leur semblent des avantages insuffisants. Ils réclament non seulement l'exonération complète de la consommation familiale, mais aussi et surtout, peut-on dire, la faculté de distiller sans aucune déclaration ni aucun contrôle ; l'Administration ne devant imposer l'eau-de-vie qu'à sa mise en circulation.

Pour examiner d'une façon complète l'argumentation des bouilleurs, il faut se placer à deux points de vue. D'une part en théorie : l'immunité se justifie-t-elle théoriquement ? Est-ce un droit ? comme le prétendent ses défenseurs, ou bien est-ce un privilège ? D'autre part, en fait : dans la pratique les facilités accordées aux récoltants sont-elles si étroites qu'elles causent une gêne à l'agriculture, à la viticulture et à la production cidricole ?

Ces questions vont faire l'objet de deux chapitres qui formeront ce premier titre

CHAPITRE I

Arguments théoriques

Est-ce un droit, est-ce un privilège ?

Les bouilleurs de cru, pour défendre leurs immunités et en réclamer l'extension, prétendent s'appuyer sur les grands principes du droit de propriété, de l'inviolabilité du domicile et de la liberté individuelle. Ils proclament volontiers que leur privilège, qui n'est d'après eux qu'un droit, peut se concilier avec le principe de l'égalité devant l'impôt. Ils soutiennent enfin que les lois de 1916 et de 1923 qui l'ont réglementé ne sont que des lois de guerre dont les effets doivent être provisoires. Nous allons examiner tous ces points.

SECTION I. — *LE PRIVILÈGE EST-IL UN ATTRIBUT DU DROIT DE PROPRIÉTÉ ?*

L'argument principal des bouilleurs, celui que l'on entend régulièrement à la tribune du parlement chaque fois que la question vient en discussion, consiste à dire que les immunités dont ils jouissent, bien loin d'être un privilège, ne sont au contraire que le corollaire, que l'attribut du droit de propriété. Nous ne voulons, disent les récoltants, d'aucun privilège, nous réclamons simplement le droit de faire ce que bon nous semble d'une chose qui nous appartient. Et ce droit de faire ce que l'on veut de sa récolte, d'en disposer à son gré, c'est le plus naturel, le plus légitime, le plus incontestable de tous : ce n'est que l'exercice du droit de propriété et il n'en est pas de plus sacré.

L'article 544 du Code civil, qui pensons-nous, disent-ils, s'applique à tous les Français, stipule en effet : « La

propriété est le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue » et l'art. 546 complète l'art. 544 « La propriété d'une chose soit mobilière, soit immobilière, « donne droit sur tout ce qu'elle produit et sur ce qui s'y « unit accessoirement, soit naturellement, soit artificielle-
« ment ». Par conséquent tout citoyen qui transforme en alcool les substances dont il est propriétaire ne fait qu'user de son droit, d'après les principes de notre Code civil il doit jouir d'une liberté complète, et il n'appartient à personne, sous prétexte de conserver les droits du fisc, d'intervenir dans ses opérations.

Le droit de propriété comprend le fructus, l'usus et l'abusus: ce faisceau de droits est un tout et on ne peut supprimer l'un des éléments sans détruire l'ensemble. Par suite le récoltant est libre d'utiliser les produits de sa récolte à son gré, de les conserver en nature, d'en faire des conserves, des confitures, ou de l'eau-de-vie sans que personne n'ait rien à y voir et sans être astreint au paiement de l'impôt. De même qu'il peut faire ce qu'il veut de la farine qu'il tire de son blé, de même le bouilleur de cru doit pouvoir faire ce qu'il veut de l'alcool qu'il tire de ses fruits (1).

Ce raisonnement séduisant, en apparence d'une logique irréfutable, est cependant superficiel et ne résiste pas à un examen un peu approfondi. De prime abord, cette protestation véhémement au nom du droit de propriété est de nature à faire impression, car on pourrait croire, à entendre les bouilleurs de cru, que la loi en réglementant le privilège refuse aux paysans le droit de distiller leurs récoltes. Mais les arguments de cette sorte, qui ne vont pas sans une certaine solennité puisqu'ils touchent au principe même de notre société, s'ils sont puissants quand ils ne contrarient aucun intérêt, le sont moins quand on les emploie dans les contingences médiocres de la vie politique. Et il est aisé de montrer que la loi, en réglementant le privilège, n'entend

1) Voir le discours de M. Damecour au Sénat, le 3 juillet 1931. J. O. p. 1310 qui résume les idées des bouilleurs.

en aucune façon, porter atteinte au droit qu'a toute personne de faire ce qu'elle veut de ses produits, mais simplement assujettir à l'impôt toute consommation d'alcool.

§ 1. — *La réglementation ne porte pas atteinte
au droit de propriété*

Il importe tout d'abord de préciser l'analyse des opérations des bouilleurs de cru.

On considère habituellement la situation des bouilleurs de cru dans son ensemble comme une opération simple. Or, nous sommes en présence d'une opération complexe, qu'une analyse plus pénétrante nous montre séparée en deux phases distinctes. D'une part, la mise en œuvre et la transformation de la récolte, et d'autre part, la consommation de l'eau-de-vie obtenue. Il est bien évident que le cultivateur peut distiller les produits de sa récolte et jamais le droit pour le propriétaire de transformer son vin ou son cidre en eau-de-vie ne lui a été contesté pas plus que le droit de transformer ses raisins ou ses pommes en vin ou en cidre. Jamais ce droit n'a été qualifié de privilège ; et d'ailleurs si demain la loi consacrait la suppression complète de toute exonération d'impôt pour les bouilleurs de cru, elle n'en laisserait pas moins intact entre leurs mains le libre usage de leurs fruits.

Certes, comme le faisait remarquer M. Ch. Gide (1), le législateur pourrait très bien interdire la fabrication d'un produit quelconque ; c'est ainsi qu'est prohibée la fabrication des allumettes. En Chine, des lois sévères interdisent au propriétaire d'ensemencer son champ en pavots et d'extraire de ces pavots l'opium. Sans aller aussi loin, pour rester dans notre pays et prendre un exemple dans la production viticole, la fabrication des piquettes et vins de sucre est interdite dans certaines régions ; dans d'autres régions, la loi du 8 juillet 1933 en soumet la fabrication par les viticulteurs déclarant une production de vins supérieure

(1) Gide : les bouilleurs de cru. *Revue politique et parlementaire* 1916, t. 87, p. 352.

à 100 hectolitres à une autorisation. La loi du 24 décembre 1934 complétée par les décrets-lois de 1935 impose aux viticulteurs le blocage et la distillation obligatoire ; elle interdit formellement dans certains cas toute plantation nouvelle et même prescrit l'arrachage obligatoire, voilà qui porte certainement atteinte au droit du propriétaire, et cependant cela ne nous paraît pas contraire à l'esprit de notre Code civil, notamment à l'art. 544 dont on oublie trop volontiers la deuxième partie « pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois et les règlements », lorsque l'on proclame que cet article est la consécration de l'individualisme juridique. La faculté pour le propriétaire de distiller ses récoltes est donc l'exercice d'un droit, et la réglementation des bouilleurs de cru ne porte pas atteinte à ce droit, car elle ne les empêche aucunement de transformer leurs produits, elle a simplement pour but de les assujettir au paiement de l'impôt.

§ 2. — *Sa qualité de propriétaire ne peut faire échapper
le récoltant au paiement de l'impôt :
les taxes de consommation sont universelles*

Mais si nous passons au second aspect de la condition des bouilleurs de cru : consommation en franchise de l'alcool obtenu, il est difficile de considérer cette exonération d'impôt comme une conséquence du droit du propriétaire sur sa chose. Sans doute la transformation du produit ne change pas la nature du droit de propriété, mais de quoi est propriétaire le récoltant ? Il est propriétaire de la valeur de sa chose telle qu'il la vendrait au prix courant, c'est là, peut-on dire, la valeur naturelle, la valeur propre du produit ; mais est-il légitimement propriétaire de cette valeur artificielle, relative, comme le dit M. Louis Jacquet (1), que lui confère l'impôt, en d'autres termes et plus simplement le récoltant a dans les mains une marchandise qui sans droits vaut 5 francs, va-t-il bénéficier par la franchise d'un pro-

(1) Louis Jacquet : *L'alcool*, p. 154.

duit qui vaut 30 francs, en y comprenant les 25 francs représentant le montant de l'impôt ? Cette nouvelle valeur l'a-t-il créée pour pouvoir en profiter ? Pourquoi en jouirait-il alors ? Peut-on se baser sur le droit de propriété pour justifier l'appropriation d'une valeur qui n'existe précisément que par l'obligation qu'ont tous les citoyens de payer les taxes indirectes frappant la consommation du produit envisagé ?

Sans doute le droit de propriété est très-étendu mais il n'est cependant pas illimité. Le droit du propriétaire a pour concurrent celui du fisc, or, les taxes de consommation sont universelles dans leur application et il n'y a aucune raison pour que le droit de propriété du récoltant l'exempte de l'impôt que tous doivent supporter. D'ailleurs en demandant de l'argent aux contribuables, que ce soit au moyen des impôts directs ou au moyen des impôts indirects, on leur réclame toujours quelque chose qui leur appartient : le salarié est aussi maître de son gain, le capitaliste de son revenu, le propriétaire foncier de sa maison ou de ses champs, que le bouilleur de cru de son alcool.

On ne saurait mieux faire que laisser la parole à M. Léon Say qui a, d'une manière définitive, fait justice de cet argument invoqué par les partisans du privilège. « On a nié, dit-il, que la situation faite par la loi aux bouilleurs de cru constituât un privilège. On a prétendu que les agriculteurs avaient un droit naturel à produire et à consommer l'eau-de-vie provenant de leur vin et de leurs fruits, comme le pain fait avec leur blé et la viande fournie par leurs bestiaux abattus. Il y a pourtant entre l'eau-de-vie, d'une part, le pain et la viande d'autre part, cette différence que l'eau-de-vie est assujettie à un droit de consommation, tandis que le pain et la viande en sont exempts. Les impôts de consommation, frappent les produits indépendamment de leur origine et du mode de leur production qu'ils soient consommés sur place par celui-là même qui les a créés, chez lui dans son domaine, ou qu'ils entrent dans n'importe quel lieu ou n'importe comment dans la consommation de celui qui les achète, ils sont assujettis à l'impôt. Le nom même

d'impôts de consommation montre qu'il ne s'agit ni d'un droit sur le commerce, ni d'un droit sur la vente, ni d'une taxe sur la circulation. C'est un prélèvement qui se fait au profit de l'Etat sur ce qui se consomme »... « En France l'impôt foncier est perçu en raison d'un revenu cadastral. Lors de l'établissement du cadastre ou aux époques où on le revise, les terres sont classées et le revenu cadastral évalué sans qu'on distingue les propriétés dont les produits nourrissent leurs propriétaires ou les cultivateurs qui les exploitent, de celles dont la récolte est portée au marché pour être vendue. Notre impôt mobilier (la contribution mobilière est aujourd'hui supprimée) est assis sur la valeur locative des maisons ; c'est un impôt sur la dépense du loyer tout à fait semblable par sa nature et les conditions de son assiette aux impôts ordinaires de consommation. Le propriétaire qui habite son immeuble, acquitte l'impôt mobilier. Les propriétaires de salines ne peuvent soustraire le sel qu'ils fabriquent sur leurs propres territoires à la surveillance des agents de l'Etat et n'ont pas le droit de le consommer sans acquitter l'impôt. Le planteur de tabac ne peut détourner pour son usage la moindre portion de sa récolte » (1). Enfin, ajoutons cette objection signalée par M. Allix, et qui semble décisive, c'est l'analogie des octrois municipaux qui frappent non seulement les matières soumises aux droits qui entrent dans la commune, mais encore celles que les particuliers recueillent sur les propriétés qu'ils ont à l'intérieur de la commune.

L'exonération d'impôt dont les bouilleurs de cru jouissent pour leur consommation familiale ne peut donc, en aucune façon, être considérée comme un attribut du droit de propriété, c'est une exception à la règle générale : un privilège.

(1) Léon Say : Rapport de la Commission extra-parlementaire institué au Ministère des Finances par décret du 18 sept. 1887, à l'effet d'étudier les réformes qu'il convient d'apporter à la législation de l'alcool et en général au régime des boissons.

§ 3. — *Il n'y a pas deux sortes de propriété*

D'autres objections viennent d'ailleurs renforcer l'exactitude de cette opinion : si ce privilège était un droit, conséquence du droit de propriété, pourquoi ne pas le donner au propriétaire d'une barrique de vin qu'il a achetée, pourquoi ne pas le donner à tous les récoltants quelles que soient leurs récoltes. Le caractère d'un droit c'est d'être général et si nous avons à faire à une série d'exceptions dont aucune, nous allons le voir, ne peut s'expliquer si l'on fait du droit de propriété le fondement de l'immunité des récoltants, c'est que la situation des bouilleurs de cru, loin d'être un droit, n'est qu'une faveur.

En premier lieu, si l'on adopte la thèse des bouilleurs de cru, ne faut-il pas admettre que l'acheteur d'une barrique de vin doit pouvoir, en vertu de sa « *propriété* » le distiller sans être assimilé à un bouilleur de profession et bénéficier de l'allocation familiale ? Rationnellement, ce résultat est évident. L'acheteur, comme le vigneron, sont tous les deux propriétaires. Leurs droits, s'ils ont des origines différentes, ont la même qualité, car il n'existe pas dans notre droit deux propriétés qui confèrent à leur titulaire des avantages variables. Pourquoi traiter de façon différente celui qui cueille ses prunes sur son arbre, et celui qui les achète au marché ; l'un et l'autre peuvent avoir pour but de les brûler afin de subvenir à leur consommation personnelle d'eau-de-vie. Celui qui acquiert une chose par voie d'achat est aussi légitimement propriétaire que celui qui l'acquiert par la possession de la terre, et si notre Code civil admet l'équivalence de ces deux propriétés, il n'existe aucune bonne raison de les soumettre à des traitements différents. Pourquoi réserver alors à la seule propriété foncière le bénéfice du privilège ? Sans doute il ne manque pas de bons arguments pour repousser cette extension considérable du privilège à tous les détenteurs de fruits, mais ces raisons, dont la principale est la perte énorme qui s'en suivrait pour le Trésor, démontre péremptoirement que le droit de propriété n'est pour rien dans l'attribution du privilège.

En second lieu, pourquoi le privilège n'est-il attaché qu'à la culture de certaines substances spécifiées ? Pourquoi le propriétaire qui récolte des betteraves, des pommes de terre, des framboises, des myrtilles, des cormes, des caroubes, etc... n'est-il pas bouilleur de cru ? Le droit de propriété ne diffère pas selon la nature de l'objet auquel il s'applique et si le privilège découle du droit de propriété, logiquement il doit être accordé à tous les propriétaires récoltants.

Les bouilleurs de cru, sentant la faiblesse de leur argumentation, se sont alors retournés sur un autre terrain, et ils ont dit : le privilège n'étant réservé qu'aux matières du cru, si l'on octroyait le bénéfice de l'immunité à la fabrication de l'alcool avec des betteraves ou des substances farineuses ou amylacées, il serait très facile aux distillateurs de mettre en œuvre des matières d'achat et de fausser l'esprit de la loi. Au contraire, les vins et les cidres ne peuvent voyager que munis d'un titre de mouvement et ainsi la surveillance de la Régie peut s'exercer pour vérifier si toutes les matières proviennent bien du fonds du récoltant. Sans faire remarquer aux bouilleurs de cru qu'ils appellent à leur secours l'Administration des Contributions indirectes, que par ailleurs ils vouent aux gémonies, on peut dire que cet argument, s'il avait quelque poids autrefois, n'en a plus beaucoup aujourd'hui. En effet, la liste des matières privilégiées s'est, avec la ténacité des bouilleurs, allongée, et actuellement l'immunité est accordée aux propriétaires qui distillent leurs vins, cidres et poirés, sucres, lies, cerises, prunes et prunelles, si les vins et les cidres font l'objet d'une surveillance à la circulation, il n'en va pas de même pour les autres substances qui voyagent sans formalités, l'argument est donc sans portée en ce qui concerne les fruits tels que cerises, prunes et prunelles.

En définitive, il n'est pas possible de voir, dans l'immunité dont jouissent les bouilleurs de cru, un attribut du droit de propriété, c'est une faveur accordée à une certaine catégorie de propriétaires fonciers, c'est donc bien un privilège.

SECTION II. — INVIOIABIIITÉ DU DOMICILE.

LIBERTÉ INDIVIDUELLE

Mais, disent les bouilleurs de cru, à supposer que vous vouliez faire payer l'impôt au propriétaire récoltant sur sa consommation personnelle, vous ne pouvez en aucune manière surveiller son travail pour assurer la perception des droits, il est en effet un droit supérieur à celui du fisc, c'est celui qu'ont les citoyens de voir respecter leur habitation.

Le récoltant, disent les partisans du privilège, doit pouvoir transformer son vin, son cidre, ses fruits en eau-de-vie aussi librement qu'il transforme son blé en farine ou ses olives en huile ; pour l'eau-de-vie, de même que pour le vin et le cidre, les obligations vis-à-vis du fisc commencent seulement quand la récolte ainsi transformée sort de chez le producteur et devient, une marchandise, une cause de bénéfice et de revenu. Quand il distille les produits de sa récolte, le propriétaire fait acte de récoltant, et son domicile, comme celui de tout particulier, doit rester inviolable. Il n'a rien à démêler avec le fisc, tant qu'il ne fait pas acte de commerce en vendant les produits fabriqués. Si, au nom des intérêts du Trésor, vous voulez contrôler la production des bouilleurs par l'exercice, vous faites échec par là même au plus sacré des droits : le respect et l'invioIabilité du domicile. « Toute violation de ce droit est une atteinte à la liberté et à la dignité humaine » (1).

Ces éloquentes paroles peuvent faire impression, mais pourquoi faut-il qu'elles émanent d'un représentant d'une région où la fraude est précisément très importante. La surveillance au domicile est-elle donc plus insupportable, là où la fraude est la plus grave ? Nous allons voir que le contrôle au domicile est plus fréquent qu'on le pense, et que la surveillance à la production est absolument indispensable pour permettre de connaître toutes les sources qui peuvent ali-

(1) Discours de M. Cautru, député du Calvados à la Chambre des Députés, le 28 mars 1835. *J. O. Débats parlementaires*, Chamb. 1935. p. 1414.

menter la consommation et éviter ainsi les circulations clandestines.

§ 1. — *Légitimité du contrôle au domicile*

Sans doute, il serait désirable qu'il ne fût porté atteinte à la liberté de personne, mais il est des cas où l'intérêt général commande d'apporter certaines restrictions à la liberté individuelle. La réglementation de la production du bouilleur de cru a pour effet de lui apporter une gêne, mais il ne peut oublier qu'il fait partie d'un groupement social dont il doit subir toutes les règles, et il ne lui appartient pas de faire prévaloir son intérêt privé sur l'intérêt général.

Au surplus, le producteur d'eau-de-vie n'est pas seul assujéti au contrôle de l'Administration. Il n'existe pas, comme on l'a dit avec raison, « de fumeur de cru » ; qu'un cultivateur s'avise de planter du tabac, il sera bien obligé de se conformer aux règles qui lui sont imposées et de rendre compte, feuille par feuille, des pieds qu'il cultive. Il y a encore peu de temps, les bouilleurs pouvaient repousser cet argument en disant que la chose n'a rien d'étrange, puisque la vente du tabac fait l'objet d'un monopole, mais aujourd'hui qu'existe le monopole de vente des alcools et que tous les alcools titrant plus de 70° doivent être cédés à l'Etat, comment justifier l'absence de contrôle de la production des bouilleurs de cru ? De même le riverain du bord de la mer peut-il faire évaporer l'eau et se servir du sel ainsi recueilli sans avoir à encourir les visites des agents de la Régie ?

Les visites des agents chez les bouilleurs de cru ne sont-elles pas comparables, aux vérifications des employés qui entrent au domicile des particuliers pour vérifier les compteurs d'eau, de gaz ou d'électricité ? Personne pourtant ne songe à dénoncer cette violation du domicile. Certes, nous voyons l'objection que l'on peut faire à ce raisonnement : si les abonnés subissent ce contrôle à leur domicile, c'est en vertu d'un accord avec la compagnie de distribution, et il y a une situation contractuelle entre eux et cette dernière, tandis qu'il n'y a rien de tel entre l'Administration et les

récoltants. L'objection est-elle décisive? Ce contrat entre, chacun le sait, dans la catégorie des contrats d'adhésion et sans vouloir discuter la nature juridique de ces contrats, constatons simplement, que le particulier qui veut s'éclairer à l'électricité, est bien obligé de passer par la volonté de la société distributrice. Admettons que, juridiquement, il y ait une différence entre la situation des abonnés et celle des bouilleurs de cru, mais dans la vie courante, cette différence est bien estompée, les uns sont aux ordres de la compagnie, les autres aux ordres de l'Administration, les uns subissent la loi de la compagnie, les autres la loi tout court.

La surveillance et les déclarations auxquelles sont astreints les bouilleurs de cru ne sont d'ailleurs plus aujourd'hui une exception dans l'agriculture : la loi du 29 juin 1907 a institué pour les viticulteurs l'obligation de faire une déclaration de récolte indiquant la superficie de leur vignoble, les quantités produites, les stocks antérieurs et les mouts qu'ils ont expédiés ou reçus. Plus près de nous les lois récentes sur le statut de la viticulture ont imposé la visite des chais par les agents de la Régie.

Si le domicile des particuliers est inviolable, on ne s'explique pas pourquoi le domicile de ceux qui distillent certaines substances limitativement énumérées doit être seul exempté de toute visite des agents des Contributions indirectes. Le principe d'un droit, et d'un droit que l'on proclame comme sacré, n'est donc pas d'être général ? Le domicile des bouilleurs de grains, de pommes de terre, de betteraves, etc... n'est pas moins respectable que celui des bouilleurs de cidres, vins, prunes, prunelles ou cerises. Il est évident que si l'on se base sur l'inviolabilité du domicile et la liberté, il n'y a pas de raison pour ne pas étendre l'immunité et la dispense de surveillance à tous les récoltants quels qu'ils soient et l'on aboutit ainsi à supprimer tout contrôle à la production pour toutes les catégories d'alcool.

Les partisans du privilège des bouilleurs de cru, devant l'impossibilité où ils sont de justifier les faveurs dont jouissent les récoltants en partant de la liberté individuelle, ont

tenté de trouver un nouvel argument pour justifier la différence de traitement entre les propriétaires de substances farineuses ou amylacées et les propriétaires de vins, cidres ou fruits frais, en considérant les premiers comme des professionnels et les seconds comme des non professionnels (1). Le fisc serait mis en mesure de recouvrer l'impôt sur l'alcool par la faculté que lui concède la loi de surveiller la circulation du produit et exceptionnellement d'exercer les professionnels qui sont les agents essentiels de la circulation, le bouilleur de cru, au contraire, n'étant pas un professionnel, n'aurait pas à être contrôlé, son domicile devant rester inviolable. Mais sur quel criterium se baser pour faire la distinction entre les professionnels et les non professionnels, et pour décider que seuls les producteurs d'alcool de vin, cidre ou fruits, ne doivent pas être soumis à l'exercice ? Faut-il envisager l'importance de la production, la complexité des opérations, ou l'intention de vendre les produits obtenus.

On envisage d'abord l'importance de la production et l'on dit : « Le grand distillateur de betteraves, de pommes de terre ou de grains qui installe une usine coûteuse en vue de la production de l'alcool peut, sans trop de peine, se soumettre à l'exercice de la Régie, parce que la distillation est pour lui industrie véritable ; mais le vigneron n'est pas un industriel, il n'a pas d'usine, c'est un simple cultivateur qui, au moyen des appareils rudimentaires dont il dispose, essaie de tirer du produit de son sol le meilleur parti possible » (2). Nous ne voyons pas pourquoi le domicile du gros distillateur serait moins protégé que celui du petit bouilleur, la violation cesserait-elle là où commence la grande production ? De plus ce critère est sans portée car les bouilleurs de cru ne sont pas tous de petits producteurs ; il existe dans le Midi des propriétaires gros producteurs d'alcool de vin ou de

(1) Jaudon : *De la condition des bouilleurs de cru*. Thèse Paris 1903, p. 76.

(2) Rapport de M. le Sénateur de Verninac au nom de la commission des finances 1893.

mares et dans le Calvados beaucoup de bouilleurs traitent des quantités très importantes de cidre, pourquoi alors ne pas les soumettre à la surveillance de la Régie ? On ne peut pas non plus établir la distinction entre professionnels et non professionnels, en se basant sur la prétendue complexité de la distillation des betteraves; l'esprit en effet n'aperçoit pas de différence de nature entre les opérations des bouilleurs de grains et celles des bouilleurs de vendanges ou de fruits. Les bouilleurs de cru des Charentes ou du Midi par exemple font usage de machines compliquées, et d'un outillage perfectionné. Enfin si celui qui distille dans l'intention de vendre est un professionnel, il n'y a pas de raison de limiter l'exercice au domicile des bouilleurs de substances amylacées ou farineuses ; beaucoup de bouilleurs de cru brûlent en effet leur récolte pour la vendre. Nous en avons la certitude quand nous écoutons les réclamations des bouilleurs de l'Ouest qui demandent, bien entendu, la suppression des formalités pour distiller, et aussi la réduction des droits sur l'alcool « cause de mévente pour les eaux-de-vie ». Un grand nombre de bouilleurs de cru distillent donc pour vendre, à ce titre, ils sont des professionnels ; par conséquent ils interviennent dans la circulation de l'alcool, et comme tels, ne doivent pas échapper au contrôle à la production. Cette argumentation sur la distinction entre professionnels et non professionnels se retourne donc contre les bouilleurs eux-mêmes. De plus, cette distinction artificielle ne peut être qu'arbitraire, et elle est notoirement insuffisante, pour expliquer la dispense d'exercice que certains, proclamant la réglementation actuelle trop étroite, voudraient voir accorder à tous ceux qui distillent des vins, cidres ou fruits frais. Il est évident qu'on ne peut voir là qu'une faveur, une exception à la règle générale, en un mot un privilège.

§ 2. — *Nécessité du contrôle à la production*

Si la surveillance à la production est parfois une gêne, gêne légère pour les bouilleurs honnêtes (1), elle est néanmoins absolument indispensable pour assurer le bon recouvrement des droits de consommation sur l'alcool. L'alcool est en effet, pour employer une expression de M. Stourm (2), un liquide d'une exceptionnelle densité de valeur, si l'on peut spécifier ainsi son prix élevé par rapport à son faible volume. Un seul litre d'alcool à 100° vaut, aujourd'hui que l'Etat a monopolisé la vente des alcools titrant plus de 70°, 34 francs, 9 francs, prix de la rétrocession par l'Etat pour la fabrication des liqueurs, plus 25 francs de droits. Sur ces 34 francs, 5 francs environ représentent la valeur de la marchandise (c'est à peu près le prix que l'Etat achète aux producteurs). Les 29 francs restant représentent les droits et l'impôt nouveau résultant du monopole. Ainsi, comme nous l'avons déjà fait remarquer, cette minime contenance d'un litre que chacun dissimule sous ses vêtements se trouve chargée de 29 francs d'impôts, si du litre nous passons à l'hectolitre, ce sera 2.900 francs d'impôts que la première automobile venue pourra soustraire aux regards du fisc. Aussi le seul moyen jugé capable de garantir la perception de l'impôt sur un tel produit a-t-il toujours consisté dans l'exercice des distilleries, afin de prendre en charge l'alcool dès sa sortie de l'alambic, pour ne plus le lâcher qu'après paiement complet des droits et éviter toute évasion au cours de la circulation.

En présence de cette nécessité de surveiller la production, combien paraît inquiétante et lourde de conséquences pour la rentrée de l'impôt, la décision du 25 juin 1935 qui donne, comme nous l'avons vu, la faculté aux Conseils Généraux de supprimer la surveillance chez les bouilleurs de

(1) Les réclamations contre la réglementation ne sont pas le fait de l'unanimité des bouilleurs.

(2) René Stourm: Les Bouilleurs de cru, *l'Economiste français* 1902, t. 2, p. 692.

cru de leur département. Ainsi, dans ces départements, les produits ne tomberont sous la main du fisc qu'à la circulation. « A la circulation », c'est l'instant où ils abordent la voie publique, le jour ou de préférence la nuit, une fois l'absence des employés bien constatée. Et c'est le moment de citer ces paroles que M. Thiers prononçait en 1871 et qui s'appliquent à merveille à la situation actuelle : « Comment, disait-il, je tiens le lièvre par les oreilles et vous me proposez de le lâcher en m'assurant que je le rattraperai par la queue. Eh ! bien j'aime mieux tenir le lièvre par les oreilles et ne pas le lâcher que d'avoir à courir après lui ». La pittoresque situation des agents de la Régie ne saurait être mieux décrite, si ce n'est, il convient de l'ajouter, qu'aujourd'hui le lièvre est au volant d'une puissante automobile. Le fisc laisse échapper sa proie au seul moment opportun pour s'en emparer et la poursuit vainement ensuite sur les grandes routes.

L'intransigeance des bouilleurs de cru ne saurait tenir devant cette nécessité du contrôle de la production. Le législateur du 25 juin 1935 l'a d'ailleurs bien compris, car s'il a supprimé la surveillance chez les bouilleurs, il a rétabli l'exercice chez les débitants de boissons, dans les départements où le système du forfait sera mis en vigueur. Voilà donc des gens qui sont victimes de l'exigence des récoltants, ce qui est mauvais chez les bouilleurs est-il bon chez les débitants, le domicile des uns est-il plus sacré que celui des autres ? La plupart des cafetiers des campagnes sont des gens modestes dont le domicile mérite autant de respect que celui des propriétaires récoltants.

Le contrôle des opérations des bouilleurs, déjà absolument indispensable en raison de l'énormité des droits sur l'alcool, ne l'est pas moins depuis que le décret-loi du 13 juillet 1935 a institué le monopole de l'alcool. Désormais tous les alcools titrant plus de 70° sont réservés à l'Etat, comment savoir, si la production des récoltants n'est pas vérifiée, s'ils ne produisent pas des spiritueux dont la teneur alcoolique est supérieure à 70° et ne les écoulent pas en fraude ? La décision du 25 juin affranchissant de l'exercice

les bouilleurs de cru paraît être peu en harmonie avec la décision du mois suivant qui établit le monopole.

Il pourrait sembler, tant les bouilleurs de cru-mettent parfois de véhémence à dénoncer la violation de leur domicile, que le régime de contrôle, là où il existe encore, soit un régime draconien supprimant toute liberté pour le récoltant. Il n'en est rien et il convient de rappeler, comme le faisait M. Piétri à la Chambre, le 28 mars 1935 (1), toutes les facilités accordées successivement par l'Administration : suppression des périodes de distillation, enlèvement des eaux-de-vie autorisé deux fois par jour, dispense de se rendre comme autrefois à la recette buraliste grâce aux titres de mouvement levés au lieu même de la distillation, facilités données aux bouilleurs produisant moins de 50 l. d'alcool. La gêne apportée au travail est donc de plus en plus faible et le régime s'applique dans des conditions de plus en plus libérales. En ce qui concerne directement l'inviolabilité du domicile, les investigations du fisc sont limitées aux caves et celliers, à l'exclusion des locaux d'habitation, à moins qu'il n'apparaisse nécessaire en cas de soupçon précis de fraude, de pénétrer dans le logement du bouilleur. L'initiative des agents du fisc est soumise alors à d'étroites formalités (2), et ne peut jamais s'exercer hors de la présence d'un officier de la police judiciaire. Hormis le cas de soupçon de fraude, la maison d'habitation des récoltants est donc maintenant fermée aux investigations des employés des Contributions indirectes.

En résumé, le principe de l'inviolabilité du domicile, si respectable qu'il soit, n'est pas suffisant pour tenir en échec l'intérêt de l'Etat qui doit voir l'impôt rentrer régulièrement dans ses caisses. Sans doute, le contrôle est une gêne pour celui qui le subit, mais il est déraisonnable de vouloir, au nom de la liberté, qui équivaldrait alors à la licence, élargir le privilège et supprimer les dernières formalités auxquelles sont astreints les bouilleurs de cru, car,

(1) J. O. Débats parlementaires, Chambre 1935, p. 1416.

(2) Voir le détail de ces formalités, *supra*, page 101.

en raison des droits énormes que supportent les spiritueux, il est de toute nécessité pour l'Etat de conserver le contrôle de toutes les sources de production de l'alcool.

SECTION III. — LE PRINCIPE DE L'ÉGALITÉ DEVANT L'IMPÔT

Si l'Etat est le premier intéressé au bon rendement de l'impôt, les contribuables qui le paient ne le sont pas moins, et il est capital pour eux, que le fardeau fiscal soit également supporté par tous afin que la charge de chacun soit plus légère. Il convient d'examiner maintenant ce qu'il faut penser des immunités des bouilleurs de cru en face du principe de l'égalité devant l'impôt.

§ 1. — *L'injustice créée par le privilège*

Les bouilleurs de cru font volontiers appel aux grands principes ; ils en laissent cependant un délibérément de côté, qui nous paraît pourtant essentiel : c'est celui de l'égalité de tous les citoyens devant l'impôt. Cet axiome formellement exposé dans l'art. 13 de la Déclaration des Droits de l'Homme, est consacré également en des termes non moins catégoriques par le décret du 6 novembre 1789 : « Toutes les contributions et charges publiques de quelque nature qu'elles soient, doivent être supportées proportionnellement par tous les citoyens et tous les *propriétaires* à raison de leurs biens et facultés ». Par suite, le droit sur l'alcool qui est un impôt de consommation doit atteindre tous les citoyens au même titre que tous les autres impôts indirects. Comment se fait-il alors que toute une catégorie de citoyens, souvent riches, presque toujours aisés, et dont le nombre s'accroît sans cesse, échappent à cet impôt par le fait du privilège ? Comment se fait-il que l'ouvrier des villes et le journalier des campagnes qui vont au café doivent, eux, acquitter cet impôt, alors que, chez lui, le propriétaire peut boire tout à son aise son allocation sans payer aucun droit ? Pourquoi les uns paient-ils 30 francs ce qui

coûte 5 francs aux autres ? L'esprit à peine à comprendre pourquoi une classe de citoyens est exonérée d'une charge qui pèse ainsi plus lourdement sur les autres. Et, combien il est étrange de voir les faveurs aller à ceux qui possèdent, à ceux qui ont, comme l'ont dit familièrement, « du bien au soleil », alors que les charges sont surtout réservées aux salariés des villes, où les conditions d'existence sont plus difficiles.

Cette inégalité sans doute aussi injuste qu'elle est aujourd'hui était cependant plus supportable autrefois. Il y a quelque cinquante ans, les droits sur l'alcool étaient peu importants et ne représentaient qu'une faible partie de la valeur du produit fabriqué. Mais aujourd'hui les choses ont bien changé, la somme des impôts dépassent de beaucoup la valeur du produit, puisque l'alcool qui vaut à peine plus de 5 francs est frappé d'un droit de 25 francs, soit 5 fois sa valeur. L'élévation continue du taux d'imposition a donc rendu cette inégalité plus intolérable. Il est donc faux, comme on le prétend parfois, que l'injustice se soit atténuée par l'effet du temps, et que la longue existence du privilège lui ait conféré une sorte de légalité. Ce n'est pas une raison pour que cette iniquité — qui devient plus criante chaque jour — existe depuis plus d'un siècle, qu'il faut renoncer à la faire disparaître, il n'y a pas de droits acquis contre la justice.

La mise en application récente du monopole de l'alcool, conjuguée avec la suppression du contrôle édictée par le décret du 25 juin, est venue encore creuser le fossé entre le consommateur-bouilleur et le consommateur ordinaire. D'un côté, l'obligation d'acheter à l'Etat, de l'autre, la liberté de bouillir ; ainsi les récoltants échappent au renchérissement dû au monopole. L'ouvrier, et avec lui tous ceux qui ne sont pas propriétaires fonciers : fonctionnaires, artisans, commerçants, etc... seront bien obligés, eux, de passer par la volonté de l'Etat.

L'inégalité n'existe d'ailleurs pas seulement entre ceux qui possèdent une terre et ceux qui n'en possèdent pas, on la trouve aussi entre propriétaires fonciers. Voici deux agri-

culteurs : l'un cultive quelques arpents plantés de pommiers, l'autre apporte ses soins à quelques pieds de framboisiers ; tous deux sont producteurs de fruits frais, et comme tels peuvent distiller leur récolte sans être assimilés aux bouilleurs de profession ; pourquoi alors faire payer au bouilleur de framboises l'impôt sur la consommation, tandis que le bouilleur de pommes se verra allouer 20 litres d'eau-de-vie à 50° sans déboursier un centime ? N'y a-t-il pas une inégalité flagrante ? Ajoutons ici une considération sur l'importance de laquelle nous reviendrons plus loin (1). L'exemption de la taxe sur l'alcool est d'autant plus incompréhensible que cet impôt, s'il présente au premier chef un caractère fiscal, revêt aussi un caractère hygiénique : en exonérant les bouilleurs de cru de l'impôt on se prive par conséquent d'un moyen efficace d'agir sur la consommation de l'alcool.

L'évidence même de l'inégalité devant l'impôt engendrée par le jeu du privilège, ne laisse pas les bouilleurs de cru désarmés, tellement les avantages dont jouissent les récoltants ont surexcité le zèle de leurs défenseurs. Toute leur argumentation repose sur cette idée que l'inégalité reprochée n'existe qu'en théorie et qu'elle disparaît complètement dans la réalité. D'abord, cette immunité n'est, d'après les partisans des bouilleurs de cru, que l'application à un cas particulier d'un principe général du droit fiscal qui veut que le producteur ne paie pas d'impôts sur ses produits qu'il consomme et ils invoquent à l'appui de leurs dires la situation des récoltants de vins et de cidres et celle des fabricants de bière de ménage. D'autre part, disent-ils, si les bouilleurs sont exemptés — dans une certaine mesure — de l'impôt de consommation sur l'alcool, cette exception est amplement compensée par le poids des charges particulièrement lourdes qui pèsent sur la terre ; ils ajoutent enfin que cette inégalité devant l'impôt n'est qu'une juste faveur que la loi accorde aux agriculteurs, destinée à les retenir sur le sol qu'ils cultivent.

(1) Voir *infra*, les conséquences hygiéniques.

Nous allons examiner ici le premier argument, le second et le troisième, trouvant leur place dans l'étude que nous ferons du privilège envisagé au point de vue de l'agriculture.

§ 2. — *Il n'existe pas un principe en vertu duquel les producteurs sont exemptés des taxes de consommation sur leurs produits*

Examinons s'il est de règle dans notre droit fiscal que le producteur soit exempté des taxes qui frappent la consommation des matières qu'il récolte. Ecartons d'abord un premier point qui sert d'appui à cette thèse : Le bouilleur de cru, dit-on parfois (1), n'est pas un fabricant, et comme tel, il ne doit pas payer d'impôts. La loi de Frimaire, An VII, article 32 le dit expressément : « Sont réputés fabricants ou manufacturiers, tous ceux qui convertissent des matières premières en des objets d'une autre forme, à l'exception néanmoins de ceux qui manipulent les fruits de leurs récoltes ». Nous estimons qu'une pareille interprétation de ce texte est parfaitement insoutenable. L'art. 32 de la loi de Frimaire n'a pas pour but d'exonérer les producteurs de l'impôt de consommation sur la partie de leurs récoltes employée à leurs besoins ; il spécifie simplement que les fabricants ou **marchands** sont astreints au paiement de la licence, et la législation actuelle est en parfaite conformité avec ce texte, puisqu'elle exempte formellement les bouilleurs de cru du paiement de la licence.

Les partisans des bouilleurs font alors appel pour établir la légitimité de l'immunité accordée aux propriétaires, à la situation des récoltants producteurs de vins ou de cidres et à celle des fabricants de bière de ménage. Examinons de près ces deux cas et recherchons s'ils sont l'application d'un principe général, ou s'ils ne sont pas plutôt

(1) Jean Massé : *Le droit des bouilleurs de cru*, Thèse Rennes 1902, p. 138.

une exception comme l'est elle-même l'exonération de taxe dont jouissent les bouilleurs de cru.

Le privilège des récoltants consiste dans la franchise accordée aux boissons de cru consommées dans leur exploitation, et la faculté de déplacer en franchise leurs boissons à l'intérieur de ce qu'on appelle le « rayon de franchise », du pressoir à leurs caves ou d'une de leurs caves à une autre cave. Mais il est essentiel de remarquer que le droit qui frappe les vins et les cidres est un droit sur la circulation. Les formalités à la circulation, comme le disent MM. Allix et Lecerclé, demeurent le mode exclusif de constatation et de perception (1) et la consommation faite par le producteur n'engendrant pas de déplacement échappe par là même à la taxation. Il n'y a donc pas ici, à proprement parler, un privilège, l'immunité découle normalement de la nature des droits qui frappent la circulation, alors qu'en l'espèce la boisson n'est pas déplacée (2). Cependant, il ne faut pas voir dans cette exonération une preuve absolue du caractère de taxe à la circulation du droit sur les boissons hygiéniques ; cette franchise a toujours existé, quel que fut le régime fiscal, même au temps du droit d'inventaire ; elle constitue aux yeux du législateur une faveur faite aux populations agricoles. Sans doute cette faveur est sur le terrain de l'équité aussi attaquable que les immunités dont jouissent les bouilleurs de cru, mais en fait, elle apparaît comme moins critiquable. Le vin, en effet est une boisson dont la consommation semble plus désirable que celle de l'alcool, de plus le moindre taux des droits à la circulation (actuellement 26 francs par hectolitre pour les vins et 13 francs pour les cidres) rend la fraude moins rémunératrice ; elle est plus difficile aussi puisque pour procurer le même bénéfice que sur un litre d'alcool, soit 25 francs, l'opération frauduleuse

(1) Allix et Lecerclé : *Les Contributions indirectes*, 1929, t. 1, p. 134.

(2) Allix et Lecerclé : *op. cit.*, p. 74.

devrait porter ou sur un hectolitre de vin, ou bien, sur deux hectolitres de cidre, or un fût de cent litres se dissimule moins facilement qu'une simple bouteille.

Passons maintenant à la bière. Les propriétaires et fermiers peuvent fabriquer, sans payer de droits, de la bière pour leur consommation familiale, à condition : 1° de ne mettre en œuvre que des produits de leur récolte ; 2° de se servir d'une chaudière mobile ou à demeure, d'une contenance inférieure à cinq hectolitres ; 3° de faire une déclaration à la recette ruraliste pour chaque fabrication. (Code des C. I. art. 283). Ici le privilège est évident, puisque l'impôt sur la bière est perçu, non pas à la circulation, mais à la fabrication.

Ainsi de ces deux cas, un seul est à proprement parler un privilège et il serait difficile de trouver d'autres producteurs de substances frappées par l'impôt indirect qui jouissent de l'immunité fiscale, tous doivent, qu'ils récoltent du chanvre ou du lin, du sucre, du sel ou du tabac, acquitter la taxe. Il n'est donc pas possible, pour cette simple raison que l'on rencontre dans notre législation fiscale une seule autre exonération analogue à l'immunité des bouilleurs de cru, de déduire que l'on se trouve en présence d'un principe général. La règle est, au contraire, que les taxes à la consommation sont universelles et dans notre droit fiscal « il n'a jamais existé de principe en vertu duquel le producteur serait exempté des taxes générales de consommation » (1). Si des allocations en franchise sont concédées aux paysans qui fabriquent des bières de ménage ou aux récoltants qui consomment sur place les vins qu'ils ont produits, ce sont là des dispositions spéciales dont le caractère exceptionnel résulte des textes particuliers qui les visent : la loi du 30 mai 1899 art. 11 (art. 283 Code du C.I.) et les lois du 8 décembre 1814 et du 28 avril 1816.

Du moment que l'égalité devant l'impôt ne rencontre pas de contradicteur en France, il nous semble que du point de vue de la justice fiscale, on ne doit pas faire de dis-

(1) Allix et Lecerclé : *op. cit.*, p. 379.

tion suivant que l'alcool consommé provient de la récolte du consommateur ou qu'il provient d'un achat. Si une substance est frappée d'une taxe à la consommation, celle-ci doit être imposée partout où elle se fait, cette taxe est due quel que soit le consommateur, et le bouilleur de cru ne peut invoquer sa qualité de producteur pour échapper à un impôt qu'il doit comme consommateur.

Les arguments dont usent les bouilleurs pour justifier leurs immunités nous semblent sans valeur, le principe de l'égalité devant l'impôt, au regard duquel les faveurs des récollants constituent un évident privilège, commandé non seulement d'enfermer l'allocation en franchise dans d'étroites limites, mais aussi de la supprimer entièrement.

SECTION IV. — LA RÉGLEMENTATION DE 1916 ET 1923 N'AURAIT QU'UN CARACTÈRE PROVISOIRE

Les bouilleurs de cru mettent en avant une autre raison pour dénoncer l'étroitesse de la réglementation résultant de la loi de 1923 et pour en réclamer la suppression. D'après eux, la liberté de bouillir, entendons par là l'absence de tout contrôle, est la règle et la réglementation l'exception. Les restrictions à la liberté du producteur n'ont été apportées que dans des occasions où la nation courait un tel danger que tous les sacrifices étaient bons pour sauver le pays. Regardez l'histoire, nous conseillent-ils : à côté de très longues périodes où les bouilleurs travaillent en toute quiétude, vous constaterez de courtes périodes pendant lesquelles les nécessités ont contraint à restreindre l'indépendance des producteurs, restriction qui a toujours été suivie, dès le péril passé, du retour au régime normal : la liberté. C'est d'abord la phase 1872-1875, qui fait suite aux désastres de 1870 ; c'est ensuite la phase 1903-1906 où la crise viticole et l'état des finances sont la préoccupation primordiale ; c'est enfin la période où nous sommes et la réglementation du privilège par la loi de 1916 sous l'effet des terribles nécessités de la guerre. Mais aujourd'hui, concluent-ils, les conséquences de la guerre

sont liquidées, l'heure est sonnée de revenir au régime normal qui est celui de la liberté (1).

On ne peut tout d'abord s'empêcher de remarquer que si l'argument invoqué était de nature à justifier la modification, il conduirait également à faire supprimer ou réduire la majorité des impôts qui ont été créés ou renforcés pendant ou depuis la guerre (2). Pourquoi ne pas supprimer aussi l'impôt sur les salaires, l'impôt sur le revenu, la taxe sur le chiffre d'affaires, la taxe de 30 % sur l'alcool, de même que les droits sur les chicorées, denrées coloniales et tant d'autres ? Aucun de ces impôts n'existait avant la guerre, tous ont été créés pour faire face aux dépenses exceptionnelles engendrées par les hostilités.

On ne peut nier que la ténacité des bouilleurs de cru a toujours eu raison des lois votées en périodes de crise pour restreindre le privilège, et aujourd'hui il faut bien constater que, par leurs efforts, ils ont réussi à « grignoter », si l'on peut dire, les lois de 1916 et 1923 (allocation devenue définitive, suppression des périodes de distillation, facilités à l'enlèvement des eaux-de-vie, régime forfaitaire de 1935), et ils sont bien près du but qu'ils se sont assignés en 1923, lorsque l'un d'eux, M. le Colonel Girod disait : « Nous voterons la loi en ajoutant que nous resterons pour l'avenir sur nos positions, et que nous espérons bien un jour faire triompher la thèse essentielle de la pleine liberté » (3).

Ces suppressions du privilège, suivies presque aussitôt de son rétablissement, ne sont au fond qu'un aspect de la lutte toujours active entre l'intérêt général et l'intérêt particulier. Sous l'influence d'un péril national, les citoyens consentent à faire taire leur égoïsme pour échapper au danger commun ; mais revienne la tranquillité, — ou plus souvent une apparence de tranquillité — les appétits re-

(1) Proposition de résolution de M. Damecour. Annexe à la séance du 11 juillet 1930, n° 513.

(2) *Journal des C. I.* 1931, p. 126.

(3) Séance du 15 février 1923. *Journal officiel*, débats parlementaires, Chambre 1923, p. 672.

naissent, et chacun cherche à se soustraire aux charges qu'impose la vie sociale.

Mais est-il possible de soutenir comme le fait par exemple M. Maurice Robert que « la législation postérieure (à la loi de 1906) qui est venue limiter, réduire le *droit* (1) des bouilleurs de cru, est une législation de guerre faite pour les circonstances » (2) qui, applicable jusqu'à la fin de l'année de la cessation des hostilités serait passée, sous réserve de quelques modifications de détail, dans la loi de 1923, lui communiquant ainsi un caractère provisoire ? Il ne le semble pas ; car ne l'oublions pas, la réglementation du privilège par la loi du 30 juin 1916 a été faite en compensation d'un immense avantage : le monopole de la consommation de bouche au profit des producteurs d'alcools naturels. Et cette situation a été consolidée par le vote définitif du statut de l'alcool qui réserve à l'Etat la production des alcools dits « d'industrie ». Nous savons combien ce régime a été favorable aux producteurs d'alcools naturels qui ont vu notablement augmenter leurs ventes et le prix de leurs produits qui ont valu — avant la crise — jusqu'à 1.400 francs l'hectolitre. La réglementation du privilège et le statut de l'alcool de bouche sont donc deux choses intimement liées, si la liberté devait être rendue aux uns, pourquoi ne le serait-elle pas aux autres ; que diraient alors les bouilleurs de cru lorsque le marché serait submergé par les alcools de betteraves ?

Ce sont ces idées que résumait M. Piétri, ce jour-là Ministre des Finances par intérim, lorsqu'il prononçait ces paroles à la Chambre des Députés le 28 mars 1935 : « Mais en fin de compte, n'oublions pas que ce statut fiscal des bouilleurs de cru, si rigoureux qu'il puisse paraître est tout de même la contre partie de quelque chose qui leur a été

(1) C'est M. Robert qui parle. Sur cette question de droit ou de privilège, M. Bokanowski faisait plaisamment remarquer à la séance du 28 fév. 1923 (*J. O.* p. 893) qu'il y avait un moyen de contenter tout le monde en disant « droit au privilège » !

(2) M. Robert : rapport au nom de la Commission des boissons, n° 2091, séance Chambre 21 juin 1933.

essentiellement favorable, à savoir le régime des alcools d'industrie. Avant la guerre, il y avait une lutte extrêmement vive entre les alcools de fruits et les alcools d'industrie. Cette situation a cessé depuis que l'Etat a écarté, dans des conditions dans le détail desquelles je n'ai pas à entrer, la concurrence des alcools d'industrie. L'Etat est même allé plus loin. Par une loi du 24 décembre 1934, il a fait procéder directement, et pour des quantités qui ont surtout porté sur les alcools de cidre à des achats d'alcools de bouche. Je me demande et je demande à mon ami, M. Cautru (député du Calvados) si le retour à une pleine liberté — mais pour tout le monde — ne serait pas quelque peu dommageable pour les bouilleurs de cru ? » (1) L'Etat est allé plus loin que ne le prévoyait M. Piétri, puisqu'il a institué le monopole d'achat des alcools naturels qui implique nécessairement un contrôle de toute la production. Ainsi non seulement la réglementation actuelle du privilège ne doit pas être considérée comme provisoire, mais surtout elle nous apparaît comme étant la condition du bon fonctionnement du statut des alcools naturels, et, l'effritement progressif de la loi de 1923 conjuguée avec l'établissement du régime forfaitaire, nous semble être une anomalie, en complète contradiction avec le nouveau régime économique de l'alcool.

Au début de ce chapitre, nous nous sommes posés cette question : Les immunités dont jouissent les bouilleurs de cru doivent-elles être considérées comme un « droit » ou comme un « privilège », doit-on par conséquent chercher à les étendre ou à les restreindre ? Nous sommes maintenant en mesure de répondre à ce problème et nous pouvons dire que l'immunité des récoltants faisant distiller leurs fruits, n'est qu'une faveur de la loi, une exception dans la législation, en un mot, un privilège. Le droit de propriété n'est nullement en jeu dans cette affaire, puisque aucun texte n'empêche les producteurs de faire ce que bon leur semble de leurs récoltes, pourvu qu'ils se conforment

(1) J. O. Débats parlementaires, Chambre 1935, p. 1.415.

à certaines formalités. Ce respect de la réglementation ne saurait être repoussé au nom de l'inviolabilité du domicile. La loi en effet donne aux cultivateurs des garanties efficaces pour éviter l'ingérance abusive de l'Administration, principalement en limitant les visites aux caves et celliers ; d'autre part, le domicile ne peut servir de refuge à la fraude ; et pour assurer le recouvrement de l'impôt sur l'alcool, il est absolument nécessaire de connaître toute production d'alcool. Enfin le principe de l'égalité devant l'impôt commande impérativement de soumettre tous les citoyens aux mêmes charges, et nous savons d'autre part que la loi qui institue la réglementation, ne peut être considérée comme provisoire. Nous sommes donc bien en présence d'un privilège que l'on doit chercher à restreindre le plus possible. Certes le nombre considérable des bouilleurs leur confère une force politique puissante, mais cette considération est loin d'apporter une force morale aux défenseurs des intérêts des récoltants ; elle ne doit pas entrer en ligne de compte quand sont en jeu les intérêts de l'Etat.

CHAPITRE II

Arguments de fait

Théoriquement, la réglementation actuelle de la condition des bouilleurs de cru n'apparaît pas comme trop étroite, puisque à ce point de vue, le privilège ne peut se justifier, et il n'est pas douteux même qu'il devrait être supprimé. Mais pour être impartial, on ne doit pas se contenter de cette absence de justification théorique, il faut se tourner vers les faits et voir si dans la vie pratique, les immunités des bouilleurs de cru présentent pour l'agriculture un intérêt tel qu'il suffise à mettre en échec les principes théoriques que nous avons dégagés. La question de savoir si les faveurs concédées aux récoltants sont indispensables à la prospérité de l'agriculture envisagée d'un point de vue général sera notre première section. Dans une seconde section, nous essayerons de déterminer si l'extension des immunités combinées avec le vinage pourrait apporter un remède à la surproduction vinicole. Enfin, une troisième division sera consacrée à l'étude du privilège et de la production cidricole, et notamment à l'étude de l'agitation paysanne dans les départements normands.

Nous pourrions nous faire aussi une idée des avantages que le privilège donne aux agriculteurs en l'état actuel des textes ou des avantages qu'il serait — selon certains — susceptible de leur donner s'il était plus étendu. Ayant ainsi juxtaposé à notre étude théorique, une étude pratique, il nous sera possible de porter un jugement sur la prétendue étroitesse de la réglementation actuelle.

SECTION I. — *LE PRIVILÈGE ET L'AGRICULTURE ENVISAGÉE D'UN POINT DE VUE GÉNÉRAL*

Déclarer le privilège injuste parce qu'il engendre théoriquement une inégalité fiscale, c'est, disent les bouil-

leurs de cru, se contenter d'un examen par trop superficiel. Il faut se tourner vers les faits, vers la réalité, et alors l'injustice disparaît. Ce raisonnement est-il bien acceptable ? Est-il exact de dire que la non imposition des bouilleurs de cru constitue une atténuation aux charges fiscales qui pèsent sur l'agriculture et qui seraient trop lourdes ? Peut-on considérer les immunités des récoltants comme une prime dont dépendrait la prospérité de l'agriculture ; ou bien cette prospérité ne serait-elle pas liée au statut des alcools naturels, plutôt qu'au régime des bouilleurs de cru. Autant de questions qui vont faire l'objet des 3 paragraphes de cette section.

§ 1. — *Le privilège serait un remède à l'excès
des impôts agricoles*

Imposer la consommation des bouilleurs de cru, serait aboutir à une superfétation d'impôt. Vous semblez insinuer, disent leurs partisans, que le propriétaire qui produit le raisin avec lequel il fait l'alcool qu'il consomme, ne paie pas de droits pour cet alcool ; mais comptez-vous pour rien l'impôt foncier qu'il paie, la peine qu'il prend et tous les autres impôts dont il est accablé ? (1) N'a-t-il pas en plus contre lui toutes les intempéries des saisons ? Ne voit-il pas parfois disparaître sa récolte au moment même où il s'apprête à la recueillir ? Aussi, ajoutent-ils, si l'on taxe le récoltant, l'impôt perçu à la consommation va perdre son caractère de contribution indirecte pour devenir une nouvelle taxe directe allant grossir le poids de l'impôt foncier.

A supposer que la terre soit trop lourdement imposée, il ne nous semble pas que ce soit en créant une inégalité dans la perception de l'impôt de consommation, que l'on doit chercher une compensation à l'excès des charges fiscales agricoles. Que l'on corrige si l'on veut la loi qui fait peser sur la terre des taxes trop élevées, mais que l'on ne

(1) Lesnier : *J. O.*, Débats parlementaires, Chambre 1903, p. 791.

crée pas une injustice par mesure de bienveillance pour les agriculteurs. D'ailleurs si l'assiette de l'impôt foncier est défectueuse, cette défectuosité n'affecte pas que les pays bouilleurs, elle doit faire sentir également ses effets dans les pays non bouilleurs, pourquoi alors ne pas accorder une allocation en franchise aux producteurs d'alcools de pommes de terre, de betteraves, de grains ou de framboises ? Au reste, l'agriculture est-elle si durement frappée, et surtout est-il certain qu'elle soit plus durement frappée que l'industrie et le commerce ? On sait que l'impôt sur les bénéfices agricoles était inscrit en recette au budget de 1933 pour 34 millions, alors que l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux s'élevait à plus de 3 milliards. Nous ne voulons nier en aucune façon les difficultés des agriculteurs dans la crise si aigüe qui frappe l'économie de notre pays, mais si la crise atteint les viticulteurs et les producteurs de cidre, elle frappe au moins aussi durement les producteurs de blé. Pourquoi alors dégrever la consommation des uns et imposer celle des autres, les producteurs de blé n'ont-ils pas payé la contribution foncière comme les viticulteurs et les producteurs de cidres ?

Il ne nous semble pas que les charges fiscales de l'agriculture soient écrasantes, mais, et cela est malheureusement trop certain, la surproduction conjuguée à la mévente des produits agricoles rend aujourd'hui ces taxes particulièrement sensibles ; que l'on atténue si l'on veut le poids des contributions de l'agriculture, mais nous ne pouvons pas admettre qu'une exemption de taxes au profit des agriculteurs, ou plutôt au profit d'une catégorie d'agriculteurs, puisque tous n'en profitent pas, soit une façon normale de compenser le taux trop élevé des impôts. Si le tarif des droits sur l'alcool est si excessif qu'il ne puisse être payé par les cultivateurs, qu'on l'abaisse ! D'ailleurs c'est justement le fait de ne pas faire acquitter les droits sur l'alcool par tous les consommateurs (près de 40 % des quantités d'alcool consommé, grâce à la franchise et à la fraude, échappent au fisc) qui est le principal obstacle à l'abaissement de la taxe sur la consommation des spiri-

tueux. Il paraît donc nécessaire pour réduire l'impôt sur l'alcool, de commencer par assujettir à son paiement tous les consommateurs sans exception.

§ 2. — *Le privilège serait lié à la prospérité de l'Agriculture, ce serait une prime à l'Agriculture*

La seule considération que la situation des bouilleurs de cru constitue une exception au principe de la généralité du droit de consommation et du contrôle de la fabrication n'est pas suffisante, disent les partisans du privilège pour la faire supprimer *ipso facto*, car cette exonération est amplement justifiée par l'intérêt que présente la distillation pour l'agriculture, et on peut dire que les immunités des récoltants sont une sorte de prime que l'Etat octroie pour encourager les agriculteurs et leur venir en aide.

a) *Intérêt de la distillation pour l'Agriculture.*

La distillation, nous disent les bouilleurs de cru est la seule façon d'utiliser les excédents de récolte et les déchets. Lorsque les récoltes de fruits sont si abondantes que de grandes quantités restent invendues, faute de pouvoir les écouler à un prix rémunérateur, que faire de ces produits, sinon de les distiller ? Ainsi, le cultivateur arrive en fabriquant de l'eau-de-vie qu'il met en réserve, à tirer parti de matières dont il ne peut faire aucun autre usage. C'est ce petit bénéfice que vous voulez enlever au paysan qui, plutôt que de payer des droits exorbitants, jettera sa récolte au fumier. Or, les marcs de raisins, les fruits du verger, constituent dans la plupart des pays de l'Est et de l'Ouest une ressource essentielle de la culture. Il importe, avant tout, de ne pas mettre obstacle à une distillation si précieuse pour la richesse de ces contrées.

Ce raisonnement est spécieux.

Que la distillation soit un moyen d'utiliser des fruits qui vont s'avarier ou des marcs de raisins, cela est certain; mais nous ne voyons pas en quoi la réglementation actuelle empêche de brûler ces produits, personne n'a jamais con-

testé aux bouilleurs le droit de le faire, personne non plus ne les force à payer les droits s'ils veulent conserver leurs produits, les quantités prises en charge ne paieront aucun droit avant leur mise en circulation et les cultivateurs bénéficieront d'une remise de 7 litres par 100 litres chaque année pour les eaux-de-vie qu'ils conserveront en fût.

Certes, on a voulu voir, dans les formalités, que la loi de 1923 prescrit d'observer, un obstacle à ce que l'agriculteur puisse jouir des immunités et des avantages que cette loi lui accorde et on n'a pas manqué de représenter cette réglementation comme trop étroite, voici comment s'exprime M. Raymond de Passilée (1). « Si l'on envisage la loi incriminée au point de vue économique, dit cet auteur, ses défauts apparaissent aussi : le bouilleur de cru répugne-t-il à distiller à domicile, qu'il doit se rendre à l'atelier public fort éloigné de sa ferme et à des dates fixées par le juge de paix (M. de Passilée écrivait avant la suppression des périodes de distillation) il s'ensuit une perte de temps considérable bien contraire à la rationalisation du travail à laquelle on engage les paysans. Cette perte que l'on peut évaluer à deux journées de travail représente pour 2 millions de distillateurs, une somme de 120 millions de francs. A cette perte s'en adjoint une autre impossible à déterminer et qui réside dans l'abandon des fruits par les paysans, ne voulant et ne pouvant pas payer les droits sur l'hectolitre d'alcool recueilli ». Ces considérations ne sont que la reproduction du rapport de M. Damecour lu à la tribune du Sénat à la séance du 3 juillet 1931, mais M. Damecour, lui, chiffrait très bien la perte causée par l'abandon des fruits et l'évaluait à 30 millions obtenant ainsi un total de 150 millions. Nous pensons que ces chiffres sont essentiellement arbitraires et qu'ils ont été donnés en vue de répondre à M. Abel Gardey, rapporteur de la Commission des finances, qui montrait que le retour à la liberté ferait perdre au Trésor 165 millions de francs. Il ne faut pas oublier qu'un grand nombre d'ateliers pu-

(1) *Revue Politique et Parlementaire* 1931, t. 149, p. 129.

blics ont été créés (plus de 42.000 pour la campagne 1933-1934) et qu'il en existe dans chaque hameau, rendant le cas visé par M. de Passilée tout à fait exceptionnel, un grand nombre également de brûleries coopératives fonctionnent à la satisfaction des intéressés et rien n'empêche les bouilleurs de travailler à domicile.

Si la distillation est utile à l'agriculture, on ne peut soutenir sérieusement que la réglementation — indispensable pour juguler la fraude — la rende impraticable ; surtout depuis que le décret-loi du 19 juillet 1934 a beaucoup adouci la rigueur du contrôle en donnant de nouvelles et larges facilités de travail aux récoltants.

b) *La prime à l'Agriculture que constituerait le privilège.*

Vu sous le jour d'une prime à l'Agriculture, le privilège, disent ses défenseurs, perd son caractère exceptionnel ; sans doute, l'immunité aboutit à une surimposition du reste des contribuables, mais dans la vie économique des sociétés modernes, tous les intérêts sont solidaires, il est juste que tous les membres de la société s'unissent pour soutenir ceux d'entre eux qui sont dans une situation difficile. Ne voit-on pas tous les jours des applications de cette solidarité. L'Etat s'impose souvent de très lourds sacrifices financiers pour venir en aide à telle ou telle branche de l'activité de ses nationaux, ou à telle ou telle catégorie de citoyens. Et pourtant dans ces cas-là quelques-uns seulement profitent de sacrifices qui coûtent à tous. Ce sont les primes à la marine marchande, et l'on sait les sommes considérables que versent les contribuables au profit des compagnies de transport ; ce sont les mesures de toutes sortes destinées à venir en aide aux producteurs de blé, ce sont les achats par l'Etat des alcools provenant de la distillation des vins, ce sont enfin tous les droits de douane que l'Etat impose à l'entrée en France des marchandises étrangères afin de protéger les industries nationales ; droits de douane dont les consommateurs français font en réalité les frais, en payant plus cher ce que l'étranger leur four-

nirait à meilleur compte. Qu'est-ce donc que ces primes, ces subventions, sinon des privilèges et pourtant personne ne les attaque puisqu'ils sont légitimés par l'intérêt public et national.

Les facilités de travail et les immunités dont jouissent les bouilleurs de cru ne sont pas autre chose qu'un aspect de cette protection tutélaire de l'Etat, un avantage propre à combattre le dépeuplement des campagnes, un encouragement à la production et à l'exportation d'une richesse nationale. Le privilège est une prime comme les autres à ceci près que c'est une prime donnée sous une forme négative, puisque au lieu de déboursier une somme, l'Etat néglige de percevoir l'impôt (1).

Que vaut cette argumentation ? Que faut-il penser de cette prime que le privilège apporterait à l'agriculture ?

Écartons d'abord un argument dont on faisait autrefois grand usage mais qui est plus rarement utilisé aujourd'hui. On disait que le privilège était la sauvegarde d'une branche importante de notre activité nationale : l'exportation des eaux-de-vie. Comment soutenir pareil paradoxe puisque le privilège a pour but de faciliter la consommation « familiale » de l'eau-de-vie. Par qui est faite l'exportation ? Par le commerce et non par les récoltants consommateurs. Et qui fait la prospérité de ce commerce, sinon la qualité des produits, garantie par leur origine ? Cette origine ne peut être certifiée que par les acquits de couleur que délivre la Régie aux producteurs, la réglementation est donc vitale pour les exportateurs, puisqu'elle leur permet de prouver la provenance de leurs eaux-de-vie. Aussi les régions d'Armagnac et des Charentes, dont les crus sont réputés dans le monde entier, sont-elles les premières à réclamer le maintien du contrôle.

Quels sont les avantages pécuniaires que le fonctionnement — régulier — du privilège apporte aux populations agricoles ? Chaque année le bouilleur de cru a droit

(1) Voir en ce sens Fouache, *Réforme du régime des boissons*, Thèse Paris 1900, 1^{re} partie, ch. I.

à dix litres d'alcool pur en franchise, c'est-à-dire vingt litres d'eau-de-vie à 50°, en d'autres termes, il a droit à une remise d'impôts de 250 francs ; à cette somme, il faut ajouter la remise d'impôts de 11 fr. 50 qui est faite sur chaque litre d'alcool consommé en sus de l'allocation en franchise (le bouilleur paye, on le sait, sur l'alcool consommé en sus de l'allocation, un droit de 13 fr. 50 au lieu du droit ordinaire de 25 francs). Ainsi, ce serait-ce gain de 250 à 300 francs qui serait un facteur puissant contre le dépeuplement des campagnes ? Nous sommes bien sceptiques. Certes nous le savons, on a dénoncé l'étroitesse du privilège actuel, on a demandé l'exonération complète de la consommation du bouilleur si importante soit-elle. N'est-ce pas alors abaisser de singulière façon les paysans dont la majorité se contente des 10 litres actuels en franchise (l'agitation des bouilleurs de cru, nous le verrons bientôt, n'affecte qu'une partie restreinte du territoire) que de leur dire : Voyez les avantages considérables de votre condition d'agriculteurs, vous allez pouvoir boire, sans qu'il vous coûte rien, tout l'alcool que vous pourrez désirer. C'est donc l'attrait de l'alcool que l'on veut faire miroiter aux yeux des paysans pour les retenir à la terre ! L'exemption des droits à la consommation, en propageant l'alcoolisme familial, ne semble guère un remède au dépeuplement des campagnes.

Le fonctionnement *régulier* du privilège ne peut être qu'une prime à la consommation de l'eau-de-vie et le gain obtenu est insignifiant. Les partisans des bouilleurs, lorsqu'ils parlent de l'aide apportée par le privilège à l'Agriculture, veulent-ils alors faire allusion, sans le dire ouvertement, au gain illicite que les bouilleurs peuvent retirer du fonctionnement *irrégulier* du privilège, de la fraude rendue possible par les facilités accordées à la distillation ? Dans ce cas, évidemment, la prime est intéressante, elle n'est plus simplement négative mais bien positive, puisque chaque litre d'alcool écoulé clandestinement est chargé de 25 francs de droits dont le bouilleur de cru bénéficiera. Mais il faut espérer que le privilège n'a pas été octroyé dans

ce but, on ne peut raisonnablement asseoir une prime sur la fraude. En définitive, cette question de prime à l'agriculture se présente d'une façon très simple : ou bien le bouilleur de cru se contente de consommer son allocation, et cette consommation en franchise ne lui procure qu'un gain sans grand intérêt, ou bien il vend l'eau-de-vie représentant son allocation et l'eau-de-vie qui a été produite en fraude, et il tire son revenu d'un fait illicite.

La prime que l'on veut voir dans le privilège des bouilleurs de cru nous semble donc avoir peu d'intérêt pour la prospérité de l'agriculture, par contre, il est certain, nous l'avons montré (1), que la réglementation du privilège est liée au régime de séparation des alcools institué originellement par la loi du 30 juin 1916 et c'est précisément à ce statut des alcools naturels qu'est attachée, comme nous l'allons voir, la prospérité de l'agriculture.

§ 3. — *La prospérité de l'Agriculture
est liée au statut des alcools naturels*

Il suffit de jeter les yeux sur les statistiques que nous avons établies au Titre III de notre 1^{re} Partie, pour voir combien la production des alcools naturels, c'est-à-dire ceux provenant de la distillation des vins, cidres ou fruits, a été favorisée par le régime de la loi de 1916, complétée par les accords de Béziers de 1922, qui exclut les alcools dits d'industrie, de la consommation de bouche. Alors qu'en 1912, année d'une très forte distillation (3.302.000 hectolitres) les alcools naturels ne comptaient que pour 337.000 hectos, soit environ 10 % de la production tout entière, pendant la campagne 1930-31, leur production a atteint 639.000 hectos et 20,6 % du total (3.092.000) pour arriver à 1.275.000 hectos représentant 41 % de la production totale pendant la campagne 1931-32. Les prix, qui variaient avant la guerre entre 110 et 120 francs l'hectolitre, avaient atteint avant la crise 600, 1.200, et même 1.400

(1) Voir *supra* p. 201.

francs suivant les récoltes de vins ou de pommes. La crise les avait fait descendre autour de 350 à 400 francs ; mais, aujourd'hui, l'Etat, en vertu du monopole, se porte acheteur des alcools naturels au prix de 567 francs 75 pour les alcools de vins et de cidres, de 489 fr. 80 pour les alcools de pommes et de poires, et de 356 fr. 22 pour les alcools de marcs, et les revend à raison de 900 francs l'hectolitre pour la préparation des liqueurs. Seules demeurent sur le marché libre les eaux-de-vie à appellation d'origine : Cognacs et Armagnacs, et les eaux-de-vie ordinaires titrant moins de 70° et non rectifiées. Le commerce des liqueurs ne pouvant s'approvisionner en alcools extra-neutres qu'au prix de 900 francs l'hectolitre, il est vraisemblable que la consommation de l'eau-de-vie se développera et que les cours ne tarderont pas à monter. Or, les eaux-de-vie, restant sur le marché libre, sont précisément celles produites par les bouilleurs de cru qui seront ainsi les principaux bénéficiaires d'une réforme dont les conséquences seront pourtant désastreuses pour certains intérêts. Plus que jamais le statut des alcools naturels est donc favorable aux intérêts des bouilleurs de cru.

La réglementation du privilège qui est intimement liée à ce statut est donc en définitive précieuse pour les récoltants. D'ailleurs on a une preuve formelle que cette réglementation n'est pas trop sévère dans le nombre sans cesse croissant et la production sans cesse en augmentation des bouilleurs. Tandis qu'il existait 1.300.000 bouilleurs de cru en 1905 — année pendant laquelle les distillations étaient contrôlées, — dont la fabrication d'ensemble avait atteint un peu plus de 246.000 hectolitres d'alcool pur, on a recensé durant la campagne 1933-34, 3.326.000 bouilleurs (Bulletin de statistique déc. 1934, p. 1700) ayant produit 427.000 hectolitres d'alcool pur. Cette progression rapide du nombre de bouilleurs semble bien démontrer que le régime en vigueur n'est pas tellement défavorable aux récoltants.

D'autre part, un autre fait vient corroborer cette opinion, il est en effet essentiel de remarquer que la part prise

par les bouilleurs de cru dans la production des alcools de bouche est très importante et en voie d'accroissement, M. Tournan, dans son rapport sur l'alcool, nous indique que la production non contrôlée des eaux-de-vie naturelles atteignit en 1912, 203.000 hectolitres et en 1913, 220.000. La production des eaux-de-vie par les bouilleurs s'est élevée pendant la campagne 1933-1934 à 427.000 hectolitres d'alcool pur, représentant 45,7 % de la production totale.

Ces résultats matériels constituent, semble-t-il, la plus éloquente des réponses à ceux qui dénoncent les entraves apportées aux opérations des récoltants.

L'opinion qui veut voir dans les immunités des bouilleurs de cru un facteur essentiel de prospérité de l'agriculture, nous paraît singulièrement exagérée. Les intérêts des producteurs nous paraissent dépendre nettement du prix qu'ils sont à même de retirer de leurs eaux-de-vie et de la prospérité du commerce qui se fait de ces produits, commerce qui pour vivre doit être protégé contre la fraude par la réglementation du privilège. On ne saurait sérieusement contester, nous pensons l'avoir suffisamment montré, que le régime de séparation des alcools a été essentiellement favorable aux bouilleurs. Or il ne faut pas oublier, M. Henri Maillac, Vice-Président de la Chambre d'Agriculture de l'Aude, le faisait remarquer à l'Assemblée des Présidents des Chambres d'Agriculture, le 27 octobre 1932 (1), « que
« la séparation des alcools n'a été votée et le monopole de
« la consommation de bouche accordée aux alcools natu-
« rels, qu'en compensation, non de la suppression, mais de
« la réglementation du privilège des bouilleurs de cru » ;
on ne saurait donc dénoncer comme trop étroite une réglementation, dont au surplus la plupart des intéressés ne se plaignent pas, et qui est la condition même du maintien et du bon fonctionnement d'un système qui a donné des résultats aussi appréciables.

(1) *Compte rendu de l'Assemblée des Présidents des Chambres d'Agriculture*, Session d'octobre 1932, p. 91.

SECTION II. — LE PRIVILÈGE ET LA VITICULTURE

La crise aiguë de surproduction que traverse actuellement le vignoble français, conduit à rechercher dans quelle mesure les immunités des bouilleurs de cru peuvent être utiles à la viticulture. Nous ne voulons pas faire allusion aux petits avantages que le viticulteur en particulier retire de l'allocation en franchise qui lui permet de préparer des rafraîchissements, des boissons diverses ou des conserves de fruits, nous voulons parler des avantages que le privilège peut apporter aux intérêts généraux de la viticulture, ou plus exactement pourrait apporter, car beaucoup parmi ceux qui voient dans les faveurs dont jouissent les récoltants un facteur de prospérité pour les régions vinicoles, estiment que le peu d'importance de leur rôle actuel provient de la réglementation qui, à les entendre, serait trop étroite et paralyserait la distillation. Le privilège des bouilleurs de cru peut-il être un remède à la surproduction vinicole ? Certains l'affirment avec chaleur, d'autres le nient avec non moins de conviction. Avant d'examiner les différentes opinions, il convient, croyons-nous, de dire quelques mots du vignoble français et de la surproduction.

La surproduction dont souffre la viticulture semble avoir deux causes principales : l'accroissement du rendement à l'hectare et le développement du vignoble algérien. « Le mal, constate M. Prosper Gervais, dans un remarquable rapport à l'Académie d'agriculture de France (1), ne date pas d'hier. Il a sa source dans la crise phylloxérique et dans les modifications apportées par elle à l'établissement de notre vignoble ; mais il s'est singulièrement aggravé au cours de ces dernières années, par suite de l'excès des plantations et de l'extension démesurée du vignoble algérien ». Dans la lutte pour la reconstitution des vignobles ravagés après 1875 par le phylloxéra on s'est inspiré d'une méthode de culture intensive qui sacrifie la quantité à la

(1) *Comptes rendus des séances de l'Académie d'agriculture*, 1935, n° 4, p. 128.

qualité, et c'est de cette erreur dont la viticulture française souffre cruellement aujourd'hui. Alors qu'en 1875, année exceptionnelle, le vignoble, d'une étendue de 2.421.247 hectares, avait produit 83.836 hectolitres, soit un rendement moyen de 35 hectolitres à l'hectare, en 1934 le vignoble métropolitain est réduit à 1.478.889 et produit 75.143.622 hectolitres, soit un rendement de 50 hectolitres à l'hectare. Ainsi, avec une superficie inférieure à l'ancienne, de près de 1 million d'hectares, la production est presque égale à celle d'autrefois ! La réduction du vignoble s'est faite entièrement aux dépens des régions du Centre, de l'Ouest et de l'Est ; les régions du Midi, au contraire, ont vu s'accroître la surface de leurs terrains plantés en vignes et la production méridionale a presque doublé. Cette augmentation considérable a eu pour cause l'extension de la culture de la vigne aux plaines autrefois occupées par les prairies ou les céréales, accompagnée de la plantation de cépages à grand rendement, rendement encore accru par les méthodes culturales (taille très longue, mise sur fil de fer, grosses fumures, irrigations abondantes).

Aux ressources métropolitaines déjà si importantes, est venu s'adjoindre l'apport de l'Algérie dont le climat est si favorable à la culture de la vigne. Le vignoble algérien a pris une rapide extension. Alors qu'en 1875 l'Algérie achetait plus de 300.000 hectolitres de vin, sa production actuelle dépasse en moyenne le quart de celle de la métropole, et dans les années d'abondance, les ressources méditerranéennes atteignent presque le tiers de celles de la France continentale, témoin la récolte de 1934 : sur un total de 97 millions d'hectolitres, la part de l'Algérie est supérieure à 22 millions d'hectolitres .

Aussi la production vinicole de notre pays est-elle extrêmement importante puisque, pour prendre l'exemple de l'année 1934 (la récolte de 1935 est un peu inférieure et est d'environ 92 millions d'hectolitres) si l'on ajoute au chiffre cité de 97 millions le montant des stocks à la propriété, celui des importations tunisiennes et étrangères, le total des ressources s'élève à 103.913.594 hectolitres. Que

faire d'une semblable récolte, alors que l'écoulement normal n'est pas supérieur à 75 ou 80 millions d'hectolitres ? En face d'une telle abondance, le privilège des bouilleurs de cru peut-il être d'une certaine utilité pour la résorption des excédents ? Tel est le problème qu'il nous faut maintenant examiner. On peut grouper les développements, sur ce point autour de deux idées : nous essaierons d'abord de déterminer si la distillation facultative peut être un remède à la crise vinicole ; nous verrons ensuite si le vinage en franchise avec l'alcool provenant de la distillation du vin peut contribuer à faire disparaître les excédents, ou tout au moins contribuer à les atténuer. Est-ce que dans ces deux cas la réglementation actuelle empêche la distillation de jouer son rôle bienfaisant ?

SOUS-SECTION I. — LA DISTILLATION FACULTATIVE COMME REMÈDE A LA SURPRODUCTION VINICOLE

La distillation — on l'a répété si souvent que cela devient une banalité de le dire — « est la soupape de sûreté » de la viticulture, mais cette fameuse soupape est-elle automatique ou son fonctionnement doit-il être provoqué par une mesure législative ? Toute la question est là.

Pour étudier l'influence possible de la distillation sur le cours des vins en cas de surproduction, il faut faire abstraction de toutes les lois si nombreuses qui forment le statut actuel de la viticulture et imaginer un marché idéal sur lequel, toute intervention de l'Etat étant bannie, s'exercerait librement le jeu de la loi de l'offre et de la demande.

§ 1. — *Exposé de l'argumentation des partisans de la distillation facultative*

Chaque fois que la récolte sera surabondante, et cela tend à devenir malheureusement fréquent, la distillation libre du trop plein sera le seul moyen, disent les viticulteurs, de dégorger le marché, de retirer de la circulation une certaine quantité de vin, de façon à n'alimenter le mar-

ché qu'en proportion des besoins de la consommation et éviter ainsi un effondrement des cours. Certes les vignerons pourraient plus simplement garder le vin dans leurs caves et ne livrer à la circulation que les quantités équivalentes aux besoins, mais cette manière de faire, outre qu'elle aurait l'inconvénient d'exposer les viticulteurs à la tentation de remettre en circulation leurs vins ainsi volontairement bloqués, serait onéreuse. Pour garder le vin, il faut de la place et peu de viticulteurs possèdent des caves suffisamment vastes pour le faire. De plus, la conservation du vin est délicate, les pertes dues à l'évaporation et au coulage sont importantes, et il est difficile de le préserver des maladies d'autant plus à craindre que les vins conservés ne seront pas les meilleurs. Il est donc bien préférable de transformer le vin en eau-de-vie, non seulement celle-ci est bien plus facile à garder que le vin, puisqu'elle occupe à peine le dixième de son volume, mais surtout, loin de s'altérer, elle se bonifie et prend de la valeur en vieillissant. Le viticulteur peut donc facilement transformer le trop plein de sa récolte en alcool qu'il écoulera par la suite au fur et à mesure des circonstances.

Cette conception fait penser à ce plan qu'en 1912, la Fédération internationale des Maîtres Filateurs et Manufacturiers de coton (1), avait tenté de mettre sur pied, afin de réduire l'amplitude des variations des cours du coton. Dans cette hypothèse, à la vérité, c'étaient les consommateurs qui cherchaient à se mettre à l'abri des écarts des prix, mais la technique semble analogue. Ce système, basé sur la notion de l'utilité finale, consistait à établir une réserve de marchandise qui eut été une sorte de « masse de manœuvre » que l'on eut portée sur le marché, ou retirée selon que l'on eut voulu provoquer la baisse ou la hausse des prix ; tout comme la partie bloquée de la récolte des vins est retirée du marché en cas de récolte excédentaire et mise en circulation en année déficitaire.

(1) Voir l'étude de M. W. Oualid dans la *Revue d'Economie Politique* de 1932, p. 43, t. 26.

A l'appui de leur thèse, les bouilleurs invoquent l'exemple du passé, c'est grâce, disent-ils, à la liberté de distillation, que la viticulture française a pu supporter autrefois sans trop en souffrir l'abondance des récoltes : on convertissait les excédents en eaux-de-vie que l'on gardait en cave. Si aujourd'hui le marché est encombré, c'est parce que, en raison de la réglementation du privilège des bouilleurs de cru, on n'utilise plus ce droit de distillation, il faut donc, ajoutent-ils, reconquérir cette liberté et en user, il la faut « pleine, sans entraves, sans contrôle ».

§ 2. — *Examen critique de la thèse des viticulteurs*

Que faut-il penser de cette argumentation ? En théorie, il est certain que l'idée est séduisante et conforme aux lois de l'Economie politique, mais en pratique est-ce que les choses vont se passer aussi simplement ; et la distillation va-t-elle jouer automatiquement pour cette seule raison qu'il n'y aura plus de contrôle ?

Lorsque les bouilleurs font appel aux enseignements de l'histoire, ils visent spécialement les récoltes de 1875 et de 1893 ; la libre distillation aurait alors sauvé la viticulture, et la réglementation du privilège en 1900 aurait causé la mévente des vins. Il ne semble pas que l'influence de la distillation ait été absolument prépondérante, la raison qui a empêché la chute des prix paraît être plutôt la perspective des récoltes déficitaires qui suivirent ces années exceptionnelles de 1875 et 1893. L'année 1875 qui avait vu le vignoble produire près de 84 millions d'hectolitres est suivie par les années 1876 et 1877 pendant lesquelles la production atteint seulement 41.850.000 hectolitres, et 56.450.000 hectolitres ; l'année 1893 avec ses 50 millions, précède les mauvaises récoltes de 1894 (39.000.000 hl.) et de 1895 (26.500.000 hl.) L'année 1929 présente une situation analogue et pourtant on était sous l'empire de la réglementation, il n'y eut pas de distillation et les prix ont monté, malgré l'abondance de 1929, de 40 francs à 200 francs en août 1930, tout simplement parce que la récolte

de 1930 fut faible (53 millions). On veut voir dans la réglementation du privilège en 1900 la cause de la mévente de 1901 et de 1902, et pourtant en 1901 on a distillé deux fois plus de vin qu'en 1894, 4.728.000 hl. contre 2.310.000 hl. : « Peut-on donner exemple plus typique de la totale inefficacité de la distillation libre comme débouché des vins » (1). Quant à la mévente de 1906 à 1909, après le rétablissement du privilège en 1906, on l'explique en disant que les alambics ont été vendus comme vieux cuivre ; comment se fait-il alors que la moyenne des distillations de ces trois années soit de 3.200.000 hl. supérieure même aux distillations de 1893 (1.144.000 hl.) et de 1894 (2.310.000 hl.).

D'ailleurs si le privilège avait été regardé en 1875 comme le sauveur de la viticulture, on en aurait eu un écho dans les débats parlementaires qui précédèrent le vote de la loi du 14 décembre 1875. Lisez les journaux officiels de l'époque, aucun discours parlementaire ne reflète les préoccupations viticoles. Tous portent sur les arguments habituels : liberté du domicile, droit de propriété, absence de préjudice fiscal. Si la distillation avait eu cet effet salutaire, on n'eût pas manqué de le signaler à la Chambre. Remarquons enfin que les récoltes du siècle dernier n'étaient pas influencées par la production algérienne et cela compte pour la résorption des excédents.

La distillation facultative est sans effet, ou en tout cas, son influence est tout à fait restreinte pour cette raison bien simple que le viticulteur, pris isolément, n'a pas d'intérêt personnel immédiat à distiller son vin.

Prenons un exemple concret, celui de la campagne 1934 avec ses 103 millions d'hectolitres. Quel intérêt le vigneron va-t-il avoir à transformer son vin en alcool ? L'alcool, pendant les neuf premiers mois de l'année 1935 s'est vendu au cours moyen de 400 francs (chiffre déterminé par l'Administration pour la reprise des stocks lors de l'application du monopole) ; et le prix du vin s'est abaissé

(1) Gaston Morély : A propos du vinage. *Bulletin de la Société centrale d'agriculture de l'Aude*, 1932, p. 119.

pendant cette même période jusqu'à 4 francs le degré, peu de temps avant le décret du 30 juillet 1935. Malgré ce cours extrêmement bas, le vigneron a encore intérêt à écouler sa récolte sous forme de vin plutôt que sous forme d'alcool. L'exemple suivant le fera comprendre : Supposons le traitement d'un vin de 9° à 36 francs l'hectolitre ; le bouilleur de cru retirera environ 8 litres 5 d'alcool représentant $8,5 \times 4 = 34$ francs dont il devra encore déduire les frais de distillation, soit environ 5 francs si bien que son hectolitre de vin transformé en alcool lui rapportera 5 à 7 francs de moins que sous sa forme primitive ; et l'on croit qu'il va distiller en le persuadant que son opération qui lui cause une perte sur son vin brûlé lui permettra de vendre plus cher la partie restante de sa récolte ? Du reste, le cours de 4 francs est un prix dérisoire qui ne représente même pas les frais d'exploitation. Si, comme le fait M. Jean Paul (1), on estime le cours normal d'un vin de 9° à 90 francs on voit quel sera pour le viticulteur le résultat de l'opération, puisque l'alcool lui reviendra aux environs de 950 francs l'hectolitre ; et à ce moment le marché de l'alcool, étant libre par hypothèse, les apports de tous les viticulteurs produiront un tel afflux que les cours tomberont bien au-dessous de 400 francs.

Le viticulteur si on le laisse libre, ne voyant, et cela est tout à fait naturel, que son intérêt personnel, ne distillera pas et se préoccupera peu des intérêts généraux de la viticulture. Sans doute on peut nous faire remarquer que les viticulteurs peuvent garder leur alcool quelque temps dans leurs caves, ou mieux dans celles des coopératives de distillation ; mais tous les viticulteurs ne font pas partie d'une coopérative, à supposer que celle-ci ait le logement suffisant pour conserver les quantités énormes qu'il faudrait distiller si l'on veut agir efficacement sur le marché des vins, et surtout beaucoup de viticulteurs doivent faire argent de leurs produits, immédiatement après les vendanges. D'autre part, il ne semble pas que les viticulteurs puis-

(1) *Revue de viticulture* 13 juin 1935.

sent tirer un bien gros profit de leurs eaux-de-vie, même en échelonnant les ventes, car il est vraisemblable que les cours seraient fortement influencés par les stocks considérables existant en cave. Sans doute l'eau-de-vie prend de la valeur en vieillissant, mais cette plus-value sera-t-elle suffisante pour combler la perte originale subie au moment de la distillation ? Et il faut surtout compter avec les pertes qu'engendre la conservation de l'eau-de-vie ; l'évaporation notamment est très importante lorsque ce produit reste dans des tonneaux en bois, et c'est là seulement qu'il acquiert de la qualité. L'Administration des Contributions indirectes tolère un manquant de 7 % pour les alcools sous bois, on voit combien cette évaporation est importante, et rend aléatoire et peu rémunératrice la garde de l'eau-de-vie, à moins qu'il s'agisse de grands crus, et ce n'est pas le cas pour le Midi où règne la surproduction.

Certes, on a objecté avec raison que même si les cours de l'alcool tombent à zéro, le viticulteur a encore intérêt à distiller pour revaloriser la vente de sa récolte, car le bénéfice visé n'est pas celui qui résulte de la vente de l'alcool, mais celui devant résulter de la hausse des prix du vin. Qu'importe, dit-on, la destruction d'un quart de la récolte si les trois quarts restant ont une valeur supérieure à celle du tout. Et l'on invoque à l'appui de ces dires l'exemple de la Compagnie Hollandaise au 18^e siècle, et plus près de nous l'exemple du Brésil qui n'a pas hésité à faire jeter à la mer des chargements entiers de café pour faire remonter les cours. Cette théorie est très conforme aux lois économiques de la valeur, mais ce qu'on oublie, c'est qu'elle est impossible à mettre en pratique par des producteurs isolés qui distillent si bon leur semble. La Compagnie Hollandaise possédait le monopole des épices, le Brésil a pu imposer sa volonté aux planteurs, il faudrait, pour que la combinaison réussisse, que les viticulteurs fussent tous syndiqués et suffisamment unis pour que l'intérêt général du syndicat l'emportât sur les intérêts particuliers des viticulteurs.

Les idées syndicalistes ont fait certes des progrès, mais nous n'en sommes pas encore là, nous en sommes même assez loin, car on sait les difficultés qu'ont les syndicats de producteurs à faire respecter la loi syndicale par les affiliés. « L'intérêt de la viticulture française, nous dit M. Gide, « en tant qu'entité est absolument étranger aux préoccupations du vigneron, le seul point qui l'intéresse, c'est « de réaliser le maximum de profit et de réduire sa perte « au minimum. La viticulture française pour lui, c'est la « vigne d'autrui, mais sa vigne à lui, c'est lui-même. « Quand se posera pour lui la question de savoir s'il vaut « mieux vendre son vin ou le brûler, le seul compte qu'il « fera, c'est celui que nous en avons fait plus haut, c'est « à-dire qu'en transformant son vin en alcool, il gagnera « moins qu'en le vendant comme vin, et il n'hésitera pas à « le livrer à la circulation. Ah, si vous pouviez lui prouver « qu'en brûlant le quart de son vin il augmentera d'autant « ou plus la valeur du vin restant dans sa cave, c'est autre « chose, il serait aussitôt converti, mais vous ne ferez pas « cette démonstration, parce que vous savez qu'elle est sans « fondement : la réduction de quantité n'a d'action qu'autant qu'elle porte sur l'ensemble de la récolte et elle est « totalement indifférente si elle ne porte que sur une seule « cave » (1).

La résorption spontanée des excédents des récoltes viticoles par la distillation facultative nous apparaît comme une vue chimérique par trop éloignée des réalités pratiques. Ce qui nous surprend surtout dans cette théorie, c'est la façon que l'on a de raisonner comme si le droit de bouillir n'existait pas. Est-ce que ce droit a jamais été contesté aux viticulteurs ? Est-ce que la réglementation du privilège les empêche de distiller leurs récoltes comme bon leur semble ? Alors puisqu'ils ont ce droit, pourquoi ne brûlent-ils pas leurs vins ? Pense-t-on que la distillation serait plus active si l'alcool produit échappait à toute prise en charge ?

(1) Charles Gide : Bouilleurs de cru et viticulteurs. *Revue d'Economie Politique* 1906, p. 240.

Nous ne pouvons croire que les viticulteurs en réclamant la suppression du contrôle veulent user des avantages que la vente en fraude pourrait leur procurer. Il est d'ailleurs vraisemblable que si une telle vente était faite, elle serait tellement massive que la fraude ne rapporterait plus aucun bénéfice. Il ne faut pas oublier non plus que la réglementation est d'autant plus nécessaire que l'absence de surveillance entraînerait la fabrication plus intense des piquettes et des vins artificiels qui viendraient encore grossir l'offre.

Non, la réglementation du privilège, telle qu'elle existe actuellement, n'enlève pas le droit de bouillir et elle est indispensable pour empêcher la fraude. Si la distillation était fructueuse pour le viticulteur, elle serait pratiquée depuis longtemps d'autant plus que dans le Midi la distillation s'effectue principalement en distilleries coopératives, et que la réglementation du privilège fonctionne normalement à la satisfaction des intéressés ; ce n'est donc pas en supprimant tout contrôle que l'on verrait des quantités énormes de vins aller à l'alambic et il est faux de prétendre que la réglementation empêche les viticulteurs d'user de la distillation.

En définitive, il nous semble que la distillation facultative ne peut être un remède à la surproduction vinicole puisqu'elle n'est pas dictée par l'intérêt personnel aux viticulteurs ; il est nécessaire, et cette conclusion s'impose, si peu enthousiaste que l'on soit de l'ingérence de l'Etat, que l'Etat intervienne pour faire respecter l'intérêt commun et rendre obligatoire cette distillation dont les particuliers ne peuvent comprendre isolément les bienfaits, tout en la rendant possible par l'achat des quantités produites par les vignerons afin d'empêcher l'effondrement du cours de l'alcool. Ce n'est pas ici le lieu d'examiner les lois nombreuses qui forment le statut de la viticulture, nous n'en voulons pas faire l'apologie et nous nous permettrons même de remarquer que les tendances démagogiques dont elles sont parfois inspirées (le décret-loi du 30 juillet 1935 a un peu réduit ce caractère) en ont compromis les résultats ; mais ce que nous voulons dire, c'est que le principe de

l'intervention de l'Etat, à condition qu'on laisse de côté les intérêts électoraux, en présence de la discordance des intérêts particuliers, nous semble indispensable si l'on veut apporter une atténuation à la crise de surproduction dont souffre la viticulture française.

SOUS-SECTION II. — LE VINAGE A LA CUVE COMME REMÈDE
A LA SURPRODUCTION VINICOLE
ET LE PRIVILÈGE DES BOUILLEURS DE CRU

Nous venons de voir que l'absence de profit immédiat pour le viticulteur condamne la distillation facultative à n'être qu'un remède théorique à la surproduction ; aussi la plupart de ceux qui voient dans la suppression de la réglementation du privilège un bienfait pour la viticulture rattachent-ils cette abolition du contrôle à la possibilité pour le récoltant de viner sa vendange à la cuve avec de l'alcool provenant de son vin. Il nous faut d'abord examiner ce qu'on entend par vinage à la cuve et voir de quel intérêt cette opération peut être pour la résorption des excédents : c'est une question délicate sur laquelle on nous excusera d'exposer les diverses opinions plutôt que de prendre nettement parti, en raison de la connaissance tout à fait approfondie des problèmes vinicoles que cette question suppose, ensuite nous déterminerons, en admettant que le vinage à la cuve soit une réforme désirable, si cette mesure doit entraîner la suppression de toute surveillance, ou bien si le vinage ne nécessite pas plutôt un contrôle tel que la réglementation actuelle du privilège loin d'être trop étroite soit au contraire indispensable.

§ I. — *Intérêt du vinage à la cuve
comme remède à la surproduction vinicole*

Le vinage à la cuve est une opération qui consiste à ajouter une certaine quantité d'alcool à la vendange en fermentation en vue d'obtenir un vin de degré alcoolique plus élevé. La plupart des œnologues voient dans le vinage

à la cuve convenablement pratiqué, c'est-à-dire réalisé par addition d'alcool de vin, dans une proportion restreinte, dans les limites par exemple d'un relèvement du titre alcoolique de 2° à 2°5, un procédé excellent de vinification qui ne se borne pas à augmenter la richesse alcoolique d'un vin mais qui améliore nettement sa constitution et ses qualités organoleptiques (1). Ainsi entendu, le vinage à la cuve est totalement différent du vinage des vins faits, tel qu'on y procédait autrefois pour certains vins de consommation courante, cette opération appelée parfois survinage, ne donne souvent que des résultats imparfaits. C'est pourtant ce dernier procédé que la loi autorise pour les vins destinés à l'exportation, tandis qu'elle interdit la pratique du vinage à la cuve, comme d'ailleurs, celle du vinage ordinaire dans la préparation des vins destinés à la consommation intérieure (loi du 24 juillet 1894, art. 2).

Si on permet le vinage à la cuve, si on donne au vigneron la faculté d'ajouter à sa vendange de l'alcool à la condition expresse que celui-ci provienne de la distillation de son *propre vin*, on comprend que ce moyen, en améliorant la qualité d'une partie de la récolte par la disparition de l'autre partie, puisse contribuer à restreindre l'offre et par

(1) C'est l'opinion de MM.

Mathieu, Directeur de l'Institut œnotechnique de France;

Dabacquié, Directeur de la Station œnologique de la Gironde;

Semichon, Directeur de la Station œnologique de l'Aude;

Astruc, Directeur de la Station œnologique du Gard;

Ventre, Professeur d'œnologie à l'Ecole nationale d'agriculture de Montpellier.

Degrully, Professeur d'Economie et de Législation rurale à l'Ecole nationale d'agriculture de Montpellier.

Etaient également partisans de cette méthode: le Docteur Cot, le Docteur Despetis, MM. Mares, ancien Président de la Société centrale d'agriculture de l'Hérault; Augé, député; Cyprien de Crozals; Coste Floret; Giret, ancien Président du Comice agricole de l'arrondissement de Béziers; Jules Pastre, ancien Président du Syndicat Béziers-Saint Pons.

Remarquons cependant que certains amateurs de bons vins estiment que le vinage est de nature à nuire à la perfection des produits. C'est l'opinion des « Gastronomes régionalistes » présidés par M. Raymond Brunet, Directeur du « Moniteur Vinicole ».

conséquent à atténuer les excédents en cas de surproduction. Malgré toutes les mesures législatives : blocage, distillation obligatoire, composition des vins normaux, degré minimum, etc., il existe toujours des vins de qualité douteuse à degré alcoolique très peu élevé qui pèsent sur le marché et en affaiblissent les cours, les grosses récoltes sont en effet généralement avares de qualité autant que généreuses de quantité, dès lors il semble tout indiqué, observe M. Henri Astruc (1), « de corriger ces écarts en quantité en reconcentrant ce que la nature a trop dilué » ou ajoutons, ce que le viticulteur lui-même a parfois trop dilué par des irrigations inconsidérées.

Nous avons vu précédemment que la distillation facultative est inopérante pour cette raison qu'elle n'est pas commandée au viticulteur par son intérêt. L'intérêt est en effet le mobile de toute action humaine, et l'on pense que l'utilisation de l'alcool provenant de la distillation du vin pour remonter le degré de sa récolte inciterait le vigneron à distiller, puisque ce serait pour lui un bon moyen de tirer parti de ses vins de qualité médiocre, en les brûlant pour améliorer sa production. Le vinage à la cuve pourrait ainsi contribuer à la résorption des vins bloqués et des excédents.

On veut placer aujourd'hui, avec raison, la production vinicole sous le signe de la qualité, et une des mesures les plus heureuses prises dans ce sens a été l'institution d'un degré minimum. Mais ce degré minimum, ou plutôt ces degrés minima, puisque l'on fixe des degrés différents suivant les régions, pour être efficaces doivent être fixés à des chiffres assez élevés correspondant à la bonne moyenne de chaque région en année normale. Il peut arriver alors par suite des circonstances atmosphériques qu'un certain nombre de viticulteurs se trouvent dans l'impossibilité de réaliser le degré déterminé ; ils ne manqueront pas alors de demander l'abaissement du chiffre du degré minimum (on

H. Astruc : Les avantages possibles du rétablissement du droit des bouilleurs de cru et du vinage en franchise à deux degrés chez le récoltant. *Revue de viticulture*, 1931, p. 293.

en a eu l'exemple lors des récoltes récentes) et tout le bénéfice de la mesure sera perdu, spécialement en ce qui concerne l'amélioration progressive des encépagements et des procédés de culture (1). De plus, on sera conduit fatalement à fixer des degrés minima trop bas pour qu'ils puissent influencer sensiblement sur la quantité de vin mise sur le marché. Tout change au contraire si le récoltant a la possibilité de remonter le degré de ses vins à la cuve, on ne fera plus d'exception pour les régions dont le vin n'atteint pas le degré minimum fixé par la loi : aucune excuse ne pourra être admise, et le vinage apparaît ainsi comme un procédé capable de faire disparaître les vins à faible degré qui encombrant le marché. La qualité est ainsi accrue au détriment de la quantité puisque le vinage, à l'encontre du sucrage, puise ses éléments dans le vin lui-même et ne fait appel à aucun apport étranger au raisin. Certes la concentration des moûts réduit également la qualité mais, bien que très intéressante dans son principe elle nécessite des opérations un peu complexes, et elle est actuellement plus coûteuse que le vinage (2). Puisqu'il est permis de relever le degré alcoolique du vin avec du moût concentré, ou du sucre de betterave, il est assez illogique d'interdire l'emploi du sucre du raisin sous forme d'une addition d'alcool vinique ; le sucre en effet n'est au fond que de l'alcool solide, puisqu'il suffit de le faire fermenter pour qu'il devienne de l'alcool dans la proportion de 51 % de son poids.

Le vinage, partout où il est possible, a donc sur le sucrage l'énorme avantage — si l'on fait abstraction de toute fraude, question que nous allons retrouver dans un instant — de ne pas mettre sur le marché un surplus de degrés alcooliques empruntés à la betterave, puisque pour obtenir l'alcool nécessaire à ce vinage, on a été obligé de

(1) Comte David de Beauregard : A propos du vinage. *Le Progrès agricole et viticole*, 1935, n° 36, p. 235.

(2) Voir sur la question de la concentration des moûts envisagée comme remède à la crise viticole, les intéressants articles de M. Astruc parus dans la *Revue des Boissons*, à la fin de l'année 1935, nos 177 et suivants.

détruire un nombre de degrés-vin correspondants. Il allège donc bien le marché en volume, sans le charger en degré.

L'influence probable que le vinage à la cuve peut avoir sur la disparition des excédents, ne doit pas faire perdre de vue les dangers que ce système est susceptible de faire courir aux viticulteurs de coteaux (1). Il est à redouter en effet que les vins de coteaux à haut degré ne soient sérieusement concurrencés sur le marché des vins de coupage par les vins de plaines produits à moindre frais, dont on aura préalablement remonté le degré par vinage. On a cependant contesté cette opinion, MM. de David Beauregard, Henri Astruc, dont nous avons déjà cité les noms et aussi M. A. Palazy estiment que les vins de coteaux n'ont rien à craindre. D'abord d'après eux, un vin de plaines de 7 ou 8°, même viné, ne ressemblera jamais à un bon vin des Corbières, des Côtes du Rhône ou même du Var. D'autre part, le vinage dans la plaine ne sera pas gratuit puisque l'alcool nécessaire au vinage est déjà grevé des frais de distillation et de la valeur du vin que l'on est obligé de brûler. Or cette valeur augmente d'autant plus que le volume distillé est plus considérable, c'est-à-dire que le degré du vin utilisé est plus petit. Enfin les viticulteurs de coteaux pourront eux aussi user du vinage à la cuve et trouveront de nouveaux débouchés à l'exportation et sur le marché intérieur. A l'exportation les vins de coteaux vinés à la cuve avec de bonnes eaux-de-vie seront bien supérieurs aux préparations actuelles obtenues dans les ports par addition d'alcool de betterave sur des vins faits; sur le marché intérieur les vins de coteaux remontés de 2° remplaceront les vins étrangers à degré élevé que le commerce importe aujourd'hui, ce sera, dit M. Palazy, « la fin naturelle de l'importation des vins exotiques sans difficultés diplomatiques (2) ». Il est permis de n'être pas aussi optimiste.

(1) Voir à ce sujet un intéressant article de M. Gaston Morely : Discussion sur l'application pratique du privilège des bouilleurs de cru dans le *Bulletin de la Société Centrale d'Agriculture de l'Aude*, 1932, p. 120.

(2) *Revue de Viticulture* 1934, p. 253.

« Est-ce à dire que le vinage à la cuve soit une panacée capable de résoudre à elle seule la crise qui nous étreint ? Evidemment non. Il permet sans doute d'atténuer les excédents actuels de production en élevant le degré du vin de consommation (environ 5 millions d'hectos par degré supplémentaire), mais il est certainement impuissant devant les excédents permanents de l'ordre de 12 à 15 millions d'hectos auxquels nous devons nous attendre actuellement » (1). Devant une récolte très abondante, l'alcool excédentaire ne pourra être absorbé en totalité par le vinage à la cuve et l'Etat devra acheter le surplus, mais les obligations de l'Etat seront toujours atténuées, grâce à la résorption des excédents en partie réalisée par le vinage.

Les partisans du vinage en franchise à la cuve nous présentent ses avantages, malgré l'ombre de la question des vins de coteaux, sous un aspect des plus séduisants. Il nous faut passer maintenant aux inconvénients dûs aux fraudes que le vinage à la cuve est susceptible d'entraîner et examiner si la réglementation actuelle du privilège, loin d'être incompatible avec le vinage à la cuve, n'est pas au contraire la condition même de son bon fonctionnement.

§ 2. — *Inconvénients du vinage à la cuve.*

Le vinage à la cuve suppose le contrôle de la production des bouilleurs de cru

Pourquoi, disions-nous précédemment, puisqu'il est permis de relever le degré alcoolique des vins avec du sucre et du moût concentré, est-il défendu de remonter le degré des vendanges à la cuve avec de l'alcool vinique, élément essentiel du vin naturel ? C'est que le gros danger du vinage réside dans les fraudes qu'il peut engendrer, dès lors convient-il de permettre le vinage à la cuve d'une façon simpliste, en rétablissant d'une façon intégrale le privilège des bouilleurs de cru, c'est-à-dire en supprimant toute surveillance, toute prise en charge chez les viculteurs-bouilleurs

(2) Comte de David Beauregard, *op. cit.*

de cru, en leur disant : distillez vos vins comme vous l'entendez, mais vinez votre récolte, de manière que les vins sortant de vos chais satisfassent au degré minimum ?

Une telle manière de procéder est inadmissible et le contrôle est indispensable pour deux raisons : pour empêcher les fraudes nombreuses qui ne manqueraient pas de se produire et pour assurer la qualité des vins.

L'absence de toute prise en charge rendrait si tentant l'écoulement frauduleux de l'alcool produit par le viticulteur-bouilleur qu'un commerce clandestin de l'eau-de-vie, comme il en existe un dans l'Ouest, ne tarderait sans doute pas à s'organiser et ferait du Midi comme s'exprime M. Barthe « un champ très privilégié pour la fraude fiscale ». Mais la fraude que nous voulons principalement viser ici est celle qui à l'abri du privilège, se produirait dans les chais, à l'intérieur desquels par toutes sortes de procédés, on remonterait le degré du vin sans pour cela restreindre le volume, et l'effet de contraction qu'aurait pu provoquer le vinage à la cuve, serait ainsi entièrement manqué. Il ne faudrait pas que le vinage engendre la surproduction qu'il a précisément pour but de combattre, en permettant d'amener sur le marché des vins médiocres remontés au degré minimum et qui sans lui auraient dû être entièrement distillés. Dans la situation actuelle, il ne faut évidemment augmenter sous aucun prétexte le nombre de degrés-hectolitres mis sur le marché ; n'est-il pas à craindre que le vigneron mette à profit l'absence de toute surveillance pour viner sa vendange avec de l'alcool provenant de la distillation de ses marcs ou de ses lies ? Qu'en résultera-t-il alors, sinon un accroissement de la quantité des vins offerts sur le marché ? Aussi la plupart des défenseurs du vinage demandent-ils que tous les viticulteurs soient tenus de livrer la quantité d'alcool correspondant aux sous-produits de leur récolte. Comment, d'autre part, sans réglementation et sans contrôle, empêcher l'emploi du vinage à la cuve concurremment avec le sucrage ou les mouls concentrés ! Il est bien nécessaire cependant si l'on veut res-

treindre la quantité de prohiber l'usage simultané des différents procédés de vinification.

Reste la question du mouillage, le vinage chez les viticulteurs n'est parfois qu'un premier acte suivi d'un second, qui est le mouillage chez le commerçant. Celui-ci profite en effet de la suralcoolisation du vin pour y ajouter de l'eau et quelquefois des colorants chimiques de façon à en ramener le titre au degré normal. Le particulier lui-même qui boit son vin sur la table familiale est également porté à y ajouter une quantité d'eau d'autant plus grande que le degré alcoolique est plus élevé. Ainsi le vin que l'on aura éliminé du marché en le brûlant aura-t-il tendance à se trouver remplacé par l'eau, si bien que la consommation du vin viné évaluée en degrés-hectolitres se rapprochera de l'ancienne consommation du vin ordinaire dont le volume seul était plus important. Certes il n'y a qu'une tendance, une possibilité et il est certain que la quantité distillée ne sera pas intégralement remplacée par une quantité équivalente d'eau. Le viticulteur de coteaux, de son côté, en présence de la concurrence que pourront lui faire les vins des plaines remontés de 2 degrés à 2 degrés 5 sur le terrain des vins de coupage dont le marché sera du reste fortement restreint par le vinage, ne serait-il pas amené à réduire par mouillage le degré de ses récoltes pour obtenir des vins titrant au plus 10° dans le but de rechercher une vente plus aisée ?

L'opinion qui voit dans le vinage une raison de mouillage a été vivement combattue (1). Malgré tout, nous pensons que le mouillage reste une objection qu'on ne peut passer sous silence.

(1) M. Jules Ventre, Professeur d'œnologie à l'Ecole d'Agriculture de Montpellier, notamment, estime que « non seulement l'opération du « mouillage ne se justifie pas économiquement, mais qu'indépendamment de cela l'opération se traduirait analytiquement par une diminution de matières extractives, ce qui donnerait à l'ensemble le « caractère d'un vin alcoolisé. L'idée que le vinage entraîne le mouillage ne peut germer dans l'esprit d'un homme mentalement sain ». Après cela, la position du critique est assez délicate.

Enfin la suppression de tout contrôle pourrait amener les viticulteurs-bouilleurs de cru à créer des brûleries particulières et à délaisser les distilleries coopératives qui occupent une si grande place dans le Midi. La mise en sommeil des distilleries coopératives entraînerait la disparition de tous les avantages qui ont fait leur succès, notamment la qualité de leurs produits et l'utilisation rationnelle des sous-produits de la distillation des marcs qui n'est possible que si les quantités traitées sont très importantes. Ne serait-il pas à craindre, d'autre part, que la suppression du contrôle ne vienne compromettre les mesures prises pour la garantie de la pureté des eaux-de-vie, qu'elle entraîne notamment la disparition des acquits jaunes d'or et des acquits régionaux qui ont tant contribué à la réputation des eaux-de-vie naturelles ?

Si le contrôle des opérations du vinage est nécessaire pour éviter les fraudes possibles, il ne l'est pas moins pour assurer la bonne qualité des vins vinés. Nous savons en effet que l'addition d'alcool, pour donner un bon résultat, ne doit pas augmenter le degré alcoolique dans une proportion supérieure à deux degrés et demi et que, d'autre part, le vinage doit être effectué à la cuve, pendant la fermentation, et non sur le vin fait. Comment alors faire respecter ces règles indispensables autrement que par le contrôle de la Régie ?

Le vinage à la cuve ne suppose donc pas la suppression de la réglementation du privilège des bouilleurs de cru, bien au contraire pour donner tous ses avantages, notamment pour contribuer à la résorption des excédents, ce système nécessite la prise en charge des alcools viniques conservés dans les chais, et la surveillance de la distillation des récoltants apparaît comme indispensable pour assurer le bon fonctionnement et la sincérité des opérations de vinage à la cuve.

Pour montrer combien le Midi est loin de considérer la réglementation du privilège comme gênante ou trop étroite, nous donnerons la conclusion de M. A. Palazy, Président d'honneur de la Société départementale d'encou-

ragement à l'Agriculture de l'Hérault, Membre de la Chambre d'Agriculture (1) :

Nous demandons :

« Que soit autorisé par décret comme procédé licite de vinification, pour tout récoltant qui distillera son vin, l'emploi de l'alcool vinique à la cuve, en franchise, à raison de 2 degrés 5 au plus par hectolitre de moût ou 150 kgs de vendanges, avant complète fermentation.

« *Sous le contrôle de la Régie.*

« L'emploi de l'alcool vinique supprime le droit au sucrage et à la concentration pour le même utilisateur.

« L'alcool destiné à la vinification à la cuve sera dénaturé par addition de vin normal, ou entreposé dans une coopérative ou *pris en charge*.

« Les quantités d'alcool que le bouilleur de cru serait autorisé à conserver en vue de leur utilisation en vinification devront être représentées à toute réquisition des agents des Contributions indirectes ».

Enfin, voici le vœu que la Commission interministérielle de la viticulture, présidée par M. Barthe, a formulé le 27 juin, au lendemain du décret rétablissant la liberté des bouilleurs de cru : « La Commission s'étonne que le régime des décrets-lois qui a été demandé par le Gouvernement pour lutter contre la spéculation et défendre le franc reçoive sa première application à rétablir un privilège plus large qu'il n'a jamais été et aura inévitablement pour effet de favoriser les évasions fiscales résultant de la vente clandestine des alcools distillés... Elle déclare que les lois viticoles resteront vaines et consacreront une véritable spoliation si, par ailleurs, le Gouvernement en rétablissant plus large que jamais le privilège des bouilleurs de cru, favorise la production de l'alcool et son trafic clandestin ».

En définitive, la distillation laissée à la seule initiative des viticulteurs nous apparaît comme un moyen inefficace pour enrayer la crise vinicole, et il est certain que la sup-

(1) *Revue de Viticulture* 1934, p. 255.

pression de toute surveillance chez les bouilleurs de cru n'entraînerait en aucune façon la disparition des excédents. Quant au vinage en franchise à la cuve avec de l'alcool vinique, en admettant, ce qui semble logique, qu'il puisse aider dans une certaine mesure à la résorption des stocks de vins invendus, avec des réserves concernant les vins de coteaux et le mouillage, il nécessite, pour conserver ses bons effets, un contrôle étroit dont la réglementation du privilège des bouilleurs de cru est un élément indispensable.

Les intérêts viticoles exigent donc le maintien de la réglementation du privilège.

SECTION III. — LE PRIVILÈGE ET LA PRODUCTION CIDRICOLE

La réglementation du privilège est-elle trop étroite ? Il n'est pas douteux que si l'on se contente d'un examen superficiel des faits, on est amené, en présence de la violente agitation qui s'est produite pendant les premiers mois de l'année 1935, dans les départements de l'Ouest, à répondre affirmativement à cette question. Mais on est bien obligé de remarquer aussitôt que cette observation ne s'applique qu'aux seuls récoltants normands, producteurs d'eaux-de-vie de cidre, puisque la totalité des autres bouilleurs de notre pays est restée étrangère au mouvement. Pourquoi aussi, fait curieux, l'agitation s'est-elle précisément produite dans les régions qui ont toujours été les principaux foyers de la fraude ? Il convient dès lors de rechercher si la sévérité du contrôle est bien la cause de ces manifestations, ou si les véritables raisons ne sont pas tout autres.

Nous parlerons d'abord de l'agitation paysanne dans les départements de l'Ouest et nous essaierons ensuite de déterminer les véritables raisons de cette rébellion contre la loi.

SOUS-SECTION I. — L'AGITATION PAYSANNE
DANS LES DÉPARTEMENTS PRODUCTEURS D'EAU-DE-VIE DE CIDRE

Si la France tout entière compte environ un peu plus de 3 millions de bouilleurs, le mouvement qui s'est développé durant le premier semestre de 1935 n'a été le fait que d'une très faible minorité d'entre eux. Il s'est propagé uniquement parmi les bouilleurs de cru des départements normands, qui distillent les cidres et poirés pour obtenir l'eau-de-vie connue sous le nom de « Calvados ». D'ailleurs l'agitation n'a pas atteint la totalité des centres de production d'eau-de-vie de cidre, elle s'est localisée dans le Calvados, notamment dans les arrondissements de Lisieux et de Bayeux ; dans la Mayenne, principalement dans l'arrondissement de Mayenne ; dans l'Orne et dans la Manche notamment dans les arrondissements de Domfront, de Mortain et d'Avranches, où se sont passés les événements les plus graves ; et enfin, mais à un degré moindre, dans l'Ille-et-Vilaine, arrondissement de Fougères.

Dans ces régions de Basse-Normandie, un grand nombre de bouilleurs de cru travaillent à domicile avec leur propre alambic, et se trouvent de ce fait avoir de plus fréquents rapports avec les agents de la Régie que les récoltants des autres parties du sol français qui recourent volontiers aux ateliers publics ou aux coopératives ; cette dernière forme de la distillation est notamment presque inexistante dans les contrées qui nous occupent. D'autre part, beaucoup de ces récoltants produisent annuellement plus de 50 litres d'alcool pur, ce qui nécessite l'accomplissement de formalités un peu plus compliquées, entre autres une déclaration de rendement. Ces rapports plus fréquents avec les fonctionnaires ont toujours été aussi plus tendus qu'en aucune autre région, c'est là sans doute, sur ces terres où les traditions sont si fortes, une survivance de la haine profonde que nourrissaient les populations de l'ancien régime contre l'odieux système de recouvrement des « droits réunis ».

Le mouvement de révolte des bouilleurs de cru de l'Ouest a débuté par une opposition systématique aux visites domiciliaires des fonctionnaires des Contributions indirectes. Les esprits étaient particulièrement montés contre les employés des brigades volantes. Ces agents, chargés de réprimer la fraude, aussi bien sur la route qu'à la production, vérifient les déclarations des producteurs d'alcool, et par suite sont amenés à visiter le domicile des bouilleurs qu'ils soupçonnent de fraude.

Les actes de rebellion furent d'abord le fait de récoltants isolés, mais bientôt l'agitation devint générale, les paysans s'assemblant en troupe pour empêcher l'action des employés de la Régie. L'exemple des faits qui se produisirent à Mantilly, dans l'Orne est symptomatique à cet égard. Les agents des brigades soupçonnant un transport irrégulier d'alcool avaient organisé une surveillance dont l'intéressé s'était aperçu. Aussitôt le tocsin d'ébranler l'air et les paysans d'accourir. La voiturette des agents fut bloquée et il fallut l'arrivée de la gendarmerie pour garantir leur sécurité (1). Les employés durent se retirer, ce qui ne les empêcha pas, le moment venu, d'opérer d'importantes saisies d'eau-de-vie, et pourtant dans cette affaire, les manifestants étaient dans l'impossibilité de justifier leur attitude par une prétendue violation de leur domicile, puisqu'il s'agissait ici d'une fraude à la circulation.

Les réunions, ou plutôt les rassemblements, parfois de plusieurs milliers de personnes, se multiplièrent de toutes parts dans le Bas-Pays Normand, à la suite du rejet par le Parlement, dans sa séance du 28 mars, d'une proposition tendant à rétablir la liberté de distillation, et ces meetings se terminaient par des ordres du jour réclamant le retour à la loi de 1906, la suppression de la prime à la délation et l'abaissement des droits sur l'alcool. Une campagne de presse appuyait d'ailleurs le mouvement. De longs articles tendaient à démontrer ce sophisme, dont nous avons fait justice, que la loi de 1923 avait enlevé le droit de dis-

(1) *Journal des Contributions indirectes*, 1935, p. 275.

tiller aux bouilleurs de cru. Le contrôle de l'exercice d'un droit supprime-t-il ce droit, et la vérification des distillations supprime-t-elle la faculté de distiller ?

Le mouvement ne tarda pas à prendre un caractère de rébellion contre la loi. A Buais, dans la Manche, on distilla aux abords mêmes de la rue, devant les agents de la Régie, impuissants et prévenus par une affiche « qu'ici on distillait sans déclaration et sans payer les droits ». Mais, faits plus graves, en maints endroits, à la suite d'un mot d'ordre, les alambics furent descellés par les bouilleurs et les cendres des bouchons obturateurs brûlés sur la place publique furent adressées au ministre des Finances. Sans trop de difficultés, parfois cependant sous la protection de la garde mobile, les obturateurs furent remplacés par les employés. Mais à peine les scellés furent-ils de nouveau apposés, que le même jeu recommença : les obturateurs furent en grand nombre expédiés au Directeur des Contributions indirectes. Il semble bien d'ailleurs que des équipes de descelleurs étaient chargées de parcourir les campagnes pour forcer la main des cultivateurs et éviter les défections. Ainsi la révolte se trouvait savamment organisée et la loi était bafouée publiquement parfois même sous la direction des autorités locales ; un grand nombre, en effet, de municipalités, renforcèrent l'agitation en démissionnant et en empêchant le premier tour de scrutin des élections municipales.

Devant cette révolte qui, sous une apparence de protestation au nom du grand principe de la liberté individuelle, ne cachait qu'un mouvement de fraudeurs, le Gouvernement, plus qu'il ne l'a fait, aurait dû, semble-t-il, faire preuve d'autorité, et couper court à ces scènes de désordre. La loi prévoit la confiscation des alambics en cas de descellement irrégulier des alambics, pourquoi n'avoir pas recouru à cette arme ? Au lieu de cela, on a temporisé pour finalement céder ; nous n'avons pas ici à apprécier si les raisons politiques ont été prédominantes, il n'en est pas moins vrai qu'on a donné l'impression qu'il suffisait de crier un peu fort pour obtenir satisfaction, même si les ré-

clamations manquent de bases sérieuses. Le 29 mai 1935 le Ministre des finances supprimait à dater du 1^{er} juin les visites domiciliaires chez les bouilleurs de cru. Cette mesure aboutissait à fermer le domicile des récoltants à toute investigation, même en cas de soupçon de fraude, elle était très probablement illégale, il ne dépend pas en effet de la volonté d'un ministre d'annuler un texte de loi. Cette décision ne pouvait être qu'une étape car il devenait impossible de laisser se continuer un régime d'après lequel les déclarations de fabrication étaient maintenues mais ne pouvaient plus être contrôlées. Les bouilleurs de l'Ouest avaient fixé la date du 30 juin, jour de leur Congrès, comme terme à leur patience, se réservant, passé ce délai de recourir « à d'autres moyens ». Le gouvernement, par le décret-loi du 25 juin établit le système du forfait départemental en supprimant toute prise en charge et tout contrôle. La décision du 29 mai, désormais sans objet, fut rapportée par la circulaire du 19 juillet.

Sous-Section II. — LES RAISONS DE CETTE AGITATION

Nous avons vu au début de cette section que la distillation du cidre s'effectue surtout à domicile, les bouilleurs normands doivent donc accomplir eux-mêmes (lorsqu'ils ne recourent pas à un bouilleur ambulant) les formalités envers la Régie ; c'est là pour eux une source de difficultés car les écritures nécessaires sont parfois délicates, mais outre qu'aujourd'hui le niveau intellectuel des paysans s'est considérablement élevé en raison de la diffusion de l'enseignement, ce qui les rend plus aptes qu'autrefois à établir des déclarations écrites, il faut constater que dans les ordres du jour innombrables des réunions de cultivateurs normands, cette critique occupé une place assez effacée.

§ 1. — *Les raisons invoquées par les bouilleurs de cru*

Les reproches les plus véhéments que les bouilleurs de cidre adressent à la réglementation du privilège en dénon-

çant sa sévérité portent sur deux points : sur les visites domiciliaires et sur la prime octroyée aux indicateurs ; enfin ils dénoncent l'exagération des droits sur l'alcool.

a) *Les visites domiciliaires.*

Nous savons, pour l'avoir démontré, qu'en théorie, du point de vue des principes, la nécessité des visites domiciliaires se légitime pleinement, mais, disent les bouilleurs des régions cidricoles dans les faits, l'application de ces principes est insupportable. Sans doute, disent-ils, des garanties sont inscrites dans la loi (1) : les investigations ordinaires sont limitées au lieu même de la distillation, à celui où l'alcool a été transféré et aux caves et celliers ; en cas de soupçon de fraude, les agents, pour pénétrer au domicile, doivent être munis d'un ordre de visite émanant d'un employé supérieur et accompagnés d'un officier de police ; s'il s'agit de locaux servant exclusivement à l'habitation, l'ordre de visite doit être doublé d'une autorisation donnée par ordonnance du Président du Tribunal civil ou du Juge de paix. Mais ces garanties qui pourraient être sérieuses, dans la pratique, restent, dit-on, sans effet, les agents ont toujours en poche des ordres de visite signés en blanc, qu'ils n'ont qu'à remplir, et le rôle du magistrat n'est que de simple assistance, et l'on dépeint ces visites sous les couleurs les plus sombres. Voici comment s'exprime M. Cautru, député du Calvados : « Les agents envahissent souvent la maison, les chambres, les greniers. Ils ouvrent les armoires, les coffres, les placards. Ils fouillent les lits, retournent les matelas, déplacent le linge, les provisions du ménage, débouchent les bouteilles cachetées pour s'assurer qu'elles ne contiennent pas d'alcool » (2). Les bouilleurs ont trouvé ce grand mot qui est d'un bel effet pour dépeindre les exactions prétendues des agents en traitant les visites domiciliaires d' « inquisition fiscale. »

(1) Voir page 101.

(2) Proposition de loi de M. Cautru. Doc. Parl. Chambre n° 4639, séance du 13 nov. 1930.

Mais qu'y a-t-il de vrai dans cette haine contre le fisc, particulièrement contre les agents des brigades volantes ? Si l'on examine de façon impartiale le bien fondé de ces critiques, on est amené à constater que le caractère vexatoire a été singulièrement grossi, quand il n'a pas été inventé de toutes pièces. Certes il est toujours délicat d'intervenir dans les locaux d'habitation, mais dans leur immense généralité, les employés procèdent avec le plus grand tact, quelques exceptions cependant peuvent se présenter, les bouilleurs de cru s'empressent alors de les monter en épingle en les exagérant. Et quand les agents eurent à fouiller dans les armoires ou dans les vergers « l'odieuse inquisition » s'est presque toujours terminée par la découverte d'alcool clandestin. C'est ainsi que dans l'Orne, les employés se trouvèrent en présence de deux vieillards qui, dans leur lit, paraissaient à l'article de la mort, mais un mouvement maladroit les montra tout habillés et tout chaussés : c'est que sous le lit était dissimulée une cuve verrée dont le bouchon seul était apparent ! Et pourquoi faut-il que toutes ces histoires se racontent précisément dans ce Bas Pays, qui est le centre de la fraude. Rien de semblable dans les autres parties de la France, et pourtant les bouilleurs sont légion dans l'Est, le Centre ou les Charentes. Les bouilleurs de l'Ouest, en réclamant la suppression des visites domiciliaires, ne réclament-ils pas le droit à la fraude ?

Voici comment l'action de la Régie est appréciée dans d'autres provinces. A l'Assemblée des Présidents des Chambres d'Agriculture, le 28 octobre 1932, M. Rousseau, Secrétaire de la Fédération des Viticulteurs Charentais s'exprimait ainsi : « Je suis arrivé assez tôt pour entendre M. Damecour se plaindre de l'intervention de la Régie et des violations de domicile dont auraient eu à souffrir certains agriculteurs. En Charente, c'est nous qui avons demandé que l'exercice soit fait chez nous. Je ne dirai pas que cela nous est très agréable ; mais il faut convenir que l'action de la Régie n'est nullement inquisitoriale, elle est presque familiale. » M. Pomier Leyrargues, délégué de l'Hérault, de son côté disait : « Chaque fois que j'assiste à des assises de la

production agricole, je suis frappé de la diversité des conceptions d'une région à l'autre sur le régime des bouilleurs de cru. Dans l'Hérault, personne ne se plaint des tendances inquisitoriales de la Régie. Quiconque veut distiller le fait sans que son domicile soit soumis aux visites de la Régie ; nous avons la faculté de nous associer entre producteurs et cela se fait dans presque toutes les communes. Nous envoyons nos produits à la coopérative, qui est soumise au contrôle de la Régie, et quand la fabrication est terminée, chacun prend ses 10 litres sans avoir à se soumettre à aucune visite ; je ne dis pas que le régime soit parfait, mais il est très supportable. » Et M. Clerc, délégué de la Charente-Inférieure ajoutait : « Chez nous, c'est exactement la même chose. »

Voici enfin un des considérants par lesquels le syndicat des bouilleurs de cru de Lorraine a rejeté le forfait (5 Août 1935) : « Considérant qu'en Meurthe-et-Moselle, les bouilleurs de cru honnêtes n'ont pas eu à se plaindre de l'Administration des Contributions indirectes, qui a su appliquer avec discernement la loi de 1923 en vigueur... »

De ces déclarations, n'est-on pas amené à conclure que le contrôle n'est insupportable qu'à ceux qui cherchent à tromper le fisc ? Les bouilleurs qui ne dissimulent rien, ne craignent pas les visites domiciliaires. La liberté n'est pas la licence ; il serait vraiment trop commode de se dérober aux mesures que commande l'intérêt général en invoquant son agrément ou sa tranquillité personnelle ! Pendant la distillation, une permanence ne peut être en effet installée à côté de chaque alambic ; les détournements d'alcool sont donc possibles et il est nécessaire, si l'on ne veut pas que la loi soit impunément violée que l'on puisse rechercher cet alcool clandestin.

D'autre part, s'il était impossible de saisir les objets de fraude, là où ils se trouvent, l'Administration demeurerait désarmée quand le fait délictueux n'aurait pu être surpris à la circulation. Or, malgré toute leur activité, les agents de surveillance ne sauraient avoir la prétention de contrôler tous les chargements. D'ailleurs, si les bouilleurs

de cru, dans leurs protestations contre les visites domiciliaires, n'avaient pas une arrière-pensée, pourquoi se montreraient-ils si hostiles à l'adoption d'un compteur ? Pourtant leur domicile serait bien sauvegardé. Ces paroles de M. Damecour sont significatives : « Nous avons considéré, dit-il, que nous avons assez des visites intermittentes, sans avoir dans notre domicile un surveillant (le compteur) de tout ce que nous faisons » (1). Ce n'est donc pas contre la façon dont le contrôle est exercé que protestent les bouilleurs, mais bien contre le principe, lui-même, d'un contrôle quelconque. N'y a-t-il pas là une intention équivoque ?

Réclamer la suppression des visites domiciliaires dans des régions où la Régie découvre des alambics clandestins et des cuves enfouies dans les herbages, c'est réclamer le droit à la fraude.

b) *La prime aux indicateurs.*

Le second grief des bouilleurs vise les primes allouées aux indicateurs. Cette question est réglée par l'art. 7 du décret du 2 avril 1898, relatif à la répartition des amendes en matière de Contributions indirectes. Ce texte dispose que l'indicateur qui aura fourni des renseignements ayant amené directement la découverte de la fraude recevra, sur le produit total des amendes et confiscations, le tiers de la somme disponible et que, dans le cas contraire, sa part sera fixée à un sixième, un douzième, un vingt-quatrième, suivant l'utilité du renseignement fourni. Il est bien certain que cette prime a, dans une certaine mesure, un caractère immoral, puisqu'elle est un encouragement à la dénonciation. Mais si la délation est immorale, la fraude l'est-elle moins ? Si le délateur est peu intéressant, le fraudeur qui est un voleur, car la fraude c'est le vol commis au détriment de la collectivité, l'est-il plus ? Que les bouilleurs de cru, s'ils veulent supprimer la dénonciation payée, com-

(1) Sénat, séance du 31 mars 1932.

mentent donc par ne plus frauder, du même coup ils supprimeront les indicateurs.

D'autre part, il faut avoir la franchise de regarder les choses en face. Toutes les polices du monde se servent d'indicateurs, avec répulsion peut-être, mais elles s'en servent tout de même, et dans le cas spécial qui nous occupe, il ne faut pas se dissimuler que beaucoup de fraudes importantes, et particulièrement bien organisées, ne pourraient jamais être constatées si les brigades ne pouvaient obtenir des renseignements leur permettant de saisir les faits délictueux au moment opportun. Comment, pour prendre un exemple, les alambics clandestins ou les fûts enterrés dans les vergers, ou bien encore les automobiles truquées pourraient-ils être décelés si des indications n'étaient pas fournies aux agents des brigades de surveillance ? D'ailleurs, il faut remarquer que l'Administration des Contributions indirectes n'est pas la seule intéressée dans la question des primes aux indicateurs, l'Administration des Douanes attache également à leur maintien une grande importance ; les fraudes à l'importation, qui se pratiquent sur une grande échelle et par des moyens modernes, ne peuvent généralement être découvertes qu'avec le concours d'indicateurs.

En définitive, il n'est pas douteux que dans une société parfaite, les primes à la dénonciation devraient être abolies, mais malheureusement, nous n'en sommes pas encore là et il faut reconnaître que, dans l'état actuel des choses, en raison de l'arme efficace qu'elles fournissent contre la fraude, leur disparition ne peut être envisagée.

Enfin, les bouilleurs normands donnent comme autre motif à leur mouvement le poids très lourd des impôts sur l'alcool qui paralysent la vente de leurs produits. Il semble que nous touchons là à l'une des véritables raisons qui ont provoqué l'agitation des récoltants, et nous voudrions maintenant essayer de dégager quelles sont ces causes profondes.

§ 2. — *Les causes véritables du mouvement*

Il est probable en effet que la haine du contrôle a été bien plus le prétexte de la violente campagne des bouilleurs que sa raison profonde. Le marasme général des affaires qui, en provoquant la crise agricole, a si durement frappé les populations rurales, est à la base du mouvement. La vente du bétail sur pied a cessé d'être rémunératrice et il en a été de même pour les divers produits de la ferme, qui sont tombés pour certains à des cours à peine plus élevés en francs-papiers que ceux de 1914.

D'autre part, les pommes qui se vendaient à de très hauts prix à la grande distillerie pour la production de l'alcool extra-neutre ont vu leurs cours s'effondrer, effondrement encore accentué par l'abondance de la dernière récolte. La production de l'alcool de pommes qui à la faveur de la haute valeur atteinte par l'alcool il y a quelques années (l'alcool a valu jusqu'à 1.400 francs l'hectolitre) s'était considérablement développée, a été cruellement éprouvée lorsque les cours ont baissé jusqu'à 300 francs l'hectolitre, entraînant dans leur chute l'avisement des cours des fruits à cidre. Devant cette mévente persistante, les récoltants ne pouvant écouler leurs pommes, ni leur cidre, ont intensifié leur production d'eau-de-vie de cru, aggravant encore la situation.

Le poids extrême des droits sur l'alcool, qui a cette double conséquence d'être une des raisons de la paralysie du marché, en même temps qu'une véritable prime à la fraude, est apparue à ces récoltants comme un moyen de salut, car il est malheureusement plus lucratif de chercher à éluder l'impôt que de vendre honnêtement sa marchandise. De là, une recrudescence considérable de la fraude et les protestations contre les interventions des employés du service des Contributions indirectes qui ont tenté de l'enrayer, de là les attaques contre le régime du contrôle que l'on a dénoncé comme intolérable. Le cultivateur pressé de se créer des disponibilités escomptait en obtenant la libre disposition de son alambic, trouver un écoulement

facile et lucratif — puisqu'il aurait perçu à son profit une partie des énormes droits fraudés — des eaux-de-vie obtenues à l'abri de tout contrôle et livrées sans paiement des droits au débit du voisinage ou à des contrebandiers professionnels.

La politique, habile à exploiter les rancœurs, a soufflé sur cette misère son vent de discorde. Car il a déjà été permis de le constater, les doléances des bouilleurs de cru et le réveil de l'agitation coïncident assez souvent et assez étrangement avec l'approche des consultations électorales, et les élections auront lieu en mai 1936... Sans doute les bouilleurs se déclarent les ennemis de la fraude qu'ils mettent sur le compte des « fraudeurs professionnels ». Malheureusement pour eux, cet argument ne résiste pas à un examen sérieux, car qui alimente ces fraudeurs en alcool clandestin, sinon les bouilleurs de cru qui sont ainsi les premiers artisans de la fraude. Et pourquoi leurs journaux sont-ils remplis d'appels à la fraude, pourquoi « Le journal du bouilleur de cru » (N° 28) reconnaît-il sous la plume de son trésorier que la seule façon pour un cultivateur de vendre son eau-de-vie c'est de la fabriquer en fraude ?

Le gouvernement a cru devoir céder et il a établi le système du forfait dont nous avons signalé déjà tous les inconvénients (1) ; les bouilleurs de cru ne tarderont pas à sentir que le nouveau régime est pour eux un bien dangereux cadeau. Déjà sous le régime du contrôle la fraude sévissait avec une telle intensité, qu'en raison de la concurrence que se faisaient les fraudeurs entre eux, le litre d'eau-de-vie de cidre se traitait à 4 francs rendu à domicile en ville ; dans d'autres endroits, des récoltants cédaient leur Calvados à 2 francs le litre ; avec les facilités accordées par le forfait, la concurrence entre fraudeurs, sera vraisemblablement plus active encore. D'ailleurs, à peine né, le forfait est déjà l'objet de critiques de la part de ceux qui l'ont réclamé ; c'est ainsi que dans la Manche, notamment

(1) *Supra* p. 124.

dans les communes de Canisy, et Quilou, les petits récoltants ont été fort surpris de la quotité qu'ils doivent payer. Ils ont pu constater qu'en ce qui concerne les exploitations importantes, le chiffre d'impôt est minime comparative-ment à ce que ces récoltants payaient auparavant, mais qu'en ce qui concerne les petites et les moyennes exploitations, la somme est bien supérieure à celle payée dans le passé. Les mairies étaient ces jours-ci, nous apprend l'Ouest Journal, assiégées par les petits exploitants, venant déposer des réclamations.

Si les bouilleurs de cru jugeaient sainement ils comprendraient qu'ils se sont institués leurs pires ennemis, ils comprendraient, au lieu de réclamer la suppression de tout contrôle, que la Régie était leur meilleur défenseur, ils applaudiraient aux efforts tentés par l'Administration pour resserrer la surveillance et juguler la fraude. La prospérité des régions cidricoles ne peut reposer que sur le commerce régulier et non sur des pratiques frauduleuses ; en dehors de la loi et de l'honnêteté il n'est point de salut et les bouilleurs font fausse route en apportant leurs préférences à un régime qui risque de tuer le commerce loyal de leurs eaux-de-vie par le développement de la fraude.

Ce commerce est paralysé par le taux énorme de l'impôt et il importe de le diminuer (ne convient-il pas de réduire le poids de la taxe de luxe qui, dans les dégrèvements récents, a été supprimée sur nombre de marchandises, mais maintenue sur les alcools) ; ce faisant, on aura atteint un double but, d'une part on aura contribué à réduire la fraude en diminuant la tentation de s'y livrer, d'autre part, on aura facilité la vente des eaux-de-vie. Mais il faut aussi conserver des rentrées équivalentes au Trésor ; pour cela, il faut boucher toutes les fissures par où peut s'échapper la matière imposable, il est donc indispensable d'établir un contrôle sur la production des bouilleurs de cru. Nous sommes en effet ici dans un cercle vicieux, puisqu'il est nécessaire d'abaisser les droits pour atténuer la fraude, et qu'il est nécessaire de restreindre la fraude pour abaisser les droits. Que les bouilleurs cessent de pratiquer une fraude

qui les dégrade et qu'ils entrent dans le droit commun en acceptant le contrôle de leur production. Si le système de la déclaration contrôlée, qui est pourtant le plus équitable, leur paraît impossible, pourquoi ne se tourneraient-ils pas vers le système du compteur, qui n'implique aucune vexation, ou bien vers le système du forfait établi d'après la quantité de matières premières disparues au cours de la distillation.

Alors seront vraiment efficaces les mesures prises par le décret-loi du 30 juillet 1935 qui a établi le monopole des alcools, dans le but de revaloriser les produits de la vigne et du pommier. Les eaux-de-vie dont la teneur alcoolique ne dépassent pas 70° et qui sont pour une large part produites par les bouilleurs, restent seules sur le marché libre et la hausse de leurs cours doit être une conséquence de la mesure monopolisante, à condition qu'elles ne soient pas concurrencées par les produits de fraude. D'autre part, il semble que les producteurs de cidre plutôt que de transformer leur cidre en eaux-de-vie tout à fait ordinaires devraient s'efforcer d'améliorer la qualité de leurs produits et dans ce but, la création de coopératives leur donnerait la possibilité d'utiliser des appareils perfectionnés en supprimant de plus, tout contrôle à domicile. Il semble enfin qu'ils devraient essayer d'intensifier l'écoulement du cidre sous sa forme originale en se groupant pour organiser le développement de la propagande, la consommation du cidre est en effet inférieure à ce qu'elle était avant la guerre et de ce côté, quelque chose pourrait sans doute être tenté. Témoins les résultats encourageants obtenus par « l'Association nationale pour la propagande du bon cidre », dont l'action heureuse, surtout à Paris, a contribué à faire passer la consommation du cidre dans la capitale de 500.000 hectolitres en 1933 à 700.000 hectolitres en 1934.

En résumé, l'agitation qui s'est produite dans les pays cidricoles de l'Ouest, d'ailleurs cantonnée exclusivement dans certaines régions, il convient de le remarquer une dernière fois, ne nous semble nullement une raison déterminante pour taxer la réglementation du privilège de trop

étroite, au contraire la recrudescence de la fraude qui en est résultée semble rendre plus que jamais nécessaire le contrôle à la source de la production de l'eau-de-vie de cru.

En théorie, les immunités des bouilleurs de cru ne peuvent donc se justifier et ne peuvent résister en face du grand principe de l'égalité de tous les citoyens devant l'impôt. Du point de vue des faits nous pouvons maintenant conclure que la réglementation du privilège n'est pas trop sévère : les faveurs données à la distillation de l'alcool ne semblent pas d'un bien grand secours pour les agriculteurs, seule une longue habitude les y a attachés ; une atténuation de la réglementation et un relâchement du contrôle même conjugués à la possibilité du vinage à la cuve n'apporteraient aucun soulagement à la situation pléthorique de la production vinicole, bien plus, la surveillance est indispensable pour assurer le bon fonctionnement du statut de la viticulture, enfin la réglementation ne saurait être regardée comme la cause de la mévente dans les régions productrices d'eaux-de-vie de cidre où elle apparaît comme indispensable pour enrayer la fraude.

TITRE II

Le privilège est-il trop large ?

Le titre précédent nous a montré que la réglementation actuelle du privilège ne saurait être sérieusement regardée comme trop rigoureuse ; il nous faut maintenant examiner cette réglementation sous un autre jour, et voir si les immunités dont jouissent les bouilleurs de cru ne sont pas, au contraire, trop larges par les conséquences qu'elles entraînent pour les finances de l'Etat, pour le commerce des boissons et pour l'hygiène publique.

Nous voulons évidemment viser la fraude qui se produit à l'abri du privilège et que personne ne peut nier, pas même les bouilleurs de cru, qui s'efforcent d'en rejeter la charge sur des fraudeurs professionnels. Quel est le préjudice causé au Trésor par le privilège ? Cette question primordiale fera l'objet de notre premier chapitre. La réglementation n'est-elle pas encore trop large par les conséquences néfastes que la concurrence déloyale des bouilleurs peut avoir sur le commerce régulier des boissons ? La réglementation n'est-elle pas trop large enfin au point de vue de la santé publique ; l'allocation en franchise, la consommation clandestine ne risquent-elles pas de propager l'alcoolisme dans les campagnes ? Question d'une exceptionnelle importance sur laquelle on glisse bien souvent dans les discours politiques. Nous traiterons de ces deux points dans les deux autres chapitres qui formeront ce titre.

CHAPITRE I

Conséquences fiscales **Préjudice causé au Trésor**

« Le privilège des bouilleurs de cru est la fissure par laquelle passe une partie de nos budgets ». Ainsi s'exprimait déjà M. Pouyer-Quertier, ministre des Finances du gouvernement de Thiers, alors que les bouilleurs de cru n'étaient guère plus de 500.000 ; que penserait-il maintenant que leur nombre est supérieur à 3 millions ? L'accroissement du nombre des bouilleurs rend en effet plus dangereux le péril que le privilège fait courir aux rentrées budgétaires, non seulement en raison de l'augmentation des quantités allouées en franchise, mais aussi du fait de la multiplicité des occasions de fraude.

Le préjudice causé aux finances de l'Etat par les immunités des bouilleurs de cru a deux origines : l'une légale qui résulte de la consommation en franchise des eaux-de-vie de leur cru par les récoltants et de la réduction d'impôt accordée sur les quantités consommées en sus de l'allocation, l'autre frauduleuse qui résulte de la vente des eaux-de-vie fabriquées clandestinement. Nous commencerons par déterminer le préjudice engendré par l'allocation en franchise, nous réservant d'étudier dans une seconde division beaucoup plus importante que la première la fraude qui se fait à l'abri du privilège. Avant d'examiner ces questions, nous donnerons quelques généralités sur le régime d'imposition de l'alcool.

GÉNÉRALITÉS SUR LE RÉGIME DE L'IMPOSITION DES ALCOOLS

Partout l'alcool fournit d'abondantes ressources au Trésor public, mais dans peu de pays le commerce des bois-

sons alcoolisées n'est aussi lourdement frappé par la fiscalité qu'en France. Ce commerce, indépendamment des impôts généraux qui atteignent les industriels et les commerçants, doit acquitter des taxes et des droits spéciaux dont le taux peut être sans exagération qualifié d'excessif.

Avant la guerre l'alcool était frappé de deux droits : d'une part un droit de consommation de 220 francs par hectolitre d'alcool pur complété par une surtaxe sur les absinthes, les amers, bitters et apéritifs autres que ceux à base de vin ; et d'autre part un droit d'entrée levé dans les localités de plus de 4.000 habitants, dont le tarif variait de 7 fr. 50 à 30 francs par hectolitre. Enfin, dans les villes à octroi l'alcool devait acquitter un droit dont le taux s'échelonnait entre 6 et 24 francs par hectolitre.

La guerre en accroissant de façon formidable les besoins de l'Etat nécessita le remaniement complet de l'imposition de l'alcool. La loi du 30 juin 1916 supprima les droits d'entrée qui furent remplacés par une élévation à 400 francs du droit de consommation ; ainsi disparaissait une cause d'inégalité dans la perception de l'impôt résultant des écarts considérables de taxation qui existaient suivant que l'alcool était utilisé dans une grande ville ou dans une petite commune. Le 22 février 1918 les droits d'octroi furent abolis et le droit de consommation fut porté à 600 fr. Les droits d'octroi fournissant de grosses recettes aux budgets communaux, pour compenser la perte, la loi organisa ce qu'on appelle le fonds commun des communes, sur le produit total du droit de consommation, 1/3 était versé à ce fonds commun pour être distribué entre les communes au prorata de leur population. La surtaxe sur les amers et bitters fut supprimée par la loi du 25 juin 1920 qui relevait le taux de l'impôt à 1.000 francs. Après divers relèvements, le tarif du droit de consommation fut fixé à 1.350 francs par hectolitre d'alcool pur par la loi du 28 février 1933, 250 francs étant versés au fonds commun des communes.

A ce droit de 1.350 francs s'ajoutent encore :

1° *La taxe de luxe*. Instituée par la loi du 31 décembre 1917, cette taxe qui avait vu son taux passer de 10 à 30 %

était une taxe *ad valorem* calculée sur le prix de vente augmenté du droit de consommation ce qui en aggravait encore le poids. La loi du 4 avril 1926, en soudant l'application de la taxe de luxe au droit de consommation, rendait la taxe exigible toutes les fois que le droit de consommation l'était lui-même et aboutissait à soumettre à l'impôt les quantités consommées par les producteurs, notamment celles consommées par les bouilleurs de cru en sus de l'allocation en franchise. Les protestations de ces derniers qui avaient été précédemment exonérées, puisque dans cette hypothèse il n'y avait pas vente, amenèrent le Parlement à décider par l'art. 25 de la loi du 9 avril 1926 que par dérogation la taxe ne serait plus applicable aux quantités d'alcool réservées par les récoltants pour leur consommation. La loi du 25 mars 1932 décida que la taxe de luxe serait désormais perçue, ce qui était plus simple, sur la richesse alcoolique des spiritueux d'après la valeur moyenne, droit de consommation compris, du trois-six de vin coté pendant la campagne précédente. Corrélativement, en vue de procurer au Trésor des ressources équivalentes, le taux de la taxe fut porté à 47 %.

2° *La taxe unique.* En remplacement de la taxe sur le chiffre d'affaires de 2 % qui était due par les distillateurs pour toutes leurs transactions, l'art. 4 de la loi du 25 mars 1932 établit une taxe de 8,5 % calculée sur la richesse alcoolique dans les mêmes conditions que pour la taxe de luxe. Les récoltants étaient exonérés de cet impôt sur les alcools réservés à leur consommation personnelle.

3° *La surtaxe sur les apéritifs anisés et les apéritifs à base d'alcool.* La loi du 28 février 1933 en même temps qu'elle majorait le tarif du droit de consommation institua une surtaxe sur les spiritueux anisés renfermant moins de 400 grammes de sucre par litre et sur les boissons à base d'alcool titrant moins de 23° qu'il est d'usage de consommer avant le repas comme apéritifs : ce sont les bitters, amers, goudrons, boissons à base de gentiane, etc...

Le décret du 19 juillet 1934 est venu simplifier le régime d'imposition des alcools en réunissant en un même

droit global le droit de consommation, la taxe de luxe et la taxe unique. Désormais les impôts que supportent les alcools sont les suivants :

I. Un droit de consommation, dont le tarif par hectolitre d'alcool pur est fixé :

1° A 1.350 francs, a) Pour les quantités fabriquées par les récoltants et réservées aux besoins de leur propre consommation.

b) Pour les quantités utilisées pour la préparation des vins doux naturels et vins mousseux.

c) Pour les produits de parfumerie, ainsi que pour les produits à base d'alcool ayant un caractère médicamenteux et impropres à la consommation de bouche, dont la liste est établie par arrêté du Ministre des Finances.

2° A 2.500 francs pour tous les autres produits, dont 1.000 francs pour tenir lieu de la taxe de luxe et 150 francs pour tenir lieu de la taxe unique.

Sur les taux fixés ci-dessus il est prélevé 250 francs pour le fonds commun des communes.

II. Une surtaxe de 310 francs par hectolitre d'alcool pur, acquittée à la fabrication dans des conditions qui sont fixées par décret, et établie en addition au droit général de consommation sur les spiritueux anisés renfermant moins de 400 grammes de sucre par litre, sur les bitters, les amers et en général sur toutes boissons apéritives autres que les boissons apéritives à base de vin titrant moins de 23 degrés.

Chaque hectolitre d'alcool pur supporte donc un impôt de 2.500 francs et même de 2.810 francs dans certains cas, ainsi apparaît le tribut formidable qui est imposé au commerce des alcools. Combien en face de ces charges qui pèsent si lourdement sur le commerce et sur les consommateurs la situation des bouilleurs de cru apparaît favorable ! Combien aussi le taux de cet impôt rend tentante la fraude qui peut se produire à l'abri des facilités de production dont jouissent les récoltants !

I. — Préjudice résultant de l'allocation en franchise

Il est facile, grâce aux renseignements publiés par le Journal Officiel et le Bulletin de Statistique et de Législation Comparée, sources dont personne ne saurait contester l'exactitude, d'évaluer le cadeau que chaque année le Trésor Public fait aux bouilleurs de cru sous la forme de l'allocation en franchise. Une simple multiplication des quantités consommées en franchise par le taux de l'impôt de consommation, s'élevant nous le savons à 2.500 francs par hectolitre d'alcool pur, va nous renseigner.

Les quantités d'alcool pur accordées par campagne à titre d'allocation ont été les suivantes :

1930-31	145.000 hl.,	représentant	362.000.000	de francs.
(1)				
1931-32	172.000 hl.,	»	430.000.000	»
1932-33	186.000 hl.,	»	465.000.000	»
1933-34	187.000 hl.,	»	467.000.000	»
1934-35	240.000 hl.,	»	600.000.000	»
	soit en			
	moyenne 186.000 hl.,	»	465.000.000	»

Ainsi pendant ces cinq dernières années, la consommation en franchise des bouilleurs de cru représente en moyenne une remise d'impôts dont le montant n'est pas inférieur chaque année à 465 millions de francs ; et en 1934-1935 la somme représentant les droits non perçus s'élève même au chiffre énorme de 600 millions de francs. Il y a tout lieu de penser que les facilités nouvelles accordées aux récoltants augmenteront encore le préjudice subi par les finances de l'Etat. Toujours est-il que cette augmen-

(1) Les chiffres que nous donnons ici sont un peu différents de ceux du Tableau I de la page 136 : dans ce tableau les chiffres donnés correspondent à la campagne des bouilleurs de cru qui va du 1^{er} août au 31 juillet (publications du Bulletin de Statistique) tandis que les chiffres donnés ici correspondent à la campagne ordinaire de production des alcools qui va du 1^{er} octobre au 30 septembre (publications du Journal Officiel).

tation de la consommation en franchise des bouilleurs de cru va de pair avec une diminution de la consommation taxée de l'alcool, ainsi que l'on peut s'en rendre compte d'après les chiffres suivants :

Campagnes	Allocation en franchise	Consommation taxée
1930-31	145.597 hl.	1.126.374
1931-32	172.722 hl.	1.194.031
1932-33	186.555 hl.	1.029.809
1933-34	187.873 hl.	»
1934-35	240.567 hl.	979.015

D'un côté, une consommation taxée qui se dérobe et se restreint en raison des charges fiscales imposées par l'Etat, de l'autre une consommation indemne de droits qui se développe tous les jours. Avant de rendre le tarif de l'impôt aussi écrasant qu'il l'est aujourd'hui, ne conviendrait-il pas d'y assujettir tous les citoyens ? La consommation en franchise représente pour la campagne 1934-1935 près du quart de la consommation taxée (exactement 24,5 %) ; devant une telle importance on comprend difficilement l'état d'esprit du législateur qui laisse subsister une telle fissure dans le recouvrement de l'impôt sur l'alcool.

De plus, les 465 millions représentent seulement la perte « légale » subie du fait de l'allocation en franchise, *il n'est pas fait état dans cette somme de la remise de 10 % accordée aux bouilleurs de cru qui paient au comptant*, d'autre part il n'est pas fait état non plus de la perte subie par ce fait que les récoltants sur les quantités consommées par eux en sus de l'allocation de 10 litres ne paient qu'un droit de consommation réduit de 1.350 francs par hectolitre d'alcool pur (art. 23 du Code des C. I.). Le bulletin de statistique nous apprend que durant la campagne 1933-1934 les bouilleurs de cru ont payé le droit de 1.350 francs, au lieu du droit de 2.500 francs qu'auraient acquitté des consommateurs ordinaires, sur 44.000 hectolitres, c'est donc encore un manque à gagner de quelques 50 millions qui

vient s'ajouter à la somme de 465 millions. En définitive, la perte subie par le trésor s'élève en moyenne chaque année à plus de 500 millions. Qu'on ne nous accuse pas de grossir les chiffres, celui que nous citons correspond au chiffre moyen des cinq dernières campagnes ; il nous aurait été facile, si nous avions eu le dessein d'exagérer, de prendre pour base de notre raisonnement l'allocation de la campagne 1934-35 et ce n'aurait plus été alors de 500 millions qu'il aurait fallu parler, mais bien de 650 millions de francs ; retenons donc le chiffre de 500 millions qui semble correspondre à une moyenne normale.

II. — Préjudice résultant de la fraude

Quand on étudie la question du privilège on ne peut s'empêcher de reconnaître que si les bouilleurs de cru — surtout les bouilleurs de cidre — mettent autant d'acharnement à défendre leurs immunités, c'est principalement à cause de l'énorme bénéfice qu'ils peuvent retirer de la fraude rendue possible avec des risques assez restreints. On a même été jusqu'à dire, et cette boutade a du vrai, que « si l'eau-de-vie de cidre ne pouvait être écoulée en fraude elle n'existerait pas ». (Francis Charmes) (1).

La tentation est grande en effet pour le bouilleur de se livrer à la fraude car elle est pour lui tout à la fois très profitable et très facile. Très profitable d'abord puisque la taxe à percevoir représente 5 ou 6 fois la valeur de la matière imposable. La valeur du litre d'alcool ne dépasse guère 4 à 5 francs, mais ce volume d'un litre se trouve grevé de 25 francs de droits (et même 28 pour certains usages) auquel il faut encore ajouter 5 francs depuis que l'Etat en instituant le monopole a porté à 9 francs le prix de cession de l'alcool pour la fabrication des liqueurs, c'est donc à environ 30 ou 35 francs que le litre d'alcool pur revient au con-

(1) Le journal « *Le Bouilleur de cru* » n° 28, année 1935, reconnaît « que la seule façon pour un paysan de vendre son eau-de-vie c'est de la fabriquer en fraude ».

sommateur. Si donc l'alcool du bouilleur peut clandestinement se vendre au cours du marché il se vendra à un prix représentant plus de 6 fois sa valeur. Certes cette énorme aubaine ne va pas tout entière dans la poche du fraudeur, il doit en abandonner une partie à son acheteur qui court lui aussi des risques ou à ses complices qui se chargent d'écouler la marchandise mais il lui reste encore un joli bénéfice. En somme comme le dit M. Gide (1) la situation est bien simple pour le bouilleur : au lieu de payer le montant de l'impôt à l'Etat c'est lui qui perçoit le montant de cet impôt et le garde. Et chaque fois que l'Etat relève les droits sur l'alcool, il relève par là-même le bénéfice du bouilleur. Remarquons que le producteur d'eau-de-vie trouvera certainement un bien plus grand nombre d'acheteurs en vendant son eau-de-vie 5 francs le litre par exemple sans payer les droits qu'en la vendant 18 francs en acquittant l'impôt (15 francs de droit pour un litre d'alcool à 60°). De plus, dans le premier cas il aura réalisé un bénéfice de 3 fr. 50 environ, tandis qu'il devra se contenter de 1 fr. 50 dans le second.

Très profitable la fraude est aussi facile. Il est aisé à quiconque de dissimuler une bouteille d'alcool sous ses vêtements, et surtout l'automobile offre aux fraudeurs un incomparable instrument pour pratiquer leur commerce délictueux ; comment les agents des Contributions indirectes pourraient-ils deviner les jours de fêtes ou de réunions sportives, quand les voitures se succèdent sans interruption sur la route, que dans cette modeste cinq chevaux est dissimulé un tonnelet d'alcool ? D'autre part bien souvent le fraudeur n'est pas considéré comme un malfaiteur par l'opinion publique. La morale commune lui est indulgente : voler l'Etat n'est pas voler, le blâme ne remonte-t-il pas au législateur qui, en rendant excessif le taux de l'impôt, a créé une tentation de fraude si puissante ? Aussi n'est-il pas étonnant que la fraude aisée et rémunératrice, et considérée

(1) Gide : Le Privilège des Bouilleurs de cru. *Revue Politique et Parlementaire*, 1916, t. 87, p. 353.

communément comme un bon tour joué au fisc plutôt que comme un délit, sévisse avec une particulière intensité.

Aussi derrière le privilège des bouilleurs de cru s'abrite toute une fraude. Après avoir examiné quelles en sont les sources, nous verrons comment elle s'effectue, et par quels moyens l'ingéniosité des fraudeurs arrive à tromper la surveillance de la Régie. Nous essayerons ensuite de donner des preuves de la réalité de cette fraude, pour cela après avoir fourni une preuve directe de la fraude par les procès-verbaux des Contributions indirectes nous étudierons au point de vue du rendement financier les périodes de suppression du privilège, et les périodes où l'abondance des récoltes met à la disposition des bouilleurs de cru d'importantes ressources. Enfin, nous nous efforcerons de porter un jugement sur l'évaluation qu'il est possible de faire des pertes causées au Trésor par la fraude.

SECTION I. — *LES SOURCES DE LA FRAUDE*

L'alcool dont les bouilleurs de cru disposent clandestinement et qu'ils livrent frauduleusement à la consommation (ou qu'ils boivent sans payer aucune taxe) provient de diverses sources.

Il faut mentionner en premier lieu une pratique frauduleuse se produisant autrefois à l'abri du privilège mais tendant à disparaître aujourd'hui : le bouilleur de cru peut mettre en œuvre d'autres produits que ceux limitativement énumérés par la loi et il peut aussi mettre en œuvre d'autres produits que ceux qu'il a lui-même récoltés. Aujourd'hui que la liste des produits donnant droit à l'allocation en franchise s'est considérablement allongée et qu'il n'existe notamment plus aucun doute sur le droit à l'allocation pour les lies que l'on brûle, il semble que cette fraude a peu d'importance ; le bouilleur de cru n'ayant guère intérêt à distiller d'autres fruits que ceux qui sont désignés dans la nomenclature, à part peut-être quelques fruits tels que les pêches, les abricots, les framboises, les mûres. Quant à la fraude consistant à brûler des matières d'achat, elle doit

aussi être assez peu fréquente, les récoltes de vins et de cidres de ces dernières années ont été d'une telle abondance que les bouilleurs n'ont eu aucunement besoin de recourir à des matières d'achat pour alimenter leurs alambics.

On sait que l'allocation de 10 litres d'alcool pur par campagne présente un caractère réel et qu'elle est attachée à l'exploitation agricole quel que soit le nombre des exploitants, mais les intéressés ont facilement trouvé le moyen d'augmenter cette ration. De plus en plus rares en effet sont les maisons qui n'abritent pas plusieurs bénéficiaires de l'allocation à la suite de donations, ventes ou locations le plus souvent fictives, d'un lopin de vigne ou de quelques pommiers. Qu'un bouilleur ait quatre enfants, il leur loue à chacun une parcelle de terre et voilà cinq bouilleurs où il ne devrait y en avoir qu'un seul et 50 litres d'alcool alloués en franchise là où il ne devrait y en avoir que 10 litres. C'est là une source d'alcool dont le bouilleur pourra faire tel usage qu'il jugera bon.

D'autre part, personne ne force le bouilleur à boire les 20 litres d'eau-de-vie dont il bénéficie chaque année, il peut fort bien les écouler clandestinement. Enfin, sur les quantités libérées au comptant après la fabrication avec remise de 10 % et sur les quantités imposées sous forme de manquants lors du récolement le bouilleur ne paie que le droit au tarif réduit de 1.350 francs, il peut chercher à vendre en fraude ces quantités afin de profiter de la différence entre 1.350 francs et 2.500 francs taux du droit de consommation ordinaire. Quand les employés feront le récolement, le bouilleur paiera bien l'impôt de 1.350 sur les manquants, mais comme il a vendu clandestinement ces quantités, le fisc se trouvera frustré de 1.150 francs par hectolitre. Ce sont là de nouvelles sources d'alcool à la disposition du récoltant.

Mais la source principale de la fraude alimentée par les bouilleurs de cru réside dans la fabrication clandestine de l'eau-de-vie. La fabrication clandestine se produit sous deux formes : ou bien d'une manière indirecte, il est toujours possible en effet, pour les bouilleurs qui distillent à domi-

cile, de tricher sur la durée du travail ou sur la quantité de matières premières mises en œuvre, et de faire comme l'on dit « sauter des chauffes » par une fausse déclaration ; ou bien, ce qui est plus répréhensible, d'une manière directe par l'emploi d'alambics non déclarés ni poinçonnés.

Le matériel clandestin des bouilleurs de cru est dans bien des cas tout à fait rudimentaire. Voici comment M. Aubenas dans une enquête sur l'agitation des bouilleurs dans l'Ouest décrit un appareil de fraudeur qu'il lui a été donné de voir en fonctionnement dans la région d'Avranches (Manche) : « Un foyer de briques sur lequel du cidre « bout dans un immense récipient recouvert en entier d'une « croûte d'argile. Planté au milieu du couvercle un tuyau « de cuivre formant coude s'incline vers le réfrigérant ; « enfin au bout de ce même tuyau qui serpente en spirale « dans deux mètres d'eau froide, est placé un seau en fer « blanc dans lequel coule un filet d'alcool » (1). On pense quel produit peut sortir d'un pareil instrument ! C'est une conséquence de la fraude en effet que les bouilleurs ont de moins en moins souci de la qualité. Aiguillonnés par l'idée d'être surpris dans leurs opérations par les agents de la Régie, ils distillent sans soin et en hâte n'importe quel cidre et pressés de se défaire de leur produit, ils ne lui laissent pas le temps de se bonifier en vieillissant.

Dans la région de Flers (Orne) *L'Ouest Journal* nous apprend que le matériel des fraudeurs consiste généralement dans cette contrée en un alambic en trois parties ; après l'usage, il est démonté et on ne trouvera jamais les trois pièces réunies chez le même dépositaire. Les « meneurs » aidés du bouilleur de contrebande sont tous venus par des chemins différents chez le cultivateur pour qui on va frauder, la besogne finie et chacune des pièces dans un sac, ils se séparent à nouveau. Pour les agents de la Régie, exercer une surveillance s'est s'apprêter à jouer aux quatre coins.

(1) « La croisade du Calva » dans « *Détective* » journal des faits divers, 2 mai 1935, n° 340, p. 13.

On aurait cependant tort de croire que toute la production clandestine des bouilleurs de cru est distillée dans des appareils aussi grossiers et aussi rudimentaires que ceux que nous venons de décrire. Souvent, le plus souvent même, les alambics clandestins sont des appareils très modernes, parfaitement agencés et munis des derniers perfectionnements, un type de ces appareils, le système Besnard à marche continue est bien connu de l'Administration des Contributions indirectes pour son grand rendement.

L'eau-de-vie obtenue au cours des distillations clandestines est soustraite avec soin aux regards indiscrets du fisc. On dissimule l'alcool dans les locaux d'habitation où les agents des Contributions indirectes ne peuvent pénétrer qu'en respectant les formalités requises en cas de soupçon de fraude, ou bien dans les granges sous des tas de fagots ou de foin. Parfois on use de procédés plus modernes, c'est ainsi que certains bouilleurs utilisent des citernes verrées enterrées dans les vallons au milieu des herbages dans lesquelles le transporteur clandestin vient puiser ; on cite encore cette citerne de grande capacité cachée dans le sol de la cuisine d'une ferme, sous une table dont le pied formait bouchon.

En présence de cette fabrication intensive de l'eau-de-vie de contrebande, il semble qu'il n'y ait pas d'autre moyen d'assurer la sincérité des opérations des bouilleurs de cru qu'en exerçant une surveillance à la production, dès lors on ne comprend pas, ou plutôt on comprend trop bien puisqu'elle a été prise sous la pression de l'émeute des bouilleurs, la décision du gouvernement supprimant par le système du forfait toute surveillance à la fabrication, précisément au moment où la distillation clandestine sévit le plus intensément. L'application du décret du 25 juin 1935 en donnant aux récoltants la faculté de distiller sans déclaration, sans contrôle et sans paiement des droits sur les quantités d'alcool, quelle qu'en soit l'importance, fabriquées par eux, va permettre aux bouilleurs de cru de constituer commodément et sans qu'il soit besoin de les dissimuler, puisque la Régie ne peut intervenir, l'accès de la brûlerie

lui étant désormais interdit, des stocks considérables d'eau-de-vie. Nul doute que la fraude ainsi facilitée s'aggrave encore. Il ne suffit pas de connaître d'où provient l'eau-de-vie de contrebande, il importe également de savoir comment elle est écoulée.

SECTION II. — COMMENT S'EFFECTUE LA FRAUDE SON ORGANISATION

Que ce soit par de grands ou de petits moyens, l'écoulement dans la consommation des stocks clandestins d'eau-de-vie a mille façons d'être réalisé ; il est difficile en effet d'imaginer les multiples combinaisons, les procédés plus ou moins astucieux souvent même ingénieux, grâce auxquels les fraudeurs arrivent à déjouer la surveillance des employés de la Régie, et rendre vaines les prescriptions édictées pour empêcher la fraude.

Nous rappellerons d'abord des procédés qui beaucoup pratiqués autrefois ne le sont plus ou presque plus aujourd'hui. Avant les lois de 1889 et de 1894 qui ont prohibé le vinage, le vin a longtemps servi de véhicule à l'alcool. On versait de l'alcool sur le vin de façon à remonter son degré jusqu'aux limites permises, passé lesquelles s'applique non plus l'impôt modique des boissons fermentées, mais la taxe beaucoup plus lourde établie sur l'alcool. Arrivé à destination le débitant dédoublait le mélange et le fisc était frustré du montant des droits sur l'alcool entré dans la consommation : l'auteur du mouillage obtenait gratuitement un produit qu'il vendait sous le nom de vin et dont une partie échappait au paiement des taxes générales ou locales.

Une autre pratique qui prouve combien l'esprit subtil des bouilleurs de cru sait mettre à profit les règlements administratifs, consiste dans la fraude par substitution au moyen des acquits fictifs. Un négociant déclare à la Régie des chargements plus ou moins considérables d'alcool à destination d'un point désigné du territoire et se fait délivrer un titre de mouvement, mais l'alcool expédié reste clandestinement sur un point quelconque de l'itinéraire et

il est remplacé par une quantité identique d'alcool de cru fourni par un bouilleur de la région, de cette façon à l'arrivée l'acquit à caution sera régulièrement apuré. Grâce à ce subterfuge, il est donc entré dans la circulation et la consommation une double quantité d'alcool pour un seul titre de mouvement. Les lois de 1897 et 1898 en donnant à la Régie la faculté de faire vérifier par ses agents les acquits et les chargements en cours de route, ont considérablement diminué l'importance de cette pratique frauduleuse. Nous la croyions même complètement disparue, mais le Bulletin des Contributions indirectes nous fait connaître que le 7 mars 1935 dans la région d'Alençon « il a été rapporté procès-verbal pour transport d'un chargement de « 3.451 litres d'eau-de-vie de cru fraîche vraisemblablement « constitué dans le département de l'Orne sous le couvert « d'un acquit à caution émanant de la division du Havre « et énonçant 3.476 litres d'alcool pur ». Les bouilleurs remarqueront avec plaisir que cette fraude nécessite la plupart du temps la complicité d'un commerçant, mais si l'alcool substitué n'était pas fourni par un bouilleur de cru, est-ce que la combinaison serait possible ?

Ces procédés compliqués ne sont plus guère utilisés aujourd'hui, on s'en tient au système tout simple consistant à transporter l'alcool sans titre de mouvement, en prenant seulement des dispositions pour échapper à la surveillance à la circulation. Cette fraude alimente la consommation des particuliers qui trouvent à la bouillèrie de l'alcool à bon compte, elle alimente aussi et surtout les débits de boissons. Autrefois limitée dans un faible rayon autour des régions de production, elle tend avec le développement de l'automobile qui a rendu la circulation clandestine beaucoup plus aisée, à gagner la France entière.

La forme la plus simple de l'écoulement clandestin est la fraude au litre, à la bouteille que chacun dissimule dans ses vêtements et que la Régie appelle fraude par infiltration. Elle est avouée volontiers par les bouilleurs de cru qui considèrent que « le fait d'échanger quelques litres d'eau-de-vie « entre voisins sans payer les droits n'est pas bien gra-

ve » (1). Telle n'est pas notre opinion, nous pensons au contraire que cette fraude, très difficile à empêcher, n'est pas la moins dangereuse pour les finances de l'Etat en raison de son extrême multiplicité ; les bouilleurs de cru sont plus de 3 millions, on voit à quel résultat on aboutit si chacun s'arroge le droit « d'échanger quelques litres d'eau-de-vie avec son voisin » !

A côté de cette fraude par quantités minimales, il en existe une autre qui met en œuvre des quantités plus importantes d'eau-de-vie : cinq, dix, vingt litres ou plus contenus dans de petits barils, des bonbonnes ou des bidons dissimulés dans des fagots, des bottes de foin ou de paille, etc... Ceci nécessite par conséquent l'emploi d'un moyen de transport : « L'on voit passer sur les chemins des charrettes que le profane regarde avec un peu d'étonnement : « gréer un équipage pour transporter une vingtaine de fagots ! Mais suivez cette charrette : la voici qui stationne dans la cour d'une maison et un homme vient compter les fagots. Le soir, le propriétaire de la charrette laissera la porte de sa remise ouverte et un autre équipage viendra la visiter : avec précaution on déchargera un barricot. Vous avez compris ? Le nombre de fagots dans sa charrette, correspondait à la quantité de goutte dont il avait besoin. Vingt-cinq fagots, vingt-cinq « pots » d'eau-de-vie et le pot est la mesure de deux litres » (2).

Les fraudes dont nous venons de parler sont le fait de petits bouilleurs, qui sachant ce qu'ils risquent n'opèrent que sur des quantités en somme point trop importantes, mais nous arrivons maintenant à un nouvel aspect de la question : la fraude s'exerce aujourd'hui sur une large échelle. Après l'Amérique nos régions de l'Ouest ont leurs « gangsters » et c'est à la fraude qu'elles le doivent. Jusqu'alors la fraude avait ses débouchés limités aux débitants locaux mais l'automobile lui a permis d'accroître formidable-

(1) M. Cautru : Intervention à la séance du 19 juin 1934. J. O. Documents Parlementaires, Chambre, p. 1570.

(2) Cité par M. Florian le Roy : « Le drame de l'alcool dans le Bas-Pays normand », *Ouest Journal*, 1935.

ment son champ d'action ; grâce à ce moyen de transport rapide, l'alcool clandestin des bouilleurs normands est amené jusqu'à Paris, Strasbourg, Marseille où il sert à fabriquer le « pastis », en un mot il circule dans toute la France et même en Belgique. Nous disons « alcool des bouilleurs normands » parce que le véritable fief de la fraude sur l'eau-de-vie se trouve en Normandie. Sans doute, les bouilleurs du Midi, du Sud-Ouest, de Bourgogne ou d'Alsace soustraient bien quelque quantité d'alcool à la vigilance du fisc, mais cette fraude est bénigne si on la compare à ce qui se passe dans les pays de l'Ouest, nulle part la fraude sévit aussi intensément que dans ces régions. A tel point qu'on a pu dire qu'il était plus difficile de trouver une pipe en acquit qu'un réservoir en fraude ! Le vrai pays de la fraude c'est le Bas-Pays normand, c'est le sud de la Manche et de l'Orne, le Calvados et aussi le nord de la Mayenne avec pour capitale Flers-de-l'Orne et pour principaux centres : Mortain, Ducey, Vire et le pays de Domfront. Si l'on veut préciser davantage disons que le pays des fraudeurs est à peu près circonscrit par une ligne qui passerait par Avranches, Vire, Falaise, Argentan, Alençon, Mayenne, Fougères, Avranches (1).

Le transport clandestin s'effectue soit le jour, soit plus fréquemment la nuit. Le jour, confiant dans la rapidité de son automobile, le fraudeur s'en va à la manière d'un touriste inoffensif, sans plus se soucier des pièces de Régie que si elles n'avaient jamais existé, pourquoi les agents des Contributions indirectes se méfieraient-ils d'une paisible voiture de père de famille... qui recèle en sa malle une bonbonne d'eau-de-vie ? La nuit les quantités transportées sont plus importantes. Voici emprunté au reportage de M. Maurice Aubenas déjà cité, un enlèvement d'eau-de-vie pris sur le fait : « La nuit venue, X... a plongé dans une « immense barrique le bout d'un gros tuyau de caoutchouc. « Ce même tuyau traverse le mur et sort dans les champs.

(1) Renseignements puisés dans le livre si intéressant de M. Gilbert Stiebel, « La Mafia de la goutte ».

« Nous le saisissons d'une main et dans la nuit nous le
« suivons. A deux cents mètres environ de la ferme, cet
« étrange fil d'Ariane nous fait buter du pied contre le
« socle d'une petite pompe d'irrigation. Le tuyau serpente
« dans un pré, passe dans un verger, pour aboutir enfin
« au bord d'un chemin creux. Une demi heure plus tard,
« quittant la route de St-Hilaire-du-Harcouët, une camion-
« nette, tous feux éteints, s'engage à marche très ralentie
« dans le chemin creux et se dirige vers nous. J'entends
« « Hop ». Aussitôt le véhicule s'immobilise devant nous.
« La bâche de la camionnette est soulevée, le gros tuyau
« de caoutchouc dirigé vers l'intérieur. Une seconde plus
« tard, j'entends dans le champ la pompe qui bat réguliè-
« rement, tandis que par saccades, se déversent au fond de
« l'auto, dans un vaste récipient de fer, deux hectolitres de
« Calva surfín ».

Le véhicule des fraudeurs consiste soit dans une modeste camionnette du genre de celle dont nous parlions précédemment, qui n'a l'air de rien et qui passe facilement inaperçue ; soit dans une puissante voiture de grand tourisme à la carrosserie luxueuse dont la vue impose le respect aux agents de l'Administration qui hésitent à arrêter un aussi somptueux équipage pour vérifier son contenu ; et capable au surplus de distancer les voitures moyennes dont disposent les brigades de surveillance. Mais les housses des sièges dissimulent des récipients et le spider aux belles formes aérodynamiques n'est qu'un vaste réservoir rempli d'alcool. Parfois aussi les fraudeurs utilisent des camions citernes identiques à ceux servant à transporter l'essence. Poursuivis ces malfaiteurs n'hésitent pas à employer tous les moyens pour échapper aux agents du service ; on cite le cas d'automobiles munies à l'arrière d'un très puissant phare destiné à aveugler les poursuivants ; parfois les fraudeurs projettent de l'huile au moyen d'un pulvérisateur sur le pare-brise des suiveurs, les forçant ainsi à s'arrêter pour l'essuyer et donner ainsi aux fuyards le temps de prendre le large.

Pour disposer d'aussi puissants moyens la fraude s'est organisée et il existe un véritable commerce clandestin de l'eau-de-vie. A la base bien entendu nous trouvons le bouilleur de cru qui fournit l'eau-de-vie objet indispensable de la fraude. Puis ceux qui achètent l'alcool en fraude aux producteurs, le transportent et le livrent soit dans la région soit dans toute la France. « Parmi ces spécialistes les uns travaillent à leur compte personnel, possédant une voiture, quelques fournisseurs habituels et une petite clientèle attirée sur place en Normandie ou dans la région parisienne. D'autres travaillent en bandes gouvernées par un chef, qui a sous ses ordres des rabatteurs chez le paysan, des conducteurs, des gardiens de dépôts et des représentants pour le placement de la marchandise » (1). On leur prête une « caisse noire » où les versements des uns et des autres aident à acquitter le cas échéant les peines encourrues par les maladroits qui se font prendre. Enfin, dernier maillon de cette chaîne entre le pommier et le consommateur : le débitant qui achète aux transporteurs clandestins ; échappant à l'exercice — du moins dans les départements où le régime du forfait n'est pas en vigueur — il peut en effet écouler assez facilement l'eau-de-vie de contrebande.

Les bouilleurs de cru sont donc aidés dans leur trafic frauduleux par des intermédiaires qui contribuent sans doute à aggraver le mal, et les récoltants profitent de cette constatation pour rejeter toute la faute sur les fraudeurs professionnels, se proclamant volontiers au-dessus de tout soupçon. Ce raisonnement est manifestement inexact ; car sans alcool de cru clandestin, cette organisation de la fraude n'existerait pas. Et qui donc produit cet alcool clandestin, aliment de ce commerce illégal, sinon les récoltants ? Les botilleurs de cru du Bas-Pays normand sont les pourvoyeurs de la fraude sur l'alcool de cru.

Et voici les preuves de la fraude.

(1) G. Stiebel : *La Maffia de la goutte*.

SECTION III. — PREUVES DE LA FRAUDE DES BOUILLEURS DE CRU

On peut prouver, de diverses façons, la fraude des bouilleurs de cru. Soit d'une manière directe par l'examen des procès-verbaux dressés par les agents de l'Administration, soit aussi d'une manière indirecte en examinant le rendement de l'impôt sur l'alcool pendant les périodes où le privilège a été réglementé comparativement au rendement de cet impôt durant les périodes où les bouilleurs n'ont pas été contrôlés. Enfin, il est intéressant de montrer que l'abondance des récoltes de vins et de cidres fait subir un fléchissement à la consommation taxée de l'alcool dans les départements où les bouilleurs sont particulièrement nombreux ; c'est l'indice que la consommation est alimentée par l'alcool clandestin que les bouilleurs sont à même d'obtenir plus facilement, en raison des quantités importantes de matières premières dont ils disposent dans les années de récoltes exceptionnelles. Au contraire, dans les années de disette on constate le phénomène inverse.

§ 1. — *Preuve directe*

La première idée qui vient à l'esprit lorsque l'on parle de l'importance de la fraude, c'est d'examiner les procès-verbaux dressés par les agents de la Régie. La lecture du « Bulletin des Contributions indirectes » où sont rapportées non pas toutes les fraudes sur l'alcool, mais seulement les infractions les plus notables est significative à cet égard. Il suffit de jeter les yeux sur la troisième partie de cette publication où seuls les faits de fraude les plus marquants sont donnés à titre d' « Information » et pas du tout en vue d'établir une statistique, pour se rendre compte combien les fraudes sur l'alcool de cru sont nombreuses et importantes.

Au cours de l'année 1934 et pendant les 6 premiers mois de l'année 1935 (seuls numéros parus de l'année 1935 au moment où nous écrivons) le Bulletin des Contributions indirectes mentionne une trentaine de saisies d'alcool ou

de saisies d'alambics ni déclarés ni poinçonnés. Ces trente saisies donnent assez bien une image en raccourci de ce qu'est la fraude sur le territoire de notre pays ; elles nous montrent l'exactitude de ce que nous disions tout à l'heure, à savoir que la fraude sévit incomparablement plus sur l'eau-de-vie de cru que sur l'alcool pur, le commerce clandestin de ce dernier produit étant principalement localisé aux frontières, surtout à la frontière espagnole et dans les ports proches de ce pays. Dans les fraudes portant sur l'eau-de-vie, la première place revient et de loin aux alcools provenant de la distillation du cidre. 23 saisies d'eau-de-vie ou d'appareils clandestins sur le total de 29 ont été effectuées dans les départements principaux producteurs d'eau-de-vie de cidre : Orne 18, Calvados 2, Manche 2, Seine-Inférieure 1. Au contraire, dans les départements où l'on produit surtout de l'alcool provenant du vin ou de ses sous-produits, les saisies sont bien moins nombreuses : Hérault 2, Ardèche 1.

Ainsi, en résumé, les départements de l'Ouest, grands producteurs d'eau-de-vie de cidre, apparaissent comme les principaux foyers de la fraude sur l'alcool de cru, ils étaient donc assez mal fondés à réclamer un régime supprimant tout contrôle à la production, et augmentant les chances d'évasion fiscale. Ce nouveau système d'ailleurs, ainsi que nous l'avons vu, a été adopté presque exclusivement dans l'Ouest, alors que les conseils généraux des autres départements se sont montrés beaucoup moins enthousiasmés. Les pays normands auraient-ils réclamé ce régime uniquement en raison des facilités qu'il donne à la fraude ?

§ 2. — *Preuve résultant de la comparaison
des années de liberté et des années de réglementation*

Dans nombre de leurs déclarations, les bouilleurs de cru affirment que les périodes pendant lesquelles les distillations ont été laissées sans surveillance ont été davantage profitables aux intérêts du Trésor que celles durant lesquelles la production a été soumise au contrôle. Mais presque

toujours cette affirmation est faite en termes généraux et n'est appuyée par aucun chiffre précis. Il nous semble intéressant de reprendre l'examen du produit de l'impôt durant les années de réglementation du privilège, pour voir s'il n'y a pas dans ces périodes, contrairement à ce que disent les bouilleurs, un accroissement certain du rendement des taxes sur l'alcool qui prouve que l'absence de contrôle favorise la fraude. Nous porterons notre attention sur les années 1872-1875, 1903-1906 et sur celles qui suivent la mise en application de la loi de 1923. Nous laisserons de côté les effets de la loi de 1916 ; il n'est pas possible en effet, en raison des troubles profonds apportés par la guerre à la production des alcools, de tirer argument de cette réglementation dans un sens ou dans l'autre.

A. — *La loi de 1872 et ses résultats*

La première loi qui ait porté atteinte à l'intégrité du privilège est celle du 2 août 1872 qui assujettissait les récoltants à la déclaration et à l'inventaire. La durée de cette réglementation fut brève puisque l'Assemblée Nationale avant de se séparer rétablit le privilège le 14 décembre 1875, et ses résultats financiers furent vivement discutés.

Les partisans des bouilleurs s'efforcent naturellement d'interpréter les statistiques officielles en leur faveur et voici leur argument : De 1870 à 1873 la quantité d'alcool soumise à l'impôt fut de 2.993.000 hl., de 1873 à 1876 cette quantité s'abaisse à 2.924.000 hl. soit une différence en moins de 69.000 hl., quelle meilleure preuve, disent-ils, de l'inutilité de l'exercice ? Ces résultats pris à dessein sous une forme globale, sont en eux-mêmes peu probants, ce sont les variations annuelles de la consommation qui présentent de l'intérêt. D'autre part, il est essentiel de remarquer que la loi de 1872 produisit ses effets dans une période particulièrement troublée. Ce fut d'abord la guerre de 1870-71 et ses répercussions, la perte de l'Alsace-Lorraine réduisant d'autant la consommation des spiritueux ; il y eut aussi une double augmentation des droits en 1871 et en

1874 et une modification dans le mode de taxation des liqueurs. Malgré ces mauvaises conditions d'application, les résultats de la loi de 1872 furent suffisants pour démontrer que la réglementation fut favorable aux intérêts du Trésor.

A la suite du relèvement du tarif de l'impôt en 1871, la consommation taxée avait subi un fléchissement dû sans doute à la restriction de la consommation, mais surtout à la recrudescence de la fraude pratiquée sous le couvert du privilège. En effet, lorsque l'Assemblée Nationale en présence des mécomptes budgétaires soumit les bouilleurs à l'exercice, aussitôt la consommation imposée se releva. Celle-ci qui s'élevait à 1.013.216 hl. d'alcool pur en 1871, était tombée à 755.464 hl. en 1872, avec fléchissement très accentué au début de l'année. En 1873, elle remonta à 934.450 hl. pour atteindre 970.599 hl. en 1874 et 1.019.052 hl. en 1875. L'exercice des bouilleurs avait donc mis un terme immédiat à la baisse de la consommation. « Par contre, après la loi du 14 décembre 1875 qui rétablit le privilège, un ralentissement se manifesta aussitôt dans le chiffre de la consommation qui s'abaisse de 1.019.052 à 1.000.182 hl. En lui-même ce fléchissement peut ne pas paraître considérable, mais il faut remarquer qu'il se substituait à une augmentation normale qui, d'après les résultats de l'année précédente aurait atteint environ 50.000 hl. et d'après les résultats de l'année suivante, 30.000 hl. (1).

Les résultats de la réglementation de 1872 peuvent être considérés comme des résultats minima, car la loi du 2 août était trop peu rigoureuse pour donner un effet appréciable. Elle laissait en dehors du contrôle les bouilleurs de cru dont la production était égale ou supérieure à 40 litres d'alcool pur, quantité ramenée à 20 litres en 1874 ; la seule déclaration du récoltant fixait le chiffre de sa production, les agents se présentaient chez le bouilleur et ils devaient se retirer s'il déclarait fabriquer moins de 20 litres. On comprend qu'avec un tel système les résultats devaient être singulièrement amoindris ! Cependant M. Léon Say esti-

(1) *Bulletin de statistique* 1908, 2^e Semestre, p. 19.

mait que la réforme avait permis d'encaisser 48 millions de francs.

Ce qu'il est surtout intéressant d'examiner, ce sont les différences de variation du rendement de l'impôt dans les départements « bouilleurs » et dans les départements « non bouilleurs » ; une plus value importante des recouvrements dans les premiers indique bien que la réglementation enravait progressivement la fraude. En 1872, première année de l'application de la surtaxe de 60 francs, l'impôt sur l'alcool produisit 120 millions soit 7,60 % de plus que l'année précédente. Ce chiffre était hors de proportion avec un rehaussement du tarif de 66 % et montrait que ce relèvement excessif avait entraîné une baisse de la consommation. Si l'on divise les départements en deux catégories : la première comprenant les départements sans bouilleurs de cru, la seconde ceux où ils s'en trouvaient un grand nombre, on constate que dans les départements (29) où le bouillage n'existait pas l'impôt subit une *dépression* de 6,92 %, au contraire dans les 58 départements où il y avait des bouilleurs, on constate une augmentation de 24,59 % (1).

A quoi attribuer cette différence, sinon à ce fait que l'exercice des bouilleurs avait permis d'assujettir à l'impôt des quantités d'alcool qui auparavant étaient consommées en fraude ? D'ailleurs avec le rétablissement du privilège on assista au phénomène inverse, la consommation totale de la France fléchit de 1.019.052 hl. à 1.000.182 hl. ; mais tandis que dans les pays sans bouilleurs la consommation taxée continuait sa marche ascendante, les départements où les bouilleurs étaient nombreux voyaient celle-ci accuser une baisse sensible : la consommation taxée en 1876 était en *diminution* de 25.420 hl. dans 31 départements où l'on comptait le plus grand nombre de bouilleurs, et de 3.377 hl. dans 42 départements où l'on comptait un nombre restreint de bouilleurs ; au contraire, dans 13 départements où l'on fabriquait presque exclusivement des alcools d'industrie, les quantités soumises au droit de consommation *augmentaient*

(1) Voir Edart : *Les bouilleurs de cru*, p. 151 et suiv.

de 11.055 hl. (1). Comment trouver une meilleure preuve que le retour à l'absence de contrôle avait permis après 1875. aux bouilleurs d'alimenter en fraude la consommation ; il semble alors difficile de nier l'efficacité de la réglementation du privilège.

B. — *La loi du 31 mars 1903 et ses résultats*

Plus encore que la première période de réglementation, la seconde ouverte par la loi du 31 mars 1903 et clôturée par celle du 27 février 1906, semble avoir eu d'heureux résultats pour les intérêts du trésor. Comme la loi de 1872, la loi de 1903 concéda une allocation en franchise de 20 litres d'alcool pur aux récoltants et même laissa la libre disposition du produit de leurs distillations à ceux qui étaient présumés ne pouvoir obtenir annuellement plus de 50 litres d'alcool. Cette concession de l'amendement Morlot créait une redoutable fissure, et faisait perdre à la loi une grande partie de son efficacité. Malgré cela, dès 1903 la consommation taxée qui était descendue à 1.258.949 hl. en 1902 remonta à 1.368.904 et à 1.514.309 hl. en 1904. L'année 1905 présenta des résultats moins favorables, elle avait été en effet précédée de récoltes abondantes de vins et cidres et l'Administration avait vu réduire ses moyens d'action contre la fraude. La loi du 27 février 1906 rétablit le privilège, cette année même la consommation taxée ne fléchit que de 1.381.761 hl. à 1.378.194 hl., la récolte des fruits avait été en effet très faible en 1905 et au moment où la loi de 1906 intervint la campagne de distillation 1905-1906 était déjà fort avancée. En 1907, les quantités imposées tombèrent à 1.289.408 hl.

Les partisans du privilège ont contesté ces moins-values engendrées par le rétablissement du privilège ; ils se sont attachés à démontrer que le régime de liberté stimule la production des bouilleurs et qu'en définitive le fisc ne perd

(1) Renseignements extraits du livre de M. Stourm : *L'impôt sur l'alcool dans les principaux pays*, p. 81.

rien. Voici leurs arguments : Au cours des périodes de liberté 1900-1902 et 1906-1908, la production moyenne totale des alcools naturels a été respectivement de 382.000 hl. et 444.000 hl. ; tandis que pendant la durée de la réglementation 1903-1906 elle n'a été que de 289.000 hl. La suppression du privilège aurait donc eu pour effet de réduire la production ; et, a contrario, ils affirment que c'est le rétablissement du privilège qui a provoqué un accroissement de la production.

Mais rien n'est moins certain que le rétablissement du privilège en 1906 ait été la cause essentielle, sinon même unique, de l'augmentation de la production. La production des alcools dépend essentiellement des prix, c'est-à-dire de la situation du marché des alcools d'une part, et de la situation du marché des vins et des cidres d'autre part. Que les cours du vin viennent à fléchir ; aussitôt l'alambic servant d'exutoire, la production de l'alcool s'accroît, mais arrive une mauvaise récolte de raisins ou de pommes, la production se ralentit devant la hausse des matières premières. Les périodes 1900-1902 et 1906-1908 ont été marquées par de très fortes productions d'alcools naturels parce que les années 1899-1901 et 1905-1907 ont été abondantes en vins ; au contraire, pendant la période de 1902-1904 il y eut deux mauvaises récoltes de vins 1902 et 1904, il n'est donc pas étonnant que la production de l'alcool se soit ralentie pendant ces années qui coïncident justement avec la réglementation du privilège, car il ne faut pas oublier que la cause principale des variations de la production réside dans les conditions économiques des marchés de l'alcool, du vin et du cidre (1).

Au surplus même s'il était prouvé que le seul rétablissement du privilège ait entraîné un accroissement de la production, l'argumentation n'atteindrait pas son but, car ce qui est en jeu ce n'est pas la production, mais bien le rendement fiscal, et sur ce point les statistiques démontrent de façon irréfutable que la réglementation a été favorable

(1) Voir *supra* pages 141 à 143.

aux intérêts du Trésor. Voici le produit du droit de consommation dans les années 1901 à 1907 (1).

1901	307 millions	{	Liberté
1902	301 —		
1903	359 —	{	Contrôle
1904	330 —		
1905	330 —		
1906	331 —	{	Liberté
1907	314 —		

Le produit de l'impôt a donc été beaucoup plus élevé pendant la période de contrôle puisqu'il passe brusquement de 301 millions à près de 360 millions, bien que la fabrication ait été moins importante. « Une divergence, constate M. Abel Gardey, apparaît clairement entre la production et la consommation taxée ».

Mais pour apprécier l'effet des lois de 1903 et de 1906, il convient d'analyser le rendement de l'impôt par département et pour cela il faut diviser la France en plusieurs régions suivant les conditions de production :

Une première région comprend les départements où les bouilleurs sont peu nombreux et leur production peu importante.

Une deuxième comprend les départements où par suite de la division de la propriété la plupart des récoltants bénéficient de l'amendement Morlot.

Une troisième comprend les pays grands producteurs de trois-six et d'eaux-de-vie de vin.

Une quatrième comprend les départements renommés pour l'eau-de-vie de cidre (bouilleurs nombreux ; opérations portant sur des quantités importantes).

Une cinquième comprend seulement le département de l'Orne.

Enfin une sixième partie comprend l'ensemble de la France.

On obtient le tableau suivant :

(1) Rapport de M. Abel Gardey. Sénat 1931, n° 568 annexe à la Séance du 18 juin 1931.

Produit du droit de consommation dans les années 1901 à 1907 (1)

	1901	1902	1904	1905	1906	1907 (2)
1 ^o Départements du 1 ^{er} groupe. Nombre de bouilleurs de cru et production peu considérables. Pourcentage d'augmentation { a) par rapport à 1901. { b) par rapport à 1902.	130.283.635	129.358.816	134.281.491 3 66 % 3 80 %	130.533.791 0,19 % 0,90 %	132.072.145 1 37 % 2,09 %	130.740.379 0 35 % 1,06 %
2 ^o Département du 2 ^e groupe où, par suite de la division de la propriété, la plupart des récoltants bénéficient de l'amendement Morlot. Pourcentage d'augmentation { a) par rapport à 1901. { b) par rapport à 1902.	34.343.732	33.037.806	44.828.481 30 50 % 35 69 %	39.400.354 14 72 % 19 25 %	39.333.146 14 52 % 19 02 %	35.611.500 3 68 % 7 78 %
3 ^o Départements du 3 ^e groupe. Grands producteurs de 3/6 et d'eaux-de-vie de vin. Pourcentage d'augmentation { a) par rapport à 1901. { b) par rapport à 1902.	9.743.140	8.745.857	13.868.606 42 33 % 58 57 %	11.528.650 18 32 % 31 81 %	10.105.069 3 70 % 15 54 %	8.905.629 » 1 81 %
4 ^o Départements du 4 ^e groupe, renommés pour l'eau-de-vie de cidre (Bouilleurs nombreux, opérations portant sur des quantités importantes). Pourcentage d'augmentation { a) par rapport à 1901. { b) par rapport à 1902.	23.052.708	22.265.213	36.945.017 60 26 % 65 92 %	30.480.846 32 22 % 36 89 %	29.253.859 26 90 % 31 38 %	27.900.694 21 02 % 25 30 %
5 ^o Département de l'Orne. Pourcentage d'augmentation { a) par rapport à 1901. { b) par rapport à 1902.	3.012.874	2.726.256	6.061.182 101 19 % 122 30 %	5.086.187 68 82 % 86 53 %	4.603.401 52 78 % 68 85 %	4.455.207 47 87 % 63 38 %
6 ^o Ensemble de la France. Pourcentage d'augmentation { a) par rapport à 1901. { b) par rapport à 1902.	307.451.462	301.286.560	359.417.362 16 90 % 19 29 %	329.605.629 7 20 % 9 39 %	329.649.300 7 21 % 9 41 %	314.826.536 2 39 % 4 49 %

(1) Nous devons ce tableau à l'obligeance de la Direction des Contributions indirectes.

(2) Non compris la surtaxe sur les absinthes, bitters, etc.

On aperçoit immédiatement combien l'augmentation de la consommation taxée est proportionnellement beaucoup plus importante dans les régions où les bouilleurs sont nombreux que dans les régions où ils sont en petit nombre; c'est l'indice que dans les départements bouilleurs la réglementation a permis d'assujettir à l'impôt de grosses quantités d'alcool qui auparavant étaient consommées frauduleusement ou en franchise. Le produit de l'impôt de consommation passe pour l'ensemble de la France de 301 millions de francs en 1902 à 359 millions en 1904. 329 millions en 1905 et en 1906 pour redescendre à 314 millions en 1907, soit des accroissements par rapport à 1902 de 16 % en 1904, de 7 % en 1905 et 1906 et de 2 % seulement en 1907 à la suite de la loi de 1906. Mais cette augmentation affecte de façon fort différente les diverses parties du pays selon qu'elles comprennent ou non des bouilleurs de cru.

Dans les départements où le nombre des bouilleurs est faible, le produit de l'impôt est demeuré stable (130 millions de francs en 1901, 129 en 1902, 134 en 1904, 130 en 1905, 132 en 1906 et 130 en 1907, soit une augmentation par rapport à 1902 de 3,80 %, 0,90 %, 2,09 % et 1,06 %). Au contraire, dans les départements du 3^e groupe grands producteurs de trois-six et d'eaux-de-vie de vin la consommation taxée augmenté par rapport à 1902 de 58,57 % en 1904, de 31,81 % en 1905, de 15,54 % en 1906 et seulement de 1,81 % en 1907 après le rétablissement du privilège ! Dans les départements (4^e groupe) renommés pour la fabrication de l'eau-de-vie de cidre où les bouilleurs sont très nombreux, les pourcentages d'augmentation sont de 65,92 %, 36,89 %, 31,38 % et 25,30 %. Le département de l'Orne mérite une mention spéciale, l'accroissement est de 122,30 %, 86,53 %, 68,85 %, 63,38 %. En 1907, après le rétablissement des immunités, le rendement de l'impôt fléchit dans les départements producteurs d'eaux-de-vie naturelles de 85 millions de francs en moyenne annuelle à 72 millions de francs, bien que la production des bouilleurs ait été supérieure à celle des années 1904, 1905 et 1906. Il est donc impossible de soute-

nir, comme le font les bouilleurs, que les statistiques démontrent au point de vue du rendement fiscal l'inefficacité du contrôle des distillations chez les récoltants.

Il est d'ailleurs possible de montrer d'autre façon les avantages que le Trésor a retirés de la réglementation du privilège en 1903. M. Louis Jacquet dans son livre si remarquable sur « l'Alcool » p. 439, se base sur les années 1901-1902, 1904-1905 et 1907-1908 et examine les variations du rendement de l'impôt en adoptant la division de l'Administration des Contributions indirectes, qui groupe les départements en 6 catégories suivant l'importance du nombre et de la production des bouilleurs de cru (1). Il arrive à cette constatation qu'il y a, au point de vue de l'alcool imposé, entre les moyennes des années antérieures et postérieures à la réglementation et celles des années réglementées, des écarts respectifs de 145.240 hl. et de 133.542 hl. d'alcool pur. « On est donc en mesure d'affirmer » conclut-il, « que la réglementation de 1903 a permis une perception « supplémentaire de l'impôt sur un minimum de 140.000 « hectolitres d'alcool, c'est-à-dire procuré au Trésor, au « bas mot, 30 millions par an, ceux-ci ne représentant « d'ailleurs qu'une fraction de la fraude, car il est peu « vraisemblable d'admettre que la réglementation ait suffi « à la détruire complètement » d'autant plus, ajouterons-nous, que l'amendement Morlot laissait en dehors du contrôle un grand nombre de bouilleurs dont la production était loin d'être négligeable.

C. — *La période qui suit la loi du 28 février 1923*

Il est difficile d'apprécier les conséquences de la loi du 30 juin 1916 : les circonstances malheureuses de la guerre ont jeté en effet un tel trouble sur les conditions de la production et de la consommation de l'alcool, qu'il n'est guère possible de tirer un enseignement précis des statistiques relatives à cette époque. Cependant il importe de remar-

(1) Voir le *Bulletin de Statistique* de juillet 1908, p. 21 et 22.

quer que la production *imposable* des alcools naturels s'est élevée à 176.188 hl. en 1917 alors qu'elle avait atteint seulement 94.148 hl. en 1916, cette augmentation de 82.040 hl. imposables est certainement une conséquence directe de la réglementation du privilège par la loi de 1916 (1).

Nous arrivons maintenant à la loi du 28 février 1923 qui a donné l'allocation en franchise à tous les bouilleurs de cru et accordé des facilités nouvelles pour la distillation à domicile. Les résultats de cette loi sont appréciés d'une façon singulière par les partisans des bouilleurs de cru, voici ce que dit M. Damecour (2). « En 1923, M. de Laseyrie, Ministre des Finances, lors de l'extension de la « distillation à tous les récoltants disait à la tribune : « Votre « loi va faire perdre au Trésor 50 millions ». Le trou ne se « produisit pas et on eut la satisfaction de constater en 1924 « une augmentation de droits de 66 millions et en 1925 de « 115 millions ». Nous nous permettons de penser qu'il n'est guère de meilleure façon de travestir la vérité que de faire découler les augmentations de recette de 1924 et de 1925 des faveurs accordées aux récoltants par la loi de 1923 ! Mais que fait-on alors de la loi du 22 mars 1924, dite loi du « double décime » qui accroissait de 20 % le tarif de l'impôt au profit de l'Etat ? Il est pourtant manifeste que cette aggravation des droits est la cause directe et unique de l'augmentation des sommes perçues, puisque la consommation taxée, sous l'effet du relèvement du tarif joint aux facilités nouvelles concédées aux bouilleurs, s'abaisse en 1924 à 1.025.575 hl. alors qu'elle avait atteint 1.055.285 hl. en 1923, cette diminution de près de 30.000 hl. est d'autant plus significative qu'elle fait suite à une augmentation annuelle constante. Ainsi l'élargissement des immunités des bouilleurs loin d'être la cause de l'accroissement des recettes du Trésor est au contraire la cause, avec le relève-

(1) *Bulletin de statistique* 1919, t. 1, p. 262.

(2) Avis présenté au nom de la Commission de l'Agriculture par M. Damecour. Documents parlementaires Sénat n° 583, annexe à la séance du 19 juin 1931.

ment du tarif c'est vrai, de la diminution de la consommation imposée.

Ce qui vient encore renforcer cette opinion, c'est que la diminution de 30.000 hl des quantités taxées provient pour la plus forte part des départements où les bouilleurs sont nombreux ; dans ceux-ci en effet, le volume de l'alcool imposé passe de 521.000 hl en 1923 à 497.000 hl en 1924, soit 25.000 hl en moins, tandis que dans les 13 départements où il y a peu ou point de bouilleurs, les quantités imposées ne diminuent que de 5.000 hl passant de 533.000 hl à 528.000 hl. Qu'est-ce à dire sinon que les facilités accordées par la loi de 1923 ont accru la consommation non taxée qui se fait à l'abri du privilège ?

Pour se rendre compte encore plus parfaitement de l'augmentation du volume d'alcool utilisé ou bu clandestinement à la suite de l'application de la loi de 1923, il suffit d'examiner la marche des quantités taxées telle qu'elle résulte du tableau ci-dessous établi d'après les indications du Bulletin de statistique de décembre 1934, p. 1695 (1). La division des départements bouilleurs et des départements non bouilleurs nous a été donnée par l'Administration des Contributions indirectes.

(1) Ce Bulletin est paru en août 1935.

*Quantités soumises au droit de consommation
en hectos d'alcool pur de 1920 à 1933*

ANNÉES	Dans l'ensemble de la France	Dans les 13 départements sui- vants : Aisne, Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Ardennes, Gironde, Loire, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Rhône, Seine, Seine-et-Oise, Somme.	Dans les autres départements
1920	889.850	257.586	632.264
1921	788.839	380.001	408.838
1922	853.871	470.767	482.904
1923	1.055.285	533.901	521.384
1924	1.025.575	528.244	497.331
1925	1.063.980	548.078	515.902
1926	1.034.745	538.597	496.148
1927	951.509	484.431	467.078
1928	1.091.856	572.430	519.426
1929	1.139.150	609.555	529.595
(1) 1930-31	1.202.169	644.340	557.711
1931-32	1.182.798	623.495	559.303
1932	841.960	439.038	402.922
1933	1.091.654	574.304	517.350

Ce tableau indique l'évolution de la consommation taxée dans la France entière, dans 13 départements dans lesquels les bouilleurs sont en nombre très restreint ou n'ont qu'une production très peu importante, et dans les autres départements qui comptent un grand nombre de bouilleurs avec une grosse production. Pour mémoire nous avons noté les quantités allouées en franchise. Il est sage afin d'éliminer l'influence des années exceptionnelles d'établir la moyenne des trois années antérieures à 1923 et celle des trois dernières années ; ce faisant, nous échapperons à la critique qui pourrait nous être adressée de choisir les années les plus favorables à notre cause. On obtient alors les chiffres suivants :

(1) Précédemment les renseignements fournis s'appliquaient à l'année civile, mais le report du début de l'exercice au 1^{er} avril par la loi du 27 déc. 1929 a obligé à les fournir par année budgétaire jusqu'au vote de la loi du 31 mars 1932 qui a assuré la concordance des années civiles et budgétaires. Toutefois à titre transitoire la période d'exécution du budget de 1932 n'a comporté que neuf mois.

Moyennes des quantités taxées

	Moyenne des années 1920, 1921 et 1922	Moyenne des années 1931-1932 1932 et 1933	Augmentation	%	Diminution	%
	HL.	HL.	HL.		HL.	
Ensemble de la France . . .	877.520	1.038.804	161.284	18,3 %	—	—
13 départements non bouilleurs.	369.451	545.612	176.161	47,6 %	—	—
Départements bouilleurs . .	508.002	493.191	—	—	14.811	3 %
Allocation en franchise . .	123.027	175.075 (1)	52.048	42,2 %	—	—

Les quantités d'alcool pur soumises au droit de consommation se sont donc accrues de 1920 à 1923 de 161.284 hl soit une augmentation de 18,3 %. Or ces 161.284 hl imposés ont été procurés en totalité par les 13 départements suivants : Aisne, Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Ardennes, Gironde, Loire, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Rhône, Seine, Seine-et-Oise, Somme ; qui ont vu s'accroître leur consommation taxée de 176.161 hl., soit 47,6 % ; on ne peut pourtant pas dire que ces départements n'aient jamais passé pour être de grands fournisseurs d'alcool de cru. Au contraire, dans le reste des départements qui comprennent ceux où il existe un grand nombre de bouilleurs avec une grosse production, le volume imposé non seulement n'a pas augmenté, mais il a même diminué de 14.811 hl, soit 3 % ; cependant dans ces départements bouilleurs, la consommation réelle, effective, est bien devenue plus importante puisque les quantités totales allouées en franchise ont passé de 123.000 hl à 175.000 hl, soit une augmentation de 42,2 % et il est bien probable qu'elle a augmenté non seulement de ces 52.000 hl alloués en franchise, mais qu'elle a suivi un développement parallèle à

(1) Ce chiffre est un peu différent de celui du tableau de la page 144 car il s'agit ici d'années civiles et non de campagnes.

celui de la consommation taxée dans les 13 départements non bouilleurs : seulement dans les départements bouilleurs c'est la fraude qui a alimenté cet accroissement de consommation et les quantités taxées sont restées stationnaires.

Nous reviendrons dans un instant sur ces données pour tenter une évaluation de la fraude.

Il faut dire quelques mots pour terminer des conséquences de la circulaire du 20 avril 1932 qui a supprimé illégalement les périodes de distillation et a laissé aux récoltants la faculté de travailler à toute époque de l'année. La consommation taxée qui avait été :

d'Avril 1931 à Avril 1932 de 1.125.548 hl, n'a été
d'Avril 1932 à Avril 1933 que de 1.033.078 hl
et d'Avril 1933 à Avril 1934 que de 998.516 hl.

Sans doute la diminution des quantités imposées a probablement été influencée par la crise économique générale, mais il paraît certain que les faveurs nouvelles accordées aux bouilleurs, en atténuant considérablement le contrôle de l'Administration, ont entraîné une recrudescence de la fraude qui s'est répercutée sur la consommation taxée.

Après avoir étudié les diverses époques durant lesquelles les immunités des bouilleurs de cru ont été réduites, en comparaison avec les époques durant lesquelles les récoltants ont distillé sans contrôle, nous pouvons conclure que les périodes de réglementation du privilège ont été favorables aux intérêts du Trésor, et ceci est une preuve irréfutable de la fraude qui sévit plus intensément quand est supprimée toute surveillance à la production. Vouloir baser sur les statistiques une affirmation contraire est tenter l'impossible, d'ailleurs les partisans des bouilleurs sont eux-mêmes convaincus que l'absence de contrôle ne peut être que préjudiciable pour les finances publiques ; sinon pourquoi, dans leur demande de retour à la liberté, s'offriraient-ils à payer une taxe ?

§ 3 — *Preuve de la fraude par le rapport
inversement proportionnel
entre la consommation taxée de l'alcool
et la production des vins et des cidres*

Un autre moyen de prouver la fraude, c'est de montrer que le produit des droits sur l'alcool augmente sensiblement dans les départements bouilleurs quand les récoltes de vins et de cidres sont mauvaises, et qu'il baisse au contraire lorsque les récoltes sont bonnes. C'est un fait connu en effet que la consommation taxée de l'alcool fléchit quand les vins et les cidres abondent. On propose d'abord une première explication de ce phénomène. Il est aisé de comprendre, dit-on, que la consommation de spiritueux soit moins importante lorsque les vins et les cidres sont bon marché : quand on peut boire beaucoup de vin ou de cidre pour peu d'argent on délaisse l'eau-de-vie. Certes cette première raison comporte une part de vérité, mais elle ne nous paraît pas suffisante pour donner une explication complète.

Sans doute l'abondance des récoltes entraîne le bon marché des boissons que l'on nomme hygiéniques, mais elle entraîne aussi la baisse des cours de l'alcool et par conséquent la diminution du prix des spiritueux et des liqueurs si bien que l'écart entre le prix des spiritueux et liqueurs et celui des vins et cidres ne varie pas sensiblement ; d'ailleurs, s'il est des régions où l'alcool est peu coûteux c'est bien dans les pays à bouilleurs de cru, par conséquent, on ne s'explique pas pourquoi la consommation taxée diminue presque exclusivement dans les régions à bouilleurs, alors qu'elle reste presque stationnaire dans les autres contrées. En réalité, le volume de l'alcool imposé fléchit parce que l'abondance des récoltes met à peu de frais à la disposition des bouilleurs de cru de grosses quantités de matières premières leur permettant d'augmenter sensiblement leur production et d'alimenter la consommation clandestine dans une proportion plus grande. La véritable explication c'est donc la recrudescence de la fraude. S'il en était autrement, pourquoi, comme nous l'allons voir, la diminution

de la consommation taxée est-elle beaucoup plus forte, lors des années plétoriques, dans les régions à bouilleurs ? Pourquoi lors des années de disette l'augmentation de la consommation taxée est-elle plus importante dans ces mêmes régions ?

Nous prendrons pour base de nos explications les récoltes de 1910 et celles de 1911, dont les produits ont été respectivement consommés en 1911 et en 1912 et affectent par conséquent les quantités imposées ces années-là. Ce sont en effet les dernières années du fonctionnement « intégral » du privilège avant sa réglementation par la loi de 1916, et ce sont aussi les dernières époques normales qui ne soient pas influencées par les événements de 1914 ni par les modifications successives apportées au taux de l'impôt depuis la guerre. Ces deux périodes par la succession immédiate d'une bonne récolte (celle de 1911) à une mauvaise récolte (celle de 1910) ont encore cet avantage de permettre une appréciation plus exacte de l'influence des variations des récoltes sur la consommation taxée ; en effet, les autres facteurs qui peuvent avoir une incidence sur l'imposition des alcools n'ont pas eu le temps pendant ce court espace de deux ans de subir des changements bien sensibles ; notamment le tarif de l'impôt est resté le même :

En 1910, la production des vins très mauvaise fut de 28.530.000 hectolitres contre 54.446.000 l'année précédente, la production des cidres fut de 12.333.000 d'hectolitres ce qui était une récolte médiocre sans être nettement déficitaire. Immédiatement les quantités imposées passent de 1.399.034 hl en 1910 à 1.574.018 en 1911, soit une augmentation de 174.984 hl c'est-à-dire plus de 12 %. Au contraire en 1911, les récoltes sont bonnes : 44.886.000 hectolitres de vins et 22.440.000 hectolitres de cidres, aussitôt la consommation taxée de l'alcool subit une baisse ; de 1.574.018 hl. en 1911, elle se chiffre en 1912 à 1.515.859, soit une diminution de 3,69 %. Mais ces résultats globaux s'ils mettent en relief le rapport inversement proportionnel qui existe entre la consommation taxée et la production des vins et des cidres, ne sont pas suffisants pour montrer que

les mouvements de hausse ou de baisse sont provoqués presque exclusivement par les variations de la consommation taxée dans les régions à bouilleurs, dans lesquelles l'abondance ou la pénurie des matières premières, en accroissant ou, en réduisant l'importance des distillations des récoltants, accroissent ou réduisent la consommation clandestine qui se fait à l'abri du privilège. Pour cela, il faut diviser la France en 6 régions suivant les conditions de la production :

Une première comprenant les départements gros bouilleurs de cru de vins et marcs : Gard, Hérault, Aude, Pyrénées-Orientales, Gers, Lot-et-Garonne, Lot, Dordogne, Tarn, Tarn-et-Garonne ;

Une deuxième comprenant les départements gros bouilleurs de cru de cidres : Calvados, Orne, Manche, Mayenne, Sarthe ;

Une troisième dans laquelle se trouvent les innombrables petits bouilleurs de cru de marcs et de fruits de l'Est, de la vallée de la Loire et du Centre.

Une quatrième comprenant les départements grands producteurs de cidres mais sans gros bouilleurs de cru : Finistère, Côtes-du-Nord, Ille-et-Vilaine ;

Une cinquième comprenant les départements peu producteurs et non bouilleurs : Nord, Pas-de-Calais, Aisne, Somme, Seine-Inférieure, Oise, Seine ;

Enfin, une sixième comprenant le reste de la France, où les distillations des bouilleurs de cru n'atteignent qu'un chiffre modique au regard de l'ensemble de la production.

On peut alors dresser les tableaux suivants (1) :

(1) Voir le *Bulletin de Statistique* 1912, t. 72, p. 27 et 1913, t. 73, p. 28.

I. MAUVAISES RÉCOLTES : *Imposition des alcools en 1911*

	Consommation taxée		Quotités p. % des différences		
	1910	1911	En plus	En moins	
Régions à bouilleurs de cru :	HL.	HL.			
1 ^{re} Région	47.856	61.747	29 %	} 21 %	—
2 ^e Région	133.064	147.312	11 %		—
3 ^e Région	246.582	307.493	23 %		—
Régions sans bouil- leurs de cru :					
4 ^e Région	111.481	117.022	5 %	} 9 %	—
5 ^e Région	551.771	589.831	7 %		—
6 ^e Région	308.280	350.613	15 %		—
Total	1.399.034	1.574.018	12,5 %		—

II. BONNES RÉCOLTES : *Imposition des alcools en 1912*

	Consommation taxée		Quotités p. % des différences	
	1911	1912	En plus.	En moins
Régions sans bouil- leurs de cru :	HL.	HL.		
1 ^{re} Région	61.747	61.535	—	0,34 %
2 ^e Région	147.312	133.076	—	9,66 %
3 ^e Région	307.493	285.400	—	7,18 %
Régions à bouilleurs de cru :				
4 ^e Région	117.022	104.116	—	11,03 %
5 ^e Région	589.831	593.485	0,62 %	—
6 ^e Région	350.613	338.245	—	3,53 %
Total	1.574.018	1.515.859	—	3,69 %

Ces tableaux sont plus expressifs que de longues phrases. A la suite de la pénurie des récoltes de 1910 la consommation taxée s'accroît ; mais tandis que cet accroissement

est restreint dans les régions sans bouilleurs : respectivement 5,7 et 15 % soit en moyenne 9 %, il est beaucoup plus important dans les régions à grand nombre de bouilleurs. Il atteint 29 % dans la 1^{re} région productrice d'alcool de vin et marcs, 11 % dans la seconde région, la récolte des cidres avait été en effet meilleure que celle des vins, et 23 % dans la 3^e région dans laquelle sont nombreux les petits bouilleurs de marcs et de fruits ; c'est donc en moyenne une augmentation de 21 % dans les régions sans bouilleurs de cru, n'est-ce pas là une preuve que la pénurie des récoltes en tarissant la source de l'alcool de cru a tari en même temps l'alimentation clandestine de la consommation qui s'est reportée sur les alcools taxés ?

Maintenant, voici le phénomène inverse :

A la suite des abondantes récoltes de 1911, les quantités imposées subissent un brusque fléchissement. Aux mauvaises récoltes des vins et des cidres en 1910 succèdent en 1911 une récolte moyenne de vin et une abondante récolte de cidre, il en résulte une reprise des opérations de distillation chez les bouilleurs de cru, principalement dans les régions cidricoles dont les produits se substituent dans la consommation aux alcools taxés. On constate une diminution moyenne de près de 6 % dans les régions à bouilleurs (respectivement 0,34 %, 9,66 % et 7,18 %) ; au contraire dans les régions sans bouilleurs la consommation taxée baisse seulement de 4,64 %. Dans la 5^e région, comprenant les départements du Nord, du Pas-de-Calais, de l'Aisne, de la Somme, de la Seine-Inférieure, de l'Oise, de la Seine, on enregistre même une augmentation de 0,62 %. Il faut remarquer que la diminution dans le groupe des régions sans bouilleurs se trouve augmentée par la présence de la 4^e région grande productrice de cidre dans laquelle, bien qu'il n'y existe pas de gros producteurs d'alcool de cru, il se trouve quand même un certain nombre de bouilleurs, de plus ces départements sont proches de la 2^e région où sont les plus importants bouilleurs de cru de cidre. Quoiqu'il en soit, la diminution des quantités taxées reste plus importante dans les régions sans bouilleurs que dans

les régions où les bouilleurs sont nombreux et produisent beaucoup, n'est-ce pas l'indice que pendant les années prospères la fabrication des bouilleurs se développe intensément, le champ de leurs opérations frauduleuses s'élargit et l'eau-de-vie de cru, alimentant les consommateurs dans un rayon plus étendu, frustre le trésor d'une partie de ses recettes.

SECTION IV. — *EVALUATION DE LA PERTE CAUSÉE AUX FINANCES PUBLIQUES PAR LA FRAUDE*

Nous avons vu quelles sont les sources de la fraude, les moyens employés pour la commettre et nous avons donné des preuves de son existence.

Est-il possible maintenant de chiffrer les pertes subies par le Trésor ? C'est un problème singulièrement difficile d'essayer d'enserrer dans les limites d'une évaluation précise le montant d'une fraude dont l'importance est par nature inconnue, puisque ses auteurs mettent toute leur ingéniosité à dissimuler les quantités d'alcool sur lesquelles elle porte. Aussi les évaluations qui sont faites de la fraude sont-elles forcément approximatives ; elles sont aussi sensiblement divergentes suivant qu'elles émanent de partisans des bouilleurs, portés à réduire la fraude au minimum, ou de leurs adversaires les plus déterminés pour qui chaque bouilleur est un fraudeur. Nous ne parlerons que des estimations qui nous paraissent se rapprocher le plus de la vérité.

Monsieur Louis Jacquet dont nous avons déjà cité le très intéressant ouvrage sur l'alcool, se base sur les résultats de la réglementation de 1903 pour établir le chiffre de son évaluation. D'après lui, il y a au point de vue de la consommation taxée, entre les moyennes des années antérieures et postérieures à la réglementation et celles des années réglementées, un écart de 140.000 hectolitres qui représente le chiffre de la fraude ; ce serait donc annuellement, au tarif de 2.500 francs par hectolitre, une moins value de 350 millions pour le Trésor. Cependant cette évaluation date de

25 ans et beaucoup estiment que l'augmentation de la production des bouilleurs doit avoir rendu la fraude plus importante.

Dans cet ordre d'idées on a évalué la consommation clandestine indemne de droit à 40 % de la consommation taxée ; or les quantités taxées s'élèvent en chiffres ronds à un million d'hectolitres, ce serait donc 400.000 hectolitres qui échapperaient à l'impôt. Mais dans ce chiffre entrent toutes les fraudes qui se pratiquent sur l'alcool et à côté de la fabrication clandestine des bouilleurs il englobe les fraudes par importation d'alcool étranger soit aux frontières, soit aux côtes, principalement aux côtes de la Méditerranée et les fraudes par revivification de l'alcool dénaturé en particulier de l'alcool carburant. Le chiffre de la fraude alimentée par les bouilleurs ne représente donc qu'une partie de ces 400.000 hectolitres ; mais il semble bien que la part de l'alcool de cru doit être bien supérieure à celle de l'alcool de contrebande ajoutée à celle de l'alcool revivifié.

Si cette estimation est vague, il a été prononcé un chiffre plus précis qui semble bien près de la vérité. M. R. Denomaison, secrétaire du « Syndicat national du Commerce en gros des vins, cidres, spiritueux et liqueurs » s'exprime ainsi dans son rapport au congrès du Syndicat du 16 mai 1934 : « Une estimation très prudente, dit-il, a permis « de chiffrer l'alcool produit et écoulé en fraude par les « bouilleurs de cru à 200.000 hectolitres annuellement, « volume qui représente une somme de 500 millions « de francs dont est frustré le Trésor. Et, poursuit « M. Denomaison, cette estimation est certainement inférieure à la réalité. Nous n'en retiendrons pour preuve « qu'un avis officiel du Directeur des Contributions indirectes du département de l'Orne qui évaluait récemment « le montant de la fraude dans son seul département à 300 « millions de francs ».

Les citations que nous venons de faire montrent les différences qui existent dans les estimations des divers auteurs ; cette divergence d'opinion provient des difficultés que l'on a pour asseoir l'évaluation du montant de la fraude.

de des bouilleurs de cru sur des bases précises. Cependant en s'aidant des statistiques officielles, n'est-il pas possible de déterminer un chiffre qui, sans être d'une précision absolue, soit quand même empreint d'un certain caractère de vérité ?

Nous voulons tenter cet essai, en faisant remarquer que le chiffre auquel nous arriverons, n'aura forcément qu'une valeur indicative. Pour ce faire, reprenons le tableau établi à la page 285. Ce tableau nous donne la moyenne des quantités d'alcool taxées pendant les années 1920-1921 et 1922 qui précèdent l'atténuation de la réglementation par la loi du 28 février 1923, et la moyenne de ces mêmes quantités pendant les dernières années 1931-1932-1933 d'une part dans les 13 départements ayant peu ou pas de bouilleurs et d'autre part dans les autres départements où les bouilleurs très nombreux ont une importante production. Or, que voyons-nous à la lecture de ce tableau ? Tandis que les quantités imposées augmentent jusqu'en 1931-1933 de 47,6 % dans les départements sans bouilleurs, elles diminuent au contraire de 3 % environ dans les régions à bouilleurs ; et cependant peut-on dire que la consommation « réelle » de l'alcool ne se soit pas accrue dans ces départements ? Certainement non, pour cette raison déterminante que le volume en alcool pur de l'eau-de-vie bue en franchise a augmenté au total dans la proportion de 42,2 %. C'est bien l'indice que l'alcool a été consommé en plus grande quantité dans les régions à bouilleurs et qu'il a été fourni en majeure partie par la fraude.

Donc si nous pouvions connaître le taux d'accroissement de la consommation réelle, nous n'aurions qu'à appliquer ce taux aux quantités consommées en 1920-1922 pour avoir par là-même — une fois déduit le volume taxé et celui alloué en franchise en 1931-1933 — le chiffre de la fraude actuelle. Nous admettons en effet, ce qui paraît vraisemblable, étant donné les circonstances, que la fraude en 1920 a été nulle ou tout au moins peu importante. Mais de combien s'est accrue la consommation de l'alcool dans les régions à bouilleurs de cru ? C'est là la difficulté. On peut

supposer tout d'abord que le taux de l'augmentation a été le même que celui des 13 départements non-bouilleurs, soit 47,6 %, ce doit être le taux maximum ; on peut aussi supposer que l'accroissement a été proportionnel à celui de l'allocation en franchise soit 42,2 % et ce doit être le taux minimum. Pour échapper à toute accusation d'exagération nous adopterons le taux de 40 %. La consommation de l'alcool s'élevait en moyenne dans les départements bouilleurs en 1920-1922 à 508.000 hl. augmentés de 123.000 hl. d'allocation, soit 631.000 hl. Elle a dû s'élever en moyenne pour la période 1931-1933 à ce chiffre accru des 40 % de 508.000 soit 631.000 + 203.000 ou 834.000 hectolitres ; sur ces 834.000 hl., 493.000 ont été imposés (voir tableau) et 175.000 alloués en franchise ; il reste donc 166.000 hl. qui ont été consommés clandestinement. Pour plus de simplicité arrondissons ce chiffre à 150.000, nous sommes certainement au-dessous de la vérité, cependant au tarif de 2.500 francs par hectolitre cela représente 375 millions de francs de droits non perçus : c'est un bien joli denier !

SECTION V. — CONCLUSION

Il nous est possible maintenant de porter un jugement sur le préjudice que les immunités des bouilleurs de cru, dans l'état actuel des textes, font subir aux finances publiques. L'allocation en franchise représente un manque à gagner de 500 millions et à ce chiffre il faut ajouter les sommes provenant de la perte causée par la fraude, soit environ 375 millions ; on obtient ainsi le chiffre extrêmement important de 875 millions de francs ! Et ce chiffre, si élevé soit-il, n'est malheureusement qu'un chiffre minimum, on sait en effet que tant pour déterminer le montant de l'allocation, que pour déterminer celui de la fraude, nous avons établi des moyennes afin d'éliminer les années exceptionnelles, et d'autre part nous avons fait subir un important abattement à notre estimation de la fraude. S'il est une chose certaine, c'est bien que la perte éprouvée par le Trésor va sans cesse s'accroissant en raison de l'augmentation

constante du nombre des bouilleurs et de leur production, et aussi en raison de l'élévation des droits sur l'alcool.

Que l'Etat veuille faire un cadeau de 500 millions aux cultivateurs sous forme d'allocation en franchise, soit ; mais qu'il laisse se perpétrer une fraude qui coûte aux contribuables une somme de 375 millions, il y a là une situation intolérable. A l'heure où nos ministres des finances sont toujours à la recherche de quelques centaines de millions pour boucler leur budget, à l'heure où l'Etat réduit le traitement de ses fonctionnaires, à l'heure où de nouveaux sacrifices sont demandés à toutes les classes de la nation déjà si fortement atteintes par la crise générale, il nous apparaît que l'on ne doit pas, en étendant les immunités des bouilleurs de cru, comme l'a fait le décret-loi de juin 1935, aggraver le déficit financier et qu'il est absolument nécessaire d'assurer le recouvrement intégral de l'impôt en enrayant la fraude.

Au début de ce chapitre nous nous demandions si la réglementation du privilège était à l'heure actuelle trop large. Il est bien évident qu'au point de vue fiscal, par les conséquences que nous avons dégagées, elle est une cause de ruine pour les finances publiques, par conséquent s'il y a une modification à apporter à la réglementation c'est dans le sens d'une assimilation des bouilleurs au droit commun, et il est donc inconcevable que l'on songe à supprimer le contrôle des distillations chez les récoltants, « La perte
« subie par le Trésor, dit M. Abel Gardey, rapporteur de la
« Commission des finances du Sénat, s'accroîtrait encore,
« toutes les quantités qui font actuellement l'objet de droits
« constatés chez les bouilleurs, seraient désormais franches
« de tout impôt ; sur la base des résultats de la campagne
« 1929-1930, l'Etat verrait ses recettes diminuer de 132
« millions, les collectivités locales de 32 millions, au total
« en tenant compte des fissures qu'engendrerait la sup-
« pression de la surveillance, la perte globale serait d'au
« moins 200 millions » (1).

(1) Rapport de M. Abel Gardey déjà cité.

Pour combattre la fraude il n'est pas suffisant comme le fait le décret du 25 juin 1935 d'aggraver les pénalités, une disposition pénale, si rigoureuse soit-elle, ne peut empêcher la fraude de s'exercer tant elle est fructueuse ; il n'est pas suffisant non plus de renforcer la surveillance à la circulation en créant de nouvelles brigades de surveillance. Quels que soient la vigilance et le zèle apportés par les agents dans l'exercice de leurs fonctions, il leur est impossible d'empêcher la circulation clandestine dans des régions « où ils sont plus surveillés eux-mêmes qu'il ne leur est possible de surveiller ». Contre la fraude il n'est qu'une mesure : la surveillance de la production. Sans doute les bouilleurs protestent contre cette accusation de fraude qui pèse sur eux et ils dénoncent à grand bruit les fraudeurs « professionnels » comme les uniques auteurs de tout le mal, mais nous savons ce qu'il faut penser de ces protestations. Pour enrayer la fraude, il faut tarir sa source, or nous savons pertinemment que la source de la fraude est chez le bouilleur de cru, principalement chez le bouilleur de cru qui distille à domicile, aussi est-il essentiel de prendre en charge l'alcool de cru dès sa sortie de l'alambic, afin de pouvoir établir des pièces de Régie qui permettront de le suivre dans ses déplacements jusqu'à sa consommation. Que les bouilleurs de cru se soumettent à cette surveillance loyale et franche, qui n'est inquisitoriale que pour ceux qui veulent se livrer à la vente clandestine, et la fraude, même la fraude organisée, sera bien vite disparue ; ce faisant ils seront, comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire, leurs meilleurs défenseurs.

Ce sera aussi bien entendu tout avantage pour l'Etat ; il lui sera alors possible de se rendre compte du cadeau qu'il fait aux bouilleurs, en effet actuellement dans les départements où a été adopté le nouveau régime on ne peut savoir quelle est l'importance de la consommation personnelle de chaque bouilleur et par conséquent le montant de l'exonération dont il bénéficie ; si l'Etat veut faire un cadeau aux bouilleurs il est de toute nécessité pour lui de connaître la valeur de ce qu'il donne.

CHAPITRE II

Conséquences commerciales

Nous venons de voir quel énorme préjudice le privilège des bouilleurs de cru porte aux finances publiques. Cependant nous n'avons jusqu'ici envisagé que la moins-value directe résultant de l'allocation en franchise et de la fraude ; ce n'est pas la seule perte que subit le Trésor, il est aussi atteint indirectement par le canal du commerce des boissons qui souffre de la concurrence déloyale qui lui est faite, à l'abri du privilège, par la vente clandestine des eaux-de-vie de cru.

SECTION I. - *LE RENDEMENT DE L'IMPÔT SUR L'ALCOOL ET LE COMMERCE DES BOISSONS*

Or la rentrée de l'impôt sur l'alcool est intimement liée à la prospérité du commerce des boissons ; on sait quelles ressources considérables il apporte chaque année aux finances de l'Etat. « Notre commerce à lui seul, s'écriait un orateur au Congrès du Syndicat National du Commerce en gros des Vins, Cidres, Spiritueux et Liqueurs de France, puissante fédération qui groupe plus de 200 syndicats, draine vers le Trésor sous forme de droits de circulation ou de consommation, de taxes sur le chiffre d'affaires ou de taxes de luxe, d'impôts sur les bénéfices commerciaux ou de l'impôt général sur le revenu, de droits de licence, de patente ou de timbre plus de 3 milliards 500 millions auxquels il convient d'ajouter sans pouvoir les chiffrer tous les impôts perçus par les Contributions directes. Forts de cette situation prépondérante dans l'économie de notre pays, nous pouvons nous tourner avec confiance semble-t-il vers les Pouvoirs Publics et leur demander : « Pouvez-vous vous

résoudre à voir disparaître pareils collaborateurs ? Laissez-vous ces négociants aller à la ruine sous les coups que leur porte une concurrence déloyale ? Ces paroles n'ont pas empêché le gouvernement d'abolir les périodes de distillation et de supprimer le contrôle par le système du forfait !...

Pourtant le commerçant en vins et spiritueux est un auxiliaire bien précieux pour l'Etat. En même temps qu'un distributeur de produits c'est un collecteur d'impôts, à tel point que parfois dans le prix de vente la part de l'Etat est plus forte que celle du fabricant ; c'est ainsi qu'une eau-de-vie à 40° vendue couramment 18 francs se trouve grevée de 10 francs de droit. De plus, non seulement le négociant joue le rôle de percepteur d'impôts, mais il joue même celui de banquier vis-à-vis de l'Etat, en lui faisant l'avance des droits sur la marchandise vendue et point encore payée. Bien souvent en effet le commerçant acquitte l'impôt sur les produits livrés et fait crédit à son acheteur du montant de la facture qui comprend à la fois le prix de la marchandise et les droits sur celle-ci. Que l'acheteur vienne à faire faillite, si l'actif est peu important il pourra arriver malgré la subrogation dans le privilège du Trésor que le vendeur perde la totalité de sa créance, l'Etat lui n'aura rien perdu puisqu'il a depuis longtemps encaissé le montant de l'impôt.

Les finances publiques ne sont pas seules à bénéficier de l'activité du commerce des boissons, la nation tout entière est intéressée à sa prospérité. Que ce soit par le commerce d'exportation de nos vins célèbres ou de nos eaux-de-vie et liqueurs renommées qui exerce une heureuse influence sur notre balance commerciale, que ce soit par le commerce intérieur, nulle part ailleurs, plus que dans notre pays, la production et le négoce des produits de la vigne et du pommier, des liqueurs et de toutes les boissons, n'occupent une place aussi prépondérante dans la vie économique et ne forment un élément aussi important de la fortune nationale. Que l'on songe un instant aux milliards qui sont investis dans les vignobles, au capital formidable que représentent les installations des distilleries, des fabriques de liqueurs et des entrepôts, et on comprend l'exactitude de cette parole :

« L'alcool est une richesse nationale ». Et aussi combien nombreux sont ceux qui tirent de l'alcool leurs moyens d'existence. Depuis le cultivateur jusqu'au consommateur, en passant par l'entrepositaire ou le distillateur, le courtier et le débitant que de branches de l'activité économique sont intéressées par le commerce des boissons ! La production des engrais, l'industrie des transports et celle de l'automobile, la chaudronnerie, la tonnellerie, la verrerie, l'industrie du liège, l'imprimerie et la publicité, profitent à quelque degré du mouvement d'affaires créé par la production, la circulation et la consommation de l'alcool sur toutes ses formes.

Cette prospérité du commerce des boissons si importante à la fois pour l'économie nationale, et pour les intérêts du Trésor, risque d'être fortement atteinte par la possibilité que la législation donne aux bouilleurs de cru de vendre en fraude leurs eaux-de-vie sans payer par conséquent aucun droit.

Le commerce régulier de gros et de détail ainsi que les distillateurs de profession qui mettent en œuvre des produits d'achat : vin, cidre, lies, pommes et fruits forment un double grief contre les immunités dont jouissent les bouilleurs de cru.

SECTION II. — PREMIER GRIEF DU COMMERCE : *L'INÉGALITÉ FISCALE*

En premier lieu, commerçants et distillateurs reprochent au privilège de créer une inégalité fiscale d'autant plus lourde qu'aujourd'hui les droits sur l'alcool sont plus élevés. Pourquoi les uns sont-ils exempts d'impôts alors que les autres ploient sous le fardeau des taxes de toutes sortes. Cette inégalité, injustifiable en droit nous le savons, impose aux finances de l'Etat des sacrifices considérables et elle aboutit à surcharger d'impôts le commerce qui doit payer à la place des récoltants propriétaires, et pourtant quel est l'alcool qui intéresse le développement de la fortune nationale ? Ce n'est évidemment pas celui qui es'

sommé par le producteur, mais bien celui qui est objet de commerce. De plus, les distillateurs de profession et les entrepositaires ne comparent pas sans amertume leur condition à celle des bouilleurs de cru. Pour eux toutes les réglementations, toutes les rigueurs de l'exercice et d'un contrôle sévère par la présence continue des agents de la Régie dans les usines de production et de rectification de l'alcool, la présence intermittente des employés chez les entrepositaires astreints à la tenue des comptes d'entrées et de sorties vérifiés au moment des recensements semestriels, où les négociants doivent rendre compte litre par litre et même centilitre par centilitre des quantités d'alcool utilisées. Pour les bouilleurs, au contraire, toutes les facilités : pour ceux qui sont encore soumis à la surveillance de l'Administration, une déclaration, la visite possible des agents de la Régie, un inventaire et un récolement en fin de campagne ; pour ceux qui distillent dans les départements dans lesquels le Conseil général a établi le régime forfaitaire, aucune surveillance à la production, aucune déclaration, rien, l'indépendance absolue.

Plus que tous autres les commerçants et industriels auraient donc, semble-t-il, le droit de réclamer la liberté de leurs domiciles, de leurs usines, de leurs magasins, de leurs bureaux et même de leurs comptabilités, cependant ils supportent ces entraves parce qu'ils les savent nécessaires pour l'application des lois. Le commerce ne se plaint pas de ce contrôle rigoureux qu'il comprend être la sauvegarde du fisc pour le recouvrement d'un impôt qui représente plus de six fois la valeur du produit taxé, il se rend compte que la surveillance à la production est indispensable pour juguler la fraude et qu'elle est par là, la meilleure sauvegarde des commerçants honnêtes.

SECTION III. — SECONDE GRIEF DU COMMERCE : LA CONCURRENCE FRAUDULEUSE

Le commerce, tout au moins le commerce de gros, admet dans une certaine mesure que l'Etat, si tel est son

bon plaisir, fasse un cadeau aux cultivateurs sous forme de l'allocation en franchise, mais ce qu'il ne peut supporter c'est la concurrence déloyale et extrêmement dangereuse en raison du taux élevé du droit de consommation, qui lui est faite par la vente clandestine de l'alcool de cru. C'est là le second grief — et le plus important — que le commerce des boissons formule contre le privilège des bouilleurs de cru. Il nous faut examiner successivement la situation du commerce de détail et celle du commerce de gros.

§ I. — *Le commerce de détail*

Dans les régions où la fraude est intense, dans les pays de l'Ouest, par exemple, où l'on consomme beaucoup d'eau-de-vie de cidre — le « Calvados » — la situation de bien des débitants est des plus précaires. Comment pourraient-ils respecter la légalité et vendre de l'eau-de-vie ayant acquitté l'impôt alors que leurs voisins écoulent de l'alcool de contrebande à un prix inférieur au seul montant des droits ? Cette fraude est d'autant plus difficile à déceler que jusqu'à ces derniers temps l'exercice n'existait plus chez les cafetiers ; comment empêcher les débitants fraudeurs d'emplir les bouteilles sagement alignées sur les rayons de la salle de vente avec de l'eau-de-vie dissimulée dans quelque coin de leur habitation ? Aussi les débitants sont-ils acculés à cette triste nécessité ou de fermer leur porte ou de s'approvisionner en fraude chez les bouilleurs de cru du voisinage ; le plus souvent ils n'hésitent pas et c'est à ce dernier parti qu'ils se rangent. D'ailleurs il est difficile aux cafetiers, dans certaines régions de la Normandie, de rester honnêtes ; dans les villages, leur clientèle est celle des cultivateurs qui sont autant de bouilleurs de cru, s'ils ne veulent pas perdre leurs habitués, ils sont bien obligés de leur servir du Calvados de fraude. Parfois aussi les fraudeurs font pression sur les débitants pour les obliger à ne vendre que leurs produits, ils prétendent même imposer un prix de

vente qu'ils fixent très bas afin d'amener plus sûrement les cafetiers du voisinage à s'approvisionner en fraude (1).

Le régime du forfait va apporter dans les régions où il est adopté un nouveau motif de plainte pour les débitants. Désormais dans les départements (2) où les bouilleurs de cru, en vertu du décret-loi du 25 juin 1935, jouiront d'une absence complète de surveillance, le contrôle sera reporté chez les débitants astreints désormais à l'exercice des agents des Contributions indirectes. Ainsi les bouilleurs par leur violente campagne auront réussi à se débarrasser de la Régie en l'envoyant chez les détaillants qui depuis 1900 ne connaissaient plus cette surveillance ; ce qui est insupportable chez les récoltants l'est donc moins chez les débitants ? Le principe de l'inviolabilité du domicile dont se réclament avec tant de véhémence les bouilleurs de cru n'est-il donc applicable qu'à une seule habitation : la leur ? Nul doute que les détaillants ne protestent contre le nouveau régime, et si les bouilleurs forment une masse électorale puissante, les débitants de boissons ont aussi une grosse influence. L'Etat cédera-t-il encore ? Quelles seront alors les rentrées de l'impôt ?

§ 2. — *Le commerce de gros*

L'écoulement clandestin de l'alcool, pratique honteuse pour les pays où elle a cours, tout en avilissant le commerce de détail transformé en receleur de la fraude, est ruineuse pour le commerce régulier de gros.

Il est impossible, en effet, au commerce régulier de résister à la concurrence des bouilleurs de cru dans les centres de production, principalement dans les centres de production d'eau-de-vie de cidre. Avant d'être vendus, ses produits, déjà lourdement chargés de frais généraux que la crise a encore contribué à augmenter en diminuant les débouchés, se trouvent grevés du poids écrasant de l'impôt

(1) G. Stiebel : *La Maffia de la goutte*.

(2) Et dans une zone limitrophe des départements voisins.

de consommation. Reprenons l'exemple que nous citions précédemment : sur une eau-de-vie à 40° du prix de vente moyen de 18 francs, il existe un droit de 10 francs, laissant seulement 8 francs pour représenter la valeur de la marchandise et tous les frais généraux dans lesquels il faut compter la masse d'impôts qui s'apessantit sur le commerce (patente, licence, timbre, impôts sur les bénéfices) ; on comprend combien le bénéfice peut être minime dans ces conditions ! Du côté des bouilleurs-fraudeurs les choses présentent une toute autre tournure, frais généraux et impôts sont presque inexistantes, mais de plus le droit de consommation est supprimé, et le vendeur le perçoit à son compte au lieu de le percevoir pour le compte de l'Etat ! d'emblée c'est un bénéfice de 10 francs ; mais jamais le fraudeur ne perçoit la totalité de l'impôt à son profit, car il doit partager avec son acheteur, qui, s'il court des risques, veut aussi profiter de l'aubaine ; mais vendrait-il son eau-de-vie simplement 8 ou 10 francs le litre il lui reste, pour un prix de vente bien inférieur à celui que peut pratiquer le commerce, un gain bien supérieur à celui du négociant. Dès lors comment l'entrepositaire pourra-t-il écouler ses marchandises alors que ses clients trouveront à s'approvisionner à des prix inférieurs de moitié ou même des deux tiers aux prix les plus bas qu'il peut leur consentir ?

Dans l'Ouest on rencontre dans certaines villes des magasins qui affichent ouvertement leurs eaux-de-vie à un prix représentant à peine la valeur des droits dont elles sont passibles. Elles sont en effet offertes couramment par ces singuliers fournisseurs, au prix de 14 francs le litre les 60° alors que les droits à eux seuls représentent 15 francs ! L'abondance de la dernière récolte dans les campagnes normandes a fait tomber les prix de l'eau-de-vie vendue clandestinement, « la fraude » comme l'on dit, à des cours bien plus bas. On vendait récemment du Calvados à 60° 4 francs le litre rendu à domicile, en certains endroits les prix se sont abaissés à 3 francs et même, car la concurrence existe sur les droits fraudés, à 2 francs le litre ! Dans Paris, l'eau-de-vie de cidre de fraude s'est vendue

11 francs le litre, il nous a même été cité une vente d'alcool de cru faite au prix de 7 francs rendu chez le détaillant.

Les conséquences inévitables de pareilles pratiques, c'est la disparition progressive des commerçants honnêtes. Qu'il s'agisse du commerce régulier de gros ou de détail — de distillateurs de profession ou de producteurs qui tenant à la garantie d'origine, travaillent sous le contrôle de la Régie pour obtenir des acquits spéciaux —, tous ceux qui se soumettant à la réglementation supportent de lourdes charges fiscales, tous sont vaincus d'avance dans la lutte qu'ils ont à soutenir contre la concurrence illégale des bouilleurs de cru.

Cette disparition du commerce honnête est déjà commencée et voici les paroles que prononçait le Président du Congrès de la Fédération des Commerçants en boissons de l'Ouest à Cherbourg : « L'entrepôt se meurt, disait-il, les
« distillateurs de profession et les entrepositaires au nombre
« de 32.000 en 1928 n'étaient déjà plus que 28.000 en 1932
« et le mouvement continue. A défaut de chiffre officiel
« depuis cette date, nous pouvons tous nous en rendre
« compte par la chute impressionnante des effectifs de nos
« syndicats ».

Ces déclarations des intéressés pourraient être taxées d'exagération, aussi citerons-nous les phrases que M. Charles Gide (1) dont l'impartialité ne saurait être mise en doute, écrivait au lendemain de la loi de 1906 rétablissant le privilège : « Nous ne professons pas une sympathie exagérée pour la corporation des commerçants en spiritueux, disait-il, mais enfin on ne peut que compatir à la situation de gens que la loi elle-même voue à la défaite, puisque dans la course elle leur lie bras et jambes, tandis qu'elle les délie à leurs concurrents ». Ces paroles ne sont-elles pas encore d'une singulière actualité ?

N'est-il pas à craindre que la récente décision accordant aux bouilleurs de cru le régime forfaitaire n'aggrave

(1) Ch. Gide : Bouilleurs de cru et Viticulteurs. *Revue Politique et Parlementaire* 1906, t. 49, p. 225.

encore le préjudice porté au commerce en facilitant la fraude ? Le bouilleur, dégagé de tout contrôle et n'ayant même pas de déclaration à faire, pourra en effet produire et détenir des eaux-de-vie sans limitation de quantité. N'est-il pas à craindre que le bouilleur en l'absence de toute surveillance ne mette en œuvre des boissons ayant reçu une importante addition de sucre, ce qui aboutirait à réintroduire dans la consommation de bouche l'alcool de betteraves qui en était exclu par la loi de 1916. N'est-il pas à craindre enfin que le régime forfaitaire entraîne la disparition des acquits spéciaux certifiant l'origine (acquits blancs, acquits jaune d'or) ? En effet, les récoltants préféreront vraisemblablement, pour profiter du régime de liberté, renoncer aux acquits de couleur plutôt que se soumettre au contrôle indispensable pour obtenir la délivrance de ces pièces de Régie.

* * *

Devant ces nouvelles menaces, on comprend quel est le mécontentement du commerce des boissons qui voit s'effriter et disparaître, les unes après les autres, les mesures susceptibles de surveiller la production toujours plus importante des bouilleurs de cru. Le Congrès du Syndicat National du Commerce des Vins, Cidres, Spiritueux et Liqueurs de France s'est fait l'écho de cette amertume et nous ne saurions mieux faire que de laisser la parole à son Président M. Janneau qui dans un remarquable discours a exposé le point de vue du commerce : « Les bouilleurs de cru protestent contre le régime qui leur est appliqué ; ils veulent la liberté totale de distillation ; ils demandent l'abaissement des droits ; sur ce dernier point, nous sommes en complet accord avec eux, mais nous ne comprenons guère la véhémence de leurs protestations puisque ces droits ils ne les paient pas. Ils donnent à leurs protestations un caractère révolutionnaire. Si tous ceux qui sont astreints aux obligations des lois, des règlements suivaient leur exemple, il n'y aurait plus de vie sociale possible et nous avons bien le droit d'opposer à leur attitude de révoltés notre attitude

de contribuables qui, non seulement supportent des taxes dont le tarif est trop lourd, mais sont soumis dans l'intérêt même des producteurs à des réglementations sévères. Nous acceptons sans nous plaindre les vérifications fréquentes dans nos locaux commerciaux où les agents du fisc pénètrent à leur guise, les examens minutieux de nos comptabilités. Notre commerce, qui apporte tous les ans au Trésor une contribution dépassant trois milliards, ne fait entendre ses plaintes qu'avec discrétion en s'adressant par les voies normales aux Administrations, au Parlement, au Gouvernement.

.....

Faudra-t-il donc qu'à notre tour, pour faire triompher nos revendications, nous changions d'attitude ? Que nous interdisions l'accès de nos entrepôts et de nos distilleries aux agents du fisc que nous avons habitués jusqu'ici, et je m'en flatte, à d'autres réceptions ? Va-t-on décourager à force d'injustice et d'inégalité les percepteurs bénévoles d'impôts que nous avons toujours été ? On a tenu à apaiser les bouilleurs. Nous ne voulons pas sortir de la légalité, mais nous demandons avec insistance les apaisements mérités par les bons contribuables que nous sommes ».

Ces revendications pleines de mesure furent complétées par une lettre présentée au Président du Conseil et au Ministre des Finances par une délégation des membres du Syndicat National qui se terminait par ces mots : « Le Syndicat National du Commerce en gros des Vins, Cidres, Spiritueux et Liqueurs de France et la Confédération Nationale des Débitants de boissons qui groupent plus de 500.000 commerçants de gros et de détail, ne demandent pas que soient retirées aux bouilleurs de cru l'allocation et la remise qui leur sont accordées et qui constituent déjà des avantages appréciables, mais estiment que leur production doit être contrôlée, étant entendu que ce contrôle doit s'effectuer sans vexation et avec le minimum de formalités ».

Les protestations du commerce n'ont pas empêché le gouvernement de prendre quelques jours plus tard le décret du 25 juin 1935 qui établissait le régime du forfait. Cette

mesure a été encore aggravée par la décision du 30 juillet 1935 instaurant le monopole de vente par l'Etat des alcools de bouche titrant plus de 70°. Ainsi pour les bouilleurs c'est la liberté totale : plus de contrôle et possibilité de vendre sur le marché libre les eaux-de-vie qui pèsent généralement moins de 70° ; pour le commerce c'est l'obligation de s'approvisionner au monopole d'Etat à un prix élevé tout en supportant des impôts excessifs (1).

L'avenir dira si de tels systèmes, aussi discordants, sont viables sans coûter fort cher aux finances publiques, mais si les lourds impôts sont supportables malgré leur poids lorsqu'ils sont équitablement répartis, il apparaît inique d'étendre les faveurs dont jouissent déjà les uns en aggravant les charges dont sont accablés les autres.

(1) Une nouvelle délégation du Commerce des Boissons s'est rendue auprès du Gouvernement le 3 mars 1936.

CHAPITRE III

Conséquences hygiéniques et sociales

Si les finances publiques et le commerce des alcools ont de sérieux griefs contre le privilège des bouilleurs de cru, combien plus justifiés encore sont ceux de l'hygiéniste !

L'élévation constante des droits sur les boissons distillées et les mesures qui ont été prises principalement pendant la guerre pour enrayer le péril de l'alcoolisme ont eu pour résultat de causer une notable diminution de la consommation de l'alcool dans notre pays. C'est ainsi que la consommation taxée qui s'élevait avant la guerre aux environs de 1.550.000 hectolitres est aujourd'hui inférieure à 1 million d'hectolitres (987.000 hl. en 1935) ; la moyenne par habitant passant de 3 lit. 96 en 1913 à 2 lit. 60 en 1933. Certes nous n'avons pas à entreprendre ici une étude sur l'alcoolisme en général, mais ce que nous voulons essayer de démontrer, c'est que l'existence du privilège risque de rendre inefficaces les mesures prises pour enrayer le mal. En effet, nous allons voir que le privilège par l'exonération d'impôt sur la consommation familiale, par la facilité qu'il donne à tous les cultivateurs de produire de l'alcool, contribue à introduire l'alcoolisme dans un milieu où il était jusqu'alors peu développé : dans les campagnes.

Après avoir examiné comment le privilège introduit l'alcoolisme dans les campagnes, nous verrons quels sont les résultats des faveurs données à la consommation familiale de l'alcool.

SECTION I. — LE PRIVILÈGE

INTRODUIT L'ALCOOLISME DANS LES CAMPAGNES

§ 1. — *L'alcool des bouilleurs est en général pernicieux*

On est d'accord aujourd'hui pour abandonner la vieille querelle qui a si longtemps divisé les partisans des alcools « naturels » et les tenants de l'alcool « industriel ». Pour les premiers les eaux-de-vie et alcools de fruits devaient seuls jouir de la réputation d'innocuité ; pour les seconds, au contraire, seuls les alcools industriels — nom sous lequel on désignait les alcools provenant de la distillation des grains, betteraves ou autres substances amylacées — pouvaient être introduits sans danger dans la consommation, en raison de la rectification à laquelle ils étaient soumis.

On invoquait en faveur des alcools d'industrie l'opinion du D^r Daremberg (1) qui, à la suite d'analyses conduites avec le plus grand soin, avait constaté que les eaux-de-vie de vin contenaient plus d'impuretés que les alcools rectifiés provenant des betteraves et vendus dans le commerce. A la suite de ces travaux, le D^r Laborde (2) avait repris la question et il était arrivé à une conclusion inverse favorable par conséquent aux alcools « naturels » mais il prenait bien soin de noter que l'abus de ces boissons alcoolisées n'en restait pas moins dangereux. Les partisans des alcools naturels alléguaient encore cette dernière opinion que l'alcoolisme n'avait pénétré dans notre pays qu'avec l'apparition des alcools d'industrie et qu'avant 1850 le mot même d'alcoolisme était inconnu. Le savant D^r Pinard n'a pas eu de peine à prouver la fausseté de cette opinion en montrant que si avant 1850 il n'y avait pas « d'alcooliques » il y avait beaucoup « d'intoxiqués » le terme n'était pas le même,

(1) Voir le *Journal des Débats* août-septembre 1895 (cité par S. Arnoulin, La campagne anti-alcoolique et les eaux-de-vie de France, 1906).

(2) Dr. J. V. Laborde: L'alcool et l'alcoolisme à l'Académie de Médecine, 1895, cité par S. Arnoulin.

c'était la seule différence (1). Au surplus cette distinction entre alcools naturels et alcools d'industrie n'a plus guère aujourd'hui qu'un intérêt théorique puisque la loi de 1916 a réservé exclusivement le marché de l'alcool de bouche aux alcools provenant de la distillation des fruits.

Depuis les travaux des Américains Atwater et Benedict vulgarisés en France par le D^r Duclaux (2) qui a montré la valeur comme aliment de l'alcool absorbé en faible quantité, on est d'accord pour dire que le péril de l'alcoolisme réside principalement dans l'absorption de grandes quantités d'alcool, c'est-à-dire dans l'abus de ce breuvage plutôt que dans les impuretés qu'il peut contenir. Nous verrons dans un instant que sur ce point le privilège constitue une excitation permanente à la boisson.

Mais tout en admettant le principe général de la nocivité de l'alcool éthylique absorbé en trop grande quantité il faut reconnaître qu'il existe malgré tout des degrés dans les différentes catégories de spiritueux. Et si les hygiénistes de nos jours attribuent aux impuretés un rôle secondaire, pour ne considérer plutôt que le volume consommé, il faut admettre que les alcools de cru sont souvent les plus toxiques parmi les alcools naturels.

La fabrication des alcools de cru par les récoltants est en effet le plus souvent assez défectueuse. Certes cette réflexion ne s'applique pas aux eaux-de-vie de grands crus, notamment aux eaux-de-vie des régions de Cognac et d'Armagnac où les producteurs des grandes marques n'envoient à l'alambic que des vins irréprochables ou des grappes arrivées à parfaite maturité. Mais si l'on met à part ces contrées et aussi certaines régions de l'Est et de la Bourgogne, il faut bien constater que dans nombre d'endroits les bouilleurs de cru considèrent que leurs produits altérés, pourris ou encore verts sont toujours assez bons pour la chaudière : parfois les matières premières sont dans un état voisin de

(1) J. O. Débats parlementaires Chambre, séance 15 février 1923, p. 657.

(2) E. Duclaux : *Annales de l'Institut Pasteur*, novembre 1903. L'alcool et ses droits naturels, cité par S. Arnoulin.

la putréfaction, on voit quelle peut être la fermentation dans de pareilles conditions. Les alambics utilisés sont la plupart du temps fort rustiques et à feu nu ; il est extrêmement difficile, même en prenant beaucoup de soins pour la distillation, d'obtenir de bons résultats et d'empêcher avec ces appareils la formation de produits empyreumatiques. D'ailleurs le bouilleur cherche surtout à opérer économiquement, la plupart du temps en effet ses eaux-de-vie sont destinées à sa consommation personnelle, il n'a donc pas intérêt à produire un produit parfait puisqu'il ne ressent pas l'aiguillon de la concurrence commerciale ; du reste à ses yeux le fait que son alcool est distillé par lui-même suffit à lui assurer des qualités de premier ordre. Et lorsque l'eau-de-vie est destinée à être écoulée clandestinement l'exonération d'impôt supplée amplement à la qualité.

La qualité des alcools de cru est donc souvent défectueuse et à cela l'hygiène ne saurait trouver son compte, mais la production des bouilleurs apparaît également redoutable pour d'autres raisons. L'accroissement continu des droits sur l'alcool a eu pour conséquence de pousser les fabricants de boissons alcoolisées à abaisser le titre alcoolique de leurs produits pour échapper le plus possible au poids énorme de l'impôt, à tel point que le décret du 30 juillet 1935 sur le monopole de l'alcool a cru devoir, se préoccupant en cela bien plus des intérêts du trésor que ceux de la santé publique, fixer un degré minimum pour certaines liqueurs. Tout le monde conviendra qu'une boisson distillée est d'autant moins dangereuse que son titre alcoolique est moins élevé ; or, sur ce point, la production des bouilleurs de cru est des plus pernicieuses car les alcools de cru sont presque toujours à haut degré : 45 à 50° pour les eaux-de-vie de marc courantes, 50° pour les eaux-de-vie de fruits, 60 à 65° et quelquefois plus pour les eaux-de-vie de cidre. A supposer que l'Etat, qui déjà encourage les apéritifs à base de vin, s'inspirant de considérations d'hygiène, fixe un degré maximum pour les boissons alcooliques, il pourra fort bien faire observer sa prescription par les distillateurs

et commerçants, mais que pourra-t-il pour la consommation effectuée à l'abri du privilège ?

La loi interdit la production et la vente de l'absinthe, mais comment empêcher les bouilleurs de cru, surtout dans les départements où en raison de l'adoption du régime forfaitaire tout contrôle est supprimé, de fabriquer cette boisson si tel est leur bon plaisir ? De même il est défendu de faire usage dans la préparation des boissons anisées de certaines plantes toxiques comme le fenouil et l'hysope, mais comment peut-on faire respecter cette obligation par les récoltants ?

En résumé, en raison de la consommation familiale des bouilleurs de cru — 10 litres d'alcool pur dans les départements contrôlés sans compter la fraude et une quantité illimitée dans les départements forfaitaires — les mesures prises par l'Etat pour rendre moins dangereuse pour la santé publique la consommation des boissons alcooliques perdent une grande partie de leur efficacité. Non seulement le haut degré des alcools de cru, leur fabrication souvent défectueuse, la possibilité d'emploi de substances toxiques en rendent l'usage plus dangereux que celui des alcools ordinaires, mais encore et surtout, comme nous l'allons voir, le privilège contribue à rendre excessivement importante la consommation de l'alcool dans les familles mêmes des bouilleurs de cru.

§ 2. — *Le privilège développe l'alcoolisme dans la famille*

A côté des mesures variées qui ont été employées, ou qui ont été préconisées pour enrayer le développement de l'alcoolisme : prohibition totale, dont les résultats aux U. S. A. ont été si peu encourageants, limitation des débits, police des débits, application rigoureuse des lois contre l'ivresse, faveurs données à la consommation des boissons dites hygiéniques, on peut constater que dans presque tous les pays on s'est adressé de préférence aux moyens fiscaux pour combattre ce fléau. En France en particulier, l'alcool est très lourdement imposé. Sans doute une des préoccupa-

tions du législateur français a été de restreindre la consommation, mais il est certain aussi que dans bien des cas les assemblées en augmentant le poids des taxes sur les boissons distillées n'ont eu en vue que les intérêts du Trésor, en dehors de toute considération d'hygiène. Quoi qu'il en soit, la consommation de l'alcool dans notre pays est entravée par le poids énorme des impôts et des taxes qui frappent cette denrée et dont le tarif atteint aujourd'hui 2.500 francs, ou 2.810 francs selon les cas, par hectolitre d'alcool pur.

Mais l'impôt ne peut remplir son rôle restrictif que s'il frappe tous les consommateurs d'alcool avec la même rigueur. C'est donc par une véritable inconséquence que la loi française d'un côté écrase l'alcool d'impôts et de l'autre donne aux bouilleurs de cru le privilège de consommer cette boisson sans payer la taxe ; si bien que l'élévation constante des droits au lieu d'être un empêchement, aboutit à encourager la consommation de l'eau-de-vie par les récoltants en la rendant d'autant plus profitable. Ainsi en vertu du privilège le litre d'alcool pur revient à environ 30 francs à l'ouvrier des villes (et bien plus cher encore si l'on fait entrer en ligne de compte les frais et les bénéfices du distillateur, du commerçant et du débitant) tandis qu'il coûte de 4 à 5 francs à peine au cultivateur des campagnes. C'est donc un encouragement, une véritable prime à la consommation de l'alcool que leurs immunités confèrent aux récoltants ; et l'exonération aboutit à empêcher toute action de ce frein moralisateur que constitue l'impôt.

On a parfois soutenu que le privilège en détournant le cultivateur du cabaret était un obstacle à la désorganisation de la famille. On ne voit pas très bien, fait remarquer M. Bourcart (1), quel avantage le privilège peut apporter à la famille du fait que son chef s'enivre chez lui plutôt qu'au cabaret. S'il est vrai jusqu'à un certain point que l'on s'adonne moins volontiers à la boisson lorsqu'on est seul qu'en nombreuse société, il faut reconnaître que le ju-

(1) G. Bourcart : Le péril de l'alcoolisme et ses remèdes. *Revue Politique et Parlementaire*, janvier 1895.

gement de l'opinion publique peut être un frein aux excès de boisson et il ne faut pas perdre de vue le rôle néfaste que peut jouer la tentation d'une cave abondamment garnie d'alcool, à portée de la main (1). On connaît tous les méfaits qu'a provoqués la prohibition américaine en développant la consommation des spiritueux à domicile.

Et pourquoi les bouilleurs de cru se priveraient-ils d'un alcool qui leur coûte si peu ? A la maison, point n'est besoin de délier sa bourse comme on doit le faire au café et l'esprit d'économie si développé parmi les populations rurales de notre pays ne joue plus son rôle bienfaisant ; d'autant plus que beaucoup parmi les paysans considèrent l'eau-de-vie comme capable de donner de la force pour le travail et comme un puissant régénérateur de la santé. Aussi bien loin d'être un obstacle à la désorganisation de la famille le privilège apparaît bien plutôt « comme un ferment de désagrégation, en introduisant au foyer domestique la contagion alcoolique en y faisant participer la femme et l'enfant » (2).

Aussi pour se rendre compte de cette consommation « familiale » de l'eau-de-vie dans les pays à bouilleurs de cru suffit-il d'ouvrir l'ouvrage que M. J. Hayaux, à cette époque, délégué de la « Ligue Nationale contre l'alcoolisme » (3) consacrait en 1909 à l'alcoolisme en Normandie. M. Hayaux a groupé des renseignements fournis par des médecins, des instituteurs, des magistrats et ces témoignages sont édifiants. Ils montrent combien l'habitude de boire l'eau-de-vie en famille s'est enracinée dans les campagnes normandes ; et combien cette consommation est considérable en raison de sa fréquence.

Dans la Manche, plus précisément dans certains coins du Mortainais, lit-on dans l'enquête de M. Douarche, premier Président à la Cour d'Appel de Caen, citée par

(1) A. Korn : Quelques considérations sur le Privilège des Bouilleurs de cru. *Revue d'Economie Politique* 1902, p. 538.

(2) A. Korn : *op. cit.*

(3) M. J. Hayaux est aujourd'hui Secrétaire général du Syndicat des bouilleurs de cru.

M. Hayaux, « il n'est pas de ménage rural où il ne se consomme au moins 20 litres par an, les consommations de 50 à 75 litres par feu ne sont pas loin d'être la règle ». Cette consommation excessive de l'alcool dans les familles des bouilleurs est encore rendue plus dangereuse par le fait que souvent les parents n'hésitent pas à donner à boire de l'eau-de-vie à leur enfant même en bas âge. Les instituteurs et institutrices des régions cidricoles sont unanimes à dénoncer cette déplorable habitude, l'ouvrage que nous avons cité est rempli d'attestations (p. 47 à 55).

La pratique du salaire payé en eau-de-vie que M. L. Barbé dénonçait encore à la Chambre en 1923 (1) semble avoir à peu près disparu ou tout au moins elle est fort atténuée.

Mais ce n'est pas seulement dans la famille du bouilleur que sévit le mal, il s'étend à l'entourage du cultivateur qui ne manque pas de faire profiter ses amis de l'eau-de-vie obtenue à bon compte. Et avec l'adoption du système forfaitaire comment pourra-t-on empêcher l'extension de cette pratique qui fait du domicile du récoltant un débit clandestin ? Dans les régions où la fraude est notoire, dans un large rayon autour du producteur, tous les buveurs se trouvent exonérés des droits et dans ces contrées le frein moralisateur de l'impôt disparaît à peu près complètement. Le privilège contribue donc à répandre dans les campagnes l'usage inconsidéré de l'eau-de-vie, nous allons voir quelles conséquences néfastes engendrent ces faveurs données à la consommation de l'alcool de cru.

§ 3. — *Les régions à bouilleurs de cru sont celles où la consommation de l'alcool est la plus considérable*

L'exemption d'impôts jointe aux facilités de production accordées aux récoltants a eu pour première conséquence de développer très considérablement la consumma-

(1) Léon Barbé, séance du 15 fév. 1923. J. O. Débats Chambre 1923, p. 669.

tion de l'alcool dans les régions à bouilleurs de cru. Plus de trois millions de cultivateurs, avons-nous dit, distillent annuellement les produits de leur récolte ; c'est donc 3 millions de personnes ou plus exactement 3 millions de familles chez lesquelles le privilège apporte par l'allocation la tentation de l'alcool, tentation d'autant plus forte qu'elle est presque gratuite. Il est donc bien permis de dire que le privilège est un des meilleurs moyens, sinon le meilleur, d'encourager la consommation de l'alcool. Cela est si vrai que la consommation en franchise des récoltants est aujourd'hui des plus importantes. En effet la moyenne des quantités allouées en franchise s'élève pour les cinq dernières campagnes au chiffre de 186.000 hectolitres d'alcool pur et même durant la campagne 1934-1935 ces quantités ont atteint le chiffre énorme de 240.000 hectolitres d'alcool pur, soit le quart de la consommation taxée ! Et cela, c'est le chiffre officiel des quantités ayant échappé à l'impôt ; que serait-ce si l'on ajoutait à ce nombre les quantités écoulées en fraude que nous savons être si importantes ! Le Bulletin de statistique de déc. 1934 indique qu'en 1933 la moyenne des quantités d'alcool taxé consommées par habitant a été de 2 l. 60, mais si on ajoute le volume absorbé en franchise on constate que la consommation moyenne passe à 3 l. 06 par tête ; ceci montre combien le privilège est un élément de diffusion de l'alcool.

Si l'on se reporte au tableau n° II de la page 144 et que l'on examine la répartition départementale des quantités allouées en franchise durant la campagne 33-34, on constate immédiatement que les régions productrices de cidre arrivent en tête du classement. Pour plus de clarté, sans établir un tableau complet comprenant l'ensemble des départements, groupons simplement les 20 Départements qui arrivent en tête de liste, la comparaison sera suffisamment édifiante :

Départements	Consommation en franchise	Départements	Consommation en franchise	Départements	Consommation en franchise
	HL.		HL.		HL.
Loire-Inférieure	6.262	Indre-et-Loire	4.314	Gironde	3.447
Ille-et-Vilaine	6.209	Côtes-du-Nord	4.014	Yonne	3.386
Sarthe	5.542	Hérault	3.921	Mayenne	3.353
Maine-et-Loire	5.150	Vienne	3.883	Orne	3.169
Morbihan	4.893	Isère	3.738		
Vendée	4.862	Gard	3.543	Calvados	1.763
Bas-Rhin	4.568	Indre	3.534	Finistère	1.921
Manche	4.353	Loir-et-Cher	3.509	Seine-Inférieure	1.816

Ainsi sur les dix départements grands producteurs de cidres, sept arrivent en toute première ligne occupant les cinq premières places, la 8^e et la 10^e. La consommation exonérée variant de plus de 6.000 hectolitres à plus de 4.000 hl. Dans la Mayenne et l'Orne elle est encore de 3.353 et de 3.169, mais s'abaisse au-dessous de 2.000 hl. dans le Calvados. Les pays producteurs d'eaux-de-vie de vin et de marc et ceux où l'on distille surtout des fruits occupent une place plus secondaire. La consommation en franchise est donc beaucoup plus élevée dans les pays de l'Ouest que dans les autres contrées de la France. Cela n'est-il pas une explication évidente de l'acuité particulière de l'alcoolisme dans ces régions, que tous les hygiénistes sont unanimes à dénoncer.

Mais ce qu'il est surtout intéressant d'examiner c'est la consommation moyenne par habitant dans chaque département. A cet effet, nous avons établi le tableau suivant :

DÉPARTEMENTS	Nombre d'Habitants	Nombre de Bouilleurs de Cru	Consommation taxée		Quantités allouées en franchise	Consom. totale par tête	Hect. par 10.00 habitants en 1934
			globale	par tête			
			HL.	LITRE	HL.		
Ain	322.919	42.814	3.078	0 95	2.520	1,73	156
Aisne	489.368	18.988	7.815	1 59	1.254	1,85	151
Allier	373.924	30.219	5.354	1 43	2.160	2,00	167
Alpes (Basses)	87.893	9.125	584	0 66	654	1,40	161
Alpes (Hautes)	87.566	5.376	588	0 67	352	1,07	158
Alpes-Maritimes	493.376	12.117	10.802	2 18	705	2,33	131
Ardèche	282.911	46.796	1.516	0 53	2.663	1,47	158
Ardennes	293.746	18.761	4.312	1 47	1.079	1,83	150
Ariège	161.265	16.111	608	0 38	701	0 81	165
Aube	242.596	31.013	4.571	1 88	1.869	2 65	160
Aude	296.880	36.188	4.339	1 46	2.456	2,28	151
Aveyron	323.782	31.047	1.704	0 53	1.601	1,02	157
Bouch.-d-Rhône	1.101.672	23.762	35.298	3 20	1.828	3 37	126
Calvados	401.356	29.125	25.560	6 36	2.297	6 94	176
Cantal	193.505	1.181	1.800	0 93	61	0 96	156
Charente	310.489	31.532	12.309	3 96	1.656	4 49	161
Charente-Infér.	415.249	44.733	5.924	1 43	2.156	1 94	165
Cher	293.918	51.047	4.270	1 45	2.334	2 24	170
Corrèze	264.129	14.854	2.617	0 99	909	1 33	152
Côte-d'Or	333.800	42.346	9.415	2 80	1.723	2 06	167
Côte-du-Nord	539.531	75.847	8.629	1 60	3.290	2 20	180
Creuse	207.882	25.289	900	0 43	678	0 75	164
Dordogne	383.720	63.322	2.550	0 66	2.763	1 38	163
Doubs	305.500	10.403	4.363	1 43	1.200	1 82	146
Drôme	267.080	37.363	4.244	1 59	2.268	2 43	163
Eure	305.788	35.938	12.876	4 21	2.237	4 94	170
Eure-et-Loir	251.790	26.002	6.618	2 60	1.288	3 10	157
Finistère	744.295	32.234	17.044	2 29	1.231	2 45	149
Gard	406.815	11.557	6.562	1 61	3.172	2 39	156
Garonne (Haute)	141.799	41.114	10.606	2 10	1.471	2 73	176
Gers	193.134	32.667	2.597	1 34	1.897	2 32	176
Gironde	852.768	34.670	34.414	1 01	2.221	4 29	162
Hérault	511.819	52.019	10.801	2 10	3.703	2 81	140
Ille-et-Vilaine	562.358	95.828	13.004	2 31	5.797	3 34	186
Indre	247.912	60.687	2.141	9 66	3.484	2 26	166
Indre-et-Loire	335.226	69.708	8.141	2 13	4.319	3 71	173
Isère	581.017	66.315	9.749	1 67	4.169	2 38	159
Jura	229.109	24.560	2.099	0 92	1.070	1 38	157
Landes	257.186	14.119	1.304	0 51	605	0 74	150
Loir-et-Cher	241.592	57.219	2.726	1 13	4.172	2 85	164
Loire	664.822	30.777	12.181	1 89	1.637	2 07	156
Loire (Haute)	251.608	16.231	1.435	0 57	530	0 78	163
Loire-Inférieure	652.079	103.423	11.391	2 19	5.827	3 10	185
Loiret	312.679	48.927	6.312	1 81	2.632	2 61	157
Lot	166.637	13.206	1.482	0 71	890	1 24	195
Lot-et-Garonne	217.500	35.408	2.633	1 06	1.488	1 66	181
Lozère	101.819	2.973	281	0 28	169	0 37	110
Maine-et-Loire	175.991	81.049	6.380	1 31	5.202	4 89	176
Manche	133.173	52.456	18.646	1 30	4.676	5 38	183
Marne	412.156	28.343	16.337	1 01	1.738	4 21	151
Marne (Haute)	189.791	32.534	1.671	0 88	1.513	1 67	173
Mayenne	251.179	57.332	10.019	3 91	3.801	5 43	172
Meurthe-et-Mos.	592.632	38.836	8.266	1 39	1.668	1 67	138
Meuse	215.819	31.590	3.377	1 56	1.097	2 07	162
Morbihan	337.528	79.225	5.911	1 10	4.274	1 89	181
Moselle	693.108	43.286	4.641	0 67	2.838	1 07	116
Nièvre	255.195	51.391	2.528	0 99	1.674	1 64	175
Nord	2.029.119	2.394	68.663	3 38	159	3 39	134
Oise	107.432	13.041	7.734	1 90	716	2 07	156
Orne	273.717	44.230	14.465	5 28	3.828	6 68	175
Pas-de-Calais	1.265.191	7	47.010	3 90	2	3 90	130
Puy-de-Dôme	500.390	68.210	6.472	1 29	2.904	1 87	168
Pyrénées (Bass.)	422.719	14.169	5.317	1 26	431	1 36	150
Pyrén. (Hautes)	189.993	10.431	1.638	0 86	474	1 11	176
Pyrénées-Orient.	238.647	21.450	9.427	0 10	701	4 24	134
Rhin (Bas)	688.242	91.617	5.448	0 79	4.759	1 48	135
Rhin (Haut)	516.726	62.577	4.237	0 82	3.272	1 45	131
Rhône	1.046.028	25.839	29.922	2 86	1.866	3 03	142
Saône (Haute)	318.660	20.706	4.328	1 36	1.832	1 93	159
Saône-et-Loire	538.741	47.694	6.738	1 25	3.424	1 88	154
Sarthe	384.619	72.851	10.036	2 61	5.705	4 09	167
Savoie	235.344	35.772	2.880	1 22	2.050	2 09	161
Savoie (Haute)	252.791	49.089	1.672	0 66	2.655	1 71	157
Seine	4.933.855	385	281.067	6 65	14	6 65	132
Seine-Inférieure	905.278	33.252	83.712	9 21	1.980	9 46	153
Seine-et-Marne	406.108	43.987	13.761	3 39	2.044	3 89	158
Seine-et-Oise	1.365.616	24.405	11.141	1 04	1.323	1 13	144
Sèvres (Deux)	308.481	59.179	2.830	0 92	2.884	1 85	154
Somme	466.626	2.008	20.882	1 47	129	4 47	158
Tarn	302.994	35.426	1.966	0 65	1.864	1 26	157
Tarn-et-Garonne	164.259	28.277	575	0 35	1.058	0 99	183
Var	377.104	28.820	6.666	1 77	2.442	2 41	148
Vaucluse	241.689	31.183	4.956	2 05	2.293	2 99	176
Vendée	390.396	68.429	1.496	0 38	3.899	1 38	165
Vienne	303.072	59.625	2.041	0 67	4.018	1 99	155
Vienne (Haute)	335.873	31.310	4.656	1 39	1.042	1 69	150
Vosges	377.980	53.081	3.095	0 82	1.756	1 28	152
Yonne	275.755	63.023	3.507	1 27	3.832	2 66	182
France entière	41.834.923	3.326.747	1.091.654	2 60.	(1) 189.023	3 06	151

(1) Ce chiffre est un peu différent de celui du tableau N° II de la page 144 qui se rapporte aux quantités allouées durant la campagne 1933-1934. Ici nous avons pris le chiffre de l'année civile 1933 afin de le faire concorder avec celui des quantités taxées.

Ce tableau indique pour l'année civile 1933 et pour chaque département le nombre d'habitants et de bouilleurs de cru, les quantités taxées et celles allouées en franchise, la consommation taxée par tête et — c'est le point le plus important — la consommation totale par tête (quantités taxées plus celles allouées en franchise) ; enfin, nous avons noté en regard le nombre de décès par 10.000 habitants en 1934.

On remarque d'abord que dans les départements bouilleurs la consommation taxée par tête est des plus importantes et de beaucoup supérieure à la moyenne de la consommation taxée de l'ensemble de la France (1). Les départements industriels font toutefois exception (Seine, Nord, Somme par exemple). N'est-ce pas l'indice que dans ces régions « l'action éducative du privilège » comme dit M. Gide, fait que les habitudes alcooliques des populations sont si généralisées que la production du cru ne peut les satisfaire, et qu'il est fait appel à un alcool supplémentaire ? En second lieu lorsque l'on examine la colonne où est indiquée la consommation totale et au fond c'est ce chiffre seulement qui intéresse l'hygiéniste, on constate que les départements gros producteurs d'eau-de-vie de cru, principalement d'eau-de-vie de cidre, arrivent en tête du classement : Seine-Inférieure 9,46 ; Calvados 6,94 ; Orne 6,68 ; Seine 6,65 ; Mayenne 5,43 ; Manche 5,38 ; Eure 4,94 ; Maine-et-Loire 4,89 ; Charente 4,49 ; Somme 4,47 ; Gironde 4,29 ; Pyrénées-Orientales 4,24 ; Marne 4,21 ; Sarthe 4,09, etc...

(1) Il convient de faire la remarque suivante. La consommation taxée ne peut donner qu'une indication approximative sur la consommation véritable. En effet, depuis 1918 le droit sur l'alcool est perçu lors de l'expédition pour les quantités envoyées en congé, par suite le chiffre donné indique des quantités qui expédiées au dehors ne sont pas consommées dans le département, par contre il ne fait pas mention des quantités reçues de départements voisins qui sont, elles, imposées dans ces départements. Peut-être s'établit-il une sorte de compensation entre les entrées et les sorties. Quoi qu'il en soit, s'il n'y a pas là une indication absolument précise, il y a quand même une appréciation suffisante ; d'autant plus que les quantités importantes expédiées des régions de production aux grossistes le sont en acquit et sont bien imposées au lieu de consommation.

Le privilège contribue donc d'une manière manifeste à augmenter la consommation de l'alcool dans les campagnes tant par les quantités d'eau-de-vie qu'il met à la disposition des bouilleurs que par les habitudes néfastes qu'il propage, et son influence semble tout particulièrement redoutable dans les pays bouilleurs de cidre où en raison de l'énorme consommation de l'eau-de-vie, encore accrue par la fraude, les ravages de l'alcoolisme sont les plus notoires.

SECTION II. — *CONSÉQUENCES SUR LA SANTÉ PUBLIQUE
DES FACILITÉS DONNÉES A LA CONSOMMATION
DE L'ALCOOL DE CRU*

Le privilège entraîne donc une consommation excessive d'un alcool dont la qualité est bien souvent défectueuse, aussi les conséquences sur la santé publique sont-elles néfastes, principalement dans les régions où l'on brûle le cidre.

Le médecin-capitaine Louis Dano dans une étude parue dans l'Annuaire International du vin (1) où il peint le vin comme un antidote de l'alcool, signale le mauvais état sanitaire des régions de Bretagne et de Normandie. « Les pays
« au nord de la Loire, dit-il, produisent principalement du
« cidre, on y consomme beaucoup d'alcool grâce au privi-
« lège des bouilleurs de cru. Les conscrits y sont moins
« robustes, moins spontanés d'allure, moins harmonieux
« de forme, les déformations squelettiques, les tares sont
« plus nombreuses et ils semblent porter comme lourde-
« ment la vie ».

« Quant à se faire une idée de la quantité absorbée, nos
« renseignements pris surtout auprès des médecins de cam-
« pagne nous permettent simplement de dire qu'elle dé-
« passe de beaucoup les estimations officielles si grande est
« la fraude. On voit beaucoup moins de paysans ivres au-
« jourd'hui, la vente de l'alcool chez les négociants a consi-
« dérablement diminué — elle serait quinze fois moindre

(1) *Annuaire international du vin*, 1931, p. 568.

« qu'avant-guerre — et cependant le mal est plus grand. « L'ivrognerie s'est transformée en alcoolisme, dit le D^r Sa-laun dans sa thèse sur l'alcoolisme en Basse-Bretagne « (1927). On buvait autrefois au débit, on boit partout aujourd'hui, à la maison, dans la famille »,

Sans doute, comme l'écrivait M. Ludovic Naudeau dans sa remarquable enquête sur la population en France (1) à propos du Finistère, la race campagnarde conserve sa fécondité, mais si le nombre subsiste encore, la qualité est déjà touchée ». « Déjà les conseils de révision signalent l'atteinte croissante de la race ». Et cependant, conclut le « D^r Dano, pour un hygiéniste — je dis un hygiéniste — « ce serait un jeu de liquider en Bretagne ce funeste pré-sent : le privilège des bouilleurs de cru ».

Si le privilège contribue, en répandant l'alcoolisme, à porter atteinte aux qualités de la race, il concourt par là-même à entretenir dans les régions, grosses consommatrices d'alcool de cru, une situation démographique déplorable.

En effet examinons les renseignements donnés par le « Rapport sur la statistique annuelle du mouvement de la population de la France » (2). Tandis que la proportion des décès pour 10.000 habitants s'est abaissée pour l'ensemble de la France, passant de 158 en 1933 à 151 en 1934, on constate que le nombre des décès a augmenté dans 16 départements situés principalement dans le Nord-Ouest et qui comptent un grand nombre de bouilleurs de cru avec une production importante, c'est ainsi que les départements où l'accroissement a été le plus considérable sont : la Loire-Inférieure, la Loire, les Côtes-du-Nord, la Manche, l'Ille-et-Vilaine, l'Indre-et-Loire, le Morbihan. Si l'on se reporte maintenant à la colonne 8 du tableau précédent où nous donnons pour tous les départements la proportion des décès, voici les départements où cette proportion est la plus forte en 1934 : Lot 195 ; Ille-et-Vilaine 186 ; Loire-Inférieure 185 ; Morbihan 184 ; Manche, Tarn-et-Garonne 183 ;

(1) *L'Illustration* 23 nov. 1929.

(2) J. O. Documents annexes 11 mai 1935, p. 435.

Yonne 182 ; Lot-et-Garonne 181 ; Côtes-du-Nord 180 ; Calvados, Maine-et-Loire, Haute-Garonne, Vaucluse, Haute-Pyrénées 176 ; Orne 175.

Mais pour classer plus exactement les départements suivant l'importance de leur mortalité, il faut un calcul plus compliqué tenant compte de l'âge des populations. On obtient alors le taux rectifié de la mortalité. D'après le Bulletin de la Statistique générale de la France de Janvier-Mars 1931, les dix départements qui fournissent les taux rectifiés de mortalité les plus élevés en 1925-1927 sont : Ile-et-Vilaine 180 ; Calvados 173 ; Côtes-du-Nord 173 ; Seine 172 ; Seine-Inférieure 169 ; Bouches-du-Rhône 165 ; Manche 165 ; Morbihan 162 ; Rhône 160 ; Meurthe-et-Moselle 159.

Il y a donc, semble-t-il, un rapport entre l'alcoolisme propagé par le privilège et le taux de la mortalité. Sans doute il serait inexact de voir un lien rigoureux de cause à effet entre l'alcool consommé par les bouilleurs et la mortalité. Si l'on connaît en effet exactement le nombre des décès, les chiffres que nous avons donnés pour la consommation de l'alcool par habitant malgré leur apparente précision ne peuvent donner une indication absolue, car des spiritueux taxés dans le département peuvent être expédiés ailleurs et le montant départemental de la fraude est inconnu. D'autre part, bien des causes en dehors de l'alcoolisme influent sur le taux de la mortalité : le climat, les conditions de vie : vie dans les campagnes ou vie dans les grands centres industriels, nombre plus ou moins grand des vieillards comme c'est le cas dans les départements qui se dépeuplent (Lot) et bien d'autres éléments encore. Mais ces réserves faites pour bien montrer que nous voulons rester modérés dans notre jugement, on peut dire, sans craindre le démenti, que dans les régions à bouilleurs de cru la consommation exagérée de l'alcool de cru, grâce au privilège, entraîne un état sanitaire des plus défectueux (1).

(1) Il serait encore intéressant d'examiner quelle peut être l'influence du privilège sur l'aliénation mentale ou sur le nombre des suicides, mais il nous semble que ces questions ont leur place dans une thèse de médecine, plutôt que dans une thèse économique.



Devant ce développement de l'alcoolisme causé par le privilège on comprend mal la décision des pouvoirs publics qui, en accordant le forfait départemental, ont apporté un nouvel encouragement à la consommation de l'eau-de-vie. Du moins le système de la déclaration contrôlée a cet avantage de limiter — théoriquement sans doute — la consommation familiale exonérée d'impôt de chaque exploitant à 20 litres d'eau-de-vie à 50° puisque au-delà de ce volume les bouilleurs doivent payer le droit de 1.350 francs par hectolitre d'alcool pur ; certes ce n'est pas le tarif de 2.500 francs, mais il y a quand même là un obstacle à l'extension de la consommation. Avec le système du forfait, une fois la taxe, d'ailleurs modique, acquittée, la consommation n'est limitée que par la production, nul doute que les bouilleurs, dans les départements rédimés ne mettent à profit la liberté qui leur est octroyée pour augmenter leur consommation. Est-ce cela que le Gouvernement a voulu ?

Aussi faisons-nous nôtres les termes d'une lettre de protestation que la Ligue nationale contre l'alcoolisme, présidée par M. le Dr Jules Renault, adressa peu après la parution du décret, au Président du Conseil :

.... « L'immunité fiscale de 10 litres était déjà une mesure déplorable qui poussait à la consommation de l'eau-de-vie, mais le mal n'en était pas moins limité. Faire tomber cette limite, c'est proprement ouvrir les écluses à une nappe dont personne ne peut évaluer même approximativement le volume. La consommation de l'alcool ainsi encouragée, va donc se trouver accrue d'une manière d'autant plus dangereuse qu'elle sera incontrôlable... C'est pourquoi nous sollicitons la signature d'un nouveau décret revisant le premier et contresigné par M. le Ministre de la Santé Publique ».

De même, le « Parti social de la Santé Publique » fit également entendre sa voix demandant « qu'un nouveau « décret soit pris ramenant à la législation antérieure le pri-

« vilège des bouilleurs de cru, décret qui serait plus conforme à la sauvegarde de la santé publique ».

En définitive, le privilège des bouilleurs qui du point de vue moral est un facteur de désordre par les fraudes qu'il provoque, apparaît du point de vue hygiénique comme un élément funeste puisque c'est grâce à lui que se répand l'alcoolisme dans les campagnes. Il n'est pas douteux que du point de vue des intérêts de la santé publique il faille supprimer l'immunité des bouilleurs de cru, qui empêche l'Etat d'agir efficacement sur la consommation de l'alcool. La décision instaurant la liberté de distillation à la faveur du régime du forfait **départemental** semble donc particulièrement inopportune.

CONCLUSION

Arrivé au terme de notre étude, il nous faut examiner quelle solution il serait souhaitable d'apporter au problème du privilège des bouilleurs de cru.

Il est impossible de justifier dans la fiscalité d'une nation démocratique l'existence d'un privilège en faveur d'une catégorie de contribuables, lesquels payent soit rien, soit 1.350 francs (moins 10 %) de droits, quand tout le monde acquitte l'impôt au tarif de 2.500 francs. Le principe de l'égalité devant l'impôt, au moins aussi « sacré » que celui de l'inviolabilité du domicile dont se prévalent les bouilleurs, commande impérieusement de soumettre tous les citoyens aux mêmes obligations.

Nous savons que la réglementation du privilège par la loi du 28 février 1923 n'est pas trop étroite en théorie puisqu'elle n'est pas opposée au droit de propriété. Et loin d'être trop sévère, en fait, elle est au contraire indispensable — en enrayant la fraude — aux intérêts bien compris de la production vinicole et de la production cidricole, ainsi en définitive qu'à ceux de l'agriculture dont la prospérité est liée au statut des alcools naturels. Nous savons également que cette réglementation apparaît bien plutôt trop libérale, trop large, si l'on examine les conséquences néfastes qu'elle a tant pour le trésor public que pour le commerce et l'hygiène sociale.

Que faut-il en définitive penser des immunités dont jouissent les bouilleurs de cru ?

Faut-il malgré tout donner satisfaction aux récoltants, ou plus exactement à une fraction d'entre eux, en supprimant tout contrôle, à la production et en rétablissant la liberté intégralement ?

Nous pensons avoir au cours de ce travail assez montré l'impossibilité d'une telle solution pour qu'il soit néces-

saire de nous étendre longuement sur les dangers qu'elle présenterait.

L'absence de toute déclaration, de toute surveillance à la production et l'imposition de l'alcool seulement à la circulation entraîneraient pour l'Etat une perte certaine d'environ 165 millions, montant des droits aujourd'hui acquittés par les récoltants sur les quantités consommées en sus de l'allocation (1). D'autre part, à la faveur de la suppression de la prise en charge, la fraude se développerait plus intensément. L'institution de nouvelles brigades de surveillance, le renforcement des pénalités et même le rétablissement de l'exercice chez les détaillants — nous avons déjà eu l'occasion de le dire (2) — seraient impuissants à empêcher l'écoulement clandestin. Il en résulterait le déclin du commerce régulier dans les places de production et de l'industrie des bouilleurs de profession, au grand préjudice du Trésor qui non seulement verrait disparaître le droit de consommation, mais aussi les impôts multiples versés par les commerçants. Les finances de l'Etat ne seraient pas seules atteintes, mais également celles des communes, par l'intermédiaire du fonds commun alimenté pour plus de la moitié par l'impôt sur les boissons.

La fraude serait aussi considérablement préjudiciable aux bouilleurs de cru eux-mêmes en ralentissant l'activité commerciale ; la prospérité locale serait grandement touchée, car une contrée tire sa prospérité du commerce qui s'exerce au grand jour et non du commerce clandestin. Le régime de séparation des alcools naturels risquerait de se trouver compromis et la liberté serait incompatible avec le bon fonctionnement du monopole de l'alcool. Il serait à craindre aussi qu'avec la liberté disparaissent les mesures prises dans l'intérêt de la viticulture, soit pour assainir le marché des vins, soit pour garantir la pureté et l'origine des eaux-de-vie ; notamment on verrait disparaître les

(1) Rapport Abel Gardey, Sénat 18 juin 1931, n° 568.

(2) Voir *supra*, Conséquences fiscales, page 297.

acquits jaune d'or et les acquits régionaux qui ont été si utiles pour la valorisation des eaux-de-vie.

Enfin, il serait fort probable que l'alcoolisme prendrait un développement nouveau puisque toute la consommation du bouilleur, quelle qu'en soit l'importance, se trouverait exonérée d'impôt. *On ne saurait donc rationnellement envisager un retour à la suppression de tout contrôle et au rétablissement du privilège intégral.*

Faut-il alors, puisque les immunités des bouilleurs de cru, injustifiables en droit, sont désastreuses pour les finances de l'Etat, dangereuses pour le commerce et surtout redoutables pour l'hygiène publique, les supprimer radicalement ?

En principe, nous serions partisan de cette suppression radicale, mais il faut compter avec les réalités et nous pensons qu'une telle solution n'est pas possible malgré les avantages qu'elle présenterait pour l'hygiène et pour le Trésor.

Les récoltants sont en effet fortement attachés aux 10 litres d'alcool pur dont la loi leur permet de disposer en franchise ; sans doute ces 10 litres ne leur sont pas d'un bien grand secours, mais une longue habitude les a accoutumés à ce qu'ils considèrent, à tort, comme un droit acquis. Une mesure supprimant toute allocation rencontrerait certainement une trop vive résistance, peut-être aurait-elle réussi en 1916 en raison des circonstances psychologiques d'alors, mais aujourd'hui elle aboutirait vraisemblablement à un échec. Cependant si on est obligé de conserver une allocation, il est indispensable en contre partie de contrôler toute la production. La solution la plus raisonnable, si non la plus parfaite, paraît être à mi chemin entre ces deux extrêmes : privilège intégral et suppression complète. On concéderait donc une allocation annuelle de 10 litres d'alcool pur à la condition de surveiller et de prendre en charge la production. Mais comment organiser ce contrôle ?

Il faut, semble-t-il, commencer par rapporter la décision du 25 juin 1935 établissant le forfait départemental. Ce système, malgré le paiement d'une taxe, a tous les in-

convénients d'une suppression complète du contrôle avec en plus quelques autres que nous avons déjà signalés (1). Son défaut principal est, à côté des difficultés soulevées par la répartition de la taxe forfaitaire, l'injustice qu'il engendre entre les gros et les petits bouilleurs (2). Il faut revenir à la perception à l'effectif.

Nous préconisons donc un retour au régime en vigueur avant le décret loi du 25 juin 1935. Ce dernier système ne donne pas en effet satisfaction à la majorité des bouilleurs de cru puisque les conseils généraux de 60 départements l'ont repoussé, c'est bien l'indice que le système de la déclaration contrôlée ne présente pas que des inconvénients. Mais il semble que l'on pourrait apporter quelques amendements au contrôle tel qu'il fonctionne dans les départements non rédimés.

Dans le sens d'un renforcement de la protection des intérêts du fisc, on pourrait revenir aux périodes de distillation supprimées par la circulaire du 20 avril 1932. Ces périodes en concentrant les distillations dans un rayon peu étendu permettraient une surveillance plus efficace. On sait que la fraude se produit surtout lorsque la distillation est effectuée à domicile. La Régie ne peut être continuellement près du bouilleur et il est possible à celui-ci de faire, comme l'on dit, « sauter des chauffes », c'est-à-dire de faire plusieurs distillations avec une seule déclaration. Il conviendrait donc de restreindre ce mode de bouillage en attirant les récoltants dans les ateliers publics et les brûleries coopératives (3). Déjà les producteurs ayant recours à ces modes de distillation voient leurs obligations allégées, allè-

(1) Voir *supra*, p. 124. Le décret paraît au surplus être illégal, la Ligue Nationale contre l'alcoolisme l'a attaqué devant le Conseil d'Etat.

(2) Le *Journal des C. I.* du 22 nov. 1935, p. 682 signale que plusieurs conseils généraux après avoir adopté le forfait voudraient revenir en arrière. La *Revue des Boissons* du 15 fév. 1936, p. 12 nous apprend que dans la Manche certains arrondissements seraient partisans du retour au contrôle, tandis que d'autres voudraient ne plus rien payer du tout!

(3) On pourrait, mesure plus radicale, subordonner la distillation à domicile à la prise en charge d'un volume de 50 litres d'alcool pur.

gement encore accentué par le décret-loi du 19 juillet 1934, mais on pourrait encore favoriser l'atelier et la coopérative en réduisant par exemple à 5 litres l'allocation en cas de distillation à domicile, comme cela existait avant 1923 en Alsace-Lorraine. Au pis aller, on pourrait — bien que cette solution soit infiniment moins préférable et nous la donnons sous toutes réserves — porter l'allocation à 15 litres en cas de travail en atelier ou en coopérative (1). La perte du Trésor serait sans doute plus apparente que réelle car la concentration des opérations des bouilleurs de cru rend la surveillance plus aisée et plus efficace tout en supprimant les causes de vexation, qui peuvent se présenter lorsque le récoltant opère à domicile.

Le décret du 19 juillet 1934 a fondu l'ancien droit de consommation, la taxe de luxe et la taxe unique en un droit global de consommation de 2.500 francs par hectolitre d'alcool pur ; dès lors on ne voit plus pourquoi les bouilleurs ne payent pas l'impôt au tarif de 2.500 francs sur les quantités consommées en sus de l'allocation. En les assujettissant au tarif de 2.500 francs au lieu de celui de 1.350 francs qu'ils acquittent, on ferait régner un peu plus d'égalité et l'Etat verrait rentrer dans ses caisses une cinquantaine de millions (2).

On doit donc, comme base d'une réforme, conserver le système de la déclaration contrôlée. Mais on pourrait, semble-t-il, faire quelques modifications qui tout en sauvegardant les intérêts du Trésor, apporteraient des simplifications dans les formalités que doivent remplir les récoltants, surtout les récoltants travaillant à domicile.

(1) C'était là l'idée maîtresse du projet de M. Barthe de 1915. Documents Parlementaires Chambre 1915, n° 964, p. 556.

(2) Citons un procédé contre la fraude, signalé par le *Journal des C. I.*, 1935, p. 216 et proposé par la Chambre de Commerce de Rennes. Il consisterait à supprimer le privilège et à le remplacer par une allocation financière de 250 francs, octroyée sous forme d'un mandat accepté par le fisc en paiement des impôts. Ce système semble difficilement applicable.

Bien des systèmes ont été préconisés pour réduire au minimum les investigations du fisc chez les bouilleurs de cru. C'est d'abord le système dit du permis de distillation « abandonné en raison des difficultés qui se sont élevées quand on a voulu chercher à mettre les différentes régions sur un pied d'égalité » (1). Le système un peu différent de l'abonnement qui a fonctionné autrefois en Alsace-Lorraine est basé sur la durée de la distillation, la capacité et le rendement de l'alambic et la nature des matières distillées (2). Ce système serait en pratique très compliqué. Récemment un vœu était présenté au Conseil général de l'Orne se prononçant pour une taxation d'après le nombre des arbres fruitiers ou la superficie des vignes. Quand on se rappelle toutes les contestations soulevées par l'application de l'amendement Morlot de 1903, il est permis de penser que ce système n'est guère possible.

Nous croyons qu'une bonne solution pourrait être trouvée dans l'application du système du forfait et du compteur institué par le décret-loi du 19 juillet 1934, mais non encore en vigueur (art. 38 et 39 du Code des C. I.). Ce système repose sur une distinction très rationnelle entre les gros et les petits bouilleurs, les gros, ceux qui produisent plus de 50 litres d'alcool pur par an seraient astreints à faire usage d'un compteur, les petits, ceux dont la production est inférieure à ce chiffre pourraient bénéficier d'une taxation de faveur suivant un système forfaitaire (3). La plupart du temps en effet les gros bouilleurs font commerce de leurs eaux-de-vie, ce sont des commerçants et dans une bonne législation il faudrait assimiler leurs brûleries aux distilleries agricoles régies par le règlement A bis du 19 septembre 1879. Dans leurs déclarations les petits bouilleurs feraient connaître le volume de leurs matières premières et le service se bornerait à reconnaître ces matières avant la distil-

(1) Rapport au nom de la Commission des Boissons par M. Camuzet. Doc. Chambre n° 6723, 22 mars 1932.

(2) Proposition de M. Roulleaux Dugage. Doc. Chambre, n° 1575, 27 mars 1929.

(3) Voir *supra* page 109.

lation et à évaluer les quantités restantes à la fin des travaux. La différence représenterait l'importance des quantités passées à l'alambic, et celles-ci seraient converties en alcool d'après des bases fixées par une commission départementale. Ainsi plus de déclaration sur le volume et le titre alcoolique des produits obtenus, les sujets de friction avec la Régie seraient notablement réduits. Il semble que ce système serait de nature à donner satisfaction à beaucoup de récoltants, puisque M. Dessein dans un article du « Paysan de France » du 12 août 1934 l'accueillait favorablement. Certes ce système présente des inconvénients. « La taxation à forfait est une taxation par à peu près qui comporte forcément une certaine marge d'erreur. Or, l'erreur sera toujours au détriment du fisc » (1). Malgré cela ce système semble bien préférable pour le Trésor à la solution du décret de juin 1935 qui a le gros inconvénient de supprimer tout contrôle et de figer le rendement de l'impôt.

Les bouilleurs munissant leur alambic d'un compteur volumétrique agréé ou loué par l'Administration pourraient être dispensés de toute surveillance. Le compteur envisagé est d'un système très simple, analogue aux modèles à eau et l'Administration en a déjà fait construire un certain nombre. On ne saurait évidemment en cette matière viser à l'absolu, mais l'enregistrement du volume de l'eau-de-vie produite paraît très suffisant. Connaissant le degré moyen des eaux-de-vie obtenues dans la région, il serait possible d'arriver à une approximation satisfaisante sans préjudicier aux intérêts des récoltants et sans affaiblir la productivité de l'impôt. D'ailleurs le compteur serait profitable pour le Trésor, car en permettant de connaître au moins d'une façon approximative toute la production des bouilleurs, il enrayerait la fraude dans une large mesure. L'intervention des agents se bornant, à la fin des opérations, à une simple visite pour relever les indications du compteur, le domicile des bouilleurs serait ainsi à l'abri de toute investigation.

(1) Allix : *La science des finances*, 1931, p. 536.

On reproche aux systèmes du forfait et du compteur les difficultés qui peuvent s'élever pour la détermination du rendement alcoolique des matières premières en cas d'imposition au forfait, et pour l'établissement du degré forfaitaire nécessaire pour convertir en alcool pur le volume de liquide distillé annoncé par le compteur, principalement en cas de distillation en deux temps. Il semble cependant que l'on pourrait surmonter assez facilement ces difficultés par l'établissement de commissions départementales, comprenant des représentants des Chambres d'Agriculture et de l'Administration. En tenant compte des habitudes régionales, il serait possible d'établir un degré forfaitaire raisonnable et une base convenable de conversion du volume de l'eau-de-vie en alcool pur. D'ailleurs, en ce qui concerne les eaux-de-vie de vin et de cidre, on disposerait des indications fournies par les décrets des 28 décembre 1931 et 28 juillet 1908.

Ainsi tout en maintenant le régime de la déclaration contrôlée dont beaucoup de bouilleurs sont satisfaits, on donnerait aux récoltants produisant plus de 50 litres d'alcool la possibilité (1) de faire adapter un compteur à leurs appareils et à ceux dont la production n'atteint pas ce chiffre la possibilité de recourir à l'imposition forfaitaire. Le contrôle en enrayant la fraude permettrait d'assujettir à l'impôt des quantités nouvelles d'alcool rendant ainsi possible la diminution des droits dont le poids est aujourd'hui si lourd.

Nous avons uniquement dans ces pages cherché à indiquer l'ébauche d'une réforme que nous croyons raisonnable. Pour la sauvegarde des intérêts de la santé publique, pour la sauvegarde des intérêts des récoltants et de tous les contribuables, il est indispensable que l'Etat conserve le contrôle de toutes les sources susceptibles d'alimenter la consommation d'un produit frappé d'un impôt représentant près de six fois sa valeur.

(1) On pourrait faire de cette faculté une obligation.

Ces réformes seraient, nous semble-t-il, un remède opportun destiné non seulement à profiter au bien public et au Trésor mais même à atténuer certaines causes du mécontentement des bouilleurs de cru dont les manifestations (1) ont, ces derniers temps, troublé l'opinion publique.

Vu : le Président de Thèse,

William OUALID.

Vu : pour le Doyen,

L'Assesseur : RIPERT.

Vu et permis d'imprimer,

Le Recteur de l'Académie de Paris :

CHARLETY.

(1) Sur ces manifestations voir *supra* p. 253.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- ALLIX Edgard. — *Traité de science des finances et de législation financière*, 6^e éd., 1931.
- ALLIX et LECERCLÉ. — *Les contributions indirectes*, tome 1, 1929.
- AUTHEAUME André et LÉON. — *Les bouilleurs de cru, privilège, fraude, alcoolisation*, 1902.
- ARNOULIN Stéphane. — *La campagne anti-alcoolique et les eaux-de-vie de France*. Bibliothèque coopérative, Paris 1906.
- AUBERT et LETORD. — *L'alcoolisation de la France*. Paris 1920, Brossard, éd.
- BOISLISLE A. M. de. — *Correspondance des contrôleurs généraux des finances avec les intendants des provinces*. 3 t., Paris 1874-1897.
- BRUNET DE GRANDMAISON Pierre. — *Dictionnaire des aydes*, Paris 1726.
- COLBERT-LAPLACE Cte de. — *Examen critique des accusations portées contre les bouilleurs de cru*. Paris 1898.
- DUCQUIN Charles. — *La guerre à l'alcoolisme*. Lille 1911, Imp. Morel.
- FÉLICE Robert de. — *Le régime des bouilleurs de cru*. Conférence faite à l'école des sciences politiques le 4 mai 1907.
- FINOT Jean. — *Sa majesté l'alcool*. 1922, Plon Nourrit et Cie, éd.
- GUYOT Yves. — *La question de l'alcool, allégations et réalités*. Paris 1917, Alcan éd.
- HAYAUX Jules. — *En Normandie. Documentation, action et organisation anti-alcoolique*. Paris 1909, Imp. Gambart.

- HOUCADÉ. — *Manuel encyclopédique des contributions indirectes et des octrois*, 1930. Lib. Oudin, Poitiers.
- JACQUET Louis. — *L'alcool. Etude économique générale*, Paris 1912, Alcan éd.
- LEFEBVRE DE LA BELLANDE. — *Traité général des droits d'aydes*, Paris 1730.
- LEGRAIN. — *Les grands narcotiques sociaux*, Paris 1925, Imp. A. Maloine.
- LEROY-BEAULIEU Paul. — *Traité de la science des finances*. Paris 1912.
- MIMIN Pierre. — *Les bouilleurs de cru devant la loi pénale*. Sirey 1931.
- MOREAU Félix. — *Manuel élémentaire de législation et de sciences financières*. Paris 1925.
- PEARL Raymond. — *Alcool. Longévité et hérédité*. New-York, A. Knoff éd., 1924.
- PIC Paul. — *Traité de législation industrielle*. Paris, 6^e éd. 1930, N° 360. Rousseau, éd.
- SAY Léon, POYET et LANGALLEY. — *Dictionnaire des finances* publié sous la direction de Léon Say. Mots : Alcool, Boissons, Bouilleurs. Paris 1889-1894.
- STIEBEL Gilbert. — *La maffia de la goutte*. Paris 1935. Editions Baudinière.
- STOURM René. — *Les finances de l'ancien régime*. Paris 1885.
- *L'impôt sur l'alcool dans les principaux pays*. Paris 1886.
- TAQUET Paul. — *Une fraude de 100 millions*. Paris 1901. Guillaumin éd.
- TARDY Louis. — *La coopération vinicole en France*. Agen 1929. Imp. Moderne.
- TRESCAZE Aimé. — *Dictionnaire des contributions indirectes et des octrois*, 1904-1906. Lib. Oudin, Poitiers.

THÈSES

- ABRIC L. — *Le privilège des bouilleurs de cru*. Montpellier 1909.

BRISSON Georges. — *La législation des bouilleurs de cru.*
Paris 1906.

DIDELON. — *Etude économique sur les bouilleurs de cru.*
Nancy 1907.

EDART Léon. — *Les bouilleurs de cru.* Lille 1903.

FOUACHE Eugène. — *Les immunités des récoltants en matière d'impôts des boissons.* Paris 1902.

GUICHARD Fernand. — *Réforme du régime des boissons. Bouilleurs de cru, monopole de l'alcool.* Paris 1900.

JAUDON Pierre. — *De la condition des bouilleurs de cru.*
Paris 1903.

LAROQUE Galtier de. — *Le privilège des bouilleurs de cru.*
Toulouse 1902.

MASSÉ Jean. — *Etude sur le droit des bouilleurs de cru.*
Rennes 1902.

VIROULAND J. — *Le privilège des bouilleurs de cru et la loi du 31 mars 1903.* Bordeaux 1904.

* * *

BÉNAZET. — *La production vinicole.* Toulouse 1910.

BERGON François. — *La législation française de l'alcool. Etude économique.* Montpellier 1922.

FRANCK René. — *Le commerce de l'alcool.* Paris 1911.

LAFFORGUE G. — *Les distilleries coopératives méridionales et le problème de l'alcool.* Toulouse 1934.

LENEL Maurice. — *Les transformations du régime de l'alcool de bouche pendant la guerre.* Paris 1919.

MARBEAU. — *Le régime des alcools.* Paris 1932.

MAUDET F. — *Le statut juridique de la viticulture française.* Paris 1932.

MONCHY Jules. — *Contribution à l'étude de la valeur alimentaire et thérapeutique de l'alcool.* Thèse de médecine, Paris 1934.

POURCHET Pierre. — *Le régime des alcools de bouche.* Aix 1934.

RICHE Ch. E. — *Le régime provisoire de l'alcool.* Paris 1924.

WEIL Robert. — *Le monopole de l'alcool industriel.* Paris 1932.

ARTICLES PRINCIPAUX

- ASTRUC Henri. — Les avantages possibles du rétablissement du privilège des bouilleurs de cru et le vinage en franchise à 2° chez le récoltant. *Revue de viticulture*, 1931, p. 293.
- La concentration des moûts comme remède à la surproduction vinicole. *La Revue des Boissons*, 1935, N° 179 et suiv.
- AVENEL vicomte d'. — L'alcool et les liqueurs. *Revue des Deux Mondes*, 1899, p. 96.
- BARBEY G. — La liberté économique et le commerce des boissons. *Jour. des économistes*, 1908, t. 257, p. 435.
- BERTILLON. — Effet des lois de 1897 et 1900 sur la consommation de l'alcool. *Académie des sciences morales et politiques*, 1912, p. 260.
- BOUGUERET. — La société coopérative de distillation « La Catalane ». *Journal d'agriculture pratique*, 1926, t. 2, p. 152.
- BOURCART. — Le péril de l'alcoolisme et les remèdes. *Rev. politique et parlementaire*, 1896, p. 70 et 298.
- CAZENEUVE Pierre. — Les distilleries coopératives. *Revue politique et parlementaire*, 1904, t. 42, p. 43.
- Les remèdes pratiques contre l'alcoolisme. *Rev. politique et parlementaire*, 1915, t. 83, p. 48.
- D^r CHAUVEAU. — L'alcoolisme et la tuberculose. Communication à l'Académie de Médecine. *Journal des économistes*, 1916, t. 288, p. 311.
- DANO Louis. — Réflexions médico-sociales sur le vin et l'alcool. *Annuaire international du vin*, 1931, p. 568.
- DENOMAISSON Robert. — Articles parus dans le *Bulletin du Syndicat des vins, cidres, spiritueux et liqueurs de France*, 1930 à 1936.
- DESSEIN Edouard. — Le système du forfait. *Le Paysan de France*, 12 août 1934.
- DUCLAUX E. — L'alcool et ses droits naturels. *Annales de l'Institut Pasteur*, nov. 1903.

- ENTRAYGUES Martial. — Articles de la chronique du *Journal des Contributions indirectes*, spécialement en 1935, p. 421, 435 et 682.
- GERVAIS Prosper. — La récolte des vins en 1934 et la situation viticole. *Comptes rendus de l'Académie d'Agriculture* 1935, N° 4.
- GIDE Charles. — Bouilleurs de cru et viticulteurs. *Revue politique et parlementaire*, 1906, t. 49, p. 225.
— Le privilège des bouilleurs de cru. *Revue politique et parlementaire* 1916, t. 87, p. 352.
— Une bonne journée pour les bouilleurs. *Rev. politique et parlementaire*, 1916, t. 88, p. 5.
- GUYOT Yves. — Le privilège des bouilleurs de cru. *Journal des Economistes*, 1916, t. 288, p. 3.
- D^r HUGOUNENQ. — Dénatalité et mortalité. *Rev. politique et parlementaire* 1935, p. 98.
- KORN André. — Quelques considérations sur le privilège des bouilleurs de cru. *Revue d'économie politique*, 1902, p. 431 et 537.
- LECARPENTIER. La fraude fiscale. Société d'Economie Politique, séance 5 janv. 1934. *Journal des économistes*, 1934, p. 75.
- MAILHAC Henri. — Avantages du régime de séparation des alcools. *Comptes rendus de l'assemblée des Présidents de Chambres d'Agriculture*, oct. 1932, p. 91.
— Sucrage et concentration des moûts, *idem*, p. 109.
- MALZAC. — A propos des bouilleurs de cru. *Revue politique et parlementaire*, 1902, t. 34, p. 77.
- MORELY Gaston. — Discussion sur l'application pratique du privilège des bouilleurs de cru. *Bulletin de la Société centrale des agriculteurs de l'Aude*, mars 1931, p. 120
— A propos du vinage, *idem*, p. 118.
- MOUQUET. — Articles sur la question du privilège des bouilleurs de cru dans le *Bulletin du Syndicat des vins, cidres, spiritueux et liqueurs de France*, 1930 à 1936.
- QUALID William. — La réglementation de l'approvisionnement cotonier. L'entente des consommateurs. *Revue d'économie politique* 1912, t. 26, p. 43.

- PALAZY. — Vinification à l'alcool de vin, vinage à la cuve. *Revue de viticulture*, 19 avril 1934.
- PASSILÉ Raymond de. — La question des bouilleurs de cru. *Revue politique et parlementaire* 1931, t. 149, p. 127.
- PASTRE Jules. — La suppression du privilège des bouilleurs de cru et le sucrage. Communication à la société centrale d'agriculture de l'Hérault. *Progrès agricole et viticole*, 1902.
- PAUL Jean. — Un plan de mise en équilibre du marché viticole. *Revue de viticulture*, 13 juin 1935.
- PRAULT L. — La production des bouilleurs de cru et le régime des alcools d'industrie. *L'association agricole*, 5 janvier 1932.
- RAVAT J. F. — Blocage et Privilège. *Revue de viticulture* 1932, t. 1, p. 149.
- RIEMAIN. — Articles sur le privilège des bouilleurs de cru, parus dans *l'Etoile Bleue*, organe de la Ligue nationale contre l'alcoolisme, 1926, 1931, 1934, 1935, 1936.
- RIENACH J. — Lutte contre l'alcoolisme. *Revue politique et parlementaire*, 1910, t. 64, p. 89.
- SÉMICHON. — La distillation des alcools de bouche et la surproduction viticole. *Annuaire de la Société des agriculteurs de France*, 1925, p. 119.
- STOURM René. — La question des bouilleurs de cru. *L'économiste français*, 1902, t. 2, p. 692.
- VOGUET C. — Le privilège des bouilleurs de cru. *Revue de science et de législation financière* 1903, p. 463.
- VILLON. — Les bouilleurs de cru. *Revue générale du droit* 1907, t. 31, p. 70.

REVUES ET JOURNAUX

- Annuaire international du vin*, 1, Pl. du Palais-Bourbon, Paris.
- L'Association agricole*, organe de la Confédération nationale des associations agricoles, 33, Rue d'Amsterdam, Paris.
- Bulletin de la Société centrale d'agriculture de l'Aude*, 6, Rue Courtejaire, Carcassonne.

Le Bulletin des Contribution indirectes (Ministère des finances).

Bulletin de Statistique et de Législation comparée du ministère des finances.

Bulletin de bibliographie agricole, 8, rue d'Athènes, Paris.

Comptes rendus de l'Assemblée des Présidents des Chambres d'Agriculture, 33, rue d'Amsterdam, Paris.

Comptes rendus des séances de l'Académie d'Agriculture, 18, Rue de Bellechasse, Paris.

La Documentation économique.

La Documentation économique internationale.

L'Economiste français.

L'Etoile Bleue, organe de la Ligue nationale contre l'alcoolisme, 147, Bd. Saint-Germain, Paris.

Le Journal des Contributions indirectes, Lib. Oudin, Poitiers.

Le Journal des économistes.

Les Lois nouvelles.

Le Moniteur vinicole, 6, Rue de Beaune, Paris.

Pommes, Cidres, Alcools. Bulletin de la confédération générale des producteurs de fruits à cidre, 33, Rue d'Amsterdam, Paris.

Le Progrès agricole et viticole, 1, Rue Albisson, Montpellier.

La Revue d'économie politique.

La Revue politique et parlementaire.

La Revue de science et législation financière.

La Revue des agriculteurs de France, 8, Rue d'Athènes.

La Revue vinicole, 19, Boulevard Montmartre, Paris.

La Revue de viticulture, 35, Boulevard Saint-Michel, Paris.

La Revue des deux Mondes.

La Revue des boissons, 94, rue Saint-Lazare, Paris.

Les Travaux des Chambres d'Agriculture, 33, Rue d'Amsterdam, Paris.

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Sénat.

1887 N° 42. CLAUDE. — Rapport au nom de la commission d'enquête sur la consommation de l'alcool en France.

- 1923 N° 101. H. BÉRENGER. — Rapport au nom de la commission des finances.
- 1930 N° 353. TOURNAN. — 4^e rapport supplémentaire au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi instituant le monopole de l'alcool industriel.
- N° 513. DAMECOUR. — Proposition de résolution.
- 1931 N° 178. DAMECOUR. — Proposition de résolution.
- N° 568. Abel GARDEY. — Rapport au nom de la commission des finances.
- N° 583. DAMECOUR. — Avis au nom de la commission de l'agriculture.
- N° 720. CHAUVEAU. — Avis au nom de la commission d'hygiène.
- 1932 N° 44. P. E. FLANDIN. — M. des finances. Projet de loi.
- N° 281 Abel GARDEY. — Rapport au nom de la commission des finances.
- N° 282. DAMECOUR. — Avis au nom de la commission de l'agriculture.
- N° 380. Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés.

Chambre des Députés.

11^e Législature (1).

- 1914 N° 227. Ed. BARTHE. — Proposition de loi.
- 1915 N° 964. Ed. BARTHE. — Proposition de loi.
- N° 992. E. BROUSSE. Proposition de loi.
- N° 1241. RIBOT, Ministre des finances. — Projet de loi.
- 1916 N° 2034. TOURNAN. Rapport au nom de la commission des boissons.
- N° 2115. RIBOT, M. des finances. — Projet de loi.
- N° 2165. Ed. BARTHE. Avis au nom de la commission de l'agriculture.
- N° 2194. Raoul PERRET. — Rapport au nom de la commission du budget.

(1) Pour les documents antérieurs, consulter Jaudon : La condition des bouilleurs de cru, Paris 1903, p. 229.

12^e Législature.

- 1920 N° 1435. Ed. DESSEIN. — Proposition de loi.
1922 N° 5100. Ch. DE LASTERIE, M. des finances. — Projet de loi.
N° 5246. J. TAURINES. — Rapport au nom de la commission des boissons.
1923 N° 5431. Ch. TISSEYRE. — Proposition de loi.
N° 5511. J. TAURINES. Rapport au nom de la commission des boissons.
N° 5547. M. BOKANOWSKI. Avis au nom de la commission des finances.
N° 5687. J. TAURINES. — Rapport au nom de la commission des boissons.

13^e Législature.

- 1924 N° 978. Georges RICHARD. — Proposition de loi.
1925 N° 1640. E. FLANDIN. — Rapport au nom de la commission des boissons.

14^e Législature.

- 1928 N° 486. Georges RICHARD. — Proposition de loi.
1929 N° 1574. ROULLEAUX DUGAGE. — Proposition de loi.
1930 N° 4020. RENAITOUR. — Proposition de résolution.
N° 4039. CAUTRU. — Proposition de loi.
1931 N° 4785. E. FLANDIN. — Rapport au nom de la commission des boissons.
N° 5480. TRANCHAND. — Proposition de loi.
N° 5673. Maurice ROBERT. — Proposition de résolution.
1932 N° 6621. CAUTRU. — Proposition de loi.
N° 6763. CAMUZET. — Rapport au nom de la commission des boissons.
N° 6973. Ernest FLANDIN, M. des finances. — Projet de loi adopté par le Sénat.

15^e Législature.

- 1932 N° 288. CAUTRU. Proposition de résolution.
N° 528. CAUTRU. — Proposition de loi.

- 1933 N° 1236. Pierre PERREAU-PRADIER. — Proposition de loi.
N° 2091. Maurice ROBERT. — Rapport au nom de la commission des boissons.
N° 2180. D'AUDIEFFRET-PASQUIER. — Avis au nom de la commission de l'agriculture.
N° 2195. Maurice ROBERT. — Rapport supplémentaire au nom de la commission des boissons.
N° 2196. CAUTRU. — Proposition de loi.
N° 2637. R. DE GRANDMAISON. — Proposition de loi.
N° 2766. André GRISONI. — Avis au nom de la commission du commerce et de l'industrie.
1934 N° 3603. Léon BARETY. — Avis au nom de la commission des finances.
1935 N° 5623 Pierre PERREAU-PRADIER. — Proposition de loi.
1936 N° 6639. Gaston GOURDEAU. — Proposition de loi.

Imprimerie REMONDIN
Rue de Brébisson. - FALAISE

1936

